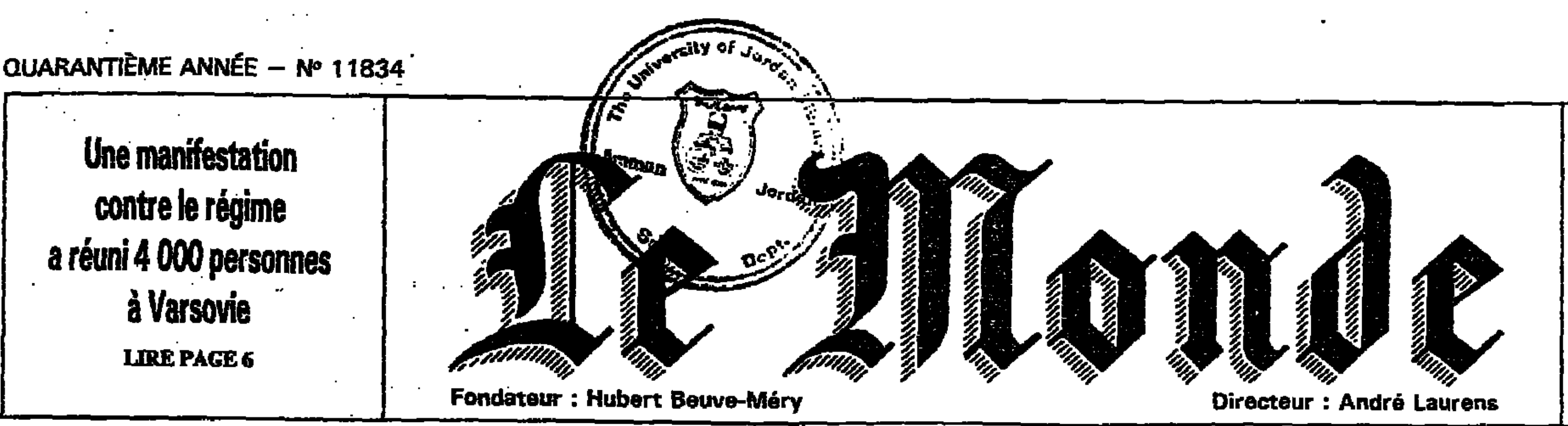
QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11834 – MARDI 15 FÉVRIER 1983



Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 86 d.

Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Une manifestation contre le régime a réuni 4 000 personnes à Varsovie

LIRE PAGE 6

BULLETIN DU JOUR

M. Fanfani à Paris

Accompagné de cinq ministres, M. Amintore Fanfani, président du conseil italien, est arrivé à Paris pour avoir avec le président de la République quelques heures d'entretiens, présentés à Rome comme une conférence au sommet franco-italienne analogue aux sommets franco-allemands, et attribués par Paris à la volonté politique du chef de l'Etat.

Voici près d'un an, la visite officielle en Italie de M. François Mitterrand fut célébrée comme l'aube d'une ère nouvelle dans les relations franco-italiennes. Les « entretiens de travail » s'étaient déroulés parallèlement aux rencontres protocolaires. Rien n'avait été ménagé pour garantir aux interlocuteurs italiens qu'ils auraient désormais dans l'Europe vue par la France socialiste un poids égal à celui de l'Allemagne fédérale. Pareilles assurances avaient déjà été données par MM. Georges Pompidou et Giscard d'Estaing.

Les deux précédents présidents de la République avaient tablé sur l'acceptation enthousiaste par l'Italie d'un bilatéralisme franco-italien qui compenserait ce que Rome nommait « l'axe Paris-Bonn ». Leur successeur y a ajouté l'ornementation d'un concept de « latinité » assez imprécis.

Paris, selon toutes apparences, n'avait pas mesuré, une fois de plus, que Rome ne vibrerait ni à un tête-à-tête franco-italien ni aux séductions fanées de la latinité, dont les échos, s'ils viennent en France de Charles Maurras, rappellent en Italie les thèmes de l'expansion fasciste en Méditerranée et en Afrique.

La preuve en a été faite par l'écart très notable entre les projets de développement culturel communs, formulés voici un an, et les réalisations modestes, prévues en vertu d'une « nouvelle philosophie ». On avait envisagé la création à Paris d'une Académie d'Italie, analogue à la Villa Medicis et à l'Ecole française de Rome. Elle avait été stoppée par une diplomatie italienne qui, en toute chose, préfère une réalisation communautaire européenne, non sans les solides raisons dictées par l'expérience des alliances où l'Italie dut se contenter d'être un « brillant second ».

Si M. Giovanni Spadolini, historien réputé et personnalité « laïque », pouvait apparaître comme un interlocuteur proche de M. François Mitterrand par les goûts et les desseins, M. Amintore Fanfani, incarnation même de la démocratie chrétienne aux mille visages, est aussi distant du président de la République que l'est le chancelier Helmut Kohl. Les langages politiques ne sont certainement pas les mêmes.

Les emphases différentes recouvrent un même pragmatisme. Comme M. Spadolini, M. Fanfani salue avec intérêt les grands projets telle la conférence des pays de la Méditerranée occidentale, idée lancée fin janvier au Maroc par M. François Mitterrand. Mais la finalité en est moins évidente pour les Italiens que la relance des institutions européennes. Rome attend beaucoup à cet égard de la présidence ouest-allemande de la Communauté.

Pragmatisme aussi du côté français. Car l'éventail culturel recouvre à peine les soucis économiques : le gros déséquilibre de la balance des échanges commerciaux au bénéfice de l'Italie aura pour conséquence que l'essentiel de ces entretiens portera sur les dérobades italiennes dans les domaines aéronautique et électro-nucléaire ou les difficultés de la coopération agro-alimentaire.

Sans nul doute, le climat est « excellent » et les relations sont « très cordiales ». Mais les faits sont moins générateurs d'euphorie.

(Lire nos informations page 5.)

L'O.L.P. tente de maintenir son unité tout en renouvelant sa stratégie

au cours de la réunion de son conseil national à Alger

Précédé de quatre jours de débats houleux entre les diverses tendances de l'O.L.P., le Conseil national palestinien, qui fait fonction de Parlement, entame ce lundi 14 février en fin d'après-midi à Alger sa seizième session, en présence des principaux dirigeants et de quelque trois cent quinze représentants.

La plus haute instance palestinienne, réunie pour la première fois dans un pays arabe éloigné du « champ de bataille », va tenter de préserver l'unité du mouvement et de parvenir à un consensus difficile, qui permettrait à M. Arafat d'avoir les coudées franches pour relancer le processus diplomatique.

● *A Jérusalem*, le maintien de M. Sharon en tant que ministre sans portefeuille au sein du gouvernement, qualifié de « faux fuyant » par l'opposition travailliste, devrait être approuvé ce lundi après-midi par la Knesset. M. Moshe Arens, actuel ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, a accepté d'assumer le poste de ministre de la défense abandonné par M. Sharon.

● *En Cisjordanie*, des incidents ont éclaté ce lundi matin au camp de réfugiés palestiniens de Kalandiya, près de Ramallah, ainsi qu'à Naplouse. Les autorités militaires ont imposé le couvre-feu dans le camp et procédé à de nombreuses arrestations.

Alger. — *Chaleureuses poignées de mains et embrassades émues ont marqué les retrouvailles des responsables palestiniens six mois après la fin de la guerre du Liban.* Les uns, rescapés du siège de Beyrouth, et, depuis, disséminés dans une dizaine de pays arabes, les autres résidant habituellement au Moyen-Orient, en Europe ou en Amérique, ils ne s'étaient pas revus, pour nombre d'entre eux, depuis la dernière session du Conseil national palestinien (C.N.P.), en avril 1981 à Damas.

Celle qui s'ouvre, lundi soir 14 février au Palais des nations à Alger — la seizième depuis la fondation de l'O.L.P. en 1964 — revêt une importance particulière. Les quelque trois cents membres du « parlement palestinien » présents sont appelés à tirer les leçons de la défaite subie au Liban, à réaménager les structures politiques et militaires de l'O.L.P. dans sa nouvelle aire géographique, et, surtout, à définir une stratégie diplomatique adaptée à une nouvelle conjoncture.

L'effondrement de l'O.L.P. au Liban ne paraît pas avoir entamé son

De notre envoyé spécial

audience internationale : une multitude de délégations, venant d'une centaine de pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud, des représentants de gouvernements, de Parlements, de partis politiques, suivront les travaux du C.N.P. à titre d'observateurs.

Autre constatation : l'épreuve subie a renforcé la détermination des représentants palestiniens à serrer les rangs. Le mot que l'on entend le plus souvent dans les couloirs de la conférence est celui d'unité. « *Nous n'allons pas céder aux pressions de certains pays arabes et des Etats-Unis, qui veulent faire éclater notre organisation* », répètent à satiété les porte-parole des diverses organisations de fedayin, pourtant profondément divisées sur un nombre impressionnant de problèmes.

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

Le commerce mondial de l'alcool est de plus en plus dominé par les sociétés transnationales

affirme un rapport des Nations unies

L'Organisation mondiale de la santé, qui a décidé de renforcer sa lutte contre l'alcoolisme, dispose à cette fin d'un rapport substantiel de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). De ce document, qui n'a pas été publié, il ressort que les sociétés transnationales resserrent leur contrôle du marché national de l'alcool qui représente plus de 1 100 milliards de francs.

1 100 milliards de francs

De notre correspondante

Genève. — L'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) a, devant la « *propagation dévastatrice* » des diverses formes d'alcoolisme, décidé d'intensifier sa lutte contre ce fléau.

Son programme devrait s'appuyer notamment sur une étude du secrétariat de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) afin de dégager les conséquences pour la santé publique de la production, de la commercialisation et de la distribution de l'alcool.

Un des principaux spécialistes des sociétés transnationales, M. Frederick Clairmonte (1), tout en assumant sa nouvelle fonction de consultant de l'O.M.S., après avoir mené, en collaboration avec M. John Cavanagh, une enquête serrée durant des mois, a rédigé un rapport de quelque 230 pages.

Ce document a été achevé en novembre 1982, mais n'a pas encore été rendu public, ou même mis en circulation. Ni le secrétariat de l'O.M.S. ni celui de la CNUCED ne donnent de précisions à son sujet.

ISABELLE VICHNIAC.

(Lire la suite page 42.)

(1) Auteur d'un rapport sur les multinationales du tabac, publié par la CNUCED (*le Monde* du 4 octobre 1978).

AUJOURD'HUI : A l'occasion de la visite à Paris du président Biya, un supplément sur le Cameroun. *(Pages 7 à 10.)*

DEMAIN : *Le Monde* publiera dans ses éditions du 15 février (datées du 16), des documents inédits (présentés par Serge Klarsfeld), sur l'attitude de la France et des Etats-Unis avant l'expulsion de Klaus Barbie.

La reconquête de l'Ouest

La reconquête de l'Ouest ? L'opposition semble persuadée que les élections municipales des 6 et 13 mars vont lui permettre de reprendre plusieurs municipalités enlevées par la gauche en 1977. Celle-ci fait preuve d'une certaine sérénité. A la base de l'ambition des formations de droite, la querelle scolaire qui, dans l'Ouest plus qu'ailleurs, représente un thème central de la campagne électorale.

I. — *« La liberté, ça ne se discute pas »*

De notre envoyé spécial
Laurent Zecchini

Les monts d'Arrée. — Paysage crétois. Calvaires sous un soleil blanc. Pluie traversière. Sol breton, dur, souvent mystique. Pérégrinations dans l'Armor et l'Argoat. Lorient, Brest, Châteaulin, villes déjà lointaines. Devant, Lannion, Saint-Brieuc, les Côtes-du-Nord. Le Morbihan, le Finistère, qu'en reste-t-il ? Trois petites phrases, obsédantes. « *Ceux qui possèdent la liberté ne veulent pas la perdre* » : Guy Guermeur, ancien député R.P.R. du Finistère, candidat aux élections municipales à Lorient. « *Plus de 70 % des militants des sections socialistes de Brest sont issus des milieux catholiques* » : Pierre Maille (P.S.), maire de Brest. « *Pourquoi chercher à détruire ce qui existe ?* » : frère Leclerc, directeur de l'institution catholique Saint-Louis, à Châteaulin. Frère Leclerc, militant R.P.R...

Résistible approche de l'Ouest : Bretons, socialistes et chrétiens. Bretons, militants C.G.T. et chrétiens. Communistes influencés par leur passage à la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). Mayenne conservatrice, qui cultive avec délectation son anticommunisme ; Maine-et-Loire : Angers, dont le maire, Jean Monnier (P.S.), refuse obstinément l'union avec le P.C. : « *Suis-je un déviant ou un réaliste ?* »

Les cartes se brouillent à plaisir... Laïcs, catholiques, trop de contradictions dans chaque camp. Ce serait si simple si l'on pouvait opposer, de façon manichéenne, les partisans de l'enseignement public et les défenseurs de l'enseignement privé : trancher entre la logique et les faits et les certitudes religieuses. Depuis plus de vingt ans, la Bretagne, l'Ouest, se nourrissent de ce drame permanent, la « querelle scolaire », avec des temps forts, rituels, à chaque consultation électorale. Il faut donc relativiser. La tentation est trop forte de dire que, cette fois-ci, la querelle scolaire va peser sur l'issue du scrutin. Les municipales de mars 1983 ? Oui, bien sûr, mais l'Ouest en a vu d'autres.

D'abord l'Ouest existe-t-il ? En tant qu'entité, sociologique, humaine, politique ? Basques, Corses, Bretons, Alsaciens, ont sans doute un « *caractère propre* », une histoire, une réalité culturelle, des racines qui ne se plient pas au jacobinisme. Les extrêmes, apparemment, ont donc une « *identité* ». Mais l'Ouest, ce conglomérat géographique ? Postulat : l'Ouest dont il est question se limite administrativement à deux régions : la Bretagne et les Pays de la Loire. Conjoncture : les élections municipales. La querelle scolaire va jouer un rôle. Lequel ?

(Lire la suite page 13.)

AU JOUR LE JOUR

Accords

La musique du pouvoir écorche les oreilles de M. Lecanuet. « Ce gouvernement, *dit-il*, est une cacophonie. » *Et d'opposer la « petite musique » de M. Rocard aux airs martiaux de M. Mauroy, après un hommage appuyé à M. Cot, qui a laissé l'orchestre en plan au beau milieu d'une répétition.*

Les mélomanes, toutefois, s'impatientent à voir le comportement du trio des opposants. Non contents de montrer leur désaccord sur la partition qu'il convient de jouer devant la France, ils se chipotent pour donner le « la ».

BRUNO FRAPPAT.

FRANÇOIS PERROUX
Pour une philosophie du nouveau développement

" François Perroux, dépassant les théories courantes, voit la vie économique comme un jeu de pouvoirs entre grandes unités actives. "
PIERRE MASSE

" Un texte extraordinairement stimulant... un point d'arrivée par la synthèse qu'il propose, un point de départ par les voies qu'il ouvre. "
JACQUES LESOURNE

" Voici l'œuvre où s'accomplit, dans sa forme mûre et complexe, le projet fondamental de François Perroux, qui nous livre un visage autre, enrichi, neuf de l'économie. "
EDGAR MORIN

AUBIER/PRESSES DE L'UNESCO
ARL
AUBIER

QUATRE CENTS INTELLECTUELS EN SORBONNE

L'Internationale de l'imaginaire

Les premières Rencontres internationales de la Sorbonne sur la création et le développement ont réuni, les samedi 12 et dimanche 13 février, à l'invitation du ministère de la culture, quelque quatre cents intellectuels des cinq continents. Les débats ont été clos le second jour par M. François Mitterrand, qui, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, a appelé « tous les créateurs et tous les chercheurs » à participer « davantage » à la préparation de la société de demain. (Lire page 17, les extraits du discours du président de la République.)

C'est à l'automne, au moment où s'apaisaient un peu les remous suscités par la description de la situation culturelle mondiale présentée en juillet à la conférence de Mexico par le ministre français de la culture, que M. Jack Lang et son chargé de mission pour les affaires internationales, M. André Larquié, ont eu l'idée d'inviter à Paris une centaine d'étrangers occupant chez eux le premier rang dans les disciplines de l'esprit les plus diverses, auxquels se joindraient trois centaines de personnes — françaises ou non — jouant en France un rôle de premier plan dans leurs spécialités respectives.

Il s'agissait de confronter ces hommes de science et de conscience et de les questionner sur leur façon d'envisager la solution de la crise socio-économique universelle et l'élaboration de l'après-crise.

L'événement était sans précédent : si peu de temps, tant de monde, d'horizons (1) et de sympathies souvent opposés, tant de problèmes à examiner !

L'affaire pouvait facilement sombrer dans la confusion : « *la France a un ministre de la culture qui ose prendre des risques* », constatait, la veille des rencontres, Breyten Breytenbach, le poète sud-africain exilé à Paris.

Première constatation : « l'*esprit d'ordre et de méthode* » forgé en ces lieux — Leopold Sedar Senghor l'a rappelé — depuis Robert de Sorbon, l'a emporté. Et avec lui la tolérance : socialistes et libéraux, croyants et agnostiques, poètes et économistes, Arabes et Israéliens, Turcs et Grecs, ne se sont pas invectivés, unis par une « *angoisse commune* », et peut-être tout autant par une intense curiosité mutuelle.

Des monuments se rencontraient pour la première fois : l'écrivain turc Yachar Kemal écoutait religieusement l'économiste américain John Kenneth Galbraith, le romancier américain à gros tirages William Styron contemplait la fresque centenaire de Puvis de Chavannes personnifiant les lettres et sciences ; Ernesto Cardenal, là en tant que poète mais curé et ministre de la culture au Nicaragua, se trouvait face à Sean MacBride, vieil Irlandais têtu qui fonda Amnesty International ; l'Egyptien Youssef Chahine, à propos d'un film duquel les Frères musulmans menacèrent, en 1980, de faire sauter l'université du Caire, écarquillait les yeux en entendant Samuel Fuller lui raconter que le Klu Klux Klan empêchait toujours la sortie aux Etats-Unis de son film antiraciste *Dressé pour tuer* ; Adonis, l'un des plus grand poètes arabes, et en tout cas le plus mystérieux, se montrait enfin à tous, venu du Levant meurtri.

Seconde constatation : l'« *Internationale de l'imaginaire* », selon l'expression du sociologue Jean Duvignaud, se constituait sous nos yeux. Et comble du paradoxe, elle le faisait en cette Sorbonne où, il y a quinze ans, on voulut défenestrer la culture.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(Lire la suite page 17.)

(1) Tous les grands pays étaient représentés, à l'exception de l'Union soviétique d'où aucune des cinq personnalités « indépendantes » invitées (dont le cinéaste Serguei Paradjanov) n'était venue.

Il y a cent ans Wagner mourait à Venise

(Lire, page 17, les articles de Jacques Lonchampt et de Philippe Pons



Le Monde

idées

Nos lecteurs et le cas Barbie

Dans la correspondance que nous avons reçue à propos du cas de Klaus Barbie, une note domine : non à l'oubli, oui à la justice ; mais non à la haine et à la vengeance. « Pour l'honneur de la France », il conviendrait aussi de rappeler tous les concours que nos concitoyens, hélas ! ont apportés à l'occupant, et les exactions commises en Algérie. D'autres lecteurs vont plus loin et estiment que c'est une lourde erreur d'avoir ravivé ces plaies l'année du vingtième anniversaire du traité franco-allemand, et peu après avoir réhabilité les chefs de l'O.A.S. Opération « morbide et dangereuse », selon un *texte* reçu, à *laquelle les jeunes qui nous ont écrit ne veulent pas* être mêlés.

Pour l'honneur de la France

Depuis l'incarcération en France de Klaus Barbie, les témoignages et les prises de position se multiplient. Les uns, qui n'ont rien oublié, rappellent ce que fut la cruauté d'un homme investi de pouvoirs sans *limites* dans le cadre d'un régime de dictature fasciste. Les autres jugent l'homme et le pouvoir qu'il incarnait et estiment qu'il importe désormais de faire le procès du nazisme afin qu'à *jamais* les crimes dont il est responsable ne se reproduisent. Peu, et ils ont raison, accordent une quelconque *importance* à la peine que Barbie subira puisque sa conduite est inexpiable.

Je crois que les Français, dont un grand nombre aujourd'hui n'ont pas vécu l'époque dramatique que ce *procès va faire revivre*, ne voient pas l'importance, la valeur de cet acte de justice. Celui-ci doit, à mes yeux, démontrer que la France de 1940 à 1944 n'a pu être asservie par l'ennemi qu'en *raison de l'insuffisance* de ses responsables civils et militaires en 1939 et 1940, mais aussi, et c'est là où le procès a son réel intérêt, parce que les Allemands ont trouvé en France des alliés objectifs et des collaborateurs.

La France de Louis XIV, celle de Napoléon ou celle de 1914-1918 avait *en 1940 les capacités* d'une grande puissance. Elle n'avait plus, en revanche, d'élites en nombre suffisant ; elle avait des notables dont une part importante s'est malheureusement accommodée des exigences de l'occupant — il fallait bien survivre ! — quand ils ne l'ont pas *aidé à assurer sa politique d'asservissement.*

Certains affirment depuis longtemps, et c'est l'excuse de beaucoup encore aujourd'hui, qu'il fallait bien administrer la France en maintenant ses structures, protéger les Français en faisant en sorte de limiter les exigences allemandes. Bref, il apparaissait nécessaire de maintenir les pouvoirs publics afin que l'ennemi ne se substitue pas complètement aux responsables civils qui *croyaient* à la nécessité de poursuivre — et dans quelles conditions et à quel prix ! — *leur mission.*

En vérité, ils ont commis un crime contre la France. La France avait certes subi une défaite militaire, dont ses chefs portent, devant l'histoire, la totale responsabilité. Mais elle aurait pu éviter de devenir un pays entièrement occupé, un peuple soumis, ce qui est un fait unique *dans notre histoire* moderne. Peuple vaincu sans avoir gardé l'honneur de s'être bien battu, la France porte *cette tare. En fait*, la nation française, dans ses profondeurs, a été abusée. Elle a été trahie. En effet, tous ceux qui ont accepté de servir les autorités allemandes à des postes importants — *sans résister — doivent* être tenus pour responsables des malheurs et du déshonneur de notre *patrie.*

Il est évident que l'Allemagne n'aurait pu dominer pendant quatre ans la France sans y trouver les *complicités nécessaires. Il y a ceux qui* ont donné l'illusion aux Français, par le pouvoir qu'ils exerçaient avec l'accord de l'ennemi, qu'ils étaient sauvés et que de meilleurs jours s'ouvraient devant eux ; *il y a tous* les autres qui ont permi aux Allemands de traquer, de torturer et de déporter (...).

L'essentiel est de prouver au monde que la France, trahie par certains des siens, a dû fléchir, en dépit des sacrifices immenses de celles et de ceux qui ont souffert courageusement pour la liberté et pour l'honneur de leur pays.

J. DE CASTEL TRÉDUGUEC.
(Orléans.)

Surtout pas de haine...

L'arrivée en France de Klaus Barbie *soulève des réactions diverses et* souvent très pénibles. Fils de résistant mort sous la torture, je vous demande de faire passer ce message: « Surtout pas de haine. » Car je souffre à l'idée que la haine puisse naître des cendres de Jean Moulin et de tous les autres.

En témoignant aujourd'hui du même sentiment que leurs bourreaux, nous ferions insulte à la mémoire de tous ceux qui sont morts pendant la guerre, et en particulier à la mémoire des résistants qui ont lutté contre le nazisme, l'horreur, la haine. Et ne serait-ce pas d'ailleurs *entrer ainsi dans leur* jeu ? Oh! Mme Jean Moulin, votre témoignage sur Antenne 2 m'a fait mal.

Non, il ne faut pas oublier ; le pardon est une affaire entre *l'homme et Dieu et qui élève* l'homme.

Mais comment souhaiter l'assassinat d'un homme pour lui faire expier ses crimes ? Si notre pauvre justice humaine arrive à faire prendre conscience de ses crimes à Barbie, n'est-ce pas là le châtiment le plus lourd ?

Et que cela serve d'exemple à tous les criminels petits et grands qui continuent de par le monde, à l'Est comme à l'Ouest, à torturer et à tuer.

Alors, comme ceux qui en sont morts, sachons rester dignes et surtout : « Pas de haine. »

JEAN-DANIEL MESSMANN.
(Ingersheim.)

Morbide et dangereux

L'« opération Klaus Barbie » me cause un malaise que je tiens *à exprimer en tentant* de l'analyser, même si mes propos grincent quelque peu dans le concert *des témoignages* de satisfaction.

Ne parlons pas de la récupération politique à laquelle certains n'ont déjà pas manqué de se livrer à propos de cette affaire... Il s'agit de problèmes plus fondamentaux. *Rouvrir de telles plaies* quarante ans après, réveiller les passions, la haine, la douleur, *cela me semble morbide et dangereux.* Et comment peut-on prétendre que, ce faisant, on ne *cherche pas la vengeance* ? Ce serait là nier des réactions viscérales tout à fait compréhensibles, *et l'objectif du procès sera bien* la condamnation de cet homme. Car la vérité, elle, est connue depuis longtemps ; le procès du fascisme a déjà été fait, et souvent ; l'indignation, l'horreur sont unanimes. Que voudrait-on prouver de plus ?

Bien sûr, il n'est pas question d'oublier, d'occulter ce qui s'est passé à Lyon et ailleurs durant cette période. Il faut que l'on sache jusqu'où peut aller la barbarie humaine. Mais il est préférable que les « leçons d'histoire » *se déroulent ailleurs que dans un* palais de justice et qu'elles se concluent autrement que par la punition *d'un individu.*

En effet, K. Barbie faisait à l'époque partie intégrante de la machine de guerre nazie, du système hitlérien ; et c'est ce système, et non pas un de ses rouages, qui porte la responsabi- facile de penser qu'on agit mal lorsqu'on obéit aux directives du gouvernement de son pays, gouvernement *légal et même plébiscité* par le peuple ? C'est la guerre elle-même qui permet de telles atrocités, toutes les guerres, dans quelque pays que ce soit.

Ont-ils quelque chose à envier à Barbie, les responsables du *charnier de Kenchela*, les militaires français (Massu, etc.) qui ne se sont jamais *cachés d'avoir* pratiqué la torture en Algérie, les Américains qui ont largué la bombe sur Hiroshima, ceux qui arrosaient de napalm les populations du Vietnam, les sbires des tyrans d'Iran, *du Salvador*, du Guatémala, d'Afrique du Sud, etc. qui pillent, violent, brûlent, *tuent..., les bourreaux des* goulags soviétiques, qui tous agissent au nom de l'État ?

Nulle œuvre de vengeance ne saurait être positive. C'est la guerre et le fascisme qu'il nous faut prévenir et traquer sans *cesse en luttant contre tout ce* qui peut y conduire et notamment le nationalisme, le patrio*tisme délirant, le racisme, la mili*tarisation, la puissance de l'État, la soumission inconditionnelle à *l'autorité. J'estime que tolérer* des usines d'armement, refuser le désarmement (même unilatéral), *accepter l'existence de l'armée* (de n'importe quelle armée), c'est être complice peu ou prou *des criminels de guerre.*

Cette affaire fait resurgir des fantasmes malsains. Espère-t-on exorciser par là des années *d'horreur et peut-être, pour certains*, de lâcheté ? Tout cela, joint à toute cette publicité tapageuse, *suscite en moi un profond* sentiment de tristesse et, pour tout dire, de dégoût.

MADELEINE ROUX.
(Enseignante, Bagneux.)

Brisons le cercle infernal...

Beaucoup de choses se sont dites ou écrites au sujet de Klaus Barbie. Parmi elles, une petite phrase de M. Christian Pineau. Barbie haïssait *la France ; son père, disait-il, avait* été humilié par des Français durant les années d'occupation qui suivirent la première guerre mondiale.

Barbie a vengé son père... Cela ne *constitue en aucun cas une excuse ni* ne le dispense d'avoir à répondre de ses crimes devant la justice. Mais gardons-nous de confondre justice et vengeance ; plus que l'homme, c'est ce *fléau qu'il faut traquer.*

J'ai travaillé en Allemagne, pendant les années qui ont suivi la guerre, à l'animation d'un centre culturel franco-allemand ; j'y ai rencontré d'anciens déportés qui collaboraient avec nous à cette reprise des relations entre nos deux jeunesses que séparaient des années de national-socialisme. Ils étaient allés jusqu'au bout de l'horreur et voulaient construire l'avenir sur des bases nouvelles, conscients du caractère destructeur de la haine.

Que justice soit rendue, oui ; mais ne nous laissons pas contaminer par la lèpre de la haine. Brisons ce cercle infernal de la vengeance et... *ayons le triomphe modeste.*

Oui, la jeunesse doit savoir ce que furent ces années atroces, mais elle a aussi engrangé dans sa mémoire ce qu'un anniversaire récent lui rappelait : les *tortionnaires des djebels* algériens n'étaient pas nazis...

ELISABETH ROLAND-GOSSELIN.

Une lourde erreur

Permettez-moi de vous écrire ma réaction au sujet de l'affaire Barbie. Je suis né en 1952, et n'ai par conséquent connu ni la guerre mondiale ni même la guerre d'Algérie. C'est *vous dire si les années 40 sont pour* moi lointaines.

En revanche, l'impact d'une telle affaire sur le temps présent me paraît très grave. On nous dit que la réouverture du dossier Barbie doit surtout servir à exorciser le risque d'un nouveau nazisme. Je crois que *les choses ne sont pas si simples.* Nazisme est un concept complexe qui incorpore à la fois fascisme et nationalité allemande. *Il faut savoir* si l'on veut faire le procès du fascisme ou celui de l'Allemagne.

Si l'on veut faire le procès du fascisme, il faut arrêter des Français, *pas des Allemands. Touvier*, l'associé français de Barbie, ne serait-il pas un accusé plus pertinent, pour mettre en lumière les exactions et les dangers du fascisme à la française, que Barbie lui-même, soldat d'une armée d'occupation ?

Je suis un militant du Club 89, association *politique* qui a pour but la vigilance républicaine, et à ce titre parfaitement d'accord pour que les criminels politiques français soient impitoyablement poursuivis.

Par contre, en tant que Français de trente ans vivant en 1983, je suis opposé à ce que l'on relance l'esprit de vengeance contre l'occupation allemande des années 40. En lançant un mandat d'arrêt contre un occupant allemand, quarante années exactement après les faits, l'État français commet à mon avis une lourde erreur.

Voici pourquoi je le pense. *Je suis* né et j'ai grandi sur les bords de la Somme. Là où, toujours, les Français et les Allemands se sont affrontés dans le sang. Enfant, j'ai joué dans les trous d'obus de la guerre de 1914, car il n'y a là-bas pas un champ, pas un bois, qui n'en soit défoncé. Partout, dans chaque village, des monuments aux morts couverts de centaines de noms. Mes parents, mes grands-parents, mes arrière-grands-parents, tous ont connu leur guerre contre les Allemands.

Depuis Napoléon au moins, chacun, de chaque côté du Rhin, prépare sa revanche. D'abord Napoléon, puis Bismarck, puis Clemenceau, puis Hitler. Aujourd'hui, va-t-on recommencer ? *Qui veut rajouter son nom* dans cette atroce succession ? Quel affreux cynisme de vouloir raviver de telles haines *l'année du vingtième* anniversaire du traité d'amitié franco-allemand.

A-t-on oublié que, depuis vingt-*cinq* ans, les *générations nouvelles* tentent de bâtir une Europe unie et fraternelle ? J'en suis, je pense, un vivant *témoignage. Adolescent*, j'ai passé la plupart de mes vacances avec des Allemands dans le cadre des échanges organisés par l'office franco-allemand de la jeunesse. Jusqu'en 1972, à Munich, aux Jeux olympiques qui, trente-six ans après Berlin, ont été le symbole de la main tendue de l'Allemagne au reste du monde. J'ai épousé une Allemande, et plusieurs personnes de ma famille et de mes amis ont fait de même.

Quels vieux spectres hideux *souhaite-t-on réveiller maintenant* au fond de nos consciences ? Quels ferments de discorde est-on en train *d'aventurer* ?

Ceux qui tiennent pour la *réouverture* du dossier Barbie diront qu'il n'y a là rien de dirigé contre *l'Allemagne. Certes, les intentions* à cet égard sont sans doute pures. La cible visée est interne à la France. *Mais je dis : attention aux apprentis* sorciers. L'affaire Barbie n'apporte rien de bon aux relations franco-allemandes. Des *centaines de milliers* d'Allemands ont occupé la France et sont aujourd'hui les pères de *nos jeunes amis d'outre-Rhin.* Ils peuvent se sentir visés. La haine engendre la haine. La vengeance en*gendre la vengeance. Pendant encore* combien de centaines d'années allons-nous ressasser les mêmes querelles ? Si nous n'y *mettons* pas fin, c'est Hitler qui aura eu raison, en disant qu'il créait un Reich pour mille ans : l'empire de la haine.

JEAN-GUILLAUME RICHARD.
(Paris.)

Et les Barbie français ?

Tout d'abord, je suis Algérien. *Je suis né le 4 juin* 1939.

Messieurs, en entendant tellement parler ces jours-ci de *Barbie nazi* et surtout en écoutant des personnes qui ont été torturées pendant *la dernière guerre il* y a plus de quarante ans ; oui, en les écoutant souvent pleurer, pour cela *je n'ai pas pu résister à vous* poser cette question : combien *est-ce qu'il y avait de Barbie* et de nazis pendant la guerre d'Algérie ? Moi-même, messieurs, je n'avais que dix-huit ans en 1958. J'ai été arrêté pour presque rien. *Peut-être la seule raison* était d'avoir dix-huit ans et de n'être ni dans l'armée française *ni algérienne.*

J'ai été arrêté et torturé par ordre d'un capitaine qui s'appelait *Bernard — c'est tout ce que* je savais sur lui — et qui, en février, mars, avril et mai 1958, se *trouvait à Djebala*, commune de Nedroma, département de Tlemcen (Algérie). J'ai été torturé pendant un mois, j'avais deux à trois séances par semaine. Je suis *rentré en prison* comme un jeune homme de dix-huit ans, puisque je les avais tout juste, et je *suis sorti comme un vieux* de soixante-dix ans, paralysé de mes deux jambes et toutes mes *côtes cassées. On me faisait* de l'électricité, on me faisait boire de l'eau et on me brûlait avec des cigarettes et quand ils en avaient assez de cela, on m'attachait les pieds en l'air et la tête *en bas, nu et toutes les nuits.* Tout ça pour me faire parler de choses ou sur les gens dont souvent je ne savais rien ou que je ne connaissais pas.

Oui, messieurs, je suis venu en France en 1958, paralysé à 100 % et j'ai eu de la chance, *mon père se trouvait en France*, et comme je n'étais pas majeur, il m'a demandé en m'envoyant de *l'argent et la procuration.*

De tout ce que je viens d'écrire, c'est peu par rapport à ce *que* j'ai eu. Je voudrais tout simplement vous poser la question : comment est-ce que les Français jugent ces gens qui faisaient la même chose en Algérie, que Barbie et les nazis dans leur temps ? Cela s'est passé en 1958 et non en 1940-1944. J'aurais voulu avoir l'occasion de parler devant la caméra à la télévision, mais cela n'est pas permis à tout le monde.

En ce *qui me concerne*, je ne demande pas que ces gens soient jugés mais que les Français *sachent qu'il y avait des Barbie* et des nazis pendant la guerre d'Algérie. Ma mère avait cinquante *ans et a été torturée* parce qu'il y avait un de ses fils dans le F.L.N. C'était mon grand frère.

MANSOUR MERZOUK.
(Paris.)

N'y mêlons pas la jeunesse

Je pense que l'inculpation de Klaus Barbie suscitera dans les jours *qui viennent des correspondances.*

En voici une :

Il est *douteux que le* procès de Klaus Barbie apporte des renseignements à l'histoire. Par contre, tous les commentateurs, à commencer par notre premier ministre depuis la Martinique, lui reconnaissent une valeur hautement symbolique.

Quarante ans après les abominables faits commis, c'est la jeunesse de France qui *semble justifier cette* obstination de la justice. Il ne faut pas que les jeunes oublient. Il faut qu'ils *sachent.*

Puisque ce procès s'adresse à nous, alors permettez-moi de dire ce qu'en pense précisément un jeune de *vingt et un ans.*

Oui, ce procès est tristement symbolique, mais pour d'autres raisons. Sa portée dépasse le cadre de la peine que mérite cet anthropoïde nazi. Car je ne peux pas m'empêcher de frissonner à l'annonce de ce verdict que le président de la cour d'assises de Lyon prononcera « au nom du peuple français ».

Mais au nom de qui sommes-nous autorisés à rendre justice pour ces crimes commis contre l'humanité ? Sommes-nous irréprochables pour nous permettre, sans orgueil démesuré, de *juger ce criminel* ? Pouvons-nous toujours, « au nom du peuple français », condamner, sans vergogne, ce triste imitateur de nos exploits passés ?

Combien y a-t-il eu d'Oradour-sur-Glane en 1793 ? André Glucksmann avait cette comparaison terrible pour qualifier le génocide vendéen : *« Notre Cambodge français ! »*

Combien y a-t-il eu de geôliers semblables à Klaus Barbie dans les officines de renseignements pendant la guerre d'Algérie ? Jules Roy avait cette phrase cruelle en réponse à un général français : *« A cause de vous, vous avez éclaboussé l'armée de vos crimes légaux ! »*

Et que dire de la guerre d'Espagne menée par les armées napoléoniennes...

Patriote, *je tremble que* l'avocat de Klaus Barbie ne rappelle justement que la République française n'a aucune leçon d'humanité à donner au monde.

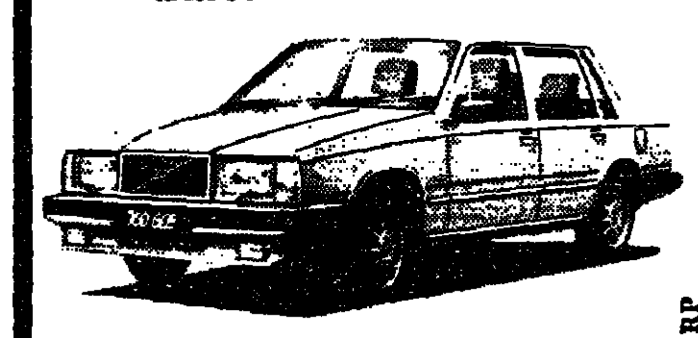
Je me demande s'il y a beaucoup de différence entre les horreurs perpétrées à Lyon en 1943 et celles de Nantes en 1793 ou d'Alger en 1959 ? Je me demande si Klaus Barbie n'est pas tout simplement un Jean-Baptiste Carrier du vingtième siècle ?

Alors, de grâce, ne mêlons pas la jeunesse à cette affaire. Disons uniquement que la sentence sera rendue au nom de notre droit positif.

CHRISTOPHE EOCHE-DUVAL.
(Etudiant, Limoges.)

Le plus grand centre d'essai Volvo

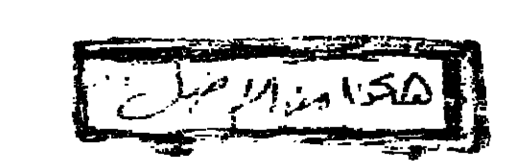
Il est à Paris; venez essayer dans le 16e, le 17e, à Neuilly ou sur les Champs-Elysées, les VOLVO 83 : la série 300 et la nouvelle GLT la série 240 avec les Diesel 6 cylindres, la série 760 Essence ou Turbo Diesel.



RP

VOLVO-PARIS

CARDINET 112/114 rue Cardinet 17e. Tél. : 766.50.35
NEUILLY 16 rue d'Orléans. Tél. : 747.50.05
CHAMPS-ELYSÉES 138 Champs-Elysées. Tél. : 225.60.70
LONGCHAMP 72 rue de Longchamp 16e. Tél. : 727.47.35



هكذا من الأصل

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Israël

EN NOMMANT M. SHARON MINISTRE SANS PORTEFEUILLE

M. Begin conserve sa majorité et n'envisage pas d'infléchir sa politique

De notre correspondant

Jérusalem. – « *On peut vanter ici comme à l'étranger les mérites de garantie démocratique israélienne. Mais, quand le gouvernement s'arrange pour finalement n'en pas tenir compte et que rien – pas même la mort d'un manifestant – se semble pouvoir l'ébranler, on peut aussi s'interroger sur les vertus de cette démocratie...* » Ces propos désabusés d'un militant travailliste reflètent un sentiment assez largement répandu au sein d'une opposition plus ou moins consciente de son impuissance.

Moins d'une semaine après la publication du rapport de la commission d'enquête, le gouvernement de M. Begin paraît avoir déjà surmonté la crise avec une relative aisance. Non seulement le cabinet n'a pas donné sa démission comme pouvaient le laisser prévoir, selon certaines interprétations, les recommandations de la commission Kahane, mais encore, le principal « accusé », M. Ariel Sharon, y garde une place. Le conseil des ministres a décidé, le dimanche 13 février, que M. Sharon resterait l'un de ses membres sans portefeuille et que M. Begin – *dont la responsabilité* a été elle aussi mise en cause par le rapport Kahane – assumerait, provisoirement, les fonctions de ministre de la défense en attendant l'installation de M. Moshe Arens, ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis.

Consulté par le conseil des ministres, le procureur de l'Etat, contre l'avis d'autres juristes, a estimé que ce remaniement était conforme à l'« esprit » des recommandations de la commission Kahane et à l'engagement pris la semaine dernière par le cabinet de les « *respecter* ». Bien que l'opposition et la plupart des éditorialistes de la presse dénoncent ou critiquent le « *faux-fuyant* » trouvé par le gouvernement, celui-ci ne devait guère éprouver de difficultés à faire approuver par la Knesset cette décision qui allait être soumise aux députés lundi dans l'après-midi.

L'ensemble des observateurs israéliens estimaient que M. Begin conserverait les quelques voix de majorité dont il disposait ces derniers mois. Contrairement à ce qui s'était produit en septembre 1982, aussitôt après les massacres de Sabra et de Chatila (1), aucun membre de la coalition n'a menacé de faire défection.

Dans ces conditions, *rien ne* paraît pour l'instant devoir mettre en péril le gouvernement de M. Begin, et les motions de censure qui seront *soumises le mercredi 16 février* ne présentent aucune chance d'être adoptées. Les partis qui les parrainent sont sans illusion. M. Begin *compter théoriquement sur 64 voix* contre 56 à l'opposition. Ainsi rassuré, le premier ministre garde-t-il en réserve comme une arme de dissuasion son projet d'élections anticipées. Il peut apparemment continuer de gouverner sans trop de problèmes pour quelque temps encore avec la majorité actuelle. Les petits partis, tel le parti national religieux (P.N.R.), qui sont associés au Likoud, sont d'autant plus résolus à ne pas remettre en cause leur soutien au gouvernement qu'ils redoutent l'échéance d'un prochain scrutin, et le P.N.R. vient de préciser qu'il n'aurait pas du tout l'intention de former avec les travaillistes une nouvelle coalition de gouvernement, ruinant les faibles espoirs que nourrissait le président du parti travailliste, M. Shimon Pérès.

A noter d'autre part que, pour achever de décourager ceux qui, en Israël ou à l'étranger – aux Etats-unis notamment – entrevoyaient la possibilité d'un changement de gouvernement, les dirigeants de la majorité – M. Yossef Burg, ministre de l'intérieur et président du P.N.R., n'est pas le dernier – ne cessent de souligner qu'il ne faut pas s'attendre non plus à une quelconque modification de la politique gouvernementale, que ce soit à propos du Liban ou de la Cisjordanie et du territoire de Gaza, dont la colonisation devrait *se poursuivre*. Cela est un *avertissement* au moment où le Conseil national palestinien se réunit à Alger et où le président Reagan voudrait relancer le *processus de paix sur la* base de son « plan » annoncé en septembre dernier avec la participation du roi Hussein.

Le désarroi des dirigeants travaillistes

Les dirigeants travaillistes restent plus que jamais désemparés et demeurent hésitants quand il s'agit de définir leur riposte aux décisions du gouvernement, ce qui ne manque pas de troubler des militants partisans d'une attitude de « *fermeté* » et d'une « *offensive généralisée* », même si celle-ci actuellement a peu de chance d'aboutir avec succès. Après deux longues réunions à la fin de la semaine dernière, le bureau politique du parti travailliste a décidé le 13 février de déposer une motion *de censure (comme l'ont fait le parti* communiste et le parti de centre gauche Shinui) et d'organiser le samedi 19 février une grande manifestation contre le maintien de M. Sharon au gouvernement.

Le parti travailliste, comme le reste de l'opposition, est dans une position délicate, car, si la Knesset venait à refuser le remaniement ministériel. M. Sharon, selon la loi, devrait rester ministre de la défense. Pour ne pas parvenir à ce résultat paradoxal, certains travaillistes s'estimaient pratiquement obligés de *s'abstenir*, tandis que d'autres jugeaient qu'il fallait justement prendre le risque de faire apparaître ce paradoxe.

D'autre part, on se rend compte avec inquiétude au parti travailliste que, si l'une des motions de censure devait être approuvée, le cabinet de M. Begin deviendrait, selon la loi, un gouvernement de transition dont la composition ne pourrait plus être modifiée, ce qui reviendrait à conforter la position de M. Sharon, alors que l'on voudrait précisément le voir quitter définitivement le gouvernement.

En pareille circonstance, M. Sharon paraît assez satisfait de sa situation. Il a précisé à ses collaborateurs *qu'il estimait que son* changement d'affectation ne constituait pas une défaite. Il espère en outre que, même si ses attributions ne sont pas précisées, il pourra demeurer membre du conseil ministériel de la défense, qui joue un rôle important de cabinet restreint, et, de plus, avoir encore un droit de regard sur certains aspects de la politique de défense ou de la politique étrangère, notamment à propos des négociations avec le Liban avec le Liban qu'il avait prises en main ces derniers mois.

Pour sa part, l'un de ses porte-parole et conseiller, M. Uri Dan, a presque conclu à une victoire en déclarant : « *Ceux qui n'ont pas voulu autrefois de M. Sharon comme chef d'état-major l'ont retrouvé ministre de la défense, et ceux qui ne veulent plus le voir à ce poste l'auront un jour peut-être comme premier ministre...* »

Le ministère de la défense a démenti, par ailleurs, les informations publiées par l'hebdomadaire américain *Time*, selon lesquelles M. Sharon, immédiatement après l'assassinat de Bechir Gemayel, avait confié à la famille de ce dernier, et à d'autres dirigeants phalangistes, qu'il fallait envisager une « *vengeance* » contre les auteurs présumés de l'attentat, à savoir les Palestiniens. Dans un communiqué, le ministère de la défense affirme que de telles allégations – le magazine américain prétend qu'il s'agit d'informations contenues dans la partie du rapport de la commission Kahane restée secrète – n'ont pour but que de nuire à M. Sharon et de participer à une campagne de « *calomnies* » contre lui.

FRANCIS CORNU.

(1) Le ministre de l'énergie, M. Itzhak Berman, avait donné sa démission, et un député, lui aussi du parti libéral, avait quitté la coalition gouvernementale. Tous deux cependant n'ont pas rejoint pour autant l'opposition.

Egypte

La chute de Monsieur Frère

Correspondance

Le Caire. – Esmat El Sadate, frère cadet du Raïs assassiné, a été condamné, samedi 12 février, au *Caire*, par le *Tribunal de* l'éthique, à une année de détention, ainsi qu'à la mise sous séquestre de tous ses biens pendant cinq ans. Trois de ses fils, Galal, Talaat et Anouar ont eu droit au même châtiment (*le Monde* daté 13-14 février). Les condamnés ont trente jours pour appel d'une décision qu'ils ont jugée « *inique* » et de caractère essentiellement politique. Dans l'émotion qui a suivi le prononcé de la sentence, M. Esmat El Sadate a indiqué qu'il ferait bientôt des « *révélations* » concernant notamment l'assassinat de son frère.

Institution créée au printemps 1980 par le président disparu pour « *préserver la morale et lutter contre les déviations politiques* », le Tribunal de l'éthique vient de faire sa deuxième victime de marque. Après l'ancien député d'Alexandrie, Rached Osman, portefaix devenu milliardaire, M. Esmat El Sadate, conducteur d'autobus auquel la fortune avait fini par sourire au moment même où son frère prenait les rênes du pouvoir, vient de payer chèrement une ascension sociale jugée beaucoup trop rapide pour être honnête.

Jusqu'au dernier moment, ce procès devant une juridiction contestée aussi bien par le barreau que par de nombreux juristes égyptiens, aura laissé une impression de malaise. La présence dans la salle du tribunal, au moment du verdict, de Khaled El Sadate, adolescent handicapé mental, pleurant à chaudes larmes les malheurs de sa famille, avait quelque chose d'insupportable.

Quelles qu'aient pu être les précautions oratoires du procureur, qui a tenu à dissocier le bon grain de l'ivraie, rendant même hommage au président Sadate, qui s' « *opposait aux agissements de son frère* » (1), cette affaire a souvent ressemblé à un règlement de comptes. Un avertissement n'en a pas moins été lancé à tous ceux qui se sont enrichis ou continuent à s'enrichir en marge ou à la limite de la légalité, et contre lesquels le président Moubarak entend lutter.

MOUNA EL-BANNA.

(1) N.D.L.R. : à deux reprises, Sadate avait interdit à son frère de voyager à l'étranger.

(Publicité)

JUIFS APRÈS LA GUERRE DU LIBAN

Colloque international à Paris 27-28-29 MAI 1983

Ce colloque, qui fait suite à l'appel de plus de deux cents juifs de France et de divers autres pays publié dans le Monde, *le 13 novembre 1982, se tiendra sur les thèmes suivants :*

I. – Les pérégrinations des juifs et de leurs principes éthiques. Vicissitudes actuelles : le territoire, l'État, la force militaire, le nationalisme, le racisme. Les penseurs juifs antitotalitaires et le sionisme.

II. – Que recouvrent les réactions passionnelles à la guerre du Liban ? Que signifient-elles plus particulièrement chez les juifs ? Usage et mésusage des mots, des symboles et des mythes dans la guerre israélo-palestinienne. Par les belligérants, par les médias, par les commentateurs.

III. – Judaïsme et israélocentrisme : complexité et contradictions dans les rapports entre les juifs de la diaspora et l'État d'Israël.

IV. – S'il est juste d'être du côté du plus opprimé, cette prise de parti saurait-elle être inconditionnelle ? Nature et évolution de la démocratie israélienne. Guerres de libération et totalitarismes. Nature de l'O.L.P., nature du béginisme. Les conditions de la reconnaissance mutuelle et de la paix.

Informations et projets de communications : **Colloque juif international, B.P. 290, 75024 Paris Cedex 01.** Contributions financières : Martine Leibovici, Colloque juif international.

L'O.L.P. tente de maintenir son unité

(Suite de la première page.)

Trois jours durant, le comité *exécutif de l'O.L.P., élargi aux dirigeants* de ces organisations, s'est appliqué à dégager, sans y parvenir totalement, le consensus souhaité. Des projets de résolutions, fruits de compromis, ainsi que des propositions contradictoires concernant les questions litigieuses, seront soumis à l'appréciation de l'assemblée, qui tranchera.

Le plan Reagan est « inacceptable »

Le plan Reagan pour un règlement du conflit, formulé le 1er septembre dernier, et son corollaire, le projet d'association jordano-palestinienne dans d'éventuelles négociations de paix avec Israël, ont provoqué les débats les plus orageux au sein de la commission préparatoire.

Les uns souhaitaient que le C.N.P. retienne les « *aspects positifs* » des propositions américaines afin d'en faire le point de départ d'un dialogue *; les autres, au contraire, soutenaient* qu'il fallait les « *rejeter globalement* ».

La langue diplomatique étant riche en ressources, les dirigeants palestiniens ont finalement choisi le mot « *inacceptable* » pour qualifier le projet du président américain, aussi longtemps que celui-ci n'aura pas reconnu tout à la fois le droit du peuple palestinien à un État souverain et la représentativité de l'O.L.P. Ces deux « *principes immuables* », sur lesquels est fondée la stratégie de la résistance palestinienne, ont également servi à la commission préparatoire pour définir les limites du rapprochement jordano-pales- tinien.

Ces « *peuples jumeaux* », indiquait un porte-parole, établiraient des « *liens confédéraux* » entre leurs deux États indépendants, la centrale des fedayin étant seule habilitée à négocier au nom du peuple palestinien. La création d'une délégation commune pour entamer d'éventuels pourparlers avec Israël est explicitement rejetée. On apprend à ce sujet que le président Reagan avait in*formé le roi Hussein que les représen*tants de M. Yasser Arafat dans une telle délégation devaient, d'une part, ne pas être membres de l'O.L.P., et, d'autre part, être « *agréés* » *par le* gouvernement de Jérusalem. Deux conditions draconiennes qui ont incité la commission préparatoire à désavouer l'accord ébauché entre le souverain jordanien et le président de l'O.L.P.

Ce dernier avait pourtant justifié sa souplesse à l'égard de l'initiative américaine par des considérations tactiques, assurant ses interlocuteurs *qu'il ne nourrissait pas pour autant la* moindre illusion. « *Le roi Hussein et moi-même sommes conscients que nous sommes en train de cuire des cailloux* », aurait-il expliqué en ayant recours à une expression populaire arabe. Une haute personnalité égyptienne, qui avait accompagné récemment le président Moubarak aux Etats-Unis, lui avait fait savoir qu'il ne fallait pas trop compter sur le président Reagan, dont il mettait en doute la bonne volonté.

« *Nous savions déjà que les Etats-Unis ne sont pas fiables,* nous disait pour sa part M. Nabil Shaath, un conseiller de M. Arafat. *Malgré les garanties écrites que Washington nous avait fournies, l'armée de Sharon est entrée à Beyrouth en septembre dernier pour organiser le massacre de Sabra et de Chatila, une trahison qui restera gravée dans nos mémoires. Impuissant à faire sortir les Israéliens du Liban, les Américains ne lèveront pas le petit doigt, de leur propre gré, pour restituer aux Palestiniens la Cisjordanie et Gaza.* »

Pas de reconnaissance inconditionnelle d'Israël

Déçu par les discrètes tractations *qu'il avait engagées avec* Washington ces dernières semaines, par personnalités interposées, M. Yasser Arafat n'a même pas tenté de faire *inscrire à l'ordre du jour du C.N.P. la* proposition, qu'il défendait naguère auprès des dirigeants palestiniens, d'offrir à Israël une reconnaissance réciproque et simultanée.

Sondé à ce sujet, le gouvernement américain l'a informé qu'une telle initiative serait « *insuffisante* », seule une reconnaissance explicite, unilatérale et inconditionnelle d'Israël par la centrale des fedayin étant susceptible de débloquer la situation.

« *N'étant ni des capitulerds ni des gauchistes,* nous a dit un porte-parole de l'O.L.P., M. Ahmed Abdel Rahman, *nous ne voulons ni fermer la porte au dialogue ni l'ouvrir totalement au risque de tomber dans un gouffre.* »

La commission préparatoire proposera donc au C.N.P. de « *laisser la porte entrouverte* » en entérinant seulement le plan de paix élaboré à Fès en septembre dernier par les chefs d'Etats arabes, et dont le point 7 laisse entendre que la reconnaissance d'Israël constituerait la contrepartie de la fondation d'un Etat palestinien souverain sous l'égide de l'O.L.P. « *Il ne faut pas compter sur nous pour faire la moindre concession gratuite* », nous déclarait il y a quelques jours M. Yasser Arafat, avant d'ajouter : « *Je n'ai pas les moyens de faire des cadeaux à Israël ou aux Etats-Unis.* »

Quant à l'éventuel amendement de la charte de l'O.L.P., qui prévoit le démantèlement de l'Etat d'Israël, un autre dirigeant palestinien – qui tient à garder l'anonymat – ajoutait : « *Bien que rendu caduc par de multiples résolutions adoptées par le C.N.P. ces dernières années, nous conserverons ce texte tel quel ; nous n'égorgerons la vache sacrée que sur l'autel de la paix* ».

S'il est vrai que M. Yasser Arafat a dû consentir des concessions à ses interlocuteurs au sein de la commission préparatoire – en acceptant notamment de s'abstenir de tout contact avec l'Egypte aussi longtemps que celle-ci ne se « *serait pas libérée des chaînes de Camp David* », – il a obtenu en compensation que les compétences et les pouvoirs du comité exécutif de l'O.L.P., qu'il préside, soient élargis. Il aurait ainsi une plus grande marge de manœuvres pour réagir, au coup par coup, à d'éventuelles initiatives diplomatiques sans avoir à se référer préalablement au C.N.P.

Rien n'est cependant joué. Il reste, en effet, au « parlement palestinien » *à entériner les recommanda*tions que lui soumettra la commission préparatoire.

ERIC ROULEAU.

La composition du Conseil national palestinien

Alger (*A.F.P.*). – Le Conseil national palestinien, organe suprême de l'O.L.P., qui se réunit ce lundi 14 février à Alger, est composé de 315 membres. Il est présidé pa M. Khaled Al Fahoum, qui réside à Damas.

Voici, selon M. Afif Safie, membre du cabinet de M. Yasser Arafat et auteur d'une étude sur la question, la répartition des sièges entre les différentes composantes du peuple palestinien, *qui est estimé à 4 millions* de personnes.

● *Représentant des mouvements de guérilla (94 membres) :* 33 pour le Fath, l'organisation de M. Yasser Arafat, 12 pour la Saïka (prosyrienne), 12 pour le F.P.L.P. (Georges Habache), 12 pour le F.D.L.P. (Nayef Hawatmeh), 9 pour le FLA (pro-irakien), 8 pour le F.P.L.P.-commandement général d'Ahmed Gibril (groupement syro-libyen), 4 pour le Front de lutte populaire palestinien de Samir Ghoche (prosyrien) et 4 pour le Front de libération palestinien (groupuscule dissident du Fath).

● *Représentants des associations socio-professionnelles (51 membres)*, généralement acquises au Fath : travailleurs (12), femmes (8), enseignants (7), étudiants (7), écrivains et journalistes (3), juristes (3), ingénieurs (3), professions médicales et paramédicales (5), jeunesses (2), artistes (1).

● *La Diaspora (62 membres)* est représentée par 17 délégués pour la Jordanie (qui compte une forte proportion de Palestiniens au sein de sa population), 9 pour le Liban, 7 pour *la Syrie, 1 pour l'Irak.* Les Palestiniens du Golfe, gros contribuables de l'O.L.P., disposent de 21 sièges : Koweït (9), Arabie Saoudite (8), Abou-Dhabi (2), Qatar (2), et ceux du continent américain de 7 sièges.

A ces trois catégories de délégués, qui sont élus par leurs instances respectives, s'ajoutent 108 membres cooptés par les précédents, dont 75 personnalités indépendantes sans attaches militantes, 13 représentant l'intelligentsia et 20 les notables explusés de Cisjordanie et de Gaza.

● *Enfin 122 « délégués de l'intérieur »*, dont l'identité est tenue secrète, font théoriquement partie du C.N.P., mais ne participent pas à ses travaux, en raison des représailles dont ils *pourraient faire* l'objet de la part d'Israël.

Le C.N.P., qui fait office de Parlement en exil, se réunit en moyenne une fois tous les deux ans et décide des grandes orientations de la centrale palestinienne. Dans l'intervalle des sessions, c'est le Conseil central de l'O.L.P. (C.C.O.L.P., 55 membres) qui est chargé de veiller à la bonne application de ses résolutions et de contrôler les activités du comité exécutif de l'O.L.P. (gouvernement).

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs *résidant à l'étranger*

Exemplaires spécimen sur demande

LA GUERRE DU GOLFE

Le vice-président du Parlement iranien accuse Moscou et Washington d'aider militairement l'Irak

Tandis que l'offensive iranienne lancée le 8 février semble piétiner, les dirigeants de Téhéran ont réaffirmé, dimanche 13 février, la volonté de leur pays de poursuivre la guerre contre l'Irak jusqu'au renversement du président irakien Saddam Hussein. « *Nous avons plus de soldats que jamais sur le front, et leur nombre s'accroît de jour en jour* », a déclaré le président du Parlement, l'hodjatoleslam Hachemi Rafsandjani, qui a souligné le fait que l' « *opération Aurore* » en cours était le début d'une offensive qui ne s'arrêterait qu'avec la « *victoire finale* ».

De son côté, le vice-président du Majlis, l'ayatollah Mohammadi Yazdi, *a accusé, dimanche*, au cours d'une conférence de presse tenue à Dhaka au Bangladesh, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis d'aider l'Irak dans la guerre contre l'Iran, *en lui fournissant* des armes. « *Les armes soviétiques ont tué beaucoup de nos soldats* », a-t-il ajouté, affirmant que Washington fournissait du matériel militaire à Bagdad par le truchement de pays tiers.

A Bagdad, un porte-parole militaire irakien a annoncé que des installations pétrolières de l'île iranienne de Kharg, dans le nord du Golfe, avaient été atteintes samedi soir « *par des tirs de notre marine, agissant en coordination avec l'aviation* ». Il a précisé que le quai ouest du terminal pétrolier, ses installations de pompage, ainsi qu'un pétrolier à l'ancre, ont été touchés, et que d' « *importantes colonnes de fumée se dégageant des objectifs atteints étaient visibles à l'œil nu* ». Cette information n'a été ni confirmée ni démentie par Téhéran ou les milieux pétroliers occidentaux.

Des centaines d'exécutions à Téhéran ?

● *A Paris*, un communiqué des Moudjahidin du peuple affirme que « *mille huit cents prisonniers politiques ont été exécutés en une semaine à la prison d'Evin, à Téhéran* ». Selon ce texte, qui cite des « *informations dignes de foi en Iran* », les exécutions en série auraient commencé le 22 janvier et se seraient poursuivies jusqu'au 28 janvier. Les suppliciés auraient été enterrés en secret au cimetière de Behechte-Zahra, près de Téhéran.

M. Massoud Radjavi, chef des Moudjahidin du peuple en exil en France et responsable du Conseil national de la résistance qui réunit plusieurs groupements d'opposition au régime de Téhéran, a envoyé, d'autre part, au secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, un télégramme demandant la constitution d'une mission des Nations unies pour enquêter sur le « *massacre des villageois du Kurdistan d'Iran* ». M. Radjavi cite à ce propos un communiqué du P.D.K.I. (parti démocrate du Kurdistan d'Iran) *faisant* état de vingt-sept tués et de dizaines de sans-abri dans trois villages. – (*A.F.P.*)

PROCHE-ORIENT

Libye

LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU CONGRÈS DU PEUPLE ARABE

Voici pourquoi je vous ai invités...

De notre correspondant

Tunis. – Une fois de plus, le colonel Kadhafi a innové, selon le récit que nous a fait, de retour de Tripoli, un membre de l'opposition tunisienne. Au début de ce mois *s'est tenue dans la capitale libyenne* une session extraordinaire du *« congrès du peuple arabe »* – qui réunit depuis 1977 près de cent cinquante partis au pouvoir ou d'opposition, mouvements et organisations arabes, – *destinée à examiner* la *situation* au Proche-Orient après l'invasion israélienne du Liban. Mais, quelle ne fut pas la *surprise de la plupart* des quelque deux cents invités en apprenant que le colonel Kadhafi avait demandé au secrétariat permanent du congrès, que dirige un Libyen, d'organiser une réunion du Front de la fermeté et des oppositions arabes *« pour faire face à l'agression impérialo-sioniste et à la trahison de la réaction arabe »*. Une telle perspective avait pour effet de plonger dans l'embarras les délégués des deux partis au pouvoir présents et *n'appartenant pas au* Front de la fermeté. Si les Nord-Yéménites quittaient aussitôt la Libye, les Tunisiens du parti socialiste destourien décidaient de rester, sans doute par courtoisie, mais peut-être aussi pour ne pas heurter un voisin *avec lequel* les *rapports* sont déjà suffisamment compliqués (1).

« Avant même l'ouverture des travaux, nous nagions dans l'ambiguïté, nous a raconté le participant tunisien à ces assises (2). *Nous ne savions plus qui nous invitait ni de quoi nous allions finalement débattre. »* Mais la situation devait très vite se clarifier avec le discours d'ouverture du *« Guide de la révolution libyenne »*. Pendant deux heures, celui-ci a certes développé ses thèses favorites sur *« le sionisme, l'impérialisme et la réaction arabe »*, mais en y ajoutant un appel à la révolte généralisée dont *la formulation avait de quoi surprendre* plus d'un participant.

Le colonel Kadhafi a expliqué que, les oppositions légales ou tolérées *n'ayant pas réussi à empêcher* la *« trahison de Fès »*, il convient maintenant de multiplier les contacts et de renforcer les actions avec les oppositions *« clandestines révolutionnaires »* en vue de *« l'anéantissement des régimes qui oppriment les peuples »*.

Un énorme déballage

« Je vous ai invités, a-t-il déclaré, *pour vous donner une occasion de prouver votre existence en tant que forces. Une fois rentrés chez vous, on aimerait bien entendre parler de grèves, d'étudiants et d'ouvriers, de manifestations de rue, de mutineries dans les casernes, de blocages de ports et d'aéroports, d'incendies de palais, de têtes de féodaux tranchées... »*

Dans son esprit, trois pays seulement devraient échapper à ce cataclysme : la Libye – évidemment, – *« qui n'a pas d'opposants puisque le pouvoir est au peuple et qui était absente de Fès »* ; – la Syrie, *« qui n'a pas trahi et a seulement peur d'une armée plus forte que la sienne »*, et le Sud-Yémen, *« qui a refusé de signer les résolutions de Fès » (3).* Une partie de l'auditoire n'avait déjà plus à s'étonner lorsque le colonel évoqua *le rôle* de la résistance palestinienne en tant que *« force d'avant-garde pour lutter contre le sionisme dans les pays arabes qui ont reconnu Israël à Fès »*, et quand il qualifia de *« secondaire »* le problème palestinien, la question *« fondamentale »*, selon lui, étant *« les présences arabe et sioniste sur une même terre où il n'y a pas de place pour les deux »*.

Pendant cinq jours, ce fut, pour employer l'expression de notre interlocuteur, *« un énorme déballage »* sur trois thèmes principaux : quel est l'ennemi *prioritaire, « du sionisme, de l'impérialisme ou de la réaction arabe » ?* Quelles sont les causes de la *défaite arabe et comment* redresser la situation ? Mise au point d'un consensus idéologique. Autant de points sur lesquels il était inévitable que deux cents participants appartenant aux différents mouvements baasistes, *nassériens*, islamiques et aussi à des partis communistes et à des courants libéraux s'affrontent, et prévisible qu'aucune analyse commmune n'était possible. Pourtant, les résolutions préparées à l'avance n'en consacrèrent pas moins l'*« unanimité de la conférence »*.

MICHEL DEURÉ.

1) Le F.L.N. algérien était absent de Tripoli et l'O.L.P. était représentée par un délégué du F.P.L.P. de M. Georges Habache.

2) Le parti communiste, le Mouvement des démocrates-socialistes et les deux tendances du Mouvement de l'unité populaire.

3) Tous les pays présents à Fès, y compris le Sud-Yémen, ont approuvé les décisions du sommet.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

● UNE DEUXIÈME RENCONTRE ANGOLO-SUD-AFRICAINE aura peut-être lieu en vue d'une solution à l'impasse en Namibie et à la situation de guerre en Angola, a déclaré vendredi, à Londres, le *ministre angolais des affaires* étrangères, M. Paulo Jorge. Le ministre a d'autre part annoncé que les sept mercenaires britanniques détenus en Angola depuis 1976 pourraient être libérés *« dans le courant de l'année ».* M. Jorge, en visite officielle à Londres, a affirmé que la rencontre du Cap-vert entre des représentants angolais et sud-africains, début décembre, avait eu lieu *« à la demande de l'Afrique du Sud ».* Selon lui, Pretoria était désireux *« d'établir un climat de confiance mutuelle et a proposé une nouvelle rencontre avec plus de propositions concrètes ». (A.F.P.)*

afrique asie

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL

LES CHIMÈRES DE BEN BELLA
Ou les tribulations d'un socialiste repenti en quête d'un rôle d'« homme providentiel ».

L'ASSASSINAT DE DLIMI
Pourquoi et comment le roi Hassan s'est débarrassé de « l'homme des Français ».

LES EXPULSÉS DE LAGOS
Qui est derrière cette décision criminelle et que vise-t-elle ?

LE CONSEIL PALESTINIEN A ALGER
Cette réunion donnera-t-elle les pleins pouvoirs à Yasser Arafat ?

Ainsi que les rubriques habituelles sur l'Afrique, le monde arabe, l'océan Indien, l'Asie, l'Amérique latine.

Achetez, abonnez-vous à « AFRIQUE-ASIE »
En vente dans les kiosques français et dans 64 pays.
Ecrivez, pour demander un spécimen, au 13, rue d'Uzès
75002 PARIS. Tél. : 296-16-66.

Danemark

● EXPULSION D'UN DIPLOMATE SOVIÉTIQUE. – Le gouvernement danois a décidé, jeudi 10 février, d'expulser dans un délai de quatorze jours le premier secrétaire de l'ambassade soviétique à Copenhague, M. Jevgejev Motorov. Celui-ci était principalement chargé des relations scientifiques et techniques. Le diplomate se serait livré à des activités d'espionnage économique et industriel, en cherchant notamment à se procurer des informations sur des éléments ou des appareils d'électronique avancée utilisés par l'armée.

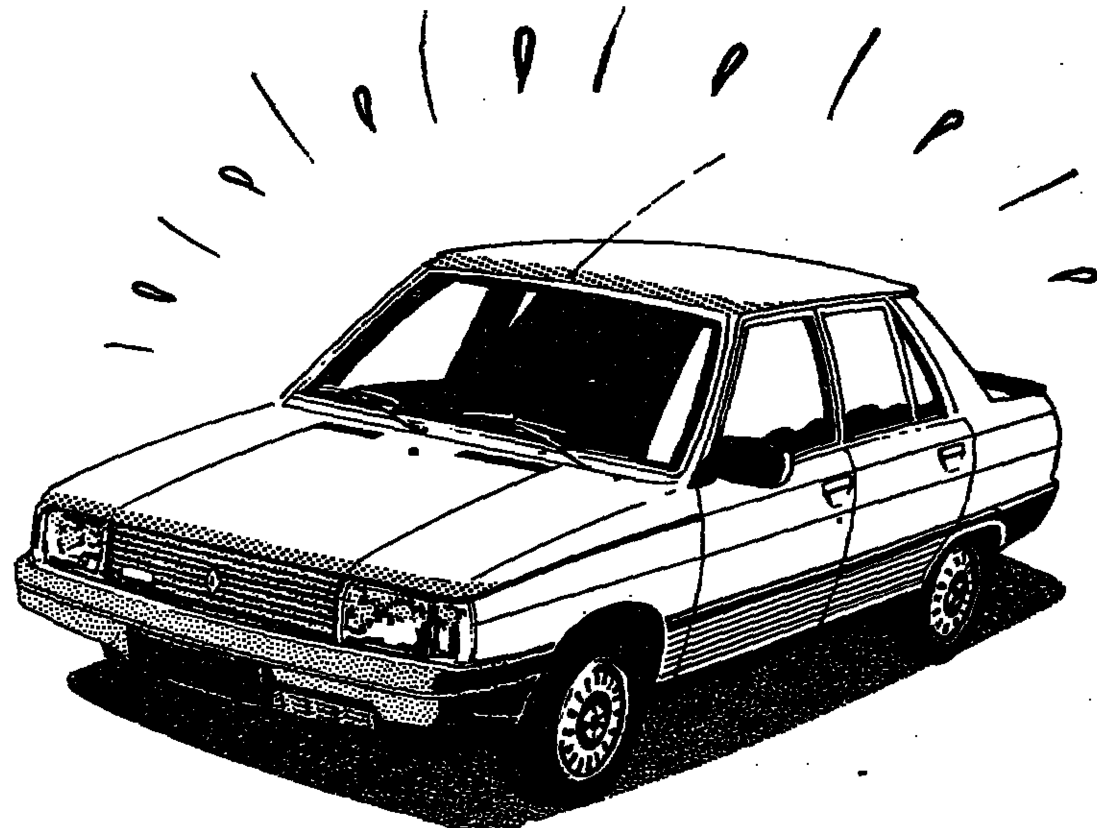
Grèce

● PROCHAINE VISITE DU PREMIER MINISTRE SOVIÉTIQUE. – M. Nicolas Tikhonov fera, à la fin du mois de *février*, la première visite en Grèce d'un chef de gouvernement de l'U.R.S.S. depuis la fin de la guerre. – *(Reuter.)*

R.D.A.

● PLUSIEURS DIZAINES DE MILLIERS DE PERSONNES ont participé, dimanche 13 février, aux cérémonies commémorant le bombardement de Dresde par les Alliés, qui avait fait, dans la nuit du 13 au 14 février 1945, quelque trente-cinq mille victimes civiles. A cette occasion, a été adopté un *« appel en faveur de la paix »*, dans lequel est condamné le déploiement éventuel des euromissiles de l'OTAN destinés à compenser le surarmement soviétique. En 1982, un forum chrétien avait été organisé à Dresde à l'occasion de cet anniversaire, donnant lieu à une marche silencieuse à travers la ville. *Les observateurs occidentaux* estiment que la commémoration de cette année était une sorte de réponse à ce qui avait été considéré l'an dernier comme l'amorce d'un mouvement pacifiste non officiel en R.D.A. – *(A.F.P.)*

L'ALLIANCE ELUE,
LA RENAULT 9 EMUE.



Les Américains ont élu Voiture de l'année une Européenne. C'est la Renault Alliance cousine d'Amérique de la Renault 9, qui fut elle-même Voiture de l'année 82 en Europe. Nous en sommes émus.

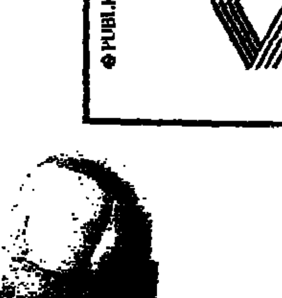
Renault Alliance. Voiture de l'Année Motor Trend 1983.

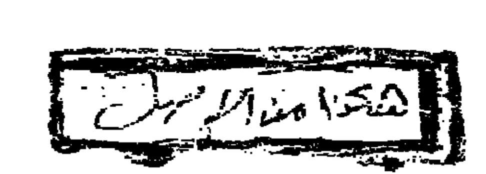


X4633

PUBLICIS

RENAULT préconise elf





DIPLOMATIE

LE SOMMET ANNUEL FRANCO-ITALIEN

Les relations économiques et la relance de l'Europe domineront les entretiens entre MM. Fanfani et Mitterrand

M. Fanfani, président du conseil italien, accompagné de cinq membres de son gouvernement (MM. Colombo, affaires étrangères ; Gora, Trésor ; Pandolfi, industrie ; Mannino, agriculture ; de Michelis, participations d'État, c'est-à-dire entreprises nationalisées), était attendu ce lundi 14 février à Paris.

Ce sommet franco-italien, qui se réunit une fois par an, se déroule suivant le modèle des sommets réguliers franco-allemands (qui se réunissent deux fois par an). Les chefs d'État et de gouvernement ont des entretiens ce lundi après-midi *et mardi matin*, tandis que les ministres spécialisés s'entretiennent séparément. Une séance plénière, mardi matin, suivie de déclarations à la presse de MM. Mitterrand et Fanfani, conclura les conversations. En l'absence du ministre des relations extérieures, M. Cheysson, en visite au Proche-Orient, c'est avec M. Chandernagor (affaires européennes) que s'entretiendra M. Colombo.

De notre correspondant

Rome. – La venue à Paris du président du conseil italien, M. Fanfani, accompagné de cinq ministres, s'inscrit dans le cadre des sommets annuels franco-italiens décidés lors de la visite à Rome, les 26 et 27 février 1982, de M. Mitterrand, afin de coordonner *les* politiques sur les questions internationales du moment et de faire avancer les projets de coopération industrielle.

Ce sommet franco-italien, qui aurait dû avoir lieu en novembre si le gouvernement Spadolini n'était pas tombé à ce moment, est d'autant plus significatif que le voyage à Rome de M. Mitterrand n'a pas été suivi d'une véritable intensification du dialogue entre les deux pays. Certes, le président de la République, M. Sandro Pertini, s'est rendu à Paris du 5 au 7 juillet, mais il s'agissait d'une « visite-débat », qui n'avait pas le caractère d'entretien de travail, comme c'est le cas pour des rencontres au niveau gouvernemental ou ministériel. En outre, il s'agit du premier voyage à l'étranger de M. Fanfani depuis sa désignation à la tête du gouvernement.

Sur le plan politique, plusieurs questions seront abordées, notamment les problèmes monétaires, ceux de la fixation des prix agricoles, *toujours délicats pour des* pays à forte inflation, l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, etc. Mais les deux grands thèmes concernent les négociations de Genève et la question du Liban *(où l'Italie, comme la France, parti*cipe à la force multinationale). Sur ces deux points, en fait, il s'agit surtout de confronter des points de vue ; les positions des deux pays sont *en effet voisines.*

Comme en témoigne la présence des ministres chargés des questions économiques (trois sur cinq) dans la mission italienne, ce sont essentiellement celles-ci qui, sur le plan bilaté*ral, seront au centre des entretiens.* Il n'y a actuellement aucun conflit majeur entre l'Italie et la France (après celui du vin et des œufs, celui du gorgonzola a été évité de justesse).

Les représentants des deux pays auront donc toute latitude pour examiner à tête froide les problèmes. Ils sont délicats. Plus que le déséquilibre, désormais au détriment de la France, des échanges entre les deux pays, qui est dû à *la* compétitivité de certains secteurs italiens, les projets de *coopération industrielle sont les* plus épineux. La coopération fonctionne dans des branches concurrentielles (accord Citroën-Fiat pour la production de camionnettes et bien*tôt de moteurs). Mais* des problèmes se posent pour les secteurs porteurs d'une industrie vraiment européenne, face à la concurrence américaine ou japonaise.

Le domaine aéronautique est le premier concerné : le récent achat *de trente avions Douglas* par *Alitalia* a porté un coup aux espoirs d'Airbus- industrie en Italie. L'achat de quatre ou cinq appareils est actuellement en négociations. Mais les Italiens, forts des avantages offerts par Douglas (qui a accepté de reprendre à un prix supérieur à celui du marché les vieux appareils, permettant ainsi à Alitalia d'équilibrer son budget annuel), posent aussi comme condition la reprise des appareils anciens.

Davantage peut-être que l'achat des Airbus actuellement produits, la France voudrait, comme les Allemands et les Anglais, que l'Italie *participe à la production de la nou*velle génération d'Airbus (A 320). Face aux Américains, qui, en Italie, ont une position solidement établie, et à la politique de la compagnie na*tionale, qui fait prévaloir ses intérêts* financiers immédiats, la France semble déterminée à poser la question des Airbus en termes politiques : si l'A 320 ne se fait pas, c'est *la mort de l'industrie aéronautique* européenne. Les Italiens sont en fait partagés entre leurs aspirations européennes et l'attachement aux Américains, qui n'hésitent pas à peser de *tout leur poids* pour faire prévaloir l'intérêt de leurs entreprises.

L'autre grand problème des relations franco-italiennes est celui de la coopération en matière nucléaire et informatique. Dans ce dernier secteur, depuis que Saint-Gobain, qui possède 40 % des droits de vote chez Olivetti, s'est vu dépouillé de l'informatique, il faut trouver un nouveau partenaire aux Italiens.

PHILIPPE PONS.

Une philosophie commune pour de nouvelles relations culturelles

De notre correspondant

Rome. – Lorsqu'il s'agit de deux cultures sœurs, comme celle de la France et de l'Italie, des rela*tions fondées sur un simple* échange, une sorte de « troc » de produits culturels, ne peuvent être qu'imparfaites. C'est en partant de cette constatation, et pour remé*dier à la situation existante, que la* commission mixte culturelle franco-italienne a récemment élaboré un programme de coopération marquée par une « philosophie » *nouvelle et mettant l'accent sur le* développement de réalisations conjointes.

Ce programme, destiné à couvrir les trois prochaines années, est, certes, du point de vue quantitatif, parmi les plus importants qu'aient signés les deux pays. Mais il est surtout empreint d'un esprit novateur : au lieu de se contenter de dresser une sorte de catalogue des manifestations à échanger, l'accent a été mis sur les exigences complémentaires et la promotion d'actions conjointes dépassant même, pour certaines, *le cadre* franco-italien. *« C'est la première fois,* souligne M. Paul Tabet, conseiller culturel auprès de l'ambassade de France, *que nos deux pays élaborent, et consignent dans un préambule au programme, une philosophie commune de coopération dépassant la simple présentation réciproque de nos vitrines culturelles. »*

Un premier fait notable, condi*tion de cette nouvelle orientation,* est tout d'abord le rééquilibrage des échanges en faveur de l'Italie, qui s'est souvent sentie, à juste titre, le parent pauvre de la coopéra*tion culturelle entre* les *deux* pays : La France redécouvre l'Italie contemporaine à travers une série de manifestations dans le domaine du théâtre, des arts plastiques, de *la musique, qu'illustre en outre la* désignation de personnalités italiennes à la direction de l'Opéra (Massimo Bogianckino) ou du Théâtre de l'Odéon (Giorgio Streh*ler) par exemple.*

Dans le domaine des actions *conjointes, on peut citer l'exposi*tion sur le gothique à Sienne qui sera présentée cette année à Avignon, enrichie du gothique avignonais, puis à Barcelone, où elle intégrera alors *l'apport des artistes* catalans. Autre initiative : deux expositions-miroirs sur l'art contemporain (1960-1980). L'une sera préparée en France, l'autre en Italie, *mais elles seront présentées* dans un même espace, permettant une lecture de l'art contemporain au-delà des frontières. En préparation également, une exposition *« Matisse et la Méditerranée »* (à Rome en 1984), tendant à souligner l'influence exercée sur un artiste par un climat culturel et anthropologique : une initiative que le *succès de l'exposition consacrée à* Picasso et la Méditerranée (Villa Médicis 1832) place sous les meilleurs auspices. Il s'agit-là, comme le souligne l'ambassadeur Sergio Romano, *directeur général pour la* coopération culturelle au ministère des affaires étrangères, *« d'une recherche d'harmonie dans les exigences des deux pays en évitant d'imposer à l'autre une entreprise qui ne répond pas forcément aux demandes du moment ».*

Le prix de la décentralisation

Des colloques, tel celui qui se tiendra à Lille cette année sur l'expérience *régionale en Italie et qui* sera axé sur les perspectives offertes en ce domaine à la France, vont dans le même sens. Des actions de coopération doivent égale*ment* être *entreprises dans le do*maine de l'audiovisuel. Enfin, au niveau universitaire, est prévue l'institution de projets d'études intégrés permettant aux étudiants d'obtenir à la fois un diplôme français (maîtrise) et la *laurea* italienne.

Ces initiatives pourront être prises dans le cadre de la décentra*lisation : il existe en la matière,* souligne-t-on du côté français, un souci d'ouverture de l'Italie qui, bien qu'en avance en ce qui concerne l'autonomie locale, tend, *dans le cas des régions, à imposer* un contrôle du pouvoir central sur les actions de coopération culturelle avec d'autres pays. Or les collectivités locales sont extrêmement actives et *disposent souvent* de moyens importants : c'est en partie grâce aux municipalités de Rome, Milan et Naples que doit se produire cette année en Italie la Comédie-Française.

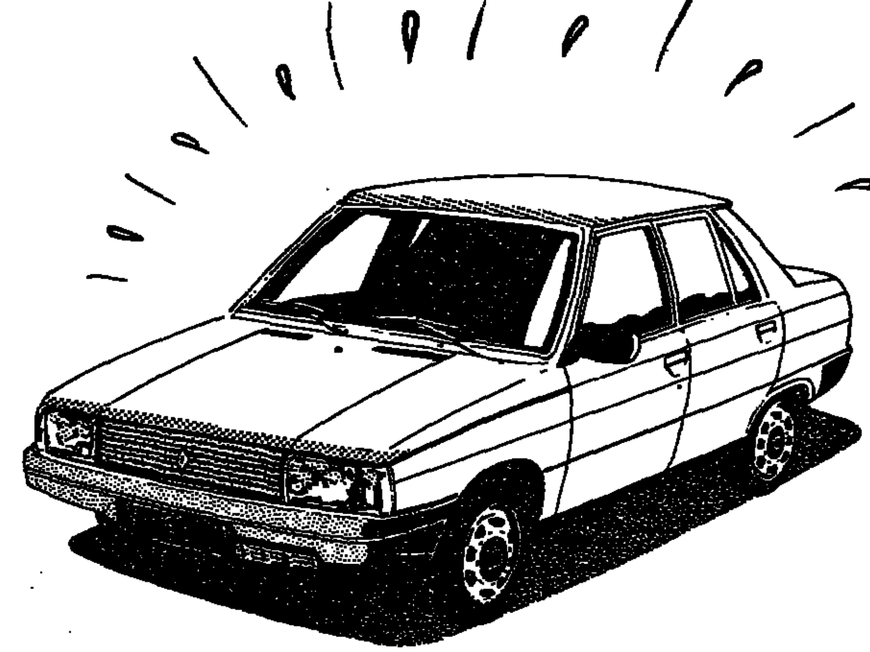
Ce programme se veut ouvert aux *« aires culturelles »* qui peuvent apporter leur contribution aux *« initiatives envisagées »*. Si la notion de « latinité », que les Italiens trouvent parfois un peu creuse par son côté générique et, à ce titre, porteuse de visées plus politiques que proprement culturelles, n'a pas été mentionnée dans le préambule de l'accord culturel, elle n'en est pas moins, implicitement, un point de référence.

PH. P.



X 4840 PUBLICIS

LE TRIOMPHE MODESTE.
999 F. PAR MOIS



La Renault Alliance a été élue voiture de l'année 1983 aux États-Unis.
La Renault 9, sa cousine française, vous invite à en profiter.

Renault-bail a la joie de vous proposer un bail avec option d'achat pour la Renault 9C.

45 loyers mensuels de 999 F avec un dépôt de garantie initial de 9999 F TTC égal à l'option d'achat finale. Coût total en cas d'acquisition : 54954 F.

Offre valable du 10 février au 15 mars 1983. Sous réserve d'acceptation du dossier. (Barème spécial sur l'ensemble de la gamme Renault 9.)

Renault 9C. Millésime 83. Prix clés en main au 10.2.83 : 42 300 F
Renault-bail SA au capital de 150 000 000 F. 51/53 Champs-Élysées 75008 PARIS - RC Paris B. 70200221.



RENAULT 9

RENAULT préconise elf

AIR AFRIQUE TARIFS VISITE

ABIDJAN Aller-retour 4085 F* SUR VOLS RÉGULIERS AIR AFRIQUE

BANGUI Aller-retour 4890 F* SUR VOLS RÉGULIERS AIR AFRIQUE

CONAKRY Aller-retour 3760 F* SUR VOLS RÉGULIERS AIR AFRIQUE

LOME Aller-retour 4085 F* SUR VOLS RÉGULIERS AIR AFRIQUE

Il y a 21 Tarifs Réduits. Il y en a sûrement un pour vous. Alors, consultez Air Afrique ou votre agence de voyages habituelle.

Pour découvrir l'Afrique Noire, la Compagnie Air Afrique vous propose toute une gamme de tarifs réduits. En plus du tarif visite à 55 % de réduction, valable même si vous voyagez seul, il y a des tarifs pour les jeunes, pour les familles, pour le 3e âge...

* Prix valables au 1er Nov. 1982 et soumis à certaines conditions d'application.

DIPLOMATIE

SELON M. BUSH

Les Etats-Unis étudient la possibilité d'une « solution intermédiaire » dans la négociation sur les euromissiles

M. Reagan étudie actuellement les suggestions des dirigeants européens sur une « *solution intermédiaire* » en cas d'impossibilité d'accord à Genève sur l'« option zéro » en matière d'armements nucléaires, a déclaré dimanche 13 février M. Bush, vice-président américain, rendant compte à la chaîne de télévision C.B.S. de son récent voyage en Europe. « *Il y a peut-être une solution intermédiaire pour parvenir à un objectif que tout le monde devrait rechercher, à savoir l'élimination de toute une génération d'armes nucléaires* », a-t-il dit, ajoutant que le président Reagan « *décidera s'il faut modifier la position américaine, afin d'encourager les Soviétiques à négocier sérieusement* ». Le vice-président a encore précisé que les cent soixante-deux missiles français et britanniques, « *qui sont des systèmes souverains et des armes stratégiques, non des armes de théâtre* », ne devraient en aucun cas être inclus dans les négociations sur les armements à moyenne portée.

M. Schmidt, ancien chancelier de Bonn, a lui aussi plaidé, au cours d'un entretien publié dimanche par le *Washington Post*, en faveur d'un « *compromis qui conduise à une réduction considérable du potentiel soviétique en matière de missiles à portée intermédiaire, sauvegardant nos intérêts en matière de sécurité* ». Il a souligné l'importance du dernier paragraphe de la double décision de l'OTAN de 1979, qui, a-t-il dit, « *indique très clairement que c'est à la lumière des résultats de négociations concrètes que doit être déterminé le nombre de systèmes sur un total de cinq cent soixante-douze* (fusées Pershing et missiles de croisière) *qui seront stationnées en Europe* ».

Pour sa part, M. Heseltine, secrétaire d'Etat britannique pour la défense, parlant à la chaîne de télévision I.T.V., a révélé que Londres avait rejeté une offre américaine comportant un système de double clef anglo-américaine pour l'emploi des missiles de croisière à installer en Grande-Bretagne. Ce système aurait impliqué l'achat de ces armements par Londres, a-t-il précisé, ce qui aurait coûté 1 milliard de livres (10,6 milliards de francs), alors que les arrangements actuels pour l'emploi des autres armements nucléaires américains en Grande-Bretagne, qui prévoient une consultation des deux gouvernements, sont « *déjà parfaitement satisfaisants* ». Un sondage vient de faire apparaître que 89 % des Britanniques sont favorables au système de double clef (contre 4 % qui s'y opposent), et que 30 % de ceux qui s'opposent à l'installation du missile de croisière accepteraient cet engin si son emploi était soumis au veto britannique.

A Munich, où se tenait, dimanche, le colloque annuel de la Wehrkunde Gesellschaft, une association spécialisée dans les problèmes de défense, M. Lehman, secrétaire américain à la marine, a donné des précisions sur la course aux armements entre les Deux Grands ces dernières années :

« *De 1965 à 1980*, a-t-il dit, *le mégatonnage des armes nucléaires américaines a diminué de moitié. (...) Le nombre de navires de guerre est tombé d'un millier environ à quatre cent cinquante. Les dépenses américaines de défense en termes réels sont tombées de 22 %. De 1966 à 1981, les Etats-Unis n'ont pas déployé un seul nouveau sous-marin lance-missiles : en fait, leur nombre est tombé de quarante et un à trente-deux.* »

« *Au cours de la même période*, a-t-il ajouté, *les Soviétiques ont testé et déployé trois nouveaux missiles intercontinentaux, huit versions améliorées de missiles intercontinentaux, trois nouveaux missiles lancés par sous-marin et cinq autres améliorés. De 1966 à 1981, Moscou a déployé soixante-deux nouveaux sous-marins lance-missiles. Aujourd'hui, les trois quarts des têtes atomiques américaines se trouvent sur des lanceurs vieux d'au moins quinze ans, alors que trois quarts des têtes soviétiques sont sur des lanceurs vieux de cinq ans au moins.* » — *(A.F.P.)*

M. BARRE, LES PERSHING ET L'OTAN :

« Le gouvernement a raison »

Interrogé, au cours du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », dimanche 13 février, sur la sécurité européenne et le récent discours de M. Mitterrand devant le Bundestag, M. Barre a notamment rappelé les principes auxquels il est attaché : « *Nous devons sauvegarder l'indépendance de notre politique de défense (...) Notre appartenance à l'alliance ne doit être mise en cause par personne (...) Nous devons rester à l'extérieur de l'OTAN, ce qui ne veut pas dire que nous n'ayons pas à prendre nos responsabilités dans le cadre du traité de l'alliance atlantique.* » Il a jugé que ces principes n'ont pas été « *remis en cause* », ce dont il « *se réjouit* ». A propos des euromissiles il a affirmé : « *Le gouvernement actuel a déclaré qu'en aucun cas la France ne laisserait compter ses armes nucléaires dans le cadre des négociations de Genève : il a parfaitement raison. Le gouvernement actuel a dit qu'il ne serait pas partie à cette affaire : il a parfaitement raison.* » Il a ajouté : « *Je ne vais pas critiquer le discours de M. Mitterrand devant le Bundestag dans la mesure où tous ces principes ont été rappelés, mais, compte tenu de la situation particulière de la France, de l'aspect extrêmement délicat de cette affaire en Allemagne fédérale, je crois, pour ce qui concerne la France, qu'il est préférable qu'elle manifeste une certaine retenue, une certaine réserve.* »

● *Le prochain conseil européen* réunissant les chefs d'Etat ou de gouvernement de la Communauté des Dix se tiendra les 21 et 22 mars à Bruxelles, et le suivant les 6 et 7 juin à Bonn, a annoncé le gouvernement ouest-allemand, qui préside depuis le 1er janvier et pendant six mois la Communauté. — *(A.F.P.)*

● *Défection d'un fonctionnaire soviétique de l'ONU.* — M. Vladimir Yakimetz, employé depuis 1979 au bureau de la planification et de la coordination du département des affaires économiques et sociales internationales du secrétariat général de l'ONU, a annoncé son intention de demander l'asile politique aux Etats-Unis. — *(A.F.P.)*

IRLANDE
WEEK-END SPÉCIAL
18-20 FÉVRIER
VOL A.R. + VOITURE
1 885 F
Renseignements :
AIRCOM-SETI
TÉL. : 268-15-70
LIC. A 962

EUROPE

Pologne

Une manifestation contre le régime a réuni 4 000 personnes à Varsovie

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 13 février à Varsovie où avait pris fin la veille l'interrogatoire de M. Walesa. Cette manifestation la plus importante qu'ait connue la Pologne depuis trois mois a éclaté à l'issue d'une messe organisée à 17 heures à l'église Saint-Joseph sur la demande d'anciens internés qui voulaient marquer le début du quinzième mois suivant l'instauration de l'état de guerre.

Il y a là, dans cette église chargée de souvenirs — puisque c'est ici qu'avait été exposée deux jours durant, au printemps 1981, la dépouille mortelle du cardinal Wyszynski, — trois à quatre mille personnes, parmi lesquelles on reconnaît de nombreuses personnalités de Solidarité, comme le professeur Geremek, conseiller personnel de M. Lech Walesa, ou M. Sliwinski, qui fut chargé des relations internationales à l'organisation régionale varsovienne du syndicat. Sitôt terminé l'office, les bras se lèvent dans le V de la victoire et l'assistance, quelque quatre mille personnes, entonne pour un long quart d'heure le psaume patriotique *Dieu protège la Pologne* », puis l'hymne national, dont les paroles, réécrites pour la circonstance, sont devenues : « *Guide-nous, Walesa. Solidarité polonaise marche vers l'espoir, il faut nous tuer pour nous réduire au silence. Bujak nous a montré la voie du combat.* »

Sur le parvis de l'église, avenue Krakowskie-Przedmiescie, les noms de M. Walesa et de M. Bujak, ancien président varsovien de Solidarité et principal membre de la direction clandestine du syndicat, sont à nouveau ovationnés. Un cortège se forme et commence à remonter l'avenue vers l'église de la Sainte-Croix, où doit avoir lieu à 19 heures un autre office organisé pour la même occasion. On entend : « *A bas la junte !* », « *Le VRON* (Comité militaire du salut national) *sur la place Rouge !* », « *Ici, c'est la Pologne* », ou encore « *les nouveaux syndicats au cimetière !* »

Les véhicules de la milice qui se rapprochent de la foule suscitent sifflements et injures et sont bombardés... de boules de neige. L'avenue est bloquée à ses deux extrémités par les forces de l'ordre, mais la seconde messe se déroule dans le calme. Le prêtre invite à prier « *pour que le pape puisse venir en Pologne en pleine liberté, pour que les droits de l'homme soient pleinement respectés (...), pour les anciens militants de Solidarité injustement emprisonnés ou arrêtés et pour ceux qui sont morts à cause de l'état de siège imposé à la nation* ».

Après cette pause, alors que les manifestants tentent de se diriger vers la vieille ville, la milice charge sous un tir nourri de grenades lacrymogènes et disperse avec brutalité ce cortège composé d'hommes et de femmes de tous âges, plus radicalisés que jamais.

Le matin même, de retour à Gdansk après qu'on l'eut cru un instant, samedi, placé en état d'arrestation, M. Walesa avait été longuement acclamé dans son église paroissiale. « *Qu'il vive cent ans* », lui avait-on chanté, avant de scander : « *Tiens bon, Lech !* » Le cardinal primat, Mgr Glemp, a, quant à lui, fermement défendu ce même dimanche, dans une homélie prononcée à l'église Saint-André de Varsovie, la ligne modérée à laquelle il se tient depuis quatorze mois. « *Certains*, a-t-il déclaré sans faire la moindre allusion au projet de voyage du pape, *disent que le primat doit être combatif et tranchant dans ses interventions (...). Ils voudraient imposer des programmes à l'Eglise et à la hiérarchie pour qu'elles les appliquent. (...) Or l'Eglise doit être fidèle à son propre programme contenu dans l'Evangile. (...) Ce programme peut n'être pas populaire, ne pas être applaudi sur l'instant, mais l'Eglise doit y rester fidèle et le primat aussi, car c'est ainsi qu'il comprend sa mission (...).* »

L'Office central des statistiques a publié en fin de semaine plusieurs données sur le bilan de l'année 1982. Par rapport à l'année précédente, le revenu national a baissé de 8 % et les productions industrielle et agricole de 2 % et 4,5 % respectivement. L'industrie d'extraction (charbonnière notamment) a, elle, pratiquement seule, enregistré une hausse de 11 %. Les prix sont en hausse de 100,2 %, tandis que le salaire moyen n'a, lui, augmenté que de 50,7 %, passant ainsi de 7 375 à 11 116 zlotys. Cette dégradation du pouvoir d'achat, qui explique en large partie la diminution des queues, a entraîné une baisse de 17 % du volume des ventes au détail. — *(A.F.P.)*

● *Un appel pour Edmund Baluka.* — Mme Françoise Baluka, compagne du syndicaliste qui a entrepris, le 24 janvier, une grève de la faim dans sa prison polonaise, a lancé un appel à l'opinion publique française pour qu'elle empêche les autorités polonaises d'étouffer « la voix de la liberté ». Cet appel figure dans une lettre adressée par Mme Baluka à la centrale syndicale Force ouvrière, qui en a diffusé le texte. M. Baluka, interné lors de la proclamation de l'état de siège en Pologne, le 13 décembre 1981, puis transféré en prison en juin 1982, a été placé le 7 janvier en « *isolateur* », a indiqué Mme Baluka, et c'est pour protester contre cet isolement total qu'il a entamé sa grève de la faim.

D'autre part, le Comité pour la libération de tous les emprisonnés de Pologne appelle, mercredi 16 février, à 20 h 30, à un meeting salle de la Mutualité, à Paris, en faveur de M. Baluka.

Union soviétique

Arrestation du caricaturiste Sissoïev qui se cachait depuis quatre ans

Le caricaturiste soviétique Viatcheslav Sissoïev, recherché par la police depuis quatre ans, a été arrêté mardi 8 février à Moscou, a-t-on appris dans les milieux non conformistes. C'est en octobre 1979 que, se sentant « *comme un loup traqué* », le dessinateur était passé dans la clandestinité. Il faisait alors l'objet de poursuites judiciaires pour « *violation de la loi réprimant la pornographie* » (la police avait saisi à son domicile ses dessins, des albums de peinture et des livres jugés pornographiques).

Nombre de ses dessins ont été exposés et publiés en France, notamment dans l'album *La vie est devenue meilleure* (Maspero), où ses petits personnages à la tête en forme de boîte carrée tournent en dérision ce slogan stalinien, certains aspects des Jeux olympiques de Moscou ou les activités du K.G.B.

D'autre part, le procès de six jeunes dissidents de gauche, dont certains sont des fils de hauts fonctionnaires, doit s'ouvrir mardi 15 février à Moscou. Ils sont accusés d'« *agitation antisoviétique* » : ils auraient publié un journal ronéotypé où ils auraient affirmé « *que le communisme n'existe pas en U.R.S.S. et qu'une nouvelle classe dirigeante a surgi, qui vit dans le luxe et exploite les masses* ». On leur reproche aussi d'être favorables aux vues des eurocommunistes italiens et espagnols. Ils ont été arrêtés il y a près d'un an. Leur procès a déjà été différé à deux reprises.

Les amis de Tatiana Ossipova (condamnée en 1981 à cinq ans de camp de travail, suivis de cinq ans de relégation pour ses activités dans le groupe soviétique de surveillance de l'application en U.R.S.S. des accords d'Helsinki) ont appris que, après deux mois de grève de la faim, elle est alimentée de force depuis le 13 décembre. Elle aurait été transférée d'un camp à régime sévère en Mordovie dans un village. Elle avait commencé sa grève de la faim pour obtenir le droit de rencontrer son mari Ivan Kovalev, condamné à une peine semblable en avril 1982 et détenu dans un camp de la région de Perm.

Un militant pour les droits de l'Eglise uniate ukrainienne, Iosif Terelya, a été récemment arrêté en Ukraine. En septembre, il avait, avec quatre coreligionnaires, créé un comité pour la légalisation de cette Eglise de rite gréco-catholique, absorbée en 1945 par l'Eglise orthodoxe russe, après l'arrestation de toute sa hiérarchie. Des communautés uniates subsistent cependant en Ukraine, qui se réclament de cette Eglise qui compte plus d'un million de fidèles dans le monde. M. Terelya a déjà passé au total dix-huit ans en prison, dans des camps de travail ou des hôpitaux psychiatriques.

Enfin, une lettre anonyme adressée « *aux collègues étrangers* », datée de janvier 1983, circule à Moscou en samizdat pour demander aux scientifiques de multiplier les appels en faveur d'André Sakharov, relégué sans jugement depuis trois ans à Gorki. Emanant sans doute d'amis du prix Nobel de la paix, elle conseille d'écrire aux autorités soviétiques et de communiquer ces missives à la presse. La même méthode peut être utilisée pour aider d'autres prisonniers politiques, disent les auteurs, tels que Youri Orlov ou Anatoli Chtcharanski. Ils conseillent d'écrire notamment à MM. Alexandrov, président de l'Académie des sciences, Bassov, prix Nobel de physique, ou à l'académicien Gouri Martchouk, vice-président du conseil des ministres, qui ont « *directement accès au gouvernement* » et peuvent intervenir « *par-dessus la tête du K.G.B.* ».

Chypre

M. Kyprianou a été réélu président de la République à une large majorité

De notre correspondant

Nicosie. — Avec un pourcentage de 56,54 % des suffrages exprimés, soit 173 791 voix, M. Spyros Kipryanou a remporté l'élection présidentielle à Chypre. Dès l'annonce de la nouvelle, des milliers de Chypriotes grecs sont descendus, lundi 14 février, aux premières heures de la matinée, dans les rues et sur la place de la Liberté — la place centrale de Nicosie, — pour applaudir le président. C'est pour un nouveau mandat de cinq ans que M. Kyprianou sera officiellement reconduit dans ses fonctions le 28 février. Les 56,54 % de voix remportés par M. Kyprianou surprennent les observateurs, qui s'attendaient bien à son élection dès le premier tour, mais pas avec un pourcentage aussi élevé. Les chiffres les plus forts ont été relevés dans les provinces de Limassol, Larnaca et Paphos.

La coalition qui soutenait la réélection du président sortant — son propre mouvement, le parti démocratique, et le parti communiste Akel — a amélioré de quatre points son score par rapport aux élections législatives de 1981. Le parti Akel, avec 32,76 % des voix, s'était révélé en 1981 comme le plus puissant parti de Chypre. Le parti démocratique avait obtenu 19,50 %.

Dans une déclaration, le président Kyprianou a mis l'accent sur la nécessité de rétablir l'unité du peuple. « *Les élections appartiennent désormais au passé*, a-t-il dit, *nous entrons dans une nouvelle période pour le problème de Chypre et pour l'avenir du pays ; l'unité et la concorde sont indispensables pour mener à bien notre mission.* » Parlant de mesures concrètes pour établir cette unité, M. Kyprianou a promis de réunir à nouveau le Conseil national, qui comprend les chefs de tous les partis politiques et a un caractère consultatif auprès du président de la République. « *Mes adversaires d'hier auront, bien entendu, leur place dans ce conseil* », a-t-il affirmé.

M. Kyprianou a réaffirmé la nécessité d'une amélioration des relations entre les gouvernements de Nicosie et d'Athènes et souligné que la Grèce reste le soutien principal dans la lutte de Chypre. Il a indiqué qu'il se rendrait à Athènes, après le 28 février, pour des entretiens avec le gouvernement grec.

S'il a perdu les élections, M. Cléridès, leader de la droite, a gagné près de deux points avec 33,93 % des voix. Le grand perdant, le docteur Vassos Lyssaridès, n'a remporté que 9,53 % des voix, malgré l'appui qu'il avait reçu du petit parti PAME (Front chypriote pour le renouveau). Sur 327 179 électeurs inscrits, le nombre des suffrages exprimés a été de 307 192, soit 93,95 %.

DIMITRI ANDRÉOU.

Espagne

L'ETA POLITICO-MILITAIRE EXCLUT DOUZE DE SES MEMBRES

L'ETA politico-militaire a exclu douze de ses membres, ont annoncé, le samedi 12 février, des porte-parole de l'organisation. Les exclus appartenaient à l'aile la plus radicale. C'est la deuxième décision du genre en cinq mois : elle traduit les profondes divisions que l'arrivée des socialistes au pouvoir a provoquées au sein de cette branche du mouvement indépendantiste basque.

D'autre part, la coalition séparatiste Herri Batasuna, « bras politique » de l'ETA militaire, a annoncé samedi qu'elle refuserait d'intercéder auprès du mouvement de guérilla pour la conclusion d'une trêve au Pays basque. Cette trêve avait été demandée par le parti socialiste, ainsi que par M. Carlos Garaikoetchea, président du gouvernement autonome basque, pour engager des conversations avec les séparatistes sur la pacification de la région.

Les attentats continuent. Ils ont déjà fait quatre morts la semaine dernière. Il y a eu deux nouvelles victimes samedi 12 février au soir. A Tolosa, en plein carnaval, des inconnus ont tiré sur une femme et un policier en civil qui circulaient en voiture. La femme a été tuée et le policier grièvement blessé. — *(A.F.P.)*

● *Environ deux mille manifestants* ont défilé le vendredi 11 février dans le centre de Madrid, pour défendre la liberté d'expression et exprimer leur soutien au journaliste Xavier Vinader, condamné récemment à sept ans de prison pour un article sur les agissements de l'extrême droite au pays basque, à la suite duquel deux personnes citées par lui avaient été assassinées par l'ETA militaire. — *(A.F.P.)*

AMÉRIQUES

El Salvador

Mme Kirkpatrick réaffirme l'hostilité de Washington à toute négociation avec les rebelles

Mme Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, a déclaré samedi 12 février, à San Salvador, que le gouvernement américain était résolu à refuser toute négociation avec les rebelles du Front Farabundo Marti de libération nationale pour mettre fin au conflit. Elle a cependant laissé entendre que la position américaine, déjà affirmée, en ce qui concerne un éventuel « dialogue » par personne interposée avec les chefs de la guérilla, restait valable.

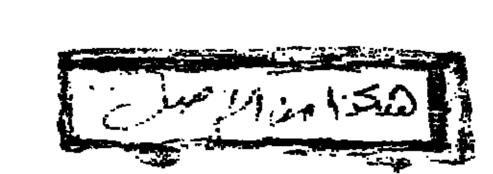
Selon le *Washington Post*, qui rapporte cette déclaration, Mme Kirkpatrick a tenu à faire cette mise au point alors que des fonctionnaires du département d'Etat ont suggéré la semaine dernière que le soutien américain à l'effort de guerre du gouvernement salvadorien n'excluait pas la recherche de contacts avec les responsables du mouvement insurrectionnel armé. Mme Kirkpatrick, selon le journal de Washington, a voulu rassurer les dirigeants salvadoriens sur une éventuelle « évolution » de la position officielle américaine. Mme Kirkpatrick a défendu une ligne « ferme », hostile à toute négociation avec la guérilla. Elle a, d'autre part, refusé de donner son avis sur l'évolution de la situation militaire marquée par des succès de la guérilla.

C'est ainsi que de violents combats ont eu lieu samedi et dimanche à Suchitoto, à 40 kilomètres au nord de la capitale. Selon des témoins, les affrontements auraient fait plusieurs dizaines de victimes de part et d'autre, dont une vingtaine de soldats. Un groupe d'une vingtaine de civils auraient été enlevés par les guérilleros près de Suchitoto et les proches des disparus ont adressé un appel urgent à la Croix-Rouge internationale pour qu'elle participe aux recherches. Malgré les bilans contradictoires publiés par l'armée et les insurgés, il semble bien que les combats de Suchitoto aient été particulièrement graves pour l'armée qui serait en fait tombée dans une embuscade. Un soldat rescapé a rapporté que les rebelles avaient attaqué au mortier sur une portion de route longue d'une dizaine de kilomètres en direction de Suchitoto. Des renforts de troupes ont été envoyés sur place et ont repris dimanche les positions occupées par les insurgés pendant deux jours.

● *A San Salvador*, Mgr Rivera a demandé dimanche une trêve dans les combats et la levée de l'état de siège à l'occasion de la visite du pape Jean-Paul II, attendu au début mars. L'archevêque a déploré que l'on continue à trouver des cadavres dans le pays portant des marques de tortures et de sévices.

● *A San Jose de Costa-Rica*, M. Antoine Blanca, ambassadeur itinérant de la France en Amérique latine, a réaffirmé samedi 12 février, que le gouvernement français était favorable à une solution négociée de la crise en Amérique centrale. Il a insisté sur la nécessité de « *négocier maintenant* » pour donner une chance aux modérés de l'opposition salvadorienne. — *(A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)*

CHEVEUX A PROBLÈMES
PLUS DE 20 ANS D'EXPÉRIENCE dans nos INSTITUTS EUROCAP permettent d'affirmer le sérieux avec lequel nous luttons contre :
● pellicules, dépôts graisseux, cheveux secs, cassants ;
● démangeaisons, etc.
Il importe que les cheveux restent sains.
75001 PARIS
4, rue Castiglione
(1) 260-38-84
APPELEZ SANS TARDER :
INSTITUT CAPILLAIRE EURO-BRIDGECAP
Bordeaux (48-06-34) - Brest - Grenoble (49-21-41) - Lille (51-24-19) - Limoges (34-15-20) - Lyon (838-06-76) - Marseille (48-29-97) - Montpellier - Mulhouse (45-80-88) - Nancy (332-91-98) - Nantes (48-74-57) - Reims (88-65-74) - Rennes (30-16-88) - Rouen (73-08-22) - Saint-Etienne (38-10-78) - Toulon (93-55-30) - Toulouse (23-29-84).
Pour les calvities avancées, nous fabriquons nous-mêmes nos incomparables PROTHÈSES EN CHEVEUX NATURELS non traités chimiquement ni mécaniquement. Montage à la main sans aucun point de colle, sur trame ultra-légère de conception inédite. Entretien toutes marques.
PROTHÈSE BRIDGECAP





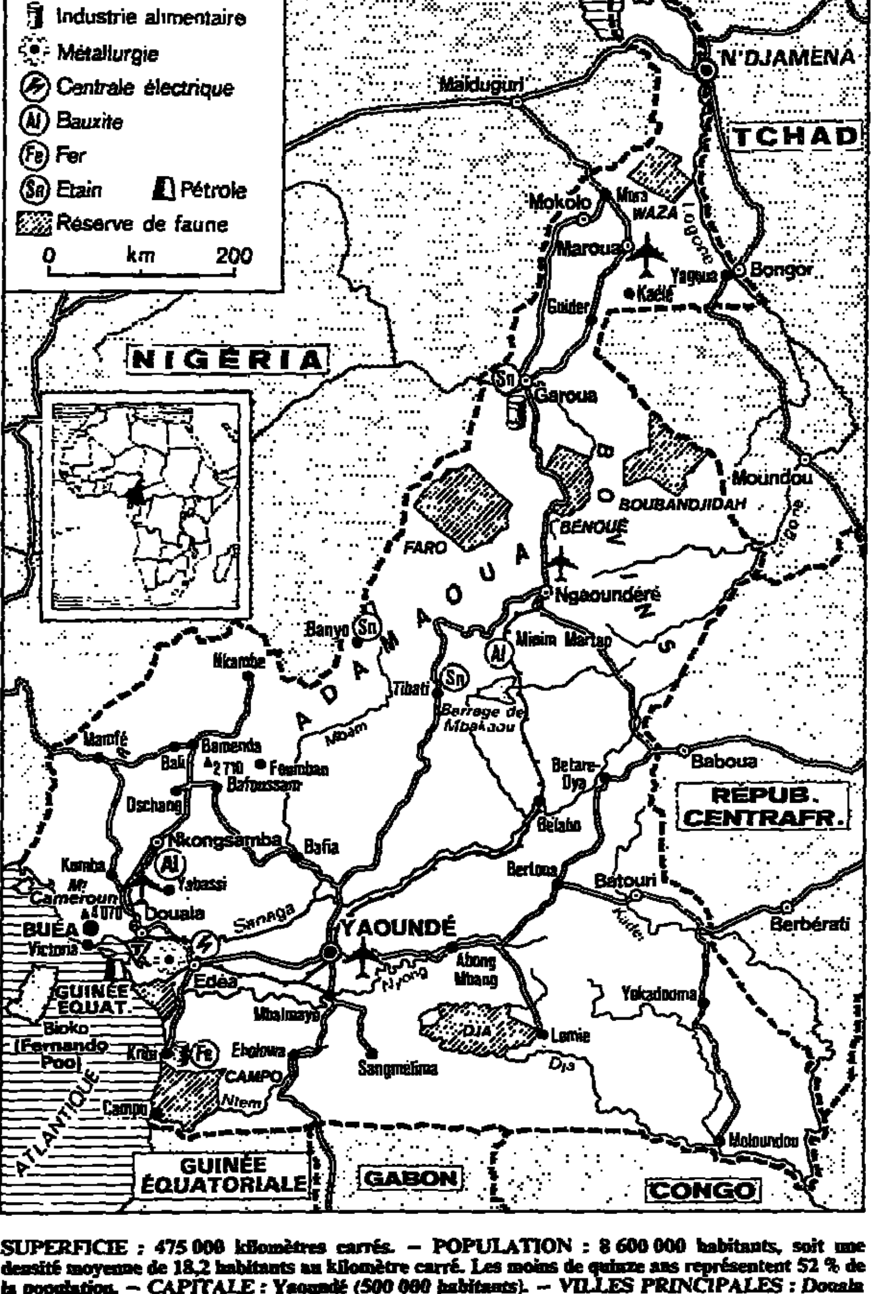
CAMEROUN

Une transition harmonieuse

LORSQUE, le 4 novembre 1982 dans la soirée, M. Ahidjo, président du Cameroun – sur lequel il exerçait depuis l'indépendance, en 1960, une autorité sans partage, – annonça inopinément qu'il quittait le pouvoir, cédant ses fonctions, conformément à la Constitution, à son premier ministre, M. Paul Biya, ce fut un véritable coup de théâtre. Sur un continent où l'âge et l'ancienneté sont des avantages plutôt que des handicaps, cette décision apparaissait d'autant plus surprenante que M. Ahidjo ne donnait aucune raison à son retrait.

Chef du gouvernement depuis 1975, M. Biya reprenait les rênes, fort de l'appui du président démissionnaire qui exhortait ses concitoyens à lui « *faire une confiance sans réserves* ». Depuis lors, M. Biya s'est efforcé, toujours avec l'aide de l'ancien président, de poursuivre la politique d'unité nationale.

En venant à Paris les 15 et 16 février pour une visite officielle de travail, au cours de laquelle il s'entretiendra avec M. Mitterrand, M. Biya effectue son premier voyage à l'étranger depuis son accession à la magistrature suprême.



SUPERFICIE : 475 000 kilomètres carrés. – POPULATION : 8 600 000 habitants, soit une densité moyenne de 18,2 habitants au kilomètre carré. Les moins de quinze ans représentent 52 % de la population. – *CAPITALE : Yaoundé (500 000 habitants).* – *VILLES PRINCIPALES : Douala* (800 000 habitants), cinquième port d'Afrique noire francophone, Nkong-Samba (80 000), Bafoussam (75 000), Garoua (85 000), Maroua (70 000). – LANGUES OFFICIELLES : le français et l'anglais (22 % environ d'anglophones). – RESSOURCES ÉCONOMIQUES : pétrole : environ 5 millions de tonnes ; aluminium : 82 452 tonnes ; cacao : 120 000 tonnes ; café : 110 000 tonnes ; bois tropicaux : *810 000* mètres cubes ; coton : *26 000* tonnes *de fibres exportées. Indépendant* depuis 1960, le Cameroun est une ancienne colonie allemande placée sous mandat de la Société des Nations après la première guerre mondiale, puis sous tutelle de l'Organisation des Nations unies après 1945. En 1961, la partie méridionale du pays, sous tutelle britannique, a été rattachée au sein d'une fédération à l'ancien Cameroun sous tutelle française. En 1972, l'ensemble a pris le nom de République unie du Cameroun.

Le nouveau chef de l'Etat poursuit la politique de concorde nationale de M. Ahidjo

TROIS mois après le retrait volontaire de M. Amadou Ahidjo de la *présidence de la République*, poste qu'il occupait depuis vingt-deux années consécutives, les *spéculations les plus diverses* circulent sur les rapports entre l'ancien chef de l'Etat et son successeur.

Dans beaucoup de lieux publics, y compris dans les *ministères, trône* toujours le portrait de l'ancien chef de l'Etat.

Resté président national du parti unique, l'Union *nationale* camerounaise (U.N.C.), M. Ahidjo a jusqu'à présent déçu tous les pronostics formulés sur ses intentions. Alors que beaucoup pensaient qu'il partagerait ses loisirs entre son fief électoral à *Garoua, dans le nord* du Cameroun, et ses résidences de Grasse (France) et de Dakar, il déploie encore une importante activité de caractère politique.

Il vient en effet d'effectuer une *longue* tournée dans six provinces du pays, où il a été accueilli avec des égards particuliers. Beaucoup d'hôtes officiels du Cameroun lui rendent visite, et de nombreux responsables politiques locaux multiplient les allées et venues entre Yaoundé et les villes de Garoua et Ngaoundéré où il séjourne fréquemment.

Cet état de chose alimente les rumeurs de *« divergences de vues »* entre MM. Ahidjo et Biya. Selon ces bruits, le premier aurait fait à dessein une *« fausse sortie »*, tout en conservant en réalité, de façon occulte, la haute main sur les affaires publiques. *Dans les milieux officiels*, on voit dans ces allégations, venant notamment de l'opposition installée *à l'étranger, l'intention* de susciter des difficultés à un régime qui a su opérer sans heurts une transition strictement conforme à *la* Constitution. M. Biya mettra certainement les choses au point avec M. Mitterrand *lors de sa visite officielle à Paris.*

Les rumeurs dues aux « jaloux »

Non seulement, en effet, l'ancien *président* ne souhaite pas gêner son successeur, mais il met au contraire tout en œuvre pour lui prêter mainforte et l'aider à consolider son autorité.

Dans une longue interview accordée à *Cameroon Tribune, quotidien* officieux de Yaoundé, il n'a d'ailleurs laissé place à aucune ambiguïté : *« M. Biya est chef de l'Etat à part entière, et il ne saurait y avoir dualité mais complémentarité entre ses actions et la mienne, et il n'existe pas de dissensions entre nous. Le malentendu proviendrait du fait que certains souhaiteraient ne plus me voir à Yaoundé. Il faut cependant qu'ils s'accommodent de ma présence et se résignent à me voir. »* Après avoir justifié les raisons de son départ – *« Je suis fatigué et crois avoir légitimement droit au repos »*, – M. Ahidjo exprime la conviction que des fauteurs de troubles souhaitaient mettre à profit le choc psychologique créé par l'annonce de son départ. Selon lui, *« ces ambitieux jaloux de l'intérieur et de l'extérieur »* voulaient *« transformer ce choc en panique et susciter ainsi des réactions désordonnées et incontrôlées, en un mot, visaient la déstabilisation de l'État et, partant, l'échec de notre expérience de changement pacifique à la tête de l'Etat... »*

S'il n'avait pas voulu que M. Biya lui succède, M. Ahidjo pouvait bien *évidemment, au moment de sa propre* démission, mettre un terme aux fonctions du premier ministre : *« Si je ne l'ai pas fait, dit-il, c'est qu'il jouit de ma confiance et que je souhaitais le voir me succéder, conformément à la Constitution. »*

En faisant exclure du parti le mois dernier quatre responsables de haut rang *« pour attitude inadmissible pour l'unité du parti »*, M. Ahidjo a montré que l'opposition à M. Biya qui lui était prêtées était purement imaginaire. En effet, *les exclus, au premier* rang desquels figure M. Moussa Yaya, vice-président de l'Assemblée *nationale, aujourd'hui en résidence* surveillée après avoir été, durant vingt-cinq ans, un des plus proches *collaborateurs de l'ancien chef de* l'Etat, entendaient se dresser contre l'autorité du nouveau président, *contesté en tant qu'un « homme du Sud »*, et au surplus catholique.

La « prédominance » peule

Phénomène assez exceptionnel dans cette partie *du monde*, c'est, en effet, un chrétien qui, à Yaoundé, vient de succéder à un musulman. *Or, dans la plupart des capitales sud*-sahariennes, on constate beaucoup plus fréquemment l'évolution inverse, comme *au Sénégal où le musulman* Abdou Diouf a succédé au catholique Senghor, ou encore en *Gambie où l'anglican Jawara* s'est converti à l'islam. Dans un Etat qui compte 17 % de musulmans, la tentation est *grande* chez *quelques* hommes politiques d'opposer ces derniers aux 38 % de chrétiens et *aux 45 % d'animistes, « nazaréens »* et « *païens* ». Au surplus, entre le nord et le sud du pays, l'antagonisme *que n'a cessé de combattre* avec vigueur M. Ahidjo, lui-même originaire du Nord, subsiste de façon latente.

C'est précisément cet antagonisme que, au nom d'une prétendue prédominance peule – tribu d'origine *de MM. Ahidjo et Moussa Yaya,* – les récents exclus du parti voulaient attiser, rêvant, semble-t-il, d'un Etat *nordiste. Chimérique, ce projet* n'a pour autant jamais été totalement abandonné par ceux qui conservent une certaine *nostalgie* de l'autorité traditionnelle des grands chefs religieux, reis, émirs et lamibés, de la partie septentrionale du pays.

Non seulement la chefferie du Nord a conservé quelque autorité, mais, par le volume des affaires dont ils se sont assuré le contrôle, beaucoup de Peuls d'origine modeste ont acquis un poids politique non négligeable. C'est le cas de beaucoup des amis de M. Moussa Yaya, sans compter quelques astucieux affairistes qui, après avoir réussi à se faire octroyer des crédits bancaires considérables, *sont officiellement « morts à Djeddah »* à l'occasion du pèlerinage à La Mecque, avant de « *ressusciter » sous un nom d'emprunt*. Quelques-uns de ces filous, devant des menaces d'inculpation, ont d'ailleurs *préféré émigrer au Nigéria* afin d'échapper à d'éventuelles poursuites judiciaires.

Durement acquise, puisqu'une guerre civile a ravagé le pays durant plusieurs *années* après la proclamation de l'indépendance, l'unité nationale ne peut être préservée qu'au prix de la mise hors la loi du tribalisme *et du régionalisme sous toutes* leurs formes. C'est pourquoi, pendant vingt-deux ans d'exercice du *pouvoir, M. Ahidjo a systématiquement* traqué ceux qui prétendaient exalter tribu ou région. Ce faisant, il a *néanmoins souffert à la fois des critiques* de ses frères de race, qui lui reprochaient de ne pas les favoriser *suffisamment, et de celles des « Sudistes »* qui lui reprochaient l'inverse. Aussi dans un premier temps était-il *indispensable pour le nouveau président* de rassurer ses compatriotes *« nordistes »* alarmés par une alternance *à laquelle ils ne s'attendaient* point.

M. Ahidjo s'est, immédiatement après son départ de la présidence, attaché à cette *entreprise* d'apaisement des esprits. Non seulement il y a longuement invité les militants et responsables de l'U.N.C., mais il s'est rendu à l'étranger dans le même but. Au cours d'un voyage au Nigéria, où l'accompagnèrent M. Ousmane May, tout-puissant gouverneur de la province du Nord ainsi *que plusieurs ministres « nordistes »*, il s'employa à rassurer M. Shehu Shagari, président de la Fédération nigériane, et ses amis politiques.

Le problème bamiléké

Un tel comportement s'imposait d'autant plus pour l'ancien président que le Nord ne constitue pas la seule région soumise à des forces centrifuges, même s'il s'agit de celle dont on parle le plus. A l'ouest, et plus particulièrement au sud-ouest, le dynamisme et le particularisme des Bamilékés exigent la présence d'un pouvoir fortement centralisé.

Considérés comme le groupe ethnique *numériquement* le plus important, les Bamilékés pratiquent une agriculture intensive et comptent une *petite bourgeoisie de planteurs* jouissant d'une relative aisance. Une croissance démographique importante *les a incités à coloniser* de nombreuses terres vacantes dans toutes les régions avoisinant leur habitat *traditionnel et à émigrer par* vagues de plus en plus importantes dans les villes du Sud.

Actifs commerçants, les Bamilékés *occupent une place prépondé*rante dans le monde des affaires, et ils ont tendance à s'installer désormais *dans tout le pays*. Enfin, les jeunes générations fournissent de plus en plus de cadres administratifs et politiques. Aussi, après avoir été sévèrement éprouvés par la guerre civile qui dévasta notamment le département du Mongo, recherchent-ils plus que jamais la maîtrise de l'économie, tandis que, dit-on non sans raison, ils entendent également rester de moins en moins à l'écart du *pouvoir politique.*

Ainsi, en refusant le pouvoir à des hommes comme M. Moussa Yaya, M. Amadou Ahidjo a-t-il voulu à la *fois consolider l'unité nationale*, préserver son image personnelle de *« père de l'indépendance et de la réunification »* et éviter que ne se crée au Cameroun une situation analogue à celle qui prévaut au Tchad et *qui menace le Nigéria.* Nul doute que M. Paul Biya non seulement lui en sache gré, mais s'engage, sans en dévier, *sur la même voie que son aîné.*

PHILIPPE DECRAENE.

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT PAUL BIYA

« Nous souhaitons plus encore que par le passé renforcer nos liens avec la France »

« Comment expliquez-vous que votre pays soit moins bien connu en France et dans le monde que d'autres États africains, tels que le Sénégal ou la Côte-d'Ivoire par exemple ?

– Cela est dû aux conditions difficiles dans lesquelles le Cameroun a accédé à l'indépendance. En effet, la guerre civile s'est prolongée dans notre pays durant plusieurs années après notre entrée dans le concert des nations. Durant toute cette période, nous n'avons guère eu le temps de nous faire connaître à l'extérieur. Depuis une douzaine d'années, les choses ont changé ; nous allons poursuivre et renforcer nos efforts pour que nos partenaires internationaux perçoivent une image aussi juste que possible de notre pays.

– Redoutez-vous que les vieilles querelles internes qui ont divisé les Camerounais viennent à renaître ?

– L'Union nationale camerounaise, notre parti unique, a mené depuis deux décennies une politique de réconciliation nationale et n'a rien ménagé pour consolider l'unité. Cela réduit les risques de renaissance de querelles intestines, mais nous n'en demeurons pas moins vigilants, car la tentation de remise en cause peut persister chez certains...

– Après votre accession à la magistrature suprême, peut-on attendre à bref délai une libéralisation du régime, et peut-être même l'institutionnalisation du pluripartisme ?

– L'unité nationale est trop récente pour permettre actuellement une telle évolution. Le Cameroun est composé de plus de deux cents ethnies, et le moment n'est pas encore venu pour le pluripartisme. Presque aussitôt créés, les nouveaux partis risqueraient d'épouser les contours des principaux groupes ethniques, comme ce fut le cas jusqu'en 1966, année où fut institué le parti unique. En revanche, nous sommes fermement résolus à démocratiser ce parti, ne fût-ce qu'en y élargissant le débat politique entre dirigeants et militants...

» J'ajoute que notre développement économique accéléré devrait autoriser à terme une certaine forme de décentralisation administrative. Mais cette option devra d'abord être débattue au sein des instances du parti.

– Selon vous, le Cameroun connaît-il une phase de prospérité ?

– Je suis tenté de répondre oui, mais... Compte tenu de la situation économique mondiale, l'économie camerounaise est relativement prospère. Nos finances publiques sont saines, notre produit intérieur brut croît annuellement de 4 % à 6 %, notre endettement extérieur est faible. L'apparition récente de recettes tirées de la mise en exploitation de nos ressources pétrolières suscite de sérieuses espérances.

» Le niveau de vie des Camerounais s'améliore... Mais nous subissons de plein fouet les effets néfastes de la crise mondiale ; et le Cameroun n'est épargné ni par l'inflation importée, ni par le chômage, ni par la détérioration des termes de l'échange, et évidemment cela tempère notre optimisme...

– L'essor économique de votre pays vous incite-t-il à rechercher une coopération plus étroite avec la France ?

– Bien sûr... Pour promouvoir et stimuler l'effort économique, il nous faut de puissants concours financiers extérieurs. Par exemple, pour mener à son terme le projet d'installation d'une usine de liquéfaction de gaz à Kribi (projet qui implique un investissement de plus de 4 milliards de dollars) l'aide de pays amis, dont la France, nous est indispensable.

» Nos besoins en équipements routiers et portuaires, nos projets *dans le domaine* de l'enseignement et du développement rural exigent des aides financières étrangères.

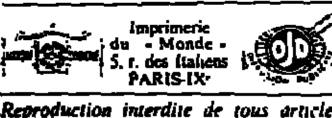
» Mais nous avons aussi d'impérieux besoins en hommes pour l'enseignement technique, pour l'enseignement supérieur, particulièrement pour notre faculté de médecine, pour les travaux publics, pour le génie civil. Il nous faut également des urbanistes pour l'extension de nos villes, des paysagistes, des militaires pour la modernisation de notre armée.

– Et la coopération avec les autres Etats ?

– La France reste notre premier partenaire, bien que nous entretenions des rapports de coopération avec de nombreux autres Etats : le Canada, la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, les Etats-Unis, la Chine, l'Union soviétique, nous aident de façon non négligeable, de même que de nombreux organismes internationaux qui nous prêtent un concours permanent.

(Lire la suite page 10.)

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN 0395 - 2037

CCAR
COMPAGNIE CAMEROUNAISE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES
INCENDIE
ACCIDENTS
RISQUES DIVERS
TRANSPORT
VIE
DOUALA B.P. 4068
Tél. 42.62.71/42.67.72
Télex 5341 KN
YAOUNDE B.P. 209
Tél. 22.45.33/23.34.44
Télex 8515 KN

Les grands axes de la politique extérieure du Cameroun

Tant au niveau de sa conception que de sa finalité, notre politique extérieure prend racine dans l'histoire et la géographie de notre pays, dans sa philosophie politique et tient compte des exigences légitimes du peuple camerounais ainsi que des données fondamentales de la conjoncture internationale.

Les principes qui guident cette politique extérieure s'articulent autour de trois idées-force, à savoir :

— L'Indépendance nationale, qui est pour nous la condition indispensable à la dignité, au progrès et au libre arbitre du peuple camerounais ;

— *Le Non-Alignement, qui signifie* pour nous la volonté de s'affirmer, de consolider et de défendre notre indépendance *nationale. C'est au nom des* principes du non-alignement que nos options diplomatiques sont prises en *fonction de l'intérêt supérieur de notre* pays et des valeurs morales qu'il entend promouvoir sur la scène internationale, et ceci en dehors de toutes considérations idéologiques et indépendamment des désirata des blocs hégémoniques qui dominent le monde. Notre non-alignement implique la tolérance, la coexistence pacifique des Etats aux systèmes socio-politiques différents.

— La coopération internationale, troisième volet de notre politique extérieure, atteste que le Cameroun, en ce temps du monde interdépendant qui commence, est conscient du fait que le destin de chaque peuple est ombiliquement lié à celui de tous les peuples du monde. *En érigeant la notion de coopé*ration internationale en principe de politique extérieure, notre pays a voulu *réaffirmer sa volonté d'entretenir* des relations de coopération et d'amitié avec tous les pays sans autres limites *que celles qu'impose le respect de notre* souveraineté, de notre intégrité territoriale et de nos intérêts légitimes. Dans *cette optique notre continent occupe* une place de choix dans la conduite de notre politique extérieure ; c'est ce qui *explique la permanence de notre action* et de nos sacrifices en vue de resserrer nos liens bilatéraux avec les pays Afri*cains frères, et justifie nos efforts pour* consolider l'unité et promouvoir la libération totale et le progrès de notre continent.

S'agissant plus spécialement de l'Afrique Centrale à laquelle est lié le destin de notre pays, le Cameroun reste fidèle à sa politique de bon voisinage et de fraternelle concertation afin de progresser hardiment sur le chemin d'une coopération toujours plus efficace et diversifiée dans cette région que la géographie, l'histoire et les affinités ethniques disposent à une étroite solidarité.

C'est ce qui justifie notre apparte*nance à l'UDEAC, à la Commission du* Bassin du Lac Tchad, à la Haute Autorité du Fleuve Niger, pour ne citer que *ces trois exemples, et explique notre* constante disposition à favoriser, à encourager et à soutenir la formation des *regroupements sous-régionaux* et régionaux dans le cadre des principes énoncés par la Charte de l'OUA. Nous *pensons au Cameroun que l'unité* du continent passe par la réalisation des cercles concentriques de solidarité, piliers sûrs de consolidation de cet édifice unitaire qu'est l'OUA, car comme le déclarait le Chef de l'Etat au Congrès de Bafoussam : « Notre devoir est de soutenir l'OUA, d'enrayer toute tentative de division en son sein, de renforcer la mystique de solidarité, d'en faire l'instrument irremplaçable pour l'affirmation de la personnalité de l'Afrique ». Fin de citation.

Véritable carrefour des civilisations africaines, le Cameroun est resté en contact avec le monde Arabe et Islamique tout au long de son histoire. Aujourd'hui nous ne pouvons que nous féliciter de l'excellence de nos rapports avec le monde Arabe, et qui se traduisent concrètement par une compréhension et une assistance mutuelle qui font honneur à notre diplomatie.

Avec le reste du monde, le Cameroun prône une politique de grande ouverture envers tous les pays épris de paix et soucieux du respect de sa souveraineté *et de ses options.*

Il conviendrait toutefois de rappeler que ce vaste réseau de diversification de nos relations internationales ne saurait nullement exclure la prise en considération des liens tissés notamment avec l'Europe au cours de l'histoire, liens qui expliquent *le caractère privilégié* des rapports que nous entretenons avec les pays membres de la Communauté Eco*nomique Européenne, tant sur le plan* bilatéral que multilatéral.

Avec les pays d'Asie et d'Amérique Latine, nos relations revêtent également *un caractère spécifique en raison de* notre commune appartenance au Mouvement des Non-Alignés et au monde en développement. En tant que pays en développement, notre coopération avec les pays d'Asie et d'Amérique Latine vise avant tout l'harmonisation de nos positions dans le cadre du dialogue Nord-Sud, et l'entraide mutuelle dans notre lutte commune contre les injustices et les inégalités du système économique actuel, *tant il est vrai que notre diplomatie se* veut avant tout une diplomatie de développement.

*Notre lutte commune pour l'instaura*tion d'un nouvel ordre économique plus équitable, qui tienne compte des légiti*mes aspirations de tous au progrès et au* bien-être que rendent possibles les conquêtes scientifiques et technologiques *modernes, n'a pas encore atteint les* résultats escomptés.

En effet, malgré la combativité des pays du groupe des 77 au sein des Institutions et Conférences Spécialisées, les nantis, bénéficiaires de l'ordre économique actuel se sont accrochés à leurs privilèges. Il y a lieu d'espérer qu'avec la crise économique qui perdure et les injustices criardes qu'elle engendre, les pays nantis comprendront que la paix et *la sécurité* internationales, tout comme *la relance de l'activité économique glo*bale, passent par de profondes modifications structurelles et institutionnelles de l'ordre économique défaillant mis en place au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Les pays du tiers-monde fondent beaucoup d'espoir sur la France qui, tant à Ottawa (juin 1981) qu'à Cancun (octobre 1981) et à Versailles (juin 1982), a fait montre d'une sensibilité fort appréciée par le groupe des 77 en ce *qui concerne la relance des négociations* globales dans l'esprit et la lettre de la résolution 34/38 des Nations-Unies.

Aujourd'hui comme hier, la politique extérieure du Cameroun, conduite à l'abri de toute arrière-pensée idéologi*que ou dogmatique, demeure en der*nière analyse axée sur la recherche de la coexistence pacifique des peuples et des nations, *dans une humanité réconciliée* avec elle-même, et capable par un même élan de générosité et de solidarité, de faire face aux nombreux défis de la société contemporaine.

PAUL DONTSOP
Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères

I - Sur le code des investissements

Le Régime des Investissements en République Unie du Cameroun est réglementé par la loi 60/64 du 27 juin 1960 modifiée respectivement par les lois numéros 64/LF/6 du 6 avril 1964 et 66/LF/5 du 10 juin 1966. D'autres textes à caractère réglementaire existent également :

I - Le code des investissements et ses avantages (Loi n° 60/64 du 27/6/1960 et ses textes modificatifs subséquents)

Les mesures adoptées par le Gouvernement en faveur de l'apport des capitaux privés peuvent se regrouper en deux parties :

— l'aménagement fiscal et la mise en place des régimes fiscaux préférentiels ;

— l'octroi de certaines facilités douanières.

Le code des investissements de la République Unie du Cameroun comporte quatre régimes :

— le régime « A » ;
— le régime « B » ;
— le régime « C » ;
— le régime « D ».

1.1 Entreprises agréées aux régimes « A » et « B » :

Les entreprises agréées aux régimes « A » et « B » bénéficient de plein droit de l'exonération des droits et taxes de douane sur leurs équipements industriels, sur leurs matières premières et articles de conditionnement indispensables à leurs opérations de production et de transformation.

Dans ce dernier cas, elles sont assujetties sur leur demande, soit à la taxe intérieure à la production, soit à la taxe unique (UDEAC).

Le bénéfice du régime « B » comporte en outre la possibilité pour l'entreprise de ne pas payer de patente, *de redevance foncière, forestière* ou minière pendant les cinq premiers exercices d'exploitation et de reporter sur *les trois exercices suivant les amortisse*ments non effectués au cours de cinq premiers exercices déficitaires.

1.2 Entreprises agréées aux régimes « C » et « D » :

Il s'agit d'entreprises concourant de façon particulière au développement économique du Cameroun soit par la transformation de leurs matières premières de base, soit par le volume d'emplois qu'elles se proposent de créer.

Dans ces conditions, la société passe une convention d'établissement avec le Gouvernement, laquelle précise les droits et obligations des deux parties.

Alors que la durée de régime est de 10 ans pour les deux précédents, l'entreprise agréée au régime « C » jouit d'une période de 20 ans de privilège douanier ; elle est de 25 à 30 ans pour le régime « D ». De plus, tous les avantages de régime « B » sont reconnus de facto à toute entreprise conventionnée.

Enfin, l'agrément du régime « D » ouvre droit à une stabilisation du régime fiscal en vigueur à la date d'agrément de la *société.*

II - Le régime des entreprises forestières et des petites et moyennes entreprises

1) *Les entreprises forestières* (Décret n° 67/DF/14 du 11/1/67)

Ce décret accorde à ces entreprises un régime préférentiel consistant notamment à une réduction de 5 % des droits et taxes à l'importation sur les matériels nécessaires à l'exploitation et aux scieries.

2) *Les Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat* (Décret n° 68/DF/10 du 16/1/1968)

Ce régime consiste dans l'application d'un taux global réduit à 5 % des droits et taxes perçues à l'importation sur les équipements et peut se cumuler avec le régime de la Taxe Intérieure à la Production.

Toute entreprise soumise à la Taxe Intérieure à la Production ou à la Taxe Unique est exonérée des droits de douane sur les matières premières et les emballages.

De plus, un produit soumis à la Taxe *Intérieure* à la Production est exempt de l'impôt sur le chiffre d'affaires intérieur.

III - Le régime de l'industrie touristique

Ce régime concerne toute entreprise qui réalise un investissement en vue de créer, d'agrandir un établissement de tourisme ou d'en renouveler l'équipement.

Quatre régimes sont prévus :

• Le régime T1 prévoit notamment la réduction à 5 % des droits et taxes à l'importation sur les matériels d'équipement.

Le régime T2 est applicable aux entreprises revêtant une importance particulière ; il accorde en outre pour *une période de cinq ans*, l'exonération de la patente, de la licence, de la redevance foncière et de l'impôt sur les BIC.

• *Le régime T3 (dit de la Convention* d'Etablissement) s'applique aux établissements d'importance capitale ; outre *les avantages précités, il prévoit la sta*bilité de tout ou partie des charges fiscales pendant toute la durée de la con*vention qui ne peut excéder 15 ans.*

IV - La procédure d'agrément à un régime privilégié

La procédure suivie pour l'octroi d'un des régimes rappelés ci-dessus a été décrite par le texre portant organisation du régime lui-même.

Tout projet d'investissement susceptible de bénéficier des avantages de notre régime d'investissement doit être établi suivant un canevas qui est remis au promoteur par la Direction de l'Industrie. Le processus de production doit être correctement décrit pour faire apprécier l'importance de la valeur ajoutée ; doivent être indiqués nécessai*rement la formation des prix de revient* en sortie usine des articles par unité produite, le prix comparatif des pro*duits d'importation loco-magasin* du grossiste, les résultats d'exploitation de l'affaire (bénéfice, cash-flow), le chiffre d'affaires prévisionnel, compte tenu de l'évolution de la demande.

Du reste, une étude de marché doit être jointe au dossier ; elle doit tenir compte de la demande globale et de la production locale, cette dernière se substituant aux importations d'articles similaires. Une telle demande conforme au formulaire remis au promoteur est déposée contre décharge valable en *trente (30) exemplaires (60* quand il s'agit d'un agrément à la Taxe Unique) à la Direction de l'Industrie qui assure la présidence du Comité Interministériel chargé de l'étude coordonnée des projets d'investissement et de développement et le secrétariat de la Commission des Investissements, que préside Monsieur le Ministre de l'Economie et du Plan en personne.

Le récépissé de dépôt du dossier est remis immédiatement au promoteur, après un examen succinct du projet. A ce *niveau, le projet peut faire l'objet de* rejet s'il ne cadre pas avec la réglementation rappelée ci-dessus sur les investissements, d'une demande d'informations complémentaires ou de diffusion auprès des membres du Comité d'experts.

Ce comité se réunit une fois par mois et ce, en fonction des dossiers déposés à *son secrétariat. Le comité est constitué* de façon qu'aucun aspect du dossier ne puisse échapper à sa réflexion :

— *objet du projet cadrant* avec les objectifs du plan ;

— importance de la valeur ajoutée et du transfert de technologie ;

— importance de la main-d'œuvre ;

— niveau des investissements projetés et leur mode de financement ;

— niveau prévisible des prix et avantages que l'on n'attend du projet dans la régulation du marché ;

— bénéfice d'exploitation escomptable ;

— impact du projet dans la réalisation des objectifs de développement auto-centré, d'équilibre régional et de justice sociale.

L'avis du comité, dès lors qu'il est *entériné par Monsieur le Ministre de* l'Economie et du Plan, vaut accord d'agrément pour les régimes PME, 5 % *forestiers, T1, T2 et T4. Notification* de cet agrément est signifiée au promoteur qui peut déjà prendre ses dispositions *pour la mise en place de l'investisse*ment, et ceci, en attendant la prise d'un décret d'agrément.

*L'agrément au régime du réinvestis*sement nécessite l'approbation préalable du programme triennal d'équipement par le Gouvernement. Le dossier doit être déposé en trente (30) exemplaires à la Direction des Impôts qui les transmet avec ses observations à la Direction de l'Industrie en vue de son examen par le Comité Interministériel chargé de l'Etude coordonnée des projets d'investissement et de développement.

Je rappelle que le bénéfice du régime *de réinvestissement est exclusif de tout* autre privilège douanier dont a pu profiter l'investissement considéré, et qui a *été réalisé dans le cadre de l'un des régi*mes analysés ci-dessus.

L'avis favorable du Comité permet au *Ministre des Finances* de décider du niveau de la réduction du BIC par suite de réinvestissement à atteindre en trois ans.

Enfin, les dossiers de demande d'agrément à la TIP ou à la TU suivent *la même procédure que* ceux qui postulent les avantages des régimes du Code.

Je rappelle toutefois que pour ce qui concerne la *Taxe Unique*, le Comité Interministériel se borne à transmettre avec son avis le dossier au Secrétariat Général de l'*UDEAC*.

La procédure décrite ci-dessus, qui paraît longue à première vue, est rame*née à des délais acceptables* par des mesures de facilitation notamment le bénéfice du régime de l'admission temporaire *que* le Ministre des Finances accorde, sur leurs demandes, aux promoteurs de projets industriels.

Ils peuvent dès lors passer commande de machines et entreprendre les travaux de construction de l'usine bien avant la *prise de l'acte d'agrément.*

L'existence au Cameroun d'une Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones Industrielles permet également aux investisseurs potentiels de trouver des terrains industriels déjà aménagés et équipés. *Ces terrains leur sont* loués à des taux très modiques 230 F.CFA le mètre carré par an sous forme de bail amphithéotique.

*Deux zones industrielles déjà aména*gées et équipées d'eau, d'électricité, de téléphone et de télex existent à Douala (Bonabéri *pour* les industries *qui ont* besoin d'un tenant d'eau) et Bassa pour les autres industries. L'aménagement des zones de Yaoundé, Bafoussam, Ngaoundéré, Limbé a été prévu au cours du V[e] Plan Quinquennal.

II - La politique industrielle et commerciale du Cameroun

La Politique industrielle et commerciale du Cameroun participe à l'option du libéralisme planifié qui consiste à encourager le libre exercice de l'initiative privée dans le cadre des grandes orientations définies par le Gouvernement. *Si cette politique s'est révélée* plus volontariste dans sa composante industrielle dès l'accession de notre pays *à l'indépendance, elle n'a pas* moins trouvé dans son expression commerciale, le complément indispensable à *la promotion d'une économie inté*grée, auto-entretenue et en pleine croissance.

1 - Une politique industrielle plus volontariste

Convaincu qu'il ne peut pas y avoir de développement véritable dans un pays, *sans un secteur industriel bien* structuré, le Gouvernement, tout en proclamant l'agriculture comme la *priorité des priorités, a toujours consi*déré que l'industrialisation doit jouer un rôle moteur dans le développement *du pays. C'est pourquoi, dès l'accession* du Cameroun à l'indépendance, il s'est efforcé de promouvoir l'industrialisa*tion du pays en favorisant au maximum* l'attrait des investisseurs étrangers.

Dans son application, cette politique visait essentiellement trois objectifs :

— Créer des industries de substitution aux importations afin d'améliorer notre balance commerciale ;

— Soutenir l'effort de développement de l'agriculture par la création d'industries destinées à favoriser la modernisation de ce secteur (création d'usines d'engrais, de matériel agricole, etc.) ;

— Promouvoir la formation, l'emploi et l'accès des nationaux dans les secteurs des activités dites modernes.

Pour atteindre ces objectifs, l'action *du Gouvernement a consisté : tantôt* à favoriser l'exercice de la libre entreprise dans le cadre des grandes orientations définies par le plan de développement économique et social, tantôt à pratiquer une politique d'association des intérêts publics et privés dans le cadre de contrats librement négociés, tantôt à prendre carrément l'initiative d'investir, soit dans les secteurs d'accompagnement (énergie, *aménagement du territoire*, infrastructures économiques, communications, formation, etc.), soit dans les secteurs qui n'attirent pas immédiatement les investisseurs étrangers du fait d'une rentabilité moins évidente et éloignée dans le temps (agro-industries).

Les principaux instruments de cette politique étaient constitués par :

— le *Code des investissements* qui demeure l'un des plus libéraux d'Afrique ;

— Une politique d'aménagement des zones industrielles destinée à mettre à la disposition des investisseurs étrangers des terrains viabilisés dotés d'infrastructures de base ;

— Une politique d'aide au financement des entreprises basée soit sur la prise de participation directe de l'Etat et des organismes publics au capital des *sociétés, soit sur une politique d'aval* des emprunts contractés à l'étranger, soit enfin sur les facilités de financement accordées par *le* réseau bancaire national.

Il est certes indéniable que cette politique, *qui a meublé* les deux premières décennies de notre indépendance, a atteint des résultats très positifs dans la *mesure où le secteur industriel* contribue aujourd'hui, pour plus de 25 %, à la formation de la Production Inté*rieure Brute du Cameroun. Mais*, de toute évidence, cette politique a aussi contribué à favoriser une industrialisa*tion extravertie*, incapable de répondre aux exigences d'une planification suivie.

C'est pourquoi *le* Gouvernement, soucieux de promouvoir l'intégration du tissu industriel dans l'économie du Pays, a *décidé, dès la première phase* d'élaboration du V[e] Plan de développement économique et social en cours d'exécution, de concevoir et de *mettre* en œuvre un Plan Directeur d'Industrialisation plus conforme à l'exigence de la maîtrise du *développement*. Ce plan directeur devra tenir compte des grandes priorités suivantes :

1° La sauvegarde et la consolidation de l'autosuffisance alimentaire du pays, objectif qui commande que priorité soit accordée aux industries situées en amont et en aval de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche ;

2° La réalisation effective du « self reliance » par la mise en place d'une industrie autonome, auto-entretenue, intégrée, maîtrisée par les *nationaux* et peu sensible aux aléas conjoncturels d'origine externe au Cameroun ;

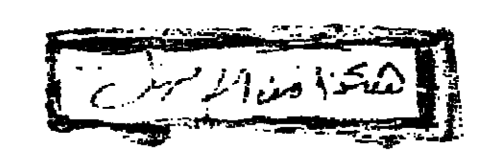
3° La *valorisation sur place* et de manière prioritaire des matières premières d'origine locale.

Pour *atteindre* ces objectifs, quatre secteurs clé ont été retenus ; il s'agit :

— du secteur fer - sidérurgie,
— du secteur bauxite - aluminium,
— du secteur forêt - bois,
— du secteur des hydrocarbures et de la pétrochimie.

Parallèlement au *développement* de ces secteurs seront menées de front





l'étude et la promotion des secteurs d'accompagnement que sont :

— la formation,

— le développement de l'énergie,

— *le développement* des *infrastructures* économiques et sociales,

— le développement des infrastructures de communication.

La phase préparatoire de l'étude de cet important projet entièrement financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement avec l'assistance de l'ONUDI *comporte* les étapes suivantes :

— l'identification de toutes les études devant être menées dans le futur, avec leurs termes de référence ;

— l'établissement d'un plan d'ordonnancement général et de phasage des études à mener ;

— la mise en place d'une structure de préparation et de suivi de la mise en œuvre du plan ;

— l'élaboration d'un programme spécial de formation des cadres supérieurs ;

— la rédaction du document de la *deuxième phase du projet.*

II - Une politique commerciale destinée à compléter et à épauler la politique d'industrialisation

La politique commerciale suivie par le Gouvernement vise essentiellement *quatre objectifs :*

— promouvoir les exportations ;

— protéger la jeune industrie nationale ;

— assurer l'approvisionnement et *réguler l'offre et la demande sur le marché* intérieur ;

— défendre le pouvoir d'achat du consommateur.

La politique de promotion des exportations, *qui soutend notre politique* d'ouverture vers le monde extérieur vise essentiellement deux buts :

1° asseoir et consolider les activités nationales de production à vocation exportatrice, notamment les cultures de rentes qui fournissent encore la majeure partie de nos recettes d'exportation, l'agriculture vivrière destinée à alimenter les pays voisins, et les produits de notre industrie *naissante ;*

2° procurer à l'Etat les ressources en devises nécessaires à la poursuite de l'effort d'équipement du pays.

Cette politique justifie non seulement notre association au marché commun européen et notre appartenance à certaines organisations économiques *régionales et sous-régionales, mais* également la recherche active des partenaires commerciaux à travers le monde. Dans ce cadre, et en plus de notre participation au GATT et à la plupart des accords internationaux sur les produits de base, le Cameroun est aujourd'hui lié à une quarantaine de pays répartis à travers le monde entier, *par des accords* commerciaux lui reconnaissant le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée.

La politique de protection de l'industrie locale *se justifie par le caractère* vulnérable de notre jeune industrie naissante à ce stade de développement de la nation. Elle ne vise nullement à créer des situations de monopole qui seraient en définitive nuisibles pour une jeune industrie qui a besoin au contraire de *s'épanouir.* Elle *vise tout simplement* à créer les conditions d'une saine concurrence susceptible de permettre à cette industrie d'être compétitive à l'abri de certaines pratiques perverses du commerce international.

Quant aux deux autres fondements *de notre politique commerciale,* à savoir : la régulation des approvisionnements sur le marché local et la défense du pouvoir d'achat du consommateur, ils procèdent du simple souci de justice *sociale qui commande non seulement* une politique efficace de contrôle des prix, mais la possibilité pour le consommateur de trouver à tout moment sur les marchés, les produits dont il a besoin *pour son existence.*

Conçue comme un tout, la politique industrielle et commerciale du Cameroun vise à bâtir une économie intégrée, auto-entretenue sans sacrifier les intérêts de certaines couches sociales.

III - Les grands projets d'infrastructure économique

Les grands projets d'infrastructure économique inscrits au Vᵉ Plan sont *constitués d'abord de l'ensemble des* projets qui s'ordonnent autour des deux grands projets d'aménagement du Territoire, lesquels concernent d'une part la région du Sud-Cameroun et d'autre part la vallée *supérieure* de la Bénoué. Ils concernent également les projets d'infrastructure de communication et des télécommunications, ils concernent enfin des projets du secteur de l'énergie.

I - Les grands projets d'aménagement du territoire

A. — L'Aménagement du Sud-Cameroun

Les perspectives de mise en valeur des *potentialités économiques* du Sud-Cameroun, en cours de reconnaissance, s'organisent autour de deux projets moteurs, le port en eau profonde et l'usine de liquéfaction du gaz.

En ce qui concerne le port en eau profonde qui mérite de retenir particulièrement notre attention, il répond aux nécessités :

— d'accueil des bateaux de gros tonnage, impossible à Douala

— de développement du trafic pondereux *(bois, produits sidérurgiques,* clinker, etc.) dont les limites pour le port de Douala sont connues.

Au stade actuel des études, les caractéristiques moyennes proposées sont :

— capacité du trafic : 5 millions de tonnes

— *tirant d'eau : 12 à 15 mètres*

— coût estimatif du projet 120 milliards en trois phases.

Le site à choisir se situerait soit à Grand Batanga à 9 km de Kribi, soit à MBORO MBODE près des gisements de fer.

B. — L'Aménagement de la Vallée de la Bénoué

Ce *projet s'ordonne* autour du barrage de LAGDO réalisé par les Chinois et qui a été mis en eau l'année dernière. Les potentiels de la vallée sont :

— surface irrigable 80.000 hectares

— surface aménageable 30.000 hectares

— production à développer : riz, céréales diverses, sucre, etc.

— coût de l'aménagement à l'horizon *2000 : 150 à 200 milliards* de francs CFA.

II - Les projets du secteur énergétique

Dans le secteur de l'énergie, les grands projets inscrits au Vᵉ Plan concernent en plus du Barrage de LAGDO déjà réalisé :

— *l'extension de* SONG-LOULOU : (45 milliards de francs CFA), les démarches sont en cours auprès des bailleurs de fonds, les travaux doivent commencer vers la fin de l'année en cours.

— la construction du Barrage réservoir de la MAPE : 13 milliards de F.CFA.

— les extensions du réseau de transport et de distribution d'électricité pour un montant d'environ 30 milliards de *F.CFA.*

III - Le secteur des communications

A. — **Les Ports :** En plus de projet de port en eau profonde de Kribi, les principaux *projets portuaires concernent :*

— l'aménagement d'une zone UDEAC à DOUALA

— la construction d'un terminal fruitier à DOUALA.

B. — **Les Aéroports :** Les projets inscrits au Vᵉ Plan concernent :

— l'achèvement de l'Aéroport international de GAROUA : 65 milliards de F.CFA

— l'achèvement des travaux de l'Aéroport international de DOUALA : 15 milliards

— les études et la construction de l'Aéroport international de YAOUNDE : 50 milliards durant le Vᵉ Plan

— l'étude et la construction d'aérodromes secondaires.

C. — **Le Chemin de Fer :** Le principal projet à réaliser dans ce *domaine* concerne les travaux d'achèvement du réalignement de la voie ferrée DOUALA-YAOUNDE pour un montant de 45 milliards.

D. — **Les Routes :** Plusieurs projets sont inscrits au Vᵉ Plan dans le secteur des routes. *Les principaux projets* en cours de réalisation concernent :

— la route DOUALA-YAOUNDE

— la route YAOUNDE BAFOUSSAM

— la route MAROUA-MOKOLO

— le renforcement de la route GAROUA-NGAOUNDERE

— la route GUIDER-BIDZAR *DOUMBEYE,* etc.

De toute évidence, l'ensemble du programme de réalisation des projets *d'infrastructures économiques inscrits* au Vᵉ Plan est vaste et ambitieux. Rien que dans le domaine des infrastructures de communication, les projets retenus nécessiteront un financement global de *l'ordre de 486 milliards de francs CFA* durant toute la période couverte par le Vᵉ Plan, soit 21,1 % de l'ensemble des financements prévus. Si l'on ajoute à cette enveloppe les financements retenus pour le secteur des transports (110 milliards de CFA), on aboutit à une enveloppe globale de plus de 596 milliards *représentant la plus forte proportion* des investissements programmés dans le cadre du Vᵉ Plan (25,9 %).

L'exécution d'un tel programme nécessite à la fois une bonne conception *des projets,* une *meilleure programmation* de leur exécution, une accélération des procédures de passation des marchés et une très grande souplesse des entreprises de travaux publics pour s'adapter aux besoins résultant de l'exécution de ces marchés.

IV - Les objectifs du Vᵉ Plan de développement économique, social et culturel

Le Vᵉ Plan marque le début d'un *nouveau cycle de développement* contrôlé, destiné à modeler le visage du Cameroun de l'An 2000. Aussi ses objectifs s'insèrent-ils dans le cadre des orientations définies pour cet horizon à *savoir principalement :*

— la réalisation d'un développement endogène par la croyance aux valeurs *propres* de la Nation et la réhabilitation de la créativité des forces vives ;

— *la* sauvegarde de l'autosuffisance alimentaire ;

— une amélioration constante des *revenus en termes réels.*

Dans le cadre de ces perspectives à long terme, les objectifs du Vᵉ Plan ont ainsi été arrêtés :

— Réalisation effective de l'autosuffisance *sur le plan alimentaire ;*

— Redynamisation des structures de production dans les secteurs de l'agriculture, de la forêt, de l'élevage et de la pêche afin non seulement de satisfaire la demande intérieure, mais également, de dégager des excédents susceptibles d'alimenter un courant d'exportation *en constante progression ;*

— Intensification des efforts de recherche et d'exploitation des ressources aussi bien minières qu'énergétiques, afin que ce secteur, à côté de l'Agriculture *qui demeure la base de notre développement,* constitue la nouvelle force d'impulsion de la croissance économique nationale ;

— Une réorientation de l'industrialisation du Pays par *une politique de* revalorisation prioritaire des matières premières d'origine locale ;

— L'amélioration du cadre de vie et des conditions d'existence notamment dans les campagnes ;

— Un déploiement plus marqué sur l'ensemble du Territoire National des *infrastructures et activités de transports,* de communication et de distribution ;

— Enfin, un recyclage judicieux dans l'économie nationale de l'épargne interne et des contributions d'origine extérieure.

Le Cameroun, une volonté inébranlable de développement

par Pierre Désiré ENGO, Ministre de l'Économie et du Plan

Dès l'accession du Cameroun à la souveraineté internationale, le Gouvernement s'est assigné deux objectifs fon*damentaux dans le cadre de sa politique* économique.

1° — Promouvoir le développement du pays sur la base du libéralisme planifié grâce auquel l'initiative privée et *l'esprit d'entreprise sont encouragés et* s'exercent dans le cadre d'une planification souple, ayant un caractère indicatif vis-à-vis du secteur privé, mais suffisamment contraignant pour l'Etat qui demeure le garant de l'intérêt général et des grandes options définies par la Nation ;

2°.— Faire une large place dans notre processus de développement aux investissements privés étrangers, ainsi qu'à l'aide publique des pays amis et des *organisations internationales, afin* de compléter les efforts propres de la Nation Camerounaise.

Mais face à l'immensité de la tâche à accomplir et des besoins à satisfaire, au regard d'une *aide internationale* qui nous est mesurée et qui s'amenuise d'année en année, le Gouvernement s'est très tôt rendu compte qu'il ne pouvait y avoir de développement national sans la participation de tout le peuple Camerounais à l'effort et au fruit du progrès. *C'est* l'origine de la *proclamation* du concept du développement auto-centré qui place l'homme Camerounais au commencement et à la fin de *son propre effort de développement.*

Il convient de souligner à cet égard qu'il ne s'agit nullement ici d'une vision autarcique du développement, et encore moins, d'une politique de repli sur soi. Il s'agit tout *simplement d'éveiller* la conscience de chaque citoyen afin d'en faire l'acteur principal de son propre destin, car, comme on le dit aussi au Cameroun, il n'y a pas de développement véritable, il n'y a pas de progrès authentique pour un peuple qui attend *tout* des autres.

En plaçant l'homme au commencement et à la fin de toute entreprise de progrès, la notion de développement auto-centré rejoint, dans sa finalité, *l'option de justice sociale en ce sens* que, comme vision humanisante du développement, elle suppose non seulement une participation de tous et de chacun à l'effort de progrès, mais également une distribution équitable des fruits de la croissance grâce à une action volontaire des pouvoirs publics.

Développement auto-centré et justice sociale font justement apparaître de nouveau à ce sujet la dichotomie qui semble caractériser la philosophie *même du Libéralisme planifié, qui* implique d'une part, liberté d'initiative et d'entreprise, et d'autre part, intervention de l'Etat pour stimuler, réguler *et orienter les initiatives fécondantes.*

Quant à l'option du développement équilibré, elle procède, dans le cadre de la recherche constante de la consolidation de l'unité nationale et de la paix sociale, du souci de tenir compte de la diversité géographique, ethnique et culturelle du Cameroun, de corriger les clivages historiques ou de fait dans la mise en valeur du pays, et de préserver l'harmonie et l'homogénéité dans le développement de la Nation.

Enfin, l'option de la maîtrise suppose que le peuple Camerounais a atteint un degré d'évolution, un degré de maturité lui permettant de penser, d'organiser, de mettre en œuvre, de contrôler, *d'évaluer en vue de poursuivre ou de* corriger l'effort collectif pour le progrès.

En définitive, le cheminement de la pensée économique du Cameroun qui s'est enrichi de concepts divers depuis l'indépendance, semble viser un seul et unique but suprême, celui de permettre au Peuple Camerounais, dans le prolongement de la lutte politique qui avait pour finalité, l'affirmation de notre souveraineté internationale, de prendre *en main son propre destin.*

Le Commerce extérieur du Cameroun

— L'évolution de nos échanges com*merciaux au cours de ces dernières* années se caractérise par :

— une quasi stagnation de nos exportations et

— une progression substantielle de nos importations.

Nos exportations ont totalisé 296,9 milliards de francs CFA en *1979/1980,* 290,8 milliards en 1980/1981 et 306,3 milliards en 1981/1982.

Quant à nos importations, elles ont porté sur 311,9 milliards de francs CFA en 1979/1980, 364,2 milliards en 1980/1981 et 401,8 milliards en *1981/1982.*

Notre déficit commercial pour cette période a été respectivement de 14,9 milliards en 1979/1980, 73,3 milliards en 1980/1981 et 95,5 milliards en 1981/1982.

Ce résultat préjudiciable pour notre économie résulte de la détérioration des cours des principaux produits de base sur le marché international d'une part, et de la stagnation des tonnages exportés d'autre part. La forte progression de *nos importations reste* quand à elle imputable en grande partie aux efforts déployés pour le développement économique de la Nation.

Le Cameroun vend, essentiellement à *l'extérieur, les produits agricoles de* base comme : le cacao, le café, le bois brut, le coton, la banane fraîche dont les cours mondiaux ont enregistré des chutes importantes.

Il y a cependant lieu de souligner *l'importance de plus en plus déterminante* prise par les huiles brutes de pétrole dans nos exportations.

En effet sans le pétrole, notre déficit commercial aurait porté sur 223,4 milliards de francs CFA, les recettes procurées par le pétrole brut ayant atteint *127,9 milliards de francs (soit 41,8 % de* nos ventes totales) pour 1,9 million de tonnes.

La place prépondérante occupée par les biens d'équipement, les demi-produits et les produits finis destinés à la consommation des entreprises *(63,2 % de nos importations en* 1981/1982) traduit sans nul doute l'effort de développement que déploie le Cameroun dans les secteurs productifs.

*En ce qui concerne l'orientation géo*graphique de nos échanges, la C.E.E. demeure notre principal partenaire commercial. Elle fournit 63,2 % de nos importations et absorbe 49,4 % de nos ventes. Nos principaux partenaires au sein de la C.E.E. sont : la France, les Pays-Bas, l'Allemagne Fédérale, l'Italie et le Royaume Uni.

S'agissant plus particulièrement de la France, elle nous a procuré en 1981/1982, 43,5 % de nos achats exté*rieurs et n'a acheté que 23,0 % de nos* produits. En valeur, nous avons acheté en France en 1981/1982 des marchandises pour 174,9 milliards de francs CFA, alors que nous n'avons pu vendre à celle-ci que pour 70,4 milliards. Il en *résulte que notre déficit commercial* avec la France s'est davantage aggravé et constitue la principale cause du déficit global de notre commerce extérieur.

Le taux de couverture de nos importations en provenance de la France par nos ventes à ce pays n'a été que de 40,3 % en 1981/1982 contre 36,1 % en 1980/1981.

En Afrique, l'essentiel de nos échanges commerciaux se fait avec les pays de l'UDEAC, lesquels absorbent 50,1 % de nos ventes en Afrique et fournissent 20,9 % *de nos importations africaines.*

A ces pays, il faut ajouter la Côte d'Ivoire, le Tchad et la République *Populaire de Guinée.*

L'Amérique est notre second client après l'Europe ; ce continent a absorbé 36,1 % de toutes nos ventes et nous a fourni 10,5 % de nos importations. Sur *ce continent,* les *États-Unis sont notre* principal partenaire ; ils nous achètent essentiellement du pétrole et du café (110,1 milliards F.CFA en 1981/1982).

Notre commerce avec les pays de l'Asie se fait surtout avec le Japon, Formose, la République Populaire de Chine et le Pakistan. En 1981/1982, *nous avons importé de l'Asie des marchandises* pour une valeur de 46,3 milliards F.CFA, tandis que nos exportations vers ce continent ont atteint 79 milliards de francs CFA.

Une politique économique prudente a épargné au pays les déboires de ses voisins

« *LE Cameroun est un véritable îlot de prospérité dans cette région de l'Afrique.* » C'est, du moins, l'avis d'un économiste installé depuis de longs mois dans la capitale camerounaise. Il ajoute : « *Contrairement aux Ivoiriens qui se sont endettés de manière inconsidérée, les Camerounais n'ont jamais cessé de mener une politique très prudente dans ce domaine.* » Les chiffres confirment que la dette extérieure du pays ne représente actuellement que 12 % de ses recettes d'exportation, soit le tiers du pourcentage ivoirien (36 %).

De son côté, le Groupement interprofessionnel pour l'étude et la coordination des intérêts économiques au Cameroun (Gicam), sorte de syndicat patronal regroupant les grandes entreprises installées dans le pays, indique dans son dernier rapport : « *Dans un contexte international défavorable et parfois même morose, nous devons nous féliciter de constater que, malgré toutes les contraintes que cette crise mondiale nous impose, l'économie nationale évolue favorablement dans un ensemble harmonieux qui se caractérise toujours par une grande diversité de production, agricole et industrielle, un essor commercial certain, une situation financière saine et équilibrée, des industries extractives en constante progression...* »

Cet austère et long document conclut : « *La croissance économique a évolué de façon très satisfaisante au cours des cinq dernières années sur la base d'un taux annuel moyen de progression de 21,52 %. Pour l'exercice 1980-1981, l'accélération de la tendance est, avec un taux de progression remarquable de 27 %, encore plus significative et met en évidence le spectaculaire démarrage de l'économie nationale dans presque tous les domaines.* »

Quant au produit intérieur brut, de 302,9 milliards en 1970-1971, il est passé à 1 722,6 milliards de francs C.F.A. en 1980-1981, soit un taux de croissance moyen annuel de près de 19 % en termes nominaux.

Le pétrole, sujet tabou

Ces chiffres encourageants sont d'autant plus intéressants qu'ils ne tiennent pas compte du pétrole. En effet, comme on l'entend répéter dans les services officiels à Douala comme à Yaoundé, « *ici le pétrole est un sujet tabou...* »

Personne ne connaît exactement le chiffre exact de la production nationale, généralement estimée à 5 millions de tonnes, ni l'importance des royalties versées à l'Etat par le groupe Elf-Aquitaine-Pecten, qui est actuellement seul à exploiter des puits en production. De même, on ignore l'état d'avancement exact des recherches et prospections entreprises par le groupe Total-Mobil.

Les recettes pétrolières ne sont, à dessein, que très partiellement incluses dans le budget national et figurent pour l'essentiel dans ce que l'on appelle ici le C.H.B. (compte hors budget), laissé à la discrétion de la présidence de la République. Bien que n'étant pas comptabilisés, ces revenus contribuent aussi bien à l'équilibre du budget qu'à celui de la balance du commerce extérieur, officiellement déficitaire mais en réalité positive du fait d'exportations pétrolières qui s'effectuent en grande partie à destination des Etats-Unis d'Amérique.

Pour imposer le secret à tout ce qui touche au pétrole, l'ancien président Ahmadou Ahidjo, suivi sur ce point par son successeur, est allé beaucoup plus loin que le président Houphouët-Boigny. Certes, les deux hommes ont aussi longtemps que possible refusé d'admettre publiquement l'existence de ressources pétrolières exploitées. Mais alors que la Côte-d'Ivoire ne cache désormais plus rien de ce qui concerne le domaine pétrolier, le Cameroun continue d'observer un mutisme absolu. On sait tout juste que la raffinerie de Victoria traite annuellement 1 million de tonnes de pétrole camerounais.

Il est clair, toutefois, que le Ve plan de développement, actuellement en cours d'exécution, est largement financé grâce aux recettes pétrolières. Or jamais jusqu'à ce jour les dirigeants de Yaoundé n'avaient entrepris de réaliser un nombre aussi important de projets aussi divers.

La modernisation des infrastructures porte d'abord sur un vaste programme routier qui concerne notamment l'axe reliant Yaoundé, capitale administrative, à Douala, capitale économique. Mais elle concerne aussi la voie ferrée Douala-Yaoundé, dont la réfection est en voie d'achèvement, l'aéroport de Yaoundé, dont l'extension est imminente, et plusieurs aéroports secondaires.

En ce qui concerne l'infrastructure portuaire, le plan prévoit l'extension et la modernisation du port de Douala, le cinquième de tous les ports de l'Afrique noire francophone, et la création d'un port en eau profonde à Kribi.

Dans le domaine des télécommunications, ont été commencés d'immenses travaux intéressant le réseau téléphonique urbain et interurbain.

Le Cameroun, qui reste l'un des rares Etats de la région à ne pas disposer encore de la télévision, va se doter d'un réseau national qui sera opérationnel en 1986. La firme allemande Siemens s'occupera de la production, et la firme française Thomson C.S.F. est chargée de la diffusion. C'est Siemens également qui, en sous-traitant le marché à T.R.T., filiale de Philips en France, a reçu en charge la transmission. Ainsi le système allemand PAL l'a donc emporté sur le procédé français SECAM. L'ensemble des contrats passés par la France dans le domaine de la télévision porte déjà sur plus de 200 millions de francs.

Yaoundé : un futur Brasilia ?

En ce qui concerne les équipements collectifs, citons les nouveaux centres hospitaliers de Douala et de Yaoundé, de 350 lits chacun, et la réalisation de 3 500 logements sociaux à Douala, confiés à la fois à la firme française Dumez et à la firme Reynolds, qui est une société israélienne bénéficiant d'un prête-nom.

Mais c'est l'aménagement urbain qui attire le plus de partenaires, car les Camerounais sont tout à fait résolus à faire de Yaoundé un « mini-Brasilia » avant l'an 2000. En plein cœur du centre commercial, point de convergence du réseau ferroviaire, les voies de chemin de fer ont été déplacées pour faire place nette à une avenue triomphale. De part et d'autre de cette « vallée de la gare », de vastes emplacements sont prévus pour la construction de banques, de sièges de sociétés commerciales ou parapubliques, de ministères, d'ambassades, de consulats et d'hôtels.

Les marchés offerts sont considérables et excitent la convoitise des architectes, des urbanistes et des entrepreneurs de travaux publics. Les Français sont conscients de l'importance de l'enjeu, et, en 1982, vingt-quatre missions économiques sont venues de France s'informer sur place. Des Grands Travaux de Marseille à Fougerolles, de Bouygues aux Dragages, en passant par Dumez et Colas, les entreprises françaises sont présentes, mais une concurrence sauvage à base de surenchères de toutes natures et de compétition dans la baisse des prix, dont les Camerounais tirent profit, témoigne de la présence de firmes nord-américaines et européennes — anglaises, belges et italiennes notamment.

La bonne volonté des organisations internationales favorables à des prêts à long terme en faveur d'un Etat faiblement endetté constitue un encouragement supplémentaire pour les investisseurs. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque arabe de développement, le Fonds européen de développement, et divers fonds arabes se sont d'ores et déjà largement engagés aux côtés du gouvernement camerounais, dont le budget peut, au demeurant, financer directement de nombreuses opérations.

Une avalanche de projets

La plus ambitieuse de toutes et l'une de celles qui tiennent le plus au cœur à M. Biya et à son équipe concerne l'usine de liquéfaction de gaz de Kribi. Evaluées à 1 milliard de mètres cubes, après avoir été estimées au double, les réserves de gaz naturel situées dans la partie méridionale du pays nécessiteront avant d'être traitées un investissement de l'ordre de 3 à 4 milliards de dollars. Pour la liquéfaction, se trouvent en compétition deux procédés, l'un américain — Air Prodoct, — l'autre français — Technip.

Les projets industriels privés ont toutefois trop souvent des résultats médiocres. C'est le cas de l'usine de cellulose de la société Celucam, à Edea, qui produit de la pâte à papier à partir de bois tropicaux divers ; cette usine, à la mise en route de laquelle ont participé des capitaux autrichiens, britanniques, français et suédois, ne produit qu'à la moitié de ses capacités du fait de la difficulté d'écoulement qu'elle rencontre — en dépit d'un investissement de plus de 100 milliards de francs C.F.A.

La société Alucam, filiale camerounaise de groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann, éprouve les mêmes difficultés d'écoulement pour sa production d'aluminium qui a doublé en 1982, passant de 40 000 à 85 000 tonnes. En effet, l'extension de la capacité de l'usine avait été décidée lorsque la conjoncture mondiale était favorable. Toutefois, la réalisation s'est effectuée à un moment où le marché de l'aluminium est dépressif.

Une expansion de l'industrie

C'est un problème du même ordre — celui de la baisse des cours — qui affecte les exportations de café et de cacao, de coton, d'huile de palme et de sucre, de bananes, de bois tropicaux, dont la production se développe pourtant.

Pour le bois, le volume global des exportations en 1982 est en accroissement de 2,5 % sur l'année précédent. Depuis cinq ans, la valeur moyenne de la tonne de bois brut exportée n'a augmenté que de 5,5 % par an, ce qui est loin de compenser l'inflation annuelle générale.

La production de cacao (120 000 tonnes) est en légère augmentation par suite des mesures prises dans le cadre de l'extension des superficies et de la régénération des plantations, l'installation de jeunes agriculteurs et la restructuration des coopératives. Mais l'excédent de la production n'a pas régressé, et le total des stocks cumulés représente plus de 40 % d'une année de production. En revanche, les exportations de café restant sensiblement les mêmes (110 000 tonnes), ainsi que celles de bananes, qui ont pourtant chuté de 6 % de 1981 à 1982, de caoutchouc, de sucre (plus de 25 000 tonnes raffiné) et de coton.

Pour le tabac, en revanche, dont le nombre de planteurs est de plus de six mille, la production, de l'ordre de 1 200 tonnes, est en hausse de 3 % environ et la fabrication de cigarettes a progressé de quelque 22 % par rapport à 1981.

On constate, d'ailleurs, une expansion réelle de l'industrie, qui emploie plus de trente-cinq mille personnes. L'essor est particulièrement marqué pour les industries alimentaires et pour la cimenterie, dont la production a décuplé en dix ans. La progression globale du chiffre d'affaires des entreprises est estimée, compte tenu d'une érosion monétaire de 15 %, à environ 6 % en un an. Quant au chiffre d'affaires à l'exportation, il a augmenté de 44 %, tandis que l'ensemble des salaires progressait de 17 %.

Il faut d'autant plus insister sur l'expansion du commerce que, depuis 1982, le Cameroun est devenu le premier client de la France en Afrique noire francophone, 40 % des importations camerounaises proviennent de France, malgré une carence évidente dans certains secteurs, dont celui de l'automobile.

Sur le marché camerounais, six voitures vendues sur dix sont désormais de fabrication japonaise. Contrairement aux Français, les Japonais disposent de stocks importants, évitant les délais de livraison, d'un grand choix de modèles, de voitures équipées de « gadgets » sans supplément de prix, de machines adaptées aux besoins spécifiques aux pays tropicaux et d'un excellent service après-vente. Aussi, en dépit de la faiblesse du franc et de la fermeté du yen, les ventes de voitures japonaises, notamment celles de camions ou de camionnettes, restent-elles en expansion. Cette progression met en lumière l'incapacité des constructeurs français, contrairement à leurs concurrents britanniques ou nippons, à mettre au point une voiture adaptée à l'Afrique — continent où leur pays dispose pourtant d'un considérable « atout historique ».

Ph. D.

Les principaux partenaires commerciaux

Voici les principaux partenaires commerciaux du Cameroun en 1980-1981 avec leurs pourcentages sur la valeur globale des importations et des exportations :

CLIENTS :

1. Etats-Unis : 34,8 % ;
2. France : 18,4 % ;
3. Pays-Bas : 16,6 % ;
4. Italie : 6 % ;
5. R.F.A. : 5,9 %.

FOURNISSEURS :

1. France : 40,2 % ;
2. R.F.A. : 7,2 % ;
3. Japon : 6,4 % ;
4. Etats-Unis : 5,7 % ;
5. Italie : 4,8 %.

Une communauté française jeune et bien intégrée

AVEC 17 500 ressortissants environ, la *communauté* française du Cameroun est la quatrième en importance au sud du Sahara, *après* celles de Côte-d'Ivoire (plus de 40 000), du Gabon et du Sénégal (autour de 20 000 chacune). Ces dernières années, conséquence de la forte croissance économique du pays, elle a *même* eu plutôt tendance à augmenter, en dépit d'une politique d'africanisation des emplois menée depuis longtemps ici avec résolution. Près des trois cinquièmes de cette *communauté* sont immatriculés dans la circonscription consulaire de Douala, la capitale économique, le reste se répartissant entre Yaoundé, la capitale politique et administrative, et Garoua, le chef-lieu de la province du Nord, qui comptent respectivement environ 6 000 et 1 500 Français. La plupart des Français travaillent dans le secteur privé (agents commerciaux, ingénieurs et techniciens divers), les coopérants du secteur public, pour près de la moitié des enseignants, n'étant que 1 200 environ. Il s'agit donc, pour l'essentiel, et toutes catégories confondues, de détenteurs de revenus relativement élevés mais salariaux, et, à quelques exceptions près, ce ne sont pas eux qui possèdent les grosses fortunes personnelles du pays, passées depuis longtemps dans des mains camerounaises.

Comme dans tous les autres États de la région, cette population française active est assez jeune (de trente-cinq à quarante ans, en moyenne) et, de ce fait, le principal problème qui se pose à elle est celui de la scolarisation de ses enfants, l'enseignement camerounais étant, comme il est normal, décroché de celui de l'ancienne métropole. Deux établissements à programme français fonctionnent à Yaoundé (Fustel-de-Coulanges) et à Douala (Dominique-Savio). Gérés par des associations de parents d'élèves, ils sont d'un assez bon niveau. Mais, faute de subventions suffisantes de Paris, les droits sont élevés : de l'ordre de 800 francs français par mois et par élève dans le second cycle, par exemple.

Beaucoup de Français se plaignent des tracasseries administratives dont ils seraient l'objet. Ainsi, selon une étude récente d'un syndicat professionnel, ils ne devraient pas effectuer moins de vingt-quatre démarches différentes pour pouvoir sortir du Cameroun à l'occasion de leurs congés annuels !

Ces toutes dernières années, cependant, sous l'impulsion d'un jeune avocat socialiste, Me Gérard Wolber, une association nouvelle, l'Union des Français du Cameroun, a réussi à se développer au sein de cette communauté aux réflexes plutôt droitiers, replié jusque-là dans des amicales un peu passéistes, et elle a contribué à une meilleure insertion psychologique de tous dans le pays d'accueil. A la fin de ce mois, une semaine de l'amitié franco-camerounaise sera organisée dans les principales villes du pays, et elle réunira des écrivains et des artistes camerounais, tels que le musicien Manu Dibango et des personnalités venues de France.

PIERRE BIARNÈS.

Entretien avec le président Biya

(Suite de la page 7.)

— *Pourquoi le Cameroun n'a-t-il pas, jusqu'à présent, pris position dans l'affaire des expulsions décidées par le Nigéria ?*

— Exclusivement par souci de ne pas aggraver une situation déjà dramatique, et pour éviter tout risque d'envenimer les choses...

— *On parle souvent d'un certain isolationnisme camerounais. Qu'en pensez-vous ?*

— C'est une affirmation inexacte. Le Cameroun est membre fondateur de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Union douanière des Etats d'Afrique centrale. Il appartient à plusieurs autres organismes régionaux, dont la commission du bassin du lac Tchad et la commission du bassin du fleuve Niger.

— *Et la Communauté des Etats de l'Afrique centrale, créée à l'initiative du président du Gabon ?*

— Nous ne sommes pas opposés à la création de cette organisation. Mais la diversité des Etats qui sont appelés à en faire partie est telle que cela soulève d'épineux problèmes économiques, monétaires et fiscaux. Il faut dont accepter de procéder par étapes. D'autre part, la naissance de cette nouvelle organisation ne doit pas entraîner la disparition des organisations régionales déjà existantes, au premier rang desquelles l'Union douanière des Etats de l'Afrique centrale.

— *Le Cameroun a quitté depuis longtemps déjà l'Organisation commune africaine et mauricienne (OCAM)...*

— Nous avons quitté cette organisation parce que notre bilinguisme pose des problèmes d'un caractère particulier. Même si nous restons à l'écart de beaucoup d'organisations, nous n'en demeurons pas moins d'authentiques champions de l'interdépendance entre Etats.

— *Faut-il donner un sens particulier à votre visite officielle en France ?*

— En cette période de transition, le Cameroun souhaite, plus encore que par le passé, renforcer ses liens de toutes natures avec la France. Le changement qui vient d'intervenir ici à la tête de l'Etat ne modifiera en rien le caractère exemplaire des relations franco-camerounaises. Notre cinquième plan est en cours d'exécution. Les investissements au Cameroun sont bien rémunérés. Je compte le dire aux hommes d'affaires français en les incitant à s'intéresser de façon plus active à notre pays. »

Propos recueillis par
PHILIPPE DECRAENE.

LES JOURNÉES MÉDICALES DE YAOUNDÉ

La situation sanitaire est relativement bonne

L'UN des moyens permettant de mesurer le degré de développement d'un pays est l'état de santé de ses populations. Plusieurs « indicateurs » peuvent être retenus : l'espérance moyenne de vie des individus ou les taux de mortalité infantile ou juvénile, par exemple.

Si l'on compare les taux relevés au Cameroun avec les moyennes mondiales, on constate que la mortalité infantile (90 ‰ en 1978) et la mortalité juvénile (88 ‰) (1) se situent au niveau de la moyenne mondiale, ce qui place le Cameroun dans une situation relativement privilégiée par rapport à de nombreux pays en voie de développement. Au demeurant, pendant les dix dernières années, ces deux taux se sont améliorés de près de 50 ‰.

Pour approfondir son approche de ces problèmes, le gouvernement camerounais a organisé, du 24 au 28 janvier, les deuxièmes Journées médicales de Yaoundé. Les premières avaient eu lieu en décembre 1973.

Entre ces deux dates, la conférence de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), en 1978 à Alma-Ata (U.R.S.S.), a défini un objectif ambitieux, la santé pour tous en l'an 2000, que le gouvernement camerounais a décidé de faire sien, lançant, il y a un an, un programme national de soins de santé primaires.

Aussi est-ce autant en sociologues qu'en médecins que les spécialistes africains et occidentaux ont abordé le thème de ces journées : « Évaluation de l'état de santé des populations », tâche qui consiste à recenser les besoins médicaux et à étudier tous les moyens d'y faire face.

De grandes disparités

Au point de vue médical, il a été constaté que certaines maladies infectieuses et parasitaires — dont plusieurs justiciables de mesures préventives — sont encore très répandues. Un sondage fait en 1982 sur 2 150 admissions au service des urgences médicales de l'hôpital central de Yaoundé révèle que l'on a dénombré 20,46 % de cas de déshydratation, 20.37 % de rougeole, 18,04 % de pneumopathies, 5,76 % d'accès palustres et pernicieux, 5,72 % de méningite.

En outre, les disparités sont très importantes entre les zones urbanisées et les campagnes, et d'une région à l'autre. Une étude datant de 1976 évalue l'espérance de vie à la naissance de l'ensemble des Camerounais à 43,2 ans pour l'homme et 45,6 pour la femme. En zone rurale, ces chiffres tombent respectivement à 40,1 ans et 42,8 ans, atteignent 46,4 ans et 50,1 ans dans les petites villes et dépassent 52 ans à Yaoundé et à Douala.

Enfin, cette inégalité des chances devant la maladie n'a pas que des causes médicales. En sont, au contraire, responsables de nombreux facteurs économiques et socio-culturels.

Un médecin de quartier faisait remarquer que les futurs parents de l'an 2000 sont actuellement des bébés et que, si l'on veut améliorer leurs conditions d'hygiène, influer sur leur mode de vie et changer leur mentalité, c'est maintenant qu'il faut agir auprès de leurs mères et dès leur entrée à l'école maternelle.

Le rôle de l'État

C'est sur les causes de la morbidité qu'il faut agir, et les premières mesures consistent, ainsi que le préconise l'O.M.S., à équiper convenablement les villages et les villes en eau potable, à construire des égouts, à assainir les régions où prolifèrent les vecteurs des maladies endémiques.

Toutes ces exigences remettent en cause bon nombre d'habitudes et de méthodes et nécessitent une réorganisation de certains services de santé en rapprochant les équipes médicales des populations, en rompant avec l'imitation des modèles étrangers inadaptés aux structures socio-culturelles du pays et de ses différentes régions.

Déjà, le Centre universitaire des sciences de la santé de Yaoundé a commencé à adapter son enseignement, formant depuis treize ans des médecins (400 sur les 800 exerçant dans le pays), des infirmiers et des techniciens de soins de santé en les mettant, le plus possible, en contact avec les populations. Cela ne l'a pas empêché d'adopter une option d'ouverture internationale en signant des conventions avec les universités de Genève, Howard University de Washington et, pendant les Journées médicales de Yaoundé, d'Aix-Marseille.

En outre, un institut de recherche médicale et des plantes médicinales a été créé pour étudier, parmi les coutumes et les médications traditionnelles, celles qui pourraient être retenues pour substituer aux importations coûteuses de médicaments des fabrications nationales.

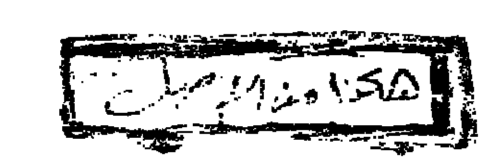
Une tâche énorme reste encore à accomplir, tâche d'autant plus difficile que le taux de fécondité est passé de 5,8 % à 6,8 % entre 1964 et 1978. Le budget consacré à la santé (13,562 milliards de francs C.F.A. en 1981-1982, sur un budget national de 310) n'y suffira pas.

Aussi est-ce sur le terrain politique, comme l'ont fait remarquer de nombreux intervenants, que l'on pourra faire admettre aux populations la nécessité de prendre en charge leurs besoins, le rôle de l'État consistant alors plus à synchroniser les actions et à leur apporter un soutien matériel qu'à imposer les méthodes permettant d'arriver à une meilleure couverture médicale.

JEAN-CLAUDE ROUY.

(1) Mortalité infantile : enfants de zéro à un an ; mortalité juvénile : enfants de un à quatre ans.





Le Monde

politique

L'opposition tente d'exploiter les dissensions au sein de la majorité

Lorsque M. Jean Lecanuet estime que le débat qui vient de s'ouvrir sur la nécessité d'une rigueur accrue « *sera durable et rebondira au lendemain des municipales* », il ne fait qu'exprimer une évidence. Evidence qui sert l'opposition dans la mesure où celle-ci trouve là une occasion d'exploiter les discordances au sein de la majorité.

C'est ainsi qu'en des termes semblables le président de l'U.D.F. et M. Raymond Barre qui s'exprimaient le même jour, l'un au « Club de la presse » d'Europe 1, l'autre au « Grand Jury R.T.L.-le Monde », ont pu dénoncer « *l'absence de gouvernement* » ou, à tout le moins, une certaine « *cacophonie* ». Quelle que soit l'issue du débat sur la rigueur, il ne fait aucun doute, pour eux, qu'un éclatement de l'alliance P.C.-P.S. ne saurait favoriser un quelconque compromis. Cette hypothèse, pourtant, semblait séduire certains centristes.

M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., avait paru, récemment, refuser d'écarter l'éventualité de discussions avec M. Michel Rocard si les communistes quittaient le gouvernement.

Dès le mois de septembre, M. Raymond Barre avait rejeté ces « *arrangements d'ordre politique qui permettent de rafistoler un vaisseau en détresse* ». M. Lecanuet a adopté une position tout aussi ferme en repoussant l'idée d'un élargissement de la majorité vers le centre, que les communistes soient présents au gouvernement ou non.

Ce refus exprimé par MM. Lecanuet et Barre influera peut-être sur le débat interne au P.S. dans la mesure où M. Michel Rocard est toujours soupçonné d'envisager un renversement d'alliance. Il ôte un argument, qui est loin d'être mineur, à ceux qui, dans la perspective du prochain congrès du P.S., pourfendent la « *gauche maso* ».

Dans l'immédiat, on retiendra davantage la tonalité anti-chiraquienne des propos de M. Raymond Barre. Sans doute l'ancien premier ministre s'interdit-il de « *parler de l'opposition* ». Il n'empêche : sa mise en garde contre les dangers d'un « *reaganisme mal digéré* » visait bel et bien le programme économique prôné par le président du R.P.R.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

AU GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE*

M. Barre : il serait souhaitable qu'il y ait un gouvernement

Interrogé sur le rôle qu'il entend jouer au sein de l'opposition, M. Barre s'est défendu de vouloir revendiquer un destin national. « *On ne revendique pas un destin national ; on l'a ou on ne l'a pas* », a-t-il dit. Il a ajouté : « *Il faut une singulière dose de forfanterie pour penser que l'on a un destin national.* » Et d'estimer que « *les doigts de* [ses] *deux mains ne suffiraient pas* » à compter les hommes « *qui font preuve* » d'une telle forfanterie.

L'ancien premier ministre a reconnu avoir « *beaucoup d'amitié* » pour le C.D.S., et notamment les jeunes du C.D.S., qui l'invitent régulièrement à leurs universités d'été, mais il n'a pas semblé souhaiter que « *des liens particuliers* » s'établissent entre lui et ce parti. « *Je suis plutôt indépendant... paysan du Danube* », a-t-il lancé sous forme de boutade.

M. Barre s'est gardé de parler de l'opposition, de peur de voir ses propos « *interprétés* » dans un sens qui ne lui conviendrait pas. « *J'ai pris un principe, je ne parle plus de l'opposition* », a-t-il notamment déclaré, avant de préciser : « *Je suis de cœur et d'action avec tous ceux qui sont dans l'opposition... Dieu reconnaîtra les siens.* » D'une pirouette, il a esquivé la question d'un éventuel « *trop plein* » de personnalités au sein de cette opposition : « *Plus on est de fous, plus on rit, c'est bien connu !* »

Le député du Rhône n'a pas voulu se livrer à des prévisions sur la durée du pouvoir : « *Je reconnais sa légitimité* [même si] *je le conteste, le critique et le combat* », a-t-il dit. Il a poursuivi : « *Mon rêve serait de faire à l'égard de ce pouvoir tout ce que M. Mitterrand a fait, lorsqu'il était dans l'opposition à l'égard de la Vᵉ République.* »

A propos des municipales, M. Barre a estimé que, outre « *leur signification locale* », ces élections ont « *une importance politique nationale* ». Il a notamment expliqué : « *Il nous faut, à l'heure actuelle, en France, des contre-pouvoirs (...). Ce qui me frappe dans le système actuel, c'est l'emprise croissante du pouvoir politique sur le pouvoir économique, sur le pouvoir culturel, sur l'information, sur la justice, sur l'enseignement. Autrement dit, il y a une mise en cause implicite – assez discrète mais assez pressante – du pluralisme de la société.* » Il a ajouté : « *Les élections municipales doivent permettre aux Français d'être informés de la situation d'ensemble du pays. Il faut qu'ils se rendent compte des conditions dans lesquelles les acquis sociaux sont obtenus...* »

En ce qui concerne Lyon, le député (app. U.D.F.) du Rhône a déclaré qu'il se prononcerait « *le moment venu* », mais que « *le plus important, c'est qu'il y ait des primaires correctes et honnêtes entre les listes de l'opposition qui se présentent* ».

Auparavant, M. Barre a constaté « *qu'il y a à l'heure actuelle (...) des voix* [qui] *s'élèvent jusque dans* [le] *gouvernement pour condamner ou critiquer ce qui est fait (...)*. « *Il serait souhaitable*, a-t-il dit, *d'abord qu'il y ait un gouvernement, car je ne crois plus qu'il y en ait un. Il serait ensuite souhaitable qu'il y ait une politique claire* [qui] *dise clairement les objectifs qu'elle vise.* »

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

Que fait encore M. Rocard dans ce gouvernement ? *demande M. Jean Lecanuet*

Invité, dimanche 13 février, du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Jean Lecanuet a notamment affirmé : « *Nous avons une apparence de gouvernement. M. Mauroy ne conduit plus les affaires de la France. Le gouvernement est une cacophonie. Il est invraisemblable que ce soit le même premier ministre qui fasse en 1983 et pour la moitié de 1982 le contraire de la politique qu'il avait engagée en 1981 et au début de 1982.* » « *On ne choisit pas un écolier pour gouverner la France ! On choisit un maître* », s'est-il exclamé.

Le président de l'U.D.F. a jugé que « *le débat qui vient de s'ouvrir au sein de la gauche à partir de déclarations du secrétaire général de la C.F.D.T. (...) sera durable, au moins pendant toute la période des élections municipales. Il rebondira au lendemain, selon l'ampleur du recul prévisible de l'actuelle majorité* », a-t-il ajouté. Il a précisé : « *Le reproche que je ferai à la gauche, ce n'est pas d'ouvrir le débat, mais de ne l'ouvrir qu'au moment où les faits la contraignent à constater les graves erreurs qui découlent de sa gestion depuis 1981.* »

M. Lecanuet s'est demandé ce « *que fait encore M. Rocard dans le gouvernement. (...) Quand un ministre n'est pas d'accord, il s'en va ; c'est d'ailleurs ce que M. Jean-Pierre Cot a fait ; sur ce point, je salue au moins sa droiture* », a-t-il dit.

A propos d'un éventuel éclatement de l'alliance P.C.-P.S., alliance qu'il juge « *absolument anormale, artificielle et purement électoraliste* », M. Lecanuet a noté : « *Je crois que M. Mitterrand, qui est parvenu au pouvoir en enrobant le parti communiste, sans en digérer pour autant le noyau dur, maintiendra cette alliance aussi longtemps que possible. Reste à savoir si les communistes pourront rester longtemps dans une majorité et dans un gouvernement qui produisent d'aussi profondes désillusions dans les rangs des électeurs de gauche. A cet égard, je serai très attentif aux suffrages qu'obtiendront dans un certain nombre de villes les listes de la Ligue communiste révolutionnaire ou le P.S.U., qui se présentent en compétition avec les listes socialistes et communistes. (...)* »

Dans l'hypothèse d'un départ des ministres communistes du gouvernement, et d'une division du parti socialiste, M. Lecanuet a précisé : « *A mon avis, il faudra des élections. En aucun cas, je n'envisage, l'U.D.F. n'envisage, de faire un compromis avec le parti socialiste sur la base de ce programme, de ses orientations qui ont conduit la France au niveau où elle descend.* »

Le président de l'U.D.F. a jugé que les élections municipales seraient l'occasion de « *lancer un avertissement solide et sérieux pour amener le président de la République à réviser sa politique* ». Il a souhaité que la tendance qui s'était manifestée aux élections de 1977 au profit de la gauche se renverse au bénéfice de l'actuelle opposition. Selon lui, c'est autour de « *trente et quarante villes* (gagnées par l'opposition) *qu'une indication sérieuse serait apportée* ».

M. Lecanuet a souligné les « *affinités* » que pouvaient avoir le C.D.S. et l'U.D.F. avec M. Barre tout en notant qu'il n'était pas toujours « *entièrement d'accord sur les formulations* » de l'ancien premier ministre.

A MARSEILLE

M. Chirac se livre à une violente diatribe contre M. Defferre

De notre correspondant régional

Marseille. – Venu soutenir, samedi 12 février, à Marseille, la liste unique de l'opposition conduite par MM. Jean-Claude Gaudin et Hyacinthe Santoni, respectivement députés P.R. et R.P.R. des Bouches-du-Rhône, M. Jacques Chirac s'est livré à une violente attaque contre le maire de Marseille et ministre de l'intérieur, M. Gaston Defferre.

« *Comment faire confiance sur le plan national à un homme qui, avant les fonctions de ministre de l'intérieur, s'illustre d'abord et avant tout par sa capacité à truquer les scrutins* », a notamment déclaré le maire de Paris, dont les propos ont été fréquemment interrompus par les applaudissements et les huées des six à sept mille personnes venues l'écouter salle Vallier. « *Charcutage électoral d'abord aux élections cantonales un peu partout en France*, a confirmé M. Chirac, *mais cela ne lui a pas porté chance. Charcutage électoral ensuite dans sa propre ville. Comprenant que la dégradation de sa situation personnelle ne lui permettait pas de maintenir sa situation de maire dans un scrutin franc et honnête, il n'a trouvé qu'un moyen : celui du truquage électoral. Charcutage également du statut de Paris* (...). *Est-ce qu'il s'agit là de l'attitude d'un homme politique digne de ce nom*, a fortiori *d'un homme d'Etat ? Non, il s'agit simplement là de l'action d'un politicien et rien d'autre* », a déclaré le président du R.P.R., avant d'ajouter, « *comment pourrait-on faire confiance à un maire qui a plongé sa ville dans l'insécurité ? Une agression toutes les sept minutes à Marseille, ce qui est une sorte de record peu enviable dans notre pays. Comment faire confiance à un homme dont la gestion s'est traduite par le fait que sa ville est l'une des plus endettées de France et que sa situation financière est aujourd'hui lamentable. Comment peut-on faire confiance à un homme dont l'action municipale s'est traduite en terme d'emploi par un chômage de plus de 14 % de la population de la cité ?* » (...)

M. Chirac a conclu : « *J'ai envie de rappeler, à ce sujet, la phrase prononcée tout récemment à juste titre par le ministre socialiste du travail, s'adressant à la C.G.T., et disant : « Elle est soit responsable » soit incapable. » Eh bien, le maire de Marseille, dans toutes ces affaires qui fusent de tous côtés dans sa cité, est soit responsable, soit incapable.* »

En conclusion d'un éditorial publié dans son journal *le Provençal*, le dimanche 13 février, M. Defferre a parlé de la « prestation » de M. Chirac en ces termes : « *Je n'ai eu*, écrit-il, *que des échos du discours prononcé par M. Chirac, samedi soir à la salle Vallier, que j'avais mise gratuitement à sa disposition. Je répondrai demain après avoir pris connaissance du texte complet des propos tenus par celui qui a été le plus mauvais premier ministre de la Vᵉ République.* »

G. P.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Debré : il faut cesser de mentir

M. Michel Debré, député R.P.R. de la Réunion, estime, dans une interview au *Journal du Dimanche* du 13 février, qu'« *il faut cesser de mentir aux Français* ». « *Trois mesures, dit-il, doivent être prises : orienter les finances publiques et les finances sociales vers l'équilibre, sans augmentation excessive des charges, aller vers la libéralisation du travail et cesser de décourager les gens d'investir et d'exercer leur métier.* » L'ancien premier ministre, qui se dit prêt à diriger un gouvernement de salut public, affirme que « *le résultat des élections municipales ne suffira pas à avancer les échéances* », mais il ajoute : « *Les nuages économiques et sociaux de toute nature, qui sont sur nos têtes, pèseront si lourd que vous pouvez avoir là, me semble-t-il, une cause d'interruption du déroulement normal de la législature.* »

M. Pons : rien n'est gagné

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré dimanche 13 février au micro de Radio-Monte-Carlo : « *Rien n'est gagné ni pour un camp ni pour l'autre.* » Il a ajouté : « *Malgré une très grande mobilisation des électeurs, plus importante même que celle que nous avons connue au moment des élections de 1978, je me garderai bien de faire un pronostic. J'ai le sentiment que, à un certain moment, les deux camps, ou du moins leurs partisans, se sont un peu laissés griser par cela et se sont un peu démobilisés.* »

M. Chirac : les dissidents seront exclus

M. Jacques Chirac a déclaré, samedi 12 février à Cannes, que « *les membres de mouvements de l'opposition qui participeraient ou soutiendraient d'autres listes que celles d'union de l'opposition seraient instantanément exclus* ».

Venu soutenir Mᵐᵉ Anne-Marie Dupuy, candidate à Cannes, M. Chirac a souligné, à propos de l'attitude de certains membres du R.P.R. des Alpes-Maritimes : « *Le comportement de ces dissidents ne peut s'expliquer que par des intérêts inavouables ou par une connivence avec nos adversaires.* »

M. Médecin : le chemin de la dictature

M. Jacques Médecin, maire de Nice, député des Alpes-Maritimes (apparenté R.P.R.), a reproché, dimanche 13 février, « *à l'idéologie socialo-communiste, triste et surannée, de pourrir le monde, de lancer partout ses tentacules pour nous étouffer et nous détruire, et de ne rien avoir appris de cinquante ans d'histoire* ».

Il a aussi accusé le gouvernement de mener la France « *sur le chemin de la dictature* ».

M. JUQUIN (P.C.F.) : la rigueur ne doit pas aller vers l'austérité.

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du parti communiste, a souligné, samedi 12 février, sur R.T.L., les efforts que déploie son parti pour mobiliser « *le peuple de gauche, comme dit le président de la République* ». Parlant des propos tenus par M. Edmond Maire, le 31 janvier, sur le perron de l'Élysée, M. Juquin a déclaré que « *la rigueur peut s'imposer, en raison de la marge étroite existant actuellement* », mais qu'elle « *ne doit pas aller vers l'austérité* ». M. Juquin a rappelé que le premier ministre avait « *tranché sur ce point et en ce sens* ».

M. Juquin a insisté, à propos des temps d'antenne à la télévision, sur le nécessaire respect du pluralisme de l'information. Les affirmations de certains journaux, selon lesquelles l'émission « Soir 3 » serait contrôlée par les communistes, sont des « *histoires à dormir debout* », a déclaré M. Juquin, après que M. André Holleaux, P.-D.G. de FR3, eut dénoncé ces affirmations comme relevant « *de la fable et du mythe* ».

● *M. Jacques Barrot*, député (U.D.F.-C.D.S.) de la Haute-Loire, écrit dans *Démocratie moderne* daté du 10 février : « *La* « deuxième gauche » *cherche à donner un second souffle au socialisme. Elle veut créer une alternative de gauche au gouvernement socialo-communiste. Dans l'opposition, certains dirigeants s'empressent de dépeindre minutieusement la manière dont ils reprendront le pouvoir. Dans une hâte excessive, ils risquent – en délaissant le combat des idées – d'en donner le bénéfice à cette « deuxième gauche » qui nourrirait un nouveau mythe (...). La rigueur* [de MM. Maire et Rocard] *est celle du corset. Elle risque bien de n'être qu'une nouvelle mouture de la vieille antienne « il faut bien faire payer les riches », qui, en décourageant tous ceux qui font preuve d'initiative et de responsabilité, conduira à l'autogestion des pénuries.* »

● *L'Union des jeunes pour le progrès* (jeunes gaullistes) a réuni son assemblée générale le 13 février. Son président, M. Bernard Fournier, a indiqué que l'U.J.P. se situait « *désormais clairement dans l'opposition, une opposition nuancée, originale, constructive et indépendante* ». Il a ajouté : « *Nous ne sommes pas dans l'opposition pour nous taire.* » Il a précisé que l'U.J.P. encourageait la présence de ses militants sur les listes de l'opposition, « *principalement R.P.R.* ». Annonçant que l'U.J.P. allait « *sortir de sa tour d'ivoire et rencontrer l'ensemble des mouvements et clubs gaullistes* », M. Fournier a prédit que « *1983 permettrait à son mouvement de se faire une nouvelle place dans le monde politique* ». Le bureau national a été renouvelé et le service de presse confié à M. Jean d'Indy (824-48-11).

● *Selon un sondage réalisé par l'IFRES* pour le compte du *Journal du Dimanche* entre le 31 janvier et le 4 février auprès d'un échantillon de mille personnes, la période d'exercice du pouvoir par M. François Mitterrand est jugée négative par 51 % des personnes interrogées (au lieu de 49 % au mois de novembre 1982). Seules 34 % des personnes interrogées (au lieu de 42 % en novembre) jugent cette période positive. Les Français qui ont eu l'impression d'assister, depuis le 10 mai 1981, à un changement de *société, sont plus nombreux que les* autres (49 % contre 44 %).

M. Jacques Chirac est considéré comme « *le meilleur leader de l'opposition* » par 37 % des personnes interrogées, M. Valéry Giscard d'Estaing par 21 % et M. Raymond Barre par 15 %.

Pour 80 % des personnes interrogées, les élections municipales auront une signification politique « *importante* » (44 %) ou « *très importante* » (36 %).

● *M. Pierre Pflimlin*, maire centriste de Strasbourg, a qualifié vendredi 11 février de « *regrettable* » le vote intervenu la veille à l'Assemblée des Communautés européennes, décidant pour la première fois la tenue d'une session plénière spéciale à Bruxelles.

● *Dans le cinquième arrondissement de Paris*, où 14 sièges sont à pourvoir (et non 13 comme l'avait indiqué le P.S., *le Monde* du 12 février), la liste d'union de la gauche comprend 9 socialistes, 3 communistes, 1 P.S.U. et 1 alliance écologiste.

BATAILLE POUR UNE MAIRIE

SPÉCIAL MUNICIPALES

7H30 LE JOURNAL COMPLET DES ÉLECTIONS
ANIMÉ PAR J. GODEFROY - P. PERIER

19H30 : LE DÉBAT
Tous les soirs en direct des régions
ANIMÉ PAR G. CARREYROU - C. NAY J. DUQUESNE

POUR BIEN COMPRENDRE POUR MIEUX JUGER QUI SERA VOTRE PROCHAIN MAIRE

VIVEZ EN EUROPE 1

Dans la grande couronne parisienne : la chasse à l'apolitisme

Curieuse tapisserie que cette grande couronne parisienne qui, *d'Yvelines en Seine-et-Marne en passant* par l'Essonne et le Val-d'Oise, enserre Paris et sa proche *banlieue. On y trouve des terres restées* provinciales, de grands ensembles déjà urbains, des *petits villages, des* villes très traditionnelles à côté de *« cités-dortoirs »*.

***La gauche** a su conquérir les communes où les H.L.M. et les résidences pour cadres moyens ont chassé les champs de blé et de betteraves. Mais elle n'a jamais pu s'implanter sérieusement là où le rural n'a pas encore cédé la place au citadin.**

En Seine-et-Marne, sur 513 communes, les socialistes *n'en dirigent* que 17 et les communistes 11. Celles-ci concentrent, il est vrai, quelque 38 % de la population du département. *Dans les Yvelines*, les communistes ne disposent que de 18 mairies et les socialistes de 13, *dans les 75 villes de plus de 3 500* habitants. En Essonne on compte 195 communes ; 64 ont plus de 3 500 habitants et parmi elles 19 ont un maire appartenant au P.S. et 22 un membre du P.C. Même situation dans le Val-d'Oise : 185 communes, 54 de plus de 3 500 habitants dont 15 dirigées par un communiste, 9 par un socialiste. Si le P.C. a pu, pendant six ans, détenir la présidence du conseil général de l'Essonne, si le P.S. s'est approprié celle de la Seine-et-Marne durant trois années, ils le devaient plus à la partie urbaine de ces départements qu'à la zone rurale. *Les socialistes ont dû être* portés par la vague rose du printemps 1981 pour arracher 13 nouvelles circonscriptions législatives, et ainsi en obtenir 16 sur 22, les communistes en conservant une et le R.P.R. cinq.

Le centrisme n'a pas disparu loin s'en faut. Trois conseils généraux (ceux de Seine-et-Marne, des Yvelines et du Val-d'Oise) sont présidés par un membre du C.D.S., celui de l'Essonne l'étant par un R.P.R. C'est une couleur politique qui plaît à cette province faite de gros bourgs ruraux et de petites villes administratives enrichies par l'agriculture prospère de l'Ile-de-France. D'autant que les centristes ont su attirer à eux les « apolitiques », ceux qui se présentent pour la *« défense des intérêts communaux ». Mais aujourd'hui les traditions sont* bousculées, et la vigueur du débat politique bannit *beaucoup de tièdes*.

Th. B.

La « défense des intérêts locaux » n'est plus ce qu'elle était

La chasse à l'apolitisme est ouverte. Les responsables de l'U.D.F. et surtout du R.P.R l'ont organisée. Les « non-inscrits » n'auront la vie sauve que s'ils annoncent clairement leur appartenance à *l'opposition* nationale. Quel changement ! Il n'y a *pas si longtemps*, la vie *politique* de ces quatre départements de la grande couronne était dominée par des sénateurs « radicalo-centristes » qui, fidèles héritiers de la IIIe République, avaient préféré les liens souples d'un dense réseau d'amitiés et de services chez les maires « sans appartenance politique » aux structures rigides et contraignantes d'un parti politique. Pour M. Etienne *Dailly (Gauche démocratique)* en Seine-et-Marne, M. Adolphe Chau*vin* (U.C.D.P.) dans le Val-d'Oise, ou M. Edouard Bonnefous (Gauche démocratique) dans les Yvelines, la notabilité valait toutes les étiquettes politiques.

Cette époque paraît révolue. Les états-majors départementaux des partis de droite ont pris les choses en main. C'est eux, et eux seuls, qui ont accordé les investitures. Et si les « héritiers » des anciens patrons, M. Paul Séramy en Seine-et-Marne, M. Pierre Salvi dans le Val-d'Oise, M. Paul-Louis Tenaillon dans les Yvelines, ont joué dans la préparation de ces élections municipales un rôle non négligeable, ce fut autant en tant qu'homme de parti (C.D.S.) que comme présidents du conseil général.

Pas question en tout cas pour l'Union pour les Yvelines ou pour l'Union pour la Seine-et-Marne, correspondantes locales pour l'Union pour l'Ile-de-France de M. Giraud, sénateur R.P.R. et président du conseil régional, de donner des investitures en dehors de celles accordées par le R.P.R. et l'U.D.F. Ce la*bel d'union, assez recherché,* y compris dans les petites communes, ne pourra venir qu'en surplus du soutien commun des deux grandes forces de l'opposition.

Des structures partisanes

Dans l'Essonne, cette prise en main partisane a été particulièrement nette. La droite y avait – il est vrai – coulé corps et biens. Son seul député élu en 1978, M. Bernard Pons (R.P.R.), a préféré, en 1981, une circonscription plus tranquille à Paris ; ses deux sénateurs, MM. Pierre Ceccaldi-Pavard (U.C.D.P.) et Jean Colin (U.C.D.P.), ont perdu en 1979 pour le premier, abandonné en *1982 pour* le second, leur mandat de conseillers *généraux. La surprise de la victoire* aux cantonales de 1982 a permis aux partis *politiques* – et particulièrement au R.P.R. – de remettre de l'ordre. Finie cette curieuse situation qui faisait se séparer conseillers généraux du R.P.R. et de l'U.D.F. entre le groupe de l'Union pour l'Essonne et celui des « non-inscrits » selon les amitiés personnelles de chacun. Les structures partisanes ont pris toute leur place, et même un peu plus que leur place aux yeux des élus les plus anciens, qui regrettent leur « liberté » d'antan.

Ici, comme dans les départements *voisins, la droite, sensible, elle aussi,* à l'avantage accordé aux sortants, a *posé comme principe que les maires* de son camp qui voudraient se représenter auraient son soutien. Les « non-inscrits » n'ont pas été obligés d'adhérer à un parti ou à un autre. Pas question, en revanche, qu'ils continuent à faire ce qu'ils veulent. Pour la composition des listes, il a été demandé de se rappocher le plus possible de la règle des trois tiers : un pour l'U.D.F., un pour le R.P.R., *un pour les personnalités « non inscrites »*. Il n'a pas été question d'imposer à *la tête de liste* – toujours choisie au niveau départemental – le nom des colistiers, mais on demande de ne pas récuser tous les noms proposés par les états-majors des partis.

Ce ne fut pas facile. Il a fallu que le R.P.R. – qui ne disposait que de bien peu de sortants – montre sa force, menace les récalcitrants d'une liste rivale et parfois passe de l'intention aux actes : à Enghien, à Maisons-Laffitte, au Chesnay, à *Saint-Maur par exemple* ; *à Cesson*, le maire sortant va constater que le *patronage* de M. Dailly *ne* suffit plus pour éviter toute contestation à droite.

Les sénatoriales déjà

L'enjeu est important pour l'opposition qui a besoin de bases arrières pour repartir à l'assaut du pouvoir central ; d'ailleurs les sénatoriales sont déjà présentes dans tous les esprits. *Le R.P.R., qui se juge sous*-représenté (il n'a qu'un séna*teur,M. Jacquet, en Seine-et Marne*, contre neuf à l'U.D.F. sur dix-sept sièges pour ces quatre départements), veut trouver sa juste place. Aussi, contrairement à certains de ses alliés, il trouve toujours des militants pour meubler les queues de listes.

Cette conquête politique a pourtant ses limites. D'abord parce qu'il n'est pas toujours possible de trouver un futur bon maire parmi les adhérents, et l'on peut être contraint de *laisser la place à une personnalité* locale qui refuse un engagement *partisan (à Chambourcy par exemple)*. Ensuite, parce que certaines *personnalités* n'ont guère besoin du soutien des partis qui pourrait même les gêner dans des villes qui penchent à gauche (Viry-Châtillon par exemple). Enfin et surtout parce que les décisions d'état-major ne peuvent heurter de plein fouet les particularismes locaux.

Melun ou Versailles, pas plus que Paris, ne peuvent toujours imposer leur loi. Là où l'histoire et les traditions ont forgé un particularisme solide, les résistances ont parfois été *tenaces. Le petit notable rêvant à la* mairie, mais refusant de s'engager trop précisément, *n'a pas* entièrement disparu. Certes, toutes les listes qui ont vu le jour dans les salons discrets, les antichambres des médecins ou des avocats, les cafés du commerce n'iront pas au bout de leur projet. La loi impose la présentation de listes complètes ; une trentaine de noms, c'est beaucoup ! Mais *dans les Yvelines, une quinzaine* de ces « troisièmes listes » risquent en*core de voir le jour. Elles viendraient* s'ajouter aux primaires, voulues ou non, internes aux partis de l'opposition eux-mêmes. C'est le cas à Rambouillet, Marly-le-Roi, Maurepas, Cergy, Osny, Meaux (où un ancien député P.R., M. Robert Héraud, et un sénateur lui aussi P.R., M. Jacques Larché, partent en ordre dispersé contre le maire sortant socialiste)...

Le R.P.R. peut toutefois se montrer satisfait de cette pré-campagne : *dans la plupart des villes que* la droite ambitionne de reprendre à la gauche, c'est lui qui est tête de liste. Ainsi à Poissy, Mantes-la-Jolie, Houilles, Nemours, Dammarie-les-Lys, Étampes, Athis-Mons, Domont...

Le P.C., pour faire face, a accepté *dans six villes* (Maurepas, Villebon-sur-Yvette, Vert-le-Petit, Angervil*liers*, Varennes-Jarcy, Lardy, où le maire sortant était communiste) de laisser la tête de la liste de gauche à un socialiste. En revanche, il y aura des primaires dans treize communes du P.C. : Les Clayes-sous-Bois, Guyancourt, Magny-les-Hameaux, Poissy, Sartrouville, Chelles, Dammarie-les-Lys, Brou-sur-Chantereine, Athis-Mons, Épinay-sous-Sénart, Itteville, Franconville, Éragny-sur-Oise, mais aussi dans deux villes de droite : Paray-Vieille-Poste, Gonesse. Là – à n'en pas douter – le combat sera politique. Entre les quatre grandes forces partisanes, les traditionnels « défenseurs des intérêts locaux » ont bien du mal à conserver une petite place.

THIERRY BRÉHIER.

A DOURDAN : le va-tout de M. Michel Pinton

Peut-on, au moment d'hériter, *n'accepter que l'actif de la succession* et rejeter le passif ? *M. Michel Pinton, secrétaire général* de l'U.D.F., n'est pas un juriste. Il devrait pourtant savoir que le droit français n'autorise pas un tel tri dans l'héritage. C'est cependant ce qu'il essaie de faire à Dourdan. Cet aparatchik du giscardisme voulait sortir des bureaux d'état-major pour se colleter à la réalité de la France profonde.

Mais quand on est l'un des patrons d'une des quatre grandes forces politiques françaises, on a des exigences : pas question de s'éloigner trop de Paris, pas question non plus de prendre trop de risques. Un leader ne peut se lancer dans une bataille perdue d'avance ; il y va de l'honneur de la fonction.

Dourdan lui convenait tout à fait. D'autant que si l'U.D.F. voulait conserver la mairie de cette petite cité déjà en Beauce, encore en région parisienne, elle devait lui envoyer du sang neuf. Cela fait vingt-quatre ans, maintenant, que M. Pierre Ceccaldi, sénateur U.D.F., tenait solidement la mairie. Mais depuis quelques *années, son étoile était bien* ternie : ses ennemis l'accusent, *plus ou moins ouvertement*, d'avoir parfois utilisé ses responsabilités politiques à des fins personnelles. Il est d'ailleurs menacé d'être inculpé d'abus de biens sociaux après la liquidation judiciaire d'une société d'économie mixte qu'il présidait (*le Monde* du 25 novembre 1982). La dernière fois qu'il s'est présenté devant les électeurs, il a connu un échec cuisant.

Aux *cantonales* de 1979, un de ses conseillers municipaux, M. Lucien Blondeau (div. opp.), qui se présentait contre lui, a pratiquement fait jeu égal avec le sortant dans la ville. Et les électeurs de ce contestataire, en refusant de se reporter sur le maire au deuxième tour, ont permis le succès triomphal d'un professeur de sciences politiques socialiste, M. Yves Tavernier. Depuis, celui-ci a fait son trou : le 10 mai 1981, Dourdan a voté à 53,25 % pour François Mitterrand, et, au deuxième tour des législatives, le candidat socialiste obtenait 60,77 % des voix dans la ville. Si la droite n'avait rien fait, l'élu du P.S. aurait pu accrocher à son tableau de chasse la *mairie* de Dourdan.

Certes M. Blondeau avait bien annoncé qu'il *serait lui aussi* candidat pour éviter qu' *« un socialo-communiste »* ne s'installe à l'hôtel de ville. Mais il *avait le soutien du R.P.R. local,* alors que les accords départe*mentaux* laissaient Dourdan à l'U.D.F. A la demande de M. Ceccaldi, M. Pinton est donc venu tenter sa chance ici. Ce théoricien, qui avait mis au point des recettes électorales dans les laboratoires bien équipés des grandes maisons parisiennes, était prié de les mettre en application dans une petite cuisine de province, sous les regards go*guenards de ses amis. D'autant* que son arrivée à Dourdan déran*geait pas mal d'ambitions* locales. Il n'y a plus de « patron » à droite dans l'Essonne ; nombreux sont ceux qui rêvent de tenir ce rôle à l'U.D.F. comme au R.P.R. qui, pour l'instant, dirige les opérations.

Mais quand on tire tant de ficelles nationales, on sait faire entendre où sont les intérêts bien compris des uns et des autres. MM. Pons et Pasqua sont venus apporter à M. Pinton le soutien du R.P.R., et la section locale est rentrée dans le rang. Du coup, *M. Blondeau* hésite. Si M. Pinton se contente du mandat de maire *et lui laisse diriger la commune* avec le titre de premier adjoint... Seulement les ceccaldistes ne lui pardonnent pas d'avoir « tué le père ». Et M. Pinton a besoin d'eux. L'accord sera bien difficile même au deuxième tour. Il lui faut naviguer serré : montrer qu'il vient continuer l'œuvre du maire sortant, en général appréciée, mais se distinguer d'une personnalité maintenant rejetée. Pas facile, mais le secrétaire général de l'U.D.F. joue là une part de son avenir politique.

M. Tavernier aussi, même si c'est dans une moindre mesure. Pour l'instant, il se contente de prouver qu'il connaît parfaitement les dossiers dourdannais et suggère que Pinton égale Ceccaldi, et, donc, que pour se débarrasser complètement de l'ancien maire, il faut un vrai changement. Quel sentiment l'emportera à Dourdan : le rejet du ceccaldisme ou la déception du socialisme ?

Th. B.

Un mini-cataclysme à Rambouillet

Rambouillet ne s'en remet pas. *Son maire*, Mme *Jacqueline* Thome-Patenôtre, élue régulièrement au conseil municipal depuis... 1947, ne se représente pas. Grande figure du radicalisme, foncièrement centriste même si elle a dû, en 1977, accueillir dans ses troupes un contingent de socialistes et de communistes – elle dit plus volontiers « marxistes » – son départ de la scène *politique locale prend aujourd'hui* dans cette grosse et grise bourgade des Yvelines, des allures de mini-cataclysme.

Si les trois partis de gauche ont conclu sans difficulté un accord pour partir unis au combat derrière M. Jacques Lepetit, conseiller socialiste sortant, la droite, s'entre-déchire.

Trois listes « d'union » de l'opposition *nationale* s'opposent, sans espoir pour l'instant de réconciliation. La première entrée en lice est celle de M. Marcel Pac*cou, sans étiquette politique, qui* a reçu le soutien du parti républicain de Rambouillet, du C.D.S. local et de nombre de membres de vieille date du R.P.R. de la ville.

La seconde, menée par un jeune vétérinaire de trente-trois ans, M. Gérard Larcher, membre du R.P.R. de plus fraîche date, rassemble gaullistes « sociaux » et radicaux valoisiens. C'est cette équipe-là qui a reçu le soutien de Mme Thome-Patenôtre.

La troisième est celle de Mme Christine Boutin, jeune maire sortant *d'Auffargis*, petite commune voisine, membre du parti ré*publicain qui a obtenu le soutien* des instances nationales de l'U.D.F., la signature de MM. Pinton et Lecanuet faisant foi, en rai*son d'une facile victoire* aux élections cantonales de 1982 sur le député socialiste M. Guy Malandain dans le canton de Rambouillet.

La seule règle que l'on peut édicter après avoir pris connaissance de cet imbroglio semble bien être, comme le dit un jeune fonctionnaire rambolitain, celle-ci : *« Si vous voulez obtenir le soutien d'un parti, réclamez-vous de l'autre »*. C.Q.F.D...

Un peu ridicule

Pourtant, tout aurait pu se passer tranquillement. M. Pierre Raynaud avait obtenu au mois d'octobre dernier l'investiture de l'U.D.F. pour conduire une liste d'union. Premier adjoint du maire sortant, haut fonctionnaire compétent, *il* paraissait pouvoir faire l'unanimité. Mais une commune *ne se remet pas si facilement de* trente-cinq années de radicalisme. Le départ de *« l'institution »*, de cette « personnalité exceptionnelle » qu'est de l'avis de tous les Rambolitains Mme Thome-Patenôtre, devait permettre à tous les partis de « peser » leur électorat. Ainsi, *« le P.R. local n'a pas voulu soutenir M. Raynaud, le C.D.S. non plus et cela ne s'est pas arrangé avec M. Michel Péricard, député et maire R.P.R. de Saint-Germain-en-Laye »*, explique Jacqueline Thome-Patenôtre. *« M. Raynaud n'a pas pu supporter les cris, les insultes et les tournements politiques de toutes sortes... »* Il semble bien que les partis de l'opposition nationale n'aient pas lésiné sur les moyens pour le décourager.

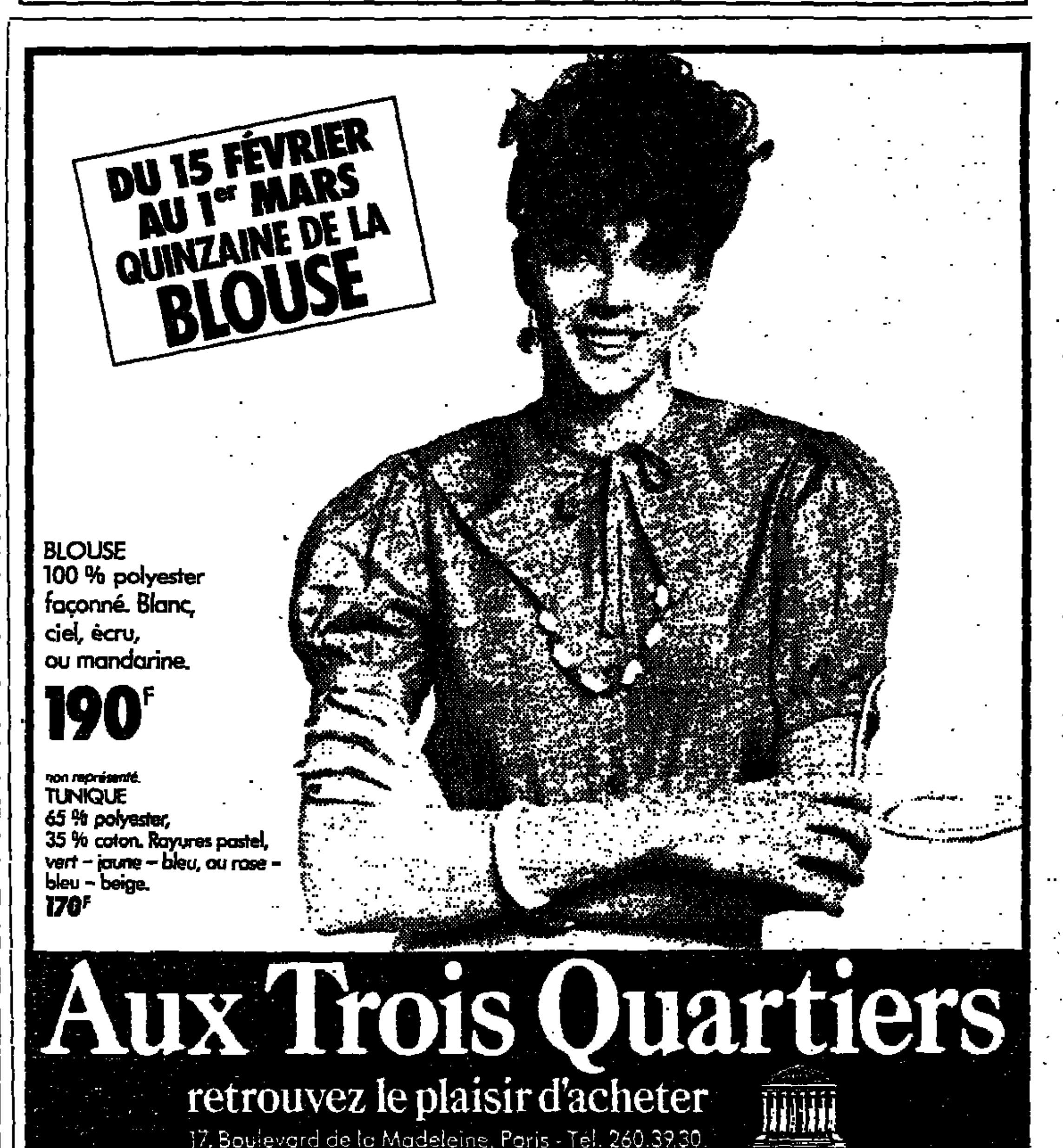
Est apparu alors M. Larcher, le *vétérinaire préféré du canton et*... du maire sortant. *« C'est un garçon bien et il a l'âge qu'il faut »*, explique Mme Thome-Patenôtre. *« Il a de l'autorité sans être dictatorial, un côté réceptif et je lui ai fait promettre qu'il recevrait lui-même les gens à la mairie. C'est le meilleur candidat. Trois listes ici, c'est un peu ridicule. M. Larcher a offert une bonne place à Mme Boutin qui l'a refusée. Elle a tort car je ne la vois pas maire de Rambouillet. Quant à M. Paccou, c'est un bon président du syndicat d'initiative mais, comme Mme Boutin, il est trop marqué à droite. »*

Si Mme Thome-Patenôtre ne soutient pas la liste d'union de la gauche qu'elle dirigeait en 1977, c'est *« parce que ce qui se passe en France actuellement n'est pas bon pour le pays. Il y a trop de sectaires dans les ministères »*. Les mauvaises langues affirment *que c'est plutôt parce qu'elle a* obtenu de M. Jacques Chirac, en *échange de son soutien à M.* Larcher, une bonne place sur la liste R.P.R. pour les prochaines élections européennes. *« Complètement ridicule »*, rétorque-t-elle en riant, *« je veux simplement préserver Rambouillet de tous les extrémismes. »*

Reste que la droite a pris le risque de désorienter un électorat qui peut ne pas se mobiliser dans ce combat anarchique. La gauche, partie en position de challenger, se frotte les mains.

OLIVIER SCHMITT.

CHAQUE SEMAINE
FAITES VALIDER VOS BULLETINS CHEZ TOUS LES DEPOSITAIRES PORTANT L'ENSEIGNE
LOTO
LOTO
c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.





هكذا من الأصل

La reconquête de l'Ouest

(Suite de la première page.)

Affaire d'intuition ou de subjectivité. Pourtant, des raisons objectives inclinent à avancer cette hypothèse. Les strates de l'histoire ont laissé quelques sillons : terre de mission, l'Ouest est chrétien, catholique pour l'essentiel.

Trois chiffres : dans les quatre départements bretons, 41,26 % des enfants sont scolarisés dans l'enseignement catholique (1er et 2e degré). Pays de la Loire : 38,51 %. Moyenne nationale : 16,68 %. Il y a donc bien un tronc commun, presque un fil conducteur. Pour le reste, il est vain de chercher les ressembsnces. La mer a façonné les extrémismes bretons. Plus à l'Est, l'Anjou. *« Douceur de vivre ? »* Sarthois, Mayennais, des modérés. Images d'Épinal ? Pas tant que çà. Retour vers l'Ouest : Nantes, ce bouillon de culture de la querelle scolaire. Plus au Sud, la Vendée : tant de sang a coulé qu'il irrigue le présent, l'inconscient collectif. *« Blancs »-« bleu »*, qu'en reste-t-il ? Références historiques obligéesn pour essayer de comprendre.

Maëlstrom de la querelle scolaire et de la politique, Loudéac (Côtes-du-Nord), épicentre breton : Brest, Morlaix, Lannion, Guingamp, Saint-Brieux, Saint-Malo, Rennes, Pontivy, Lorient, Quimperlé, Concarneau, Douarnenez... villes de gauche. Quimper, Châteaulin, Dinan, Fougères, Redon, Vannes, villes de droite. 1977 (élections municipales), 1981 (élections législatives) : la Bretagne est de gauche, contre les pesanteurs de son histoire. *« Pays légal », « pays réel » ?* Ici, plus qu'un slogan, un décalage, un mal-vivre entre la tradition et l'évolution politique. Une chose est sûre : Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, dans l'Ouest, on connaît... Pas besoin de publicité !.

Quimper. Frère Kerdoncuff, directeur de l'enseignement diocésain (catholique) du Finistère : *« Vous pensez bien que je ne suis pas un homme à faire de la politique ! »*. Bien sûr. De fait, la hiérarchie catholique n'intervient pas officiellement, et n'interviendra pas dans la campagne électorale municipale. *« Sauf*, précise Mgr Orchampt, évêque d'Angers, *« si, de part et d'autre, on assiste à des manifestations trop agressive »*. Ici encore, relativiser. Se souvenir d'une autre petite phrase, entendue au secrétariat général de l'enseignement catholique : *« A deux mois des élections municipales, nous n'allions pas faire un formidable cadeau au gouvernement en allant nous asseoir à la table des négociations ! »* (le Monde du 12 janvier). La politique, les associations de parents d'élèves (APEL) s'en chargent. Enfin, plus exactement, elles mobilisent pour la « liberté de l'enseignement ». Cela n'a — évidemment — rien à voir. Nantes : le père Loiseau, directeur diocésain de la Loire-Atlantique, successeur du chanoine Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, définit les limites de l'intervention de l'église : *« Nous avons à faire réfléchir les gens, à les « conscientiser ». Après, c'est à ceux de prendre leurs responsabilités lors des élections. »*.

Des assiégés

Cette réflexion fait son chemin. Un abondant courrier (tracts, mises au point, *« notes confidentielles »*), des réunions multiples font que, peu à peu, le monde catholique a pris conscience de ce qu'il analyse comme un danger vital et de sa nécessaire unité devant celui-ci. Après les réactions du rejet qui ont suivi les propositions de M. Savary, la hiérarchie catholique s'efforce d'expliquer sa position en insistant sur ce qui fait la spécificité du système éducatif qu'elle défend. Mais à l'intérieur même de l'institution, des sensibilités diverses, voire des divergences, s'expriment, qui tendent à affaiblir l'argumentation développée au plan national.

Autant les explications du cardinal Gouyon, archevêque de Rennes, apparaissent empreintes du souci de préserver me dialogue et de convaincre, autant, à des niveaux inférieurs (mais plus prêts de la base), donc mieux placés pour convaincre directeurs diocésains, directeurs d'établissement, le discours se fait moins mesuré, parfois vindicatif. Force est de constater que la classe politique, de son côté, n'a pas toujours pris la peine de lire attentivement les propositions du ministre de l'éducation nationale. A droite, une seule vérité est assénée : *« La fin des libertés », « Nationalisations déguisés de l'enseignement »*. Variations infinies autour d'un même thème : l'*« intégration »* de l'enseignement privé au sein d'un service « public, laïc et unifié », c'est le début d'un processus : on commence par la liberté de l'enseignement et les autres libertés ne tarderont pas à suivre. Ce procès d'intention à la vie dure, même si, de part et d'autre, on, discerne parfois un réel souci de comprendrek les convictions adverses.

Globalement pourtant, la réaction des milieux catholiques est celle d'assiégés. Mgr Orchampt regrette que dans les motivations des militants des APEL il n'y ait pas une réflexion suffisante sur la nécessité — ou non — d'une évolution. Les élections municipales ne représentent donc, paradoxalement, qu'une phase dans l'hoistoire d'un long combat, et un tournant dans la mesure où l'orientation politique des nouvelles équipes municipales sera déterminante pour régler, sur le plan local, les contentieux.

Les rsponsables de l'enseignement catholique ont bien conscience du danger d'être *« récupérés »* par les formations politiques de droite. Ils se méfient d'un tel glissement sans pour autant l'empêcher ni s'y opposer ouvertement. Cardinal Gouyon : *« Nous ne voulons lier notre sort à aucune formation politique que ce soit. Mais c'est vrai que lorsqu'il s'agit de défendre l'enseignement catholique, je ne peux pas me récuser. »* Les propositions de M. Savary sont apparues, dans une certaine mesure, comme une *« divine surprise »* pour l'opposition. Localement, lorsqu'une normalisation des relations entre la commune et les responsables de l'enseignement privé n'est pas intervenue, elles représentent un cheval de bataille. M. Marcellin, député U.D.F. du Morbihan, ancien ministre de l'intérieur, n'a aucun doute quant à la finalité de celles-ci : *« C'est une action de guerre contre l'enseignement libre ! »* Discuter ? *« La liberté, ça ne se discute pas ! »*.

Conscient de l'inévitable politisation de la réforme du système éducatif, M. Savary a donc fait marche arrière, en reportant les négociations avec l'enseignement catholique juqu'après les élections. C'est ce que M. Guermeur appelle *« remettre précipitamment le couvercle sur la marmite »*, même si, sur ce point, le souci du ministre de l'éducation nationale était partagé par les principaux responsables de la hiérarchie catholique.

Pourquoi le gouvernement a-t-il choisi la période pré-électorale pour annoncer un dispositif — même si celui-ci ne constitue que les « bases » d'une négociation, — qui ne pouvait manquer, eu égard à son contenu, de provoquer des réactions viscérales, de la part de l'enseignement privé ? L'opposition a une explication, que résume, à sa manière, M. Gueurmeur : *« La base de la conquête de Mitterrand, la garde prétorienne, c'est le S.N.I. et la FEN. Il ne peut se permettre de les mécontenter. Comme ils ont assuré sa victoire le 10 mai 1981, ils demandent leur salaire : la domination sans partage de l'enseignement. Ils ont donc multiplié les pressions. Savary a été contraint de faire des propositions avant les municipales. »*

La coupe était pleine

Sur le fond, les explications avancées par les députés socialistes bretons ne sont pas très éloignées. *« Du côté des forces laïques*, déclare M. Chouat (Côtes-du-Nord), *la coupe était pleine. La gauche était au pouvoir depuis dix-huit mois et... rien ! De plus, les conflits locaux se multipliaient. »* M. Jossemin, président du conseil général des Côtes-du-Nord, reconnaît, comme M. Chouat, qu'il a incité M. Savary à s'exprimer au plus tôt : *« Je voulais sortir d'une situation marquée par un procès d'intention permanent : « ils » vont supprimer les libertés ! »* Le résultat ne s'est pas fait attendre : un regain de mobilisation qui, pour une part, pro aussi à la gauche. Dans chaque camp, la querelle scolaire sert de ciment, de pôle d'unité : que ce soit ou non une conséquence, force est de constater qu'elle permet d'évacuer un autre débat, tout aussi important : le chômage et, plus généralement, les difficultés économiques. A droite, elle joue le rôle d'exutoire en palliant une carence de programme.

Le climat a cependant évolué depuis l'annonce de la réforme du système éduacatif, le 20 décembre dernier. Sur le plan national, la volonté de dédramatiser est évidente. Passée la période de la confrontation publique (qui comportait une part non négligeable d'ostentation, afin de convaincre une partie adverse de sa détermination), la hiérarchie catholique est entrée dans une phase plus délicate, cela pour deux raisons. Dans le rapport des forces qui s'est instauré entre elle et le gouvernement, elle sait que sa marge de manœuvre est étroite. Le pouvoir public a toujours la ressource, en cas d'échec des négociations, de traduire ses « propositions » par un texte législatif, peu ou pas modifié. Un texte que la majorité de gauche de l'Assemblée nationale votera. Même si une telle éventualité comporte des inconvénients pour l'exécutif (l'opposition peut espérer convaincre l'opinion publique qu'il s'agit d'un « coup de force »), le risque existe.

Pour une raison de conjoncture, c'est-à-dire l'échéance municipale, l'Église ne peut se permettre d'adopter des positions trop marquées, sous peine d'apparaître, *de facto*, comme entièrement solidaire des thèmes électoraux utilisées par l'opposition. Parce qu'unepartie de sa « clientèle » a participé à la victoire de la gauche, le 10 mai 1981, et continue à soutenir le parti socialiste, elle ne peut accepter d'être classée sans nuances « à droite ». A plus forte raison dans les régions où l'Eglise est traditionnellement bien implantée, c'est-à-dire dans l'Ouest. Localement, cette attitude engendre parfois l'incompréhension au sein même des milieux catholiques. Parce qu'elle est soucieuse de ne plas bloquer les conditions d'une évolution qu'elle sait inéluctable, la hiérarchie apparaît presque timorée.

Frère Leclerc ne craint pas d'avancer l'idée selon laquelle il y a peut-être, à l'intérieur de l'institution, une carence d'hommes, *« qui acceptent de se mouiller »*. Guy Guermeur estime, pour sa part, que la hiérarchie *« n'a pas joué son rôle »*. Les évêques lui semblent faire preuve d'une trop grand attention *« aux nécessités de la diplomatie »*. *« Quand on touche aux libertés*, ajoute-t-il, *il faut être simple et clair »*. Dans l'Ouest, l'Eglise a dû faire preuve de fermeté pour éviter que des manifestations en faveur de la liberté de l'enseignement libre soient patronnées — c'est-à-dire « récupérées » — par les responsables potiliques locaux. Mgr Gouyon convient que le problème est sans doute davantage de canaliser que de mobiliser les défenseurs de l'école privée : *« On a peine à retenir les familles les plux excitées. Certaines feraient volontiers la grève de l'impôt. »*

Le dialogue est-il possible ? S'il s'agit de bonne volonté, les conditions, de part et d'autre, semblent apparemment réunies. Et puis, à écouter les uns et les autres, on perçoit le piège de la dialectique. Une lézarde apparaît, qui devient bientôt un fossé, une plaie. Fondamentalement, il ne peut y avoir que la tolérance d'une différence. Pas la compréhension, ni l'acceptation. Le *« caractère propre »* de l'enseignement catholique ? Quel « message », quelle « spécificité » ? Et pourquoi des maires de gauche, élus en 1971 et 1977 sur le thème *« pas un sou à l'école privée »*, ont-ils accepté d'écorner le principe de la laïcité ?

LAURENT ZECCHINI.

Prochain article :

UNE « SPÉCIFICITÉ » CONTESTÉE

Deux élections cantonales

HAUTE-CORSE : canton de Prunelli-di-Fiumorbo (1er tour).

Inscr., 5 078 ; vot., 3 402 ; suffr. expr., 3 388. MM. Pierre Simontepieri, div. dr., 707 voix ; Henri Poli, M.R.G., 586 ; Mme Marguerite Tiberi, div. g., 481 ; MM. Alain Terandi, U.P.C., 434 ; Dominique Tiberi, R.P.R., 362 ; Dominique Moracchini, ss étiq., 297 ; Jean Ciari, P.P.C., 218 ; Jacques Barloli, P.C., 174 ; Pierre Micaelli, div. g., 129. *Il y a ballottage.*

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Dominique Tiberi, M.R.G., décédé.

En mars 1979, Dominique Tiberi avait été élu au second tour avec 1 904 voix contre 1 736 à M. Pierre Simontepieri, maire de Prunelli-di-Fiumorbo, pour 3 640 suffrages exprimés. Il y avait 5 015 inscrits et 3 704 votants. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 5 017 ; vot., 3 228 ; suffr. expr., 3 212. MM. Tiberi, M.R.G., 1 286 ; Simontepieri, 759 ; D. Tiberi, R.P.R., 368 ; S. Paoli, div. maj., 338 ; Guy Ferreri, P.C., 200 ; Jules Ghipponi, R.P.R., 161 ; Xavier Moracchini, P.S., 57 ; Pierre Bracconi, div. g., 30 ; Alexis Pietri, ss étiq., 13.

La multiplicité des candidatures et l'éparpillement des voix qui en résulte n'ont permis qu'à deux candidats de franchir la barre de 10 % des inscrits : MM. Simontepieri, div. g., et Poli, M.R.G.]

CHARENTE : canton de Villefagnan (1er tour).

Ins., 4 891 ; vot., 3 822 ; suff. expr., 3 733. — MM. Dindinaud, P.S., 2 018, *ELU* ; Couturier, div. opp., 1 715.

[Cette élection faisait suite à l'invalidation du scrutin de mars 1982, qui avait vu M. Dindinaud l'emporter au second tour devant M. Couturier avec 21 voix d'avance. Le candidat du P.S. avait obtenu 1 971 voix, celui de l'opposition 1 950, pour 3 921 suffrages exprimés. Il y avait 4 003 votants et 5 300 inscrits.

Au premier tour, cinq candidats se disputaient le siège du conseiller sortant, M. Le Guent, R.P.R., qui ne se représentait pas. Les résultats avaient été les suivants : MM. Couturier, 1 186 ; Dindinaud, 1 093 ; Mme Regeon, mod., 753 ; MM. Baulier, P.C., 362 ; Santereau, M.R.G., 197. Il y avait 5 300 inscrits, 3 692 votants et 3 591 suffrages exprimés.

Le conseiller général socialiste retrouve son siège dès le premier tour en améliorant son score de plus de trois points (54,06 % des suffrages exprimés, contre 50,26 % au second tour de mars 1982.]

Le débat sur l'école privée

● M. PAUL GUIBERTEAU, secrétaire général de l' enseignement catholique, a annoncé, jeudi 10 février, à Nice, son intention de rencontrer prochainement M. Savary, ministre de l'éducation nationale. *« Il ne s'agit pas de négocier, mais de nous éclairer mutuellement »*, a expliqué M. Guiberteau. *« Nous refusons toujours de négocier sur les bases que le ministre nous propose* a-t-il ajouté. *En revanche, nous ne voyons aucun inconvénient à nous expliquer avec lui ainsi qu'il nous l'a proposé. Il s'agira simplement de contacts informels dont la date ne sera pas annoncée, car nous ne souhaitons pas donner, à la veille des élections, un retentissement particulier à ces entretiens. »*

● M. ANDRÉ FORTANÉ, président du Comité national des associations familiales laïques (CNAFAL), après avoir été reçu, mercredi 9 février, par des conseillers du ministre de l'éducation nationale, a déclaré que *« les activités à caractère « spirituel » évoquées dans les propositions du ministre de l'éducation nationale resteront des activités « extra-scolaires », car il s'agit bien d'activités religieuses, sinon exclusivement, au moins principalement »*.

Si le CNAFAL, qui revendique douze mille familles adhérentes, réparties dans trente départements, ne conteste pas la réalité de l'école confessionnelle, il s'oppose, en revanche, à la mise en place *« de valeurs religieuses dans le cadre d'un enseignement laïque financé par l'État républicain »*.

AUTEURS DE POINTS DE VUE DANS « LE MONDE »

Deux officiers sont sanctionnés

Deux officiers d'active de l'armée de terre, le lieutenant-colonel Philippe Debas et le capitaine Jean Ducret, qui sont les auteurs de points de vue parus dans *le Monde* du 18 janvier et où ils s'en prenaient avec vigueur à la hiérarchie militaire, viennent d'être sanctionnés.

Sous le titre « L'ennemi intérieur », le lieutenant-colonel Debas estimait que le commandement cherche, d'abord, à masquer son incompétence, et il fustigeait *« l'entreprise d'abêtissement »*, qu'est devenue, selon lui, la formation actuelle des officiers. Saint-Cyrien de formation et en poste à la direction de l'Enseignement militaire supérieur scientifique et technique (E.M.S.S.T.) à Paris, le lieutenant-colonel Debas vient d'être muté d'office au service historique de l'armée, à Vincennes (Val-de-Marne). C'est sa deuxième affectation en moins de six mois, puisque cet officier supérieur, qui appartenait au Commandement des écoles de l'armée de terre (C.E.A.T.), avait déjà été muté à l'E.M.S.S.T., en septembre 1982, à la suite de la parution d'un précédent article.

De son côté, le capitaine Ducret, sous le titre *« Des chercheurs de dieux »*, avait considéré que l'armée est exposée à la tentation totalitaire. Il est aujourd'hui l'objet d'une procédure disciplinaire du ministère de la défense, c'est-à-dire une convocation pour blâme.

Saint-Cyrien, et ayant appartenu à l'arme du train, le capitaine Ducret devait prochainement quitter l'armée active, et il se trouve en stage d'un an de reconversion dans la fonction publique, au ministère de l'intérieur et de la décentralisation, comme attaché d'administration centrale. Durant ce stage, il ne perd pas sa qualité d'officier.

Au ministère de la défense, on rappelle que les textes en vigueur disposent que tout militaire a le droit d'écrire, sauf à demander une autorisation préalable pour tout article qui exposerait un problème politique et mettrait en cause une puissance étrangère ou une organisation internationale. Cependant, comme dans la fonction publique, la règle reste l' *« obligation de réserve »*, qui implique que l'auteur renonce notamment à l'utilisation de termes injurieux ou diffamatoires dès lors qu'il excipe officiellement et publiquement de sa qualité d'officier.

livres en vente À PARIS
Documentation : Imprimerie Causse
27, rue St-Georges
75009 Paris
EDITEURS FAITES CONNAITRE VOS LIVRES

(Publicité)
ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
23, bd Vital-Bouhot, Ile de la Jatte, 92, Neuilly
Téléphone : 747-61-35
Alain GOUTHIER
Centre officiel d'examen - Marine marchande
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

LE PREMIER LIVRE CONSTRUCTIF DEPUIS LE 10 MAI

Yves Cannac
LE JUSTE POUVOIR
Essai sur les deux chemins de la démocratie

LE JUSTE POUVOIR
Yves Cannac

"Rarement une volée de vérités désagréables sur les excès du pouvoir, quelle qu'en soit la couleur, aura été assenée avec autant de style... Un flegme d'une féroce efficacité".
Pierre Drouin. Le Monde.

"Ce qu'il y a de passionnant dans ce livre, c'est qu'il appelle à une révolution des esprits".
Jean d'Ormesson de l'Académie française. Le Figaro Magazine.

"Yves Cannac est l'un des rares intellectuels de la société politique française à être aussi praticien de la chose publique".
Georges Suffert. Le Point.

"Le véritable malaise français... Une voie déjà connue que ce livre explore et prolonge d'une façon réellement neuve".
Gérard Moatti. L'Expansion.

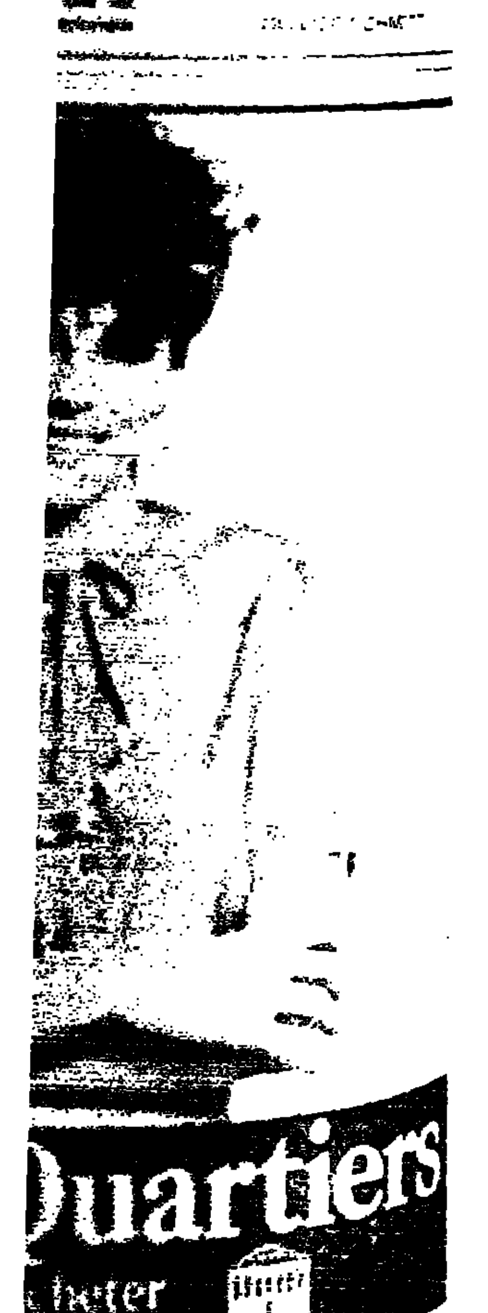
"Magistral ajustement, à la lumière des expériences contemporaines, des thèses libérales". J.C. Verots. Nice Matin.

"Yves Cannac propose des solutions concrètes dans une langue claire".
Frédéric Ferney. Le Nouvel Observateur.

"Un livre où la volonté de sortir avec clarté et brio des sentiers battus de la réflexion actuelle se traduit par une réussite".
Le Républicain Lorrain.

"Ce n'est pas un livre, c'est un événement."
Jacques Mouriquand. Le Dauphiné Libéré.

éditions jean-claude lattès



POLITIQUE

D'une ville à l'autre

AIN

Dégradation des relations P.C.-P.S.

BOURG-EN-BRESSE. — Les relations entre le P.C. et le P.S. se sont brusquement dégradées, à Bourg-en-Bresse, bien que l'accord municipal ait été signé le 5 février. M. Vuaillat qui, selon le P.S., avait mis en cause les méthodes de travail des socialistes et « *attaqué* » *M. Louis Robin, député et maire* sortant, chef de file socialiste de la *liste* d'union, a retiré sa candidature.

Le retrait de cette candidature avait été demandé par M. Robin lui-même. Le maire sortant avait déclaré à propos de M. Vuaillat : « *C'est lui ou moi* ». Le P.C. s'est étonné de l'« *ingérence* » du P.S., mais a annoncé le retrait de *M. Vuaillat. Ce dernier explique* ainsi le sens de sa démarche : « *A tout prix sauver l'accord et préserver l'union. L'essentiel est de battre la droite.* »

Les immigrés de Bourg-en-Bresse envisagent d'organiser un vote parallèle. Leurs représentants, convaincus du rôle que les communautés immigrées ont à jouer dans la cité, ont réclamé à l'unanimité le droit de vote. Ils espèrent que ce vœu sera pris en considération par le Parlement et ont décidé d'organiser un scrutin symbolique le 6 mars prochain. — (Corresp.)

BOUCHES-DU-RHONE

M. Joissains renonce à conduire la liste U.D.F.

AIX-EN-PROVENCE. — M. Alain Joissains, maire radical d'Aix-en-Provence, a annoncé le 11 février qu'il renonçait à conduire la liste U.D.F. au profit de l'un de ses adjoints, M. Jean-Pierre Peretti della Rocca, conseiller général (U.D.F.) d'Aix-Sud. Il s'est toutefois refusé à indiquer s'il abandonnait ou non toute idée de candidature.

M. Joissains avait été investi officiellement par le bureau politique national de l'U.D.F., le 23 septembre 1982.

Susceptible d'être inculpé dans une affaire de fausses factures, le 28 janvier, *M. Joissains avait fait* part à ses principaux colistiers de *son intention de se retirer de la compétition « afin de pouvoir mieux se défendre des accusations portées contre lui »*. Mais il s'était aussitôt *ravisé, et le 1er février il affirmait* qu'il serait candidat « *même du fond d'une cellule* ». Cette nouvelle volte-face lui est dictée, semble-t-il, *par l'attitude des responsables* départementaux et nationaux de l'U.D.F., *qui ne souhaitent plus lui* apporter leur caution.

*M. Peretti della Rocca est le cou*sin de M. Charles Peretti, adjoint sortant, *qui a annoncé son intention* de conduire une liste R.P.R. — *(Corresp.)*

VOSGES

EPINAL. — *Le maire socialiste sor*tant, conseiller général et conseiller régional, M. Pierre Blanck, a fait connaître la composition de la liste Agir et vivre ensemble qu'il conduira avec M. André Henry, ministre du temps libre. Cette liste d'union de la gauche réunit trente-neuf candidats dont huit P.C. et vingt-deux P.S.. Elle comporte onze femmes et vingt et un conseillers sortants et compte un adjoint sortant, secrétaire fédéral du P.C., la secrétaire fédérale du P.S. et le secrétaire général de l'union départementale C.G.T. ainsi que plusieurs responsables syndicaux. — *(Corresp.)*

SAINT-DIÉ. — *M. Maurice Jean*don, maire sortant, a présenté sa *liste dite d'opposition républicaine.* Trente-cinq candidats la composent. *Cette liste est appelée Saint-Dié* d'abord. Elle comporte cinq R.P.R., les autres étant de non *inscrits. Huit* femmes entrent aussi dans la compo*sition de la liste dont la moyenne* d'âge est de quarante-six ans.

VENTE AUX ENCHÈRES A CHARTRES

GALERIE DE CHARTRES
DIMANCHE 20 FÉVRIER A 14 H.
Belle collection
d'INSIGNES MAÇONNIQUES,
ARMES D'ÉPAULE RÉGLEMENTAIRES
Carabine Versailles 1793
Pistolets, revolvers, décorations
Mes J. et J.-P. LELIÈVRE et L. BAILLY-
EXPO : vend. : 15/17 h. sam. : 10/12
14/17 h. dim. : 10 h.30/12 h.

CARNET

Adoptions

— Pierre et Jacqueline BOCHET, ont la joie d'annoncer l'arrivée de

Pauline,

née le 15 novembre 1982 à Bogota.
« Les Landes », *Sully-la-Chapelle.*
45450 Say-aux-Loges.

Décès

— Mme Arnaud Bénassy,
Grégor Bénassy,
Le docteur et Mme Jean Bénassy,
Béatrice et Alain Pierson,
Jöan et Géraldine,
M. Jean-Pascal Bénassy,
Mlle Carole Bénassy,
Le docteur Isabelle Bénassy,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Arnaud BÉNASSY,

survenu le 6 février 1983, à l'âge de trente-trois ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

71, avenue Raymond-Poincaré,
75116 Paris.
1, place du Chancelier-Adenauer,
75116 Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Bruhat, née Yvonne Maugis,
Mlle Marie Bruhat,
M. et Mme Henri Guiter,
M. et Mme Redondo,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pliskin et leurs enfants,
M. et Mme Bruhat et leurs enfants,
M. et Mme Baulac et leurs enfants,
Les familles Guiter, Metzdorf, Soule, Thomas,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean BRUHAT,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
agrégé d'histoire,
docteur ès lettres,

survenu le 11 février 1983.

Il avait fait don de son corps à la science.

Une aide peut être envoyée à l'Association d'aide à la recherche cancérologique de Saint-Cloud (centre René-Huguenin), 5, rue Gaston-Latouche, 92211 Saint-Cloud. C.C.P. 14.274.19 Y Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

[« Le Monde » du 12 février a rappelé les grandes dates de la vie de Jean Bruhat, l'historien communiste. Voici quelques-unes des étapes de sa carrière universitaire. Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, il fut professeur au lycée Clemenceau à Nantes, de 1930 à 1937, puis, à Paris, au lycée Buffon de 1937 à 1939 et à son retour de captivité. Professeur de khâgne au lycée Lakanal de 1946 à 1954, il est *maître-assistant* à la Sorbonne de 1954 à 1968 et termine sa carrière à Paris-VIII Vincennes. Il assure, en outre, jusqu'en 1968, un cours à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'Ecole supérieure de commerce.]

— François et Françoise Coste,
Michel et Léda Coste,
Pierre et Mireille Coste,
Marie et Lahbib El Omari,
Cathy Coste,
Geneviève et Jean-Marie Berchebru,
André et Colette Isnard,
Michel et Elisabeth Isnard,
Annette et Germain Rochas,
leurs enfants, leurs petits-enfants,
Ses amis qui l'ont accompagnée jour après jour pendant sa maladie ont la douleur d'annoncer la mort de

Mady COSTE,

survenue à Aix-en-Provence, le 8 février 1983, dans sa soixante-dixième année.

Ils demandent d'y associer le souvenir de *son mari,* Jean-Paul Coste, mort le 9 février 1974.

28, rue de la Molle,
13100 Aix-en-Provence.

— M. et Mme Jean-Louis Delmotte,
M. et Mme Pierre Delmotte,
M. et Mme *Jacques Delmotte,*
M. et Mme Pierre Terestchenko,
*Thierry et Brigitte François-*Saint-Maur et leurs enfants,
Pierrick Delmotte, Pascal Delmotte, Henri Delmotte, Anne Delmotte N.N., Marie-Christine Terestchenko, Chantal Terestchenko-Velez et ses enfants, Michel et Marie-Hélène Terestchenko et leur fils,
Patrick et Sophie Danset-*Terestchenko, Agnès Terestchenko,* ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Et Mlle Marie-Louise Brenon, sa fidèle et dévouée gouvernante,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme la générale
Robert DELMOTTE,
née Simone Brimaud,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère,
qui s'est éteinte le 11 février 1983 dans sa quatre-vingt-neuvième année, munie des sacrements de l'Eglise, à son domicile du prieuré.

Ses obsèques auront lieu le lundi 14 février 1983, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de Chauvigny.

Le Haut-Marais, 86190 Vouillé.
39, rue de Banfora,
86300 Chauvigny.
30, rue Brochant, 75017 Paris.
15, *rue de Marignan,*
75008 Paris.

GALERIE LAMBERT
14, rue Saint-Louis-en-l'Ile (4e)
Exposition-vente
TABLEAUX
CHOISIS
de la collection de la galerie
Tél. : 325-14-21

— *Lyon.*
M. Robert Favre,
Ses enfants,
Madeleine et Armando Berrone,
Etienne et Sylvie Favre,
Isabelle Favre et Philippe Roger,
Sylvie et Christopher Neill,
Ses petits-enfants Cécile, Laurent et Philippa-Jane,
Les familles Reboullet, Mondet, Besacier, Crozier, Thion, Longin, Loriot, Favre, Grizard, Deville,
Tous ceux qui l'ont entourée de leurs soins amicaux,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Robert FAVRE,
née Colette Reboullet.

Les cérémonies religieuses ont été célébrées à Lyon et à Charnod (Jura), le samedi 12 février 1983.

1, quai de la Pêcherie,
69001 Lyon.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme FELDSTEIN-PACHT,

survenu le 11 *février* 1983 dans sa soixante-dix-septième année.

L'inhumation se fera dans le caveau de famille au cimetière de Bagneux parisien, où l'on se réunira mercredi 16 février, à 15 heures.

De la part de ses enfants et de toute la famille.

5, rue Dubrunfaut,
75012 Paris.

— *Charles et Paulette Fourniau,*
Jacques et Mady Ménier, ses enfants,
Catherine, Anne, Françoise, Jean-Michel et Danielle, Vincent et Catherine Fourniau,
Laurence, née Ménier, et Olivier Doway,
Claire et Sylvie Ménier, ses petits-enfants,
Laure, Florent et Alex, ses arrière-petits-enfants,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul FOURNIAU,

survenu en son domicile, après une brève maladie, le 12 février 1983, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Il sera inhumé le 15 février, à 14 h 30, au cimetière de Saint-Cloud, auprès de son épouse

Mme Paul FOURNIAU,

disparue en janvier 1972, dont tous les siens *rappellent la chère mémoire.*

Réunion au cimetière.
9, avenue *Mathurin-Moreau,*
75019 Paris.
187, boulevard de la République,
92210 Saint-Cloud.

— Saint-Martin-le-Vinoux. Grenoble. Paris.

Mme Raymond Haasen,
M. et Mme Robert Curtila,
leurs enfants Olivier, Nathalie, Serge et Guy,
Parents et alliés,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Raymond HAASEN,

survenu à l'âge de soixante-douze ans.

Ses obsèques civiles ont eu *lieu le* lundi 14 février au cimetière de Saint-*Martin-le-Vinoux,* village.

550, route de Narbonne,
38950 Saint-Martin-le-Vinoux.

— Mme Jacques Lassaigne,
Helie et Anne-Laure Lassaigne,
Mme Hélène de Hauss-Boncza,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques LASSAIGNE,

survenu le 10 février 1983, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 15 février, à 8 h 30, en la basilique Sainte-Clotilde, 23 *bis,* rue Las Cases, Paris 7e.

L'inhumation aura lieu dans la sépulture de famille, à Puyval (Dordogne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Cherbourg. Lorient. Brest. Toulon. Senan. Paris.

Les familles Noyale-Piot,
Son épouse,
Hervé, Françoise et André Fauve-Piot, ses enfants,
Eliane et Georges Voge,
sa sœur et son beau-frère,
Michèle et Bernard Sauze, et leur fils Jonathan, ses nièce et neveux,
Ses beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces Le Biban et Guillaume,
Ses beaux-frères et belles-sœurs Fauve et Gregoire,
Les parents et tous les amis,
font part du décès du

capitaine de vaisseau
Roger PIOT,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

à l'âge de quarante-huit ans.

Les obsèques religieuses auront lieu mardi 15 février, à 15 heures, en l'église de Senan (Yonne).

Cet avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs ni couronnes.

Votre amitié et votre souvenir peuvent se manifester par un don aux œuvres de la recherche sur le cancer.

La famille vous en remercie.

— Mme Christian Raulet
et son fils Dominique
ont la douleur de faire part du décès de

Christian RAULET,

survenu le 3 février 1983, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.
10, rue du Docteur-Finlay,
75015 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Strasbourg.
Mme le docteur Simone Gerber-Rubin, sa fille,
M. Gerber, Didier, Sophie et Caroline, ses petits-enfants.
— Paris.
Mme Genia Gesselson, sa belle-sœur,
M. Claude Gesselson et sa famille, son neveu.
— Londres.
Mme Cécile Gordon et sa famille, sa nièce,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Isaac RUBIN,

survenu à Paris le 3 février 1983.

Remerciements

— La famille de

M. Michel KHOUNDADZÉ

remercie toutes les personnes qui, par leur présence et leurs envois de fleurs, ont témoigné *leur sympathie lors* de son décès.

— M. Yves Lemerle,
Ses enfants et petits-enfants,
très touchés des nombreuses marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées lors du décès de

Mme Yves LEMERLE,

expriment à tous, *dans l'impossibilité* de le faire individuellement, leurs très sincères *remerciements.*

— Les familles Winter, Rosenthal et Eliakim remercient toutes les personnes qui ont partagé leur immense peine lors du décès de

Sophie WINTER,
née Rosenthal.

Anniversaires

— Montpellier.
Pour le premier anniversaire du décès du

docteur Jeanne BALMES,

son époux et ses enfants demandent une fidèle pensée à ceux qui gardent son souvenir et l'ont aimée.

— Il y a dix ans disparaissait
Pierre FOURNIER.
12 mai 1937-15 *février* 1973.
journaliste à « Charlie Hebdo »,
fondateur de « la Gueule ouverte ».

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé se souviennent.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le vendredi 18 février, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard, Paris 7e, à l'intention du

professeur
Marcel AUSSANNAIRE,

décédé le 6 janvier 1983.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— *Université de Paris-I,* mardi 15 février, à 14 heures, salle C-22-04 au *centre Tolbiac, Mme Brigitte* Ulmo-Bliah : « Dépendance économique et politiques de développement : Egypte, Arabie Saoudite. »

— *Université de Paris-I, mercredi* 16 février, à 15 heures, salle C-22-04 au centre Tolbiac, M. Aziz Lahlou : « Economie du travail marocaine, notes sur le discours en matière d'inégalités sociales. »

MÉDECINE

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ MODIFIE SON PROJET DE « DÉPARTEMENTALISATION » DANS LES HOPITAUX

Un nouveau projet de décret vient d'être élaboré au ministère de la santé, à propos de la « départementalisation » dans les hôpitaux, un projet qui modifie quelque peu les dispositions initialement annoncées (*le Monde* daté 21-22 novembre 1982).

Il s'agit de l'un des décrets d'application de la « loi hospitalière » actuellement *en préparation,* qui devrait être soumise au Parlement au printemps. Le gouvernement souhaite, en effet, que la loi et les textes d'application soient élaborés dans les mêmes délais.

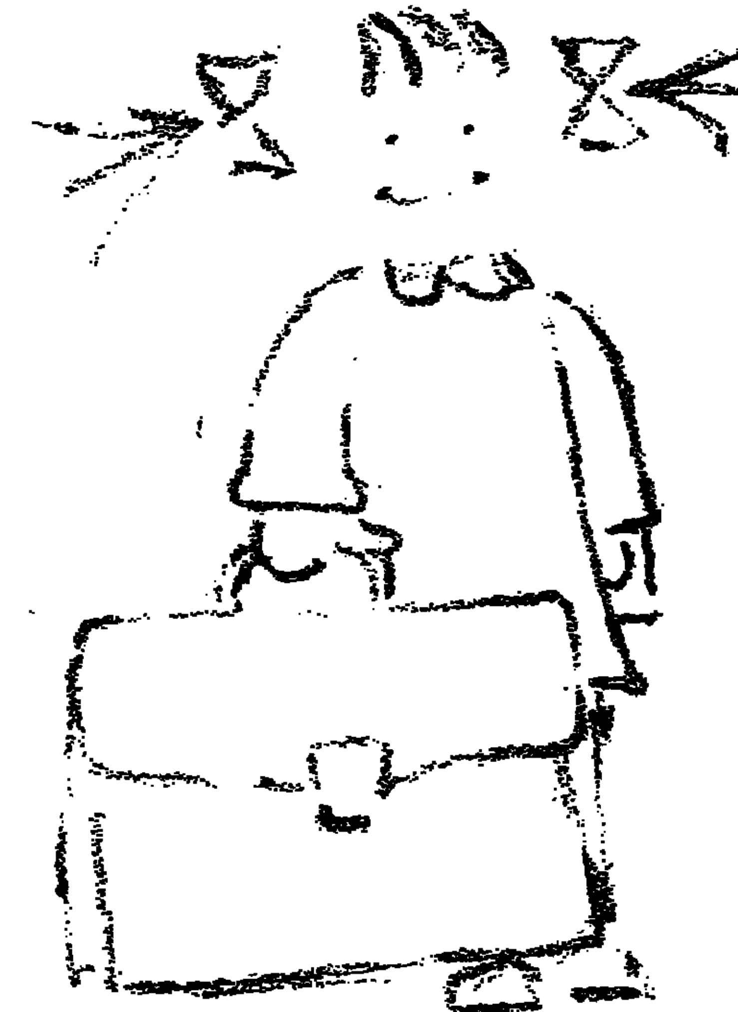
Selon le décret actuellement en cours d'élaboration, et qui n'a pas encore reçu sa forme définitive, les chefs de département ne seraient pas élus au suffrage direct, mais par les « *conseils de département* », constitués de cinq à dix membres (en fonction de la taille du département) élus pour quatre ans. Ces membres seraient répartis en trois collèges : celui des médecins titulaires (trois ou six praticiens relevant du statut des hospitalier) ; celui des médecins non titulaires (un ou deux praticiens, membres du département) et le collège des personnels non médicaux (un ou deux membres du département).

Les élections du conseil de département auraient lieu pour chacun des collèges au scrutin plurinominal à un tour. Le conseil élirait comme chef de département un médecin, pour quatre ans.

Le ministère de la santé souhaite que la « départementalisation » des hôpitaux puisse se mettre en place dans les mêmes délais que le « budget global », qui doit entrer en vigueur au début de 1984.

On apprend, d'autre part, que l'arrêté mettant en place le nouveau statut des médecins hospitaliers serait signé le 15 février.

Que fera votre mairie pour remplir son cartable?



C'est votre Conseil Municipal qui fixe le montant du crédit annuel affecté aux livres et matériels d'enseignement des écoles maternelles et primaires.

Ce crédit moyen annuel est de 30 F* par élève pour les livres et de 22 F* pour le matériel pédagogique.

Ces 30 F représentent à peine le prix d'un seul des 5 à 8 livres dont votre enfant a besoin. Bientôt, les Elections Municipales...

A propos, savez-vous quelle somme vos candidats comptent affecter à l'achat des manuels ?

*Etude CICEM - Juin 1982.

Groupe d'étude pour le développement des livres et des matériels d'enseignement.
35, rue Grégoire-de-Tours, 75006 Paris

Le Monde

société

« J'ai fait mon devoir », *estime Klaus Barbie*

Le détenu a été transféré à la prison Saint-Joseph

Deux faits ont marqué pendant la fin de semaine l'affaire Klaus Barbie : le transfert attendu de l'ancien SS de la prison du fort Montluc où il était écroué depuis son arrivée en France, le samedi 5 février, à la maison d'arrêt Saint-Joseph de Lyon, et la diffusion, dimanche 13 février par TF 1, de l'interview de Barbie réalisée par des journalistes boliviens d'une chaîne de télévision de La Paz à bord de l'avion qui ramena l'expulsé à Lyon via Cayenne en Guyane française (*le Monde* du 11 février).

C'est dans la soirée du samedi 12 février que le détenu de Montluc a quitté sous escorte spéciale son premier lieu de détention pour être écroué à la prison Saint-Joseph, située derrière la gare de Perrache. En quelques minutes le détenu, à bord d'un fourgon spécial, a parcouru les 3 kilomètres qui séparent les deux établissements pénitentiaires. Klaus Barbie occupe aujourd'hui à Saint-Joseph dans le bâtiment I, d'où ont été évacués les dix-neuf détenus qui s'y trouvaient, une cellule d'une dizaine de mètres carrés, avec lavabo et sanitaire. Selon les responsables préfectoraux, ce transfert a été commandé *« essentiellement par des raisons de sécurité »*. Une vingtaine de surveillants ont été affectés à la garde du prisonnier. On fait valoir que leur mission dans cet établissement sera plus facile, notamment pour la protection du prisonnier contre lequel on redoute toujours des actions de vengeance après les proclamations et les menaces proférées depuis une semaine.

C'est donc à la prison de Saint-Joseph que Barbie va attendre le moment de ses premiers interrogatoires sur le fond par les magistrats lyonnais chargés du dossier et préparer sa défense.

De cette défense les déclarations qu'il a faites aux journalistes boliviens au cours du voyage La Paz-Lyon, samedi 5 février, reportage diffusé dimanche 13 février par TF 1 dans le magazine « Sept sur sept », permettent déjà de se faire une idée.

Elles se ramènent à une affirmation principale. *« J'ai fait mon devoir »*, dit Barbie, pour ce qui concerne ses activités à Lyon entre 1942 et 1944, où il assure n'avoir jamais été chargé d'autre chose que d'une *« lutte contre la guérilla »*, autrement dit contre la Résistance française.

A son avis, durant cette guerre, la cause de l'Allemagne était *« juste »*. *« Selon ma façon de voir »*, ajoute-t-il cependant avant d'expliciter : *« Qu'il y ait eu des causes ou des choses, ou des événements injustes, des deux côtés, cela est vrai, n'est-ce pas ? Mais la cause en soi, la façon par laquelle les alliés ont puni, après, beaucoup d'Allemands, cela était une chose injuste. »*

Pour Barbie, le sort qui est le sien aujourd'hui n'est qu'une conséquence du vieil adage *vae victis* (malheur aux vaincus).

« La guerre, dit-il, *il faut la gagner. Celui qui la perd perd tout. Jusqu'à présent, aucun général, aucun personnage officiel des alliés n'a été accusé d'un crime de guerre, parce que, eux, après la guerre, ont liquidé en leur faveur tous ces problèmes-là »*.

Il ne manque pas, à son tour, de faire référence au procès de Nuremberg et au tribunal militaire international qui condamna alors les principaux dirigeants nazis survivants.

On note aussi, que, pour Barbie, au bout de quarante ans, tout celà devrait être *« oublié, parce que, depuis, tant de crimes nouveaux se sont produits : plus de cent guerres après la deuxième guerre mondiale et tous les crimes récents qui sont connus du public »*.

S'il admet donc avoir conduit à Lyon *« une répression anti-guérilla »*, il ajoute pour ses interlocuteurs boliviens *« qu'il s'agissait de répression comme cela se passe chez vous »*.

On a relevé encore son refus de répondre aux questions sur la mort de Jean Moulin. Mais, surtout, on retiendra, bien que traitée rapidement, sa position sur les opérations conduites contre les juifs. Il assure n'avoir pas eu à s'occuper de ces questions. Et quand on lui demande : *« Avez-vous quelque chose contre les juifs ? »* il répond : *« Non, personnellement, absolument pas, j'ai des amis juifs à La Paz. »*

Le « malaise » de Mme Veil et de M. Barre

Deux personnalités de l'opposition ont, ce week-end, avoué le « malaise » qu'elles ressentent après l'extradition de Klaus Barbie en France. M. Raymond Barre, invité dimanche 13 février du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* », a notamment déclaré : *« C'est une affaire tragique. Je ne vous cache pas que je suis mal à l'aise devant l'abandon d'une règle fondamentale du droit qui veut qu'au bout de trente ans on laisse à Dieu le soin de juger le criminel. Il y a certains principes qu'il faut rappeler, mais croyez bien que mon aversion pour tout ce qui a été fait par Barbie est totale. J'espère que le souvenir des victimes de Barbie et de la Résistance inspirera une justice scrupuleuse et sereine. Je souhaite aussi ardemment que le procès Barbie ne réveille pas les vieux démons et ne ravive pas nos vieilles querelles (...). Je partage le sentiment exprimé par l'archevêque de Lyon, Mgr Decourtray : »* C'est, *» a-t-il dit*, l'un de ces événements » qui appelle le silence plus que la » parole. »

De son côté, Mme Simone Veil, présidente de la commission juridique de l'Assemblée des communautés européennes, dans une interview au *Nouvel Observateur* (daté 11-17 février), exprime son *« inquiétude devant une certaine enflure des mots quand on présente le transfert en France de Barbie comme un exploit, une victoire éclatante »*. Si Mme Veil croit qu'il faut juger Barbie, elle s'interroge sur le déroulement du procès.

Elle explique notamment : *« Quand on aura démontré que la France de l'Occupation comptait des collaborateurs, un certain nombre de salauds et surtout beaucoup de faibles auxquels on ne pouvait demander d'être des héros, croyez-vous vraiment qu'on sera bien avancé ? L'effet Barbie, pour le moment, c'est surtout du brouillage (...). Ce que je souhaite, c'est que mon pays ne se déchire pas une fois de plus (...). Ce que je souhaite en fait, c'est que mon pays apprenne, avec respect pour la mémoire des morts, à tirer la leçon politique du nazisme (...).*

Si le procès se réduit à celui des tortionnaires de Lyon, je crains qu'il n'enrichisse pas notre mémoire collective (...). Si le procès permet, en revanche, d' analyser en profondeur le phénomène hitlérien, alors il sera très utile. Mais il faudrait que ce soit un procès d'historien (...). Ce procès, en vérité, devrait être plus une contribution à l'histoire qu'à la justice des hommes,qui, de toute façon, n'y trouvera pas son compte. »

L'utilisation des restes

Il paraît probable que Klaus Barbie a bénéficié, pour quitter l'Europe, en 1950, de la protection américaine et, tout particulièrement, de celle de la C.I.A., qui avait succédé à l'Office of Strategic Services (O.S.S.) et avait vraisemblablement utilisé ses services. On peut, certes, s'en indigner. Mais on ne peut guère s'en étonner.

Avant même la capitulation du IIIe Reich, les services spéciaux de tous les pays alliés ont pratiqué l'art d'utiliser les restes. Certains ont repeint à neuf des nazis compétents en matière de renseignements, en particulier sur l'U.R.S.S. et l'Europe de l'Est. D'autres ont employé leurs capacités militaires dans la constitution ultérieure de leurs forces armées : on a vu le cas en Allemagne de l'Est.

Surtout commença la grande chasse aux savants. Des commandos, en une concurrence féroce, se sont bousculés pour mettre la main sur les spécialistes les plus qualifiés dans les domaines scientifique et technique et pas seulement dans celui — bien connu — des fusées. Les dossiers et les archives furent saisis et aussitôt expédiés vers l'Est ou vers l'Ouest.

Et, parmi eux, dans une Allemagne à la bureaucratie tatillonne, les dossiers de la Gestapo. Précieuse mine : il s'agissait non seulement de rechercher les tortionnaires, mais aussi, et parfois surtout, les traîtres et les mouchards. Les traîtres et les mouchards des autres. Non pour les dénoncer, mais pour « tenir » des personnages restés à l'abri des soupçons et les obliger à fournir des informations. Des hommes ont été ainsi enchaînés, leur vie durant, parce qu'on détenait la trace écrite d'une démarche qui n'était, en certains cas, qu'une imprudence.

Pendant tout l'après-guerre, et au-delà, les services spéciaux ont fondé sur ce chantage une bonne partie de leurs réseaux secrets. On l'a vu, il y a quelques années, lors du procès d'un haut fonctionnaire français.

Le temps a peu à peu tari ces sources d'informations : les gens compromis sont morts ou ont quitté leurs fonctions. Les grandes centrales ont eu le plus grand mal à combler les pertes...

JEAN PLANCHAIS.

ANTHROPOLOGIE URBAINE
ANALYSE DES PRATIQUES SOCIALES EN MILIEU URBAIN
Ce stage est organisé par
l'Institut d'Urbanisme de l'Académie de Paris.
35 heures d'enseignement (7 heures / 5 jours) du 6 au 10/6/83.
Renseignements et inscriptions :
université paris 8 formation permanente
2, rue de la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02
Tél. 829.23.00

FAITS DIVERS

A Turin

SOIXANTE-QUATRE SPECTATEURS TUÉS DANS L'INCENDIE D'UN CINÉMA

Soixante-quatre personnes sont mortes brûlées vives ou asphyxiées, et plusieurs dizaines d'autres ont été blessées, dans l'incendie, survenu le dimanche 13 février, vers 17 h 30, du cinéma Statuto, à Turin (Italie). Selon les premiers éléments de l'enquête, le feu aurait pu être provoqué par un court-circuit. En effet, les sapeurs-pompiers ont découvert, à proximité de l'endroit où le feu se serait déclaré, un faisceau de câbles électriques ne répondant pas aux normes habituelles de sécurité. Le feu aurait pris dans un couloir du rez-de-chaussée et se serait très rapidement propagé, atteignant aussitôt le balcon, dont les occupants furent dans l'impossibilité de s'échapper.

Dans la soirée de dimanche, le procureur de la République de la capitale piémontaise faisait écrouer M. Raimondo Capello, cinquante et un ans, gérant du cinéma, sous la double inculpation de « *responsabilité dans un désastre provoqué par imprudence* » et d'« *homicide par imprudence* ». Toutefois, les rumeurs insistantes qui circulaient à Turin dès après l'incendie, faisant état de la possible origine criminelle de celui-ci, n'ont, jusqu'ici, reçu ni confirmation ni démenti officiels.

Le 25 avril 1982, trente-quatre personnes étaient mortes dans un lieu public italien, au cours d'un incendie qui avait ravagé, à Todi, en Ombrie, le bâtiment abritant une foire aux antiquités.

● *Une information judiciaire a été ouverte pour déterminer les causes de l'explosion de gaz* qui a soufflé un immeuble à Rouen, le 8 février, faisant un mort et deux blessés légers (*le Monde* des 10 et 11 février). La direction de Gaz de France reconnaît que son service d'urgence avait été prévenu, une heure environ avant la déflagration, d'une fuite possible et ne peut actuellement expliquer ce délai. Selon des témoins, c'est la victime elle-même, Mme Françoise Lai, qui aurait alerté Gaz de France.

● *Naufrage d'un cargo américain : au moins vingt-quatre morts.* — Vingt-quatre personnes au moins ont trouvé la mort dans le naufrage, le 12 février au large des côtes de la Virginie, d'un cargo américain ayant à son bord trente-six hommes d'équipage, ont indiqué les gardes-côtes à Portsmouth, aux Etats-Unis. Le *Marine-Electric* était un cargo de 180 mètres et transportait du charbon. — (A.F.P.)

(Publicité)
APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE
UNIVERSITÉ DE VIENNE
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS
3 sessions du 11 juillet au 24 septembre 1983
Cours pour débutants et avancés (6 degrés)
Laboratoire de langues
Excursions, soirées
Age minimum : 16 ans
Droits de cours et d'inscript. pr 4 semaines : A.S. 2 250 (Env. 926 FF). – Prix forfaitaire (inscription, cours, chambre) pour 4 semaines : A.S. 6 150 – (Env. 2 531 FF)
Programme détaillé :
WIENER INTERNATIONALE HOCHSCHULKURSE
A 1010 WIEN – Universität
(Exchange déc. 82)

Les avalanches ont tué six personnes dans les Alpes françaises

De notre correspondant

Grenoble. — *« Pendant toutes les vacances des Parisiens, on a frôlé chaque jour la catastrophe »*, reconnaissait, dimanche 13 février, un pisteur-secouriste des Ménuires (Savoie). Malgré la présence sur les toits des stations des Alpes du Nord du drapeau à damiers noirs et jaunes signalant de sérieux risques d'avalanches, des milliers de skieurs ont été tentés par le ski hors pistes dans la poudreuse tombée abondamment au début de la semaine passée.

Dans la matinée du samedi 12 février, Eric Talon, un moniteur de l'école de ski d'Aime 2000 (La Plagne), conduisait un groupe de dix skieurs au long d'un itinéraire qui devait les mener jusqu'à la station de Champagny. Au moment où le groupe s'engageait dans une combe, une avalanche de poudreuse d'environ 1 mètre de hauteur se déclenchait. Six personnes purent se dégager elles-mêmes sans trop de difficultés, mais quatre autres restaient prisonnières de la neige. Les douze chiens d'avalanches amenés par quatre hélicoptères et les cent vingt secouristes dépêchés sur place ne parvinrent pas à dégager à temps les quatre victimes. Durant toute la journée de dimanche, le moniteur de l'école de ski a été entendu par les gendarmes d'Albertville afin de déterminer les circonstances exactes de l'accident.

Une autre avalanche meurtrière a emporté, dimanche matin, à Val-Meinier (Savoie), deux skieurs qui évoluaient hors pistes, une plaque à vent ayant cédé, déclenchant une importante coulée de neige.

Ces deux accidents portent à une vingtaine le nombre des victimes d'avalanches enregistré depuis le début de cet hiver dans les Alpes.

Le nombre de skieurs de plus en plus élevé, le développement de leur niveau technique et l'attrait de *« l'aventure blanche »* poussent un grand nombre d'entre eux à s'échapper des *« pistes boulevards »*. Enfin, pour leur part, les exploitants des remontées mécaniques ne cessent d'ouvrir de nouvelles installations donnant certes accès à quelques pistes balisées, mais destinées surtout à satisfaire le goût des skieurs pour le hors-pistes. Un risque, on le voit, « suscité » en partie par les *« promoteurs de la neige »*.

CLAUDE FRANCILLON.

DIX MORTS DANS LE VAL D'AOSTE APRÈS UN ACCIDENT DE TÉLÉCABINES

Dix personnes ont été tuées, le dimanche 13 février en fin de matinée, dans un accident de télécabines survenu à la station de ski italienne de Champoluc, située à 1 686 mètres d'altitude, dans le Val d'Aoste. Pour des raisons qui n'ont pas encore été établies, l'une des cabines ovoïdes à quatre places s'est décrochée de son câble et est allée percuter violemment contre deux autres qui la suivaient dans son ascension. Les trois cabines chutaient alors d'une hauteur d'environ 50 mètres.

Sur les douze occupants des trois cabines accidentées, huit, dont trois enfants de dix, onze et treize ans, sont morts sur le coup et deux autres devaient décéder lors de leur transport à l'hôpital d'Aoste. C'est seulement vers 15 heures que les occupants des autres cabines ont pu être libérés.

RELIGION

Le théologien Hans Küng dénonce le « scandale » du célibat obligatoire pour les prêtres catholiques

De notre correspondant

Bonn. — Le théologien suisse Hans Küng, professeur de théologie œcuménique à l'université de Tübingen, critique sévèrement l'obligation de célibat pour les prêtres catholiques dans un long article, publié le samedi 12 février, par le *Suddeutsche Zeitung*.

Pour le Père Hans Küng, *« l'interdit jeté sur le mariage des prêtres est la cause fatale du manque catastrophique de prêtres »*. *« Non*, ajoute-t-il, *que l'on puisse, en le levant, résoudre tous les problèmes que pose la crise profonde que traverse l'Eglise : mais ce célibat forcé est un test pour la rénovation du clergé et la structure ecclésiale en général. »*

Pour le Père Küng, le célibat des prêtres est *« une loi particulière de la partie latine de l'Eglise catholique romaine qui – et là-dessus tous les théologiens sont d'accord – constitue une loi humaine qui peut être changée du jour au lendemain par le pape. Il n'y a rien à objecter à un célibat librement choisi dans l'esprit de la Bible et tout est opposé à une contrainte médiévale au célibat... Non, nous ne manquons pas de prêtres, nous manquons de volonté pour le célibat. Ni l'Écriture sainte, ni la grande tradition catholique ne requièrent le célibat pour le clergé et même les évêques. »*

La situation, selon le Père Küng, est à la fois *« paradoxale et scandaleuse »* : des milliers de prêtres font défaut et, pourtant, des centaines de candidats virtuels à la prêtrise existent. *« Nos communautés ont pourtant le droit à l'eucharistie et le droit d'avoir leur propre curé. Elles doivent essayer de faire valoir ce droit auprès de leurs évêques, avec tous les moyens légitimes. Tous les assistants paroissiaux, tous les diacres qui ont déjà des responsabilités ecclésiales et qui désirent l'ordination, doivent pouvoir la recevoir sans tarder sur simple demande... Il faudrait que les centaines de prêtres,qui, en Allemagne ou ailleurs, ont quitté le service du culte seulement à cause de l'interdiction du mariage, soient rappelés immédiatement dans leur paroisse d'origine. Beaucoup d'entre eux écouteraient cet appel avec joie. »* Et l'auteur de conclure : *« Combien de prêtres devrons-nous encore perdre et combien devrons-nous refuser d'accueillir jusqu'à ce que la justification du mariage des prêtres, avec lequel d'autres Eglises ont fait de bonnes expériences, soit perçue et reconnue ? »* Ce n'est pas la première fois que Hans Küng prend cette position. Mais c'est sans doute la première fois qu'il la défend dans un organe à grande diffusion.

ALAIN CLÉMENT.

ADAUD
enseignement privé laïque
18/24, rue Tiphaine 75015 PARIS
tél. 579.82.37 et 337.71.16 +
Métro La Motte Picquet Grenelle
centre de formation pédagogique
PREPARATION SPECIALE AU
concours d'entrée aux
ECOLES NORMALES D'INSTITUTEURS
cours le mercredi après-midi

MMMMMM... ET ZIIP BERLITZ.



1 MMM... je dois apprendre une langue le plus rapidement possible, mon avenir professionnel en dépend.

2 MMM... Je désire apprendre à mon rythme.

BOULOGNE : 609.15.10. CHAMPS-ELYSEES : 720.41.60. LA DÉFENSE : 773.68.16. NATION : 371.11.34. OPÉRA : 742.13.39. PANTHEON : 633.98.77. SAINT-LAZARE : 522.22.23 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE : 973.75.00. VERSAILLES : 950.08.70.



1 Et ZIiP BERLITZ. Immersion totale : 2 à 6 semaines de leçons particulières. 9 heures par jour et 5 jours par semaine.

2 Et ZIiP BERLITZ. Leçons particulières ou semi-particulières à votre cadence.



Le Monde

sports

FOOTBALL

TRENTE-DEUXIÈMES DE FINALE DE LA COUPE DE FRANCE

Saint-Ouen-les-Iles

Pour la première fois depuis un quart de siècle, aucun club de première division n'a été éliminé par un adversaire hiérarchiquement inférieur à l'occasion des trente-deuxièmes de finale de la Coupe de France de football. Seuls Auxerre et Sochaux disparaissent donc de l'épreuve, éliminés respectivement par Saint-Étienne (1 à 0) et par Lyon (3 à 2). Deux équipes de deuxième division ont été battues par des clubs de catégories inférieures : Libourne par La-Roche-sur-Yon (troisième division) et le Red Star de Saint-Ouen par Neufchâteau (quatrième division).

Saint-Ouen, son marché aux Puces et le Red Star: c'est là, au pied de la butte Montmartre, dans le dos du Sacré-Cœur, que des générations de Parisiens sont venues se dépayser, à une époque où on ne parlait pas encore de week-ends ou de civilisation des loisirs mais seulement de dimanches. Saint-Ouen le dimanche, c'était le royaume des receleurs parfois roulés par l'amateur averti, mais c'était aussi celui des footballeurs, professionnels aguerris, rouleurs de ballons venus de tous les pays.

Le Red Star, c'était cinq victoires en Coupe de France (1921, 1922, 1923, 1928 et 1942), un président, *Jules Rimet, qui créa la Coupe du* monde, et, surtout, toute une galerie d'artistes, britanniques, hongrois, sud-américains ou français, de Paul Nicolas à Yeso Amalfi, sans oublier *Aston, Darui, Herrera,* Symonyi, Bliard, etc.

Saint-Ouen, c'était très différent du Parc des *princes*, où le *spectacle* était sur le terrain avec le Racing-Club de Paris ou le Stade français. C'était aussi une atmosphère autour des buvettes et des marchands de *frites. C'était un public haut en couleur.* C'était Didi, pas le Brésilien, l'Antillais, un clochard qui profitait des mi-temps pour jongler avec des balles de tennis, entre deux cabrioles, *sous les quolibets* d'un public plus « chambreur » que raciste.

Aujourd'hui, Saint-Ouen est devenu un haut lieu du tourisme et de la puce de plus en plus sophistiquée, mais ce n'est *plus* qu'un désert du football. De fusions en affaires de corruption jusqu'au dépôt de bilan de 1978, le Red Star a maintes fois failli disparaître. S'il a ragagné cette saison sa place en deuxième division, il ne joue plus que devant quelques centaines de fidèles, et le vieux stade de la rue du Docteur-Bauer a l'écho caverneux des cathédrales de béton.

Dimanche 13 février, le temps n'était pourtant pas aux lamentations sur l'élimination, la veille, du Red Star *en trente-deuxièmes de finale* de la Coupe de France par l'équipe de quatrième division de Neufchâteau (Vosges), sur le terrain d'Épinal. Saint-Ouen accueillait le plus exotique des matches de cette compétition entre deux *équipes venues des îles : le Gazélec* Football-Club ajaccien, champion de France amateur en 1963,1965, 1966 et 1968, qui vivote désormais en troisième division dans l'ombre *du Sporting Etoile-Club de Bastia*, et, surtout, le Club franciscain de la Martinique, héros du tour précédent pour avoir boutlé hors de l'épreuve les professionnels de La Paillade-*Montpellier*.

Premiers vainqueurs des « pros »

Portes enfoncées à quelques mi*nutes du coup d'envoi, le stade de* Saint-Ouen n'avait pas subi un tel assaut depuis des années. Rameutés par les *« grand kas »* (tambours), près de quinze mille Antillais de la *région parisienne étaient venus fêter* la première équipe d'outre-mer victorieuse en compétition d'un club professionnel de la métropole, en espérant qu'elle deviendrait aussi la *première à se qualifier pour les sei*zièmes de finale. L'événement était d'ailleurs intégralement télévisé aux Antilles.

La fête fut pourtant de courte durée. Deux buts ajacciens dans le premier quart d'heure et deux autres juste avant la mi-temps montrèrent les limites de ces footballeurs antillais péchant trop par manque d'organisation au centre du terrain et surtout de rigueur en défense. A la Martinique comme à la Guadeloupe, l'essor du football reste encore entravé par les difficultés économiques locales. Le surpeuplement, le caractère exclusivement rural de l'économie, le manque de crédits d'équipements, entraînent par priorité la réservation des sols par les cultures ou les habitations. *Le chômage et les bas sa*laires ont, d'autre part, élevé la resquille à hauteur d'une institution, privant ainsi les clubs des ressources financières suffisantes.

Confrontés à ces problèmes, les clubs antillais ont longtemps négligé les compétitions de jeunes et le travail de formation. Aujourd'hui encore, à la Martinique, ils ne peuvent accueillir que huit mille des vingt *mille pratiquants du département*; mais, sous l'impulsion de la ligue, la priorité est désormais accordée aux équipes de jeunes. Demain peut-être, le footballeur antillais aura *ainsi appris à préférer le geste effi*cace à la fantaisie technique, l'action collective à l'exploit individuel.

*C'est pourtant un exploit indivi*duel de François Elie, l'arrière central et capitaine du Club franciscain, qui a illuminé l'après-midi des quinze mille Antillais venus à Saint-*Ouen : un tir de 35 mètres qui sur*prit le gardien ajaccien, avec, il est vrai, la complicité d'un faux rebond. Le cinquième et dernier but des Corses n'était plus, dès lors, qu'une péripétie.

GÉRARD ALBOUY.

AUTOMOBILISME

Quarté d'Audi en Suède

Les Audi Quattro ont largement dominé le Rallye de Suède, deuxième épreuve de la saison comptant pour le championnat du monde des conducteurs. Le Finlandais Hannu Mikkola a, en effet, gagné le rallye dimanche 13 février à Karlstad devant le Suédois Stig Blomqvist, le Finlandais Lampi et la Française Michèle Mouton.

Stig Blomqvist, au volant de la nouvelle Audi 80, dotée d'un moteur de 195 chevaux — soit 150 chevaux de moins que le véhicule du vainqueur, — a été un adversaire difficile pour Mikkola sur les routes suédoises moins enneigées que les années précédentes. Il termine à 47 secondes de son camarade d'écurie et devance le Finlandais Lampi de 4 minutes.

Michèle Mouton a fait de son côté une spectaculaire remontée après la panne — commande d'accélérateur — qui a affecté son véhicule dans la première partie du rallye, et qui lui a valu de perdre 5 minutes.

Quatrième du Rallye de Monte-Carlo, le Finlandais Mikkola prend la tête du championnat du monde devant le Suédois Stig Blomqvist, en l'absence du champion du monde en titre l'Allemand de l'Ouest Walter Rohrl.

Avec le Rallye de Suède et le prochain Rallye du Portugal, avec le premier Grand Prix de formule 1, qui doit avoir lieu le 13 mars au Brésil, le début de la saison 1983 a été également marqué par l'ouverture, samedi 12 février à Paris, du quatorzième Salon de la voiture, de la moto de course et du karting.

Un Salon où piaffent les chevaux-vapeur américains

« C'est le R.A.C. ». Paysage verdoyant, propriété privée, les images du Rallye de l'Automobile-Club Royal de Grande-Bretagne défilent sur l'écran du circuit intérieur de télévision. Une Audi Quattro puis une Opel Ascona font de savants dérapages sur la terre battue. L'exclama*tion d'un jeune visiteur du Salon de* la voiture, de la moto de course et du karting ne trompe pas. On est venu en initié à la Porte de Versailles. Frustrés sans doute de voir des *engins aussi* rapides immobilisés, mais ravis pourtant de pouvoir les contempler. Tenus éloignés des circuits, que reste-t-il en dehors des salons à tous ces amoureux des véhicules à deux, à quatre ou même à six roues ?

Les « dragsters » sont les grandes vedettes du Salon. Le phénomène, pourtant, n'est *pas* nouveau *(le Monde* du 10 septembre 1980). Venu de la côte ouest des Etats-Unis, il s'est rapidement propagé dans les pays scandinaves, aux Pays-*Bas*, en *République* fédérale d'Allemagne et en Grande-Bretagne. Fonctionnant au kérosène, au méthanol ou au nitro-méthane, ces engins sont montés sur plusieurs roues, propulsés par un moteur d'avion, et roulent sur 200 ou 400 mètres à des vitesses stupéfiantes.

Les dragsters exposés à la Porte de Versailles tiennent à la fois du classicisme et de l'insolite. Classique, le premier dragster français construit par Alain Lescure, qui ressemble à *une automobile et qui a* parcouru 400 mètres départ arrêté en 7 sec., 14 cent. ; insolite, le « Scorpion », long de près de huit mètres, qui fonctionne avec une tur*bine de moteur Rolls-Royce, d'une* poussée de 8 000 kilos. L'engin parcourt 400 mètres en 6 sec., 40 cent., à une vitesse finale de 418 km/h.

Ces monstres apparaissent en France *en 1980*. L'Automobile-Club de l'Ouest vient d'élargir la piste du Mans pour permettre l'organisation de spectacles à l'américaine. Le premier devrait avoir lieu au mois de septembre prochain.

Autre attraction du Salon : les « customs » venus des Etats-Unis. Ce sont des modèles anciens équipés de moteurs de plus de 500 chevaux perchés sur des roues aux dimensions inhabituelles. Avec leurs carrosseries aux couleurs crues, ils manquent pour le moins de discrétion. Enfin, les « trecker treck », également d'origine américaine, qui sont des tracteurs agricoles transformés en dragsters. Avec une puissance de *1500 chevaux, ils tirent sur 100 mè*tres des charges pouvant aller jusqu'à 18 tonnes.

Est-ce à dire pour autant que ce Salon est celui de l'insolite ? Hormis la Williams à *six roues* — deux à l'avant et quatre à l'arrière — déclarée non conforme à la réglementation à la fin de la saison dernière *par* la Fédération internationale du sport automobile, soucieuse d'améliorer les conditions de sécurité dans les épreuves de formule 1, et la Lotus à double châssis également interdite en 1980, les autres véhicules de course à quatre et deux roues sont ceux-là mêmes qui, en 1982, se sont distingués sur tous les circuits du monde.

On peut y voir la Renault 30-Elf à moteur turbo compressé d'Alain Prost, la MacLaren de l'Autrichien Niki Lauda, la Porsche 956-C championne du monde d'endurance, *la* Rondeau M. 382, que son commanditaire, Otis, présente dans un ascenseur, gagnante aux Mille Kilomètres de Monza et vice-championne du monde.

Présentes aussi les voitures de rallyes : l'Opel Ascona de l'Allemand de l'Ouest Walter Röhrl, la Lancia victorieuse au dernier Rallye de Monte-Carlo, la Renault 5 Turbo, et aussi la Citroën Visa Trophée, la Talbot Samba Rally et la Peugeot 104 *ZS*. Les véhicules du Paris-Dakar — Mercedes et Lada — tiennent une place importante dans ce Salon.

On peut voir également les motos qui se sont distinguées la saison dernière : la Kawasaki de Lafond, gagnante du Bol d'Or, la B.M.W. dotée du célèbre *moteur flat twin* d'Hubert Auriol, vainqueur du dernier Paris-Dakar, la Yamaha de Jean-Louis Tournadre, champion du monde en 250 centimètres cubes. *Enfin une* R. 5 Turbo d'une blancheur immaculée est exposée au stand de l'Ecole supérieure des techiques aéronautiques et de construction automobile (ESTACA). Elle aurait coûté 200 000 francs,et son acheteur,qui n'en a pas encore pris possession, est l'Arabie Saoudite. Renault l'a *baptisée* pour ce Salon « Exercice de style ».

GILLES MARTINEAU.

SKI ALPIN

Doublé de Stenmark

Les Vosges (Markstein) et la Forêt-Noire (Todtnau), où le cirque blanc faisait étape pour la première fois, du 11 au 13 février, ont été favorables au Suédois Ingemar Stenmark. Au Markstein, le Suédois a gagné le premier des deux slaloms spéciaux et a pris la cinquième place du second, enlevé par le Yougoslave Bojan Krizaj. A Todtnau, il a enlevé le slalom géant devant les Suisses Julen et Zurbriggen. C'étaient les soixante-dixième et soixante et onzième victoires en Coupe du monde de Stenmark, qui signait ses troisième et quatrième succès de la saison, grâce auxquels il revenait à la deuxième place du classement général de la Coupe du monde, avec 167 points, derrière l'Américain Phil Mahre (198 points) qui s'est classé troisième, cinquième et quatrième dans les courses de week-end.

Relative satisfaction dans le camp français, avec la treizième place de Canac dans le second « spécial » du Markstein, et la dixième place de Lamotte dans le « géant » de Todtnau.

Les Hautes-Tatras tchécoslovaques recevaient, à Hreblenok, un slalom féminin où l'Italienne Quario s'est imposée pour la deuxième fois de la saison, en devançant la Suissesse Hess et la Polonaise Tlalka. La meilleure Française a été Anne-Flore Rey, classée quatorzième.

Au classement de la Coupe du monde, Hanni Wenzel, du Liechtenstein, reste en tête avec 170 points, devant l'Américaine McKinney (162 points) et la Suissesse Hess (160 points).

ARTS MARTIAUX

Le karaté-ballet

Quelque cinq cents concurrents ont participé, samedi 12 et dimanche 13 février, au stade Coubertin de Paris, à la forme la plus douce et la plus esthétique de karaté, qui comporte deux autres types de compétition, le combat traditionnel (sans protections) et combat-contact (avec protections) : les championnats de France techniques. Fischer chez les hommes et Nicole Sarkis chez les femmes se sont imposés, aussi bien dans la compétition individuelle que par équipe, le premier avec Suhard et Blancard, du club parisien Funakoshi, la seconde avec Gantois et Cilirie, du club guadeloupéen Agam.

Avec les garçons et les filles de moins de dix-sept ans, qui ont dominé leur catégorie, ils ont gagné leur sélection aux championnats d'Europe de *Madrid*, en mai prochain.

Il y avait bal samedi et dimanche porte de Saint-Cloud. Sans flonflon et sans tralala. Au programme, la danse du coup de poing et du coup de pied, par le grand orchestre du karaté. Kimono de rigueur.

Silence dans la salle. Tous les regards se concentrent sur 9 mètres carrés de parquet vert. Un corps se tend comme une lame de ressort. Immobile. Un soupir, presque un cri, jaillit des entrailles. La vapeur est lâchée. Les membres se détendent comme des pistons. Un combat s'engage contre d'invisibles ennemis venus des quatre points cardinaux. Bloque, frappe, esquive, frappe encore... L'espace vide se remplit de fureur. Les assaillants fantômes semblent se matérialiser. *La lutte* fait rage. Fantasmagorie de l'imaginaire : pieds et poings martèlent les ombres qui vont retourner à leur néant. Un dernier soupir. Désarticulé un instant auparavant, le corps retrouve une immobilité marmoréenne, Salve d'applaudissements.

En une poignée de secondes, Fischer et Nicole Sarkis, les karateka-étoiles, font éclater un orage d'émotion. Lui, une boule de nerfs parisienne, *elle*, une liane guadeloupéenne, font de leur art martial un art tout court. Ils sont au-dessus d'un lot quelque cinq cents concurrents. Les vingt-cinq ligues métropolitaines et les départements d'outre-mer ont chacun envoyé à Paris deux concurrents par catégorie d'âge. Après un premier tour, les seize meilleurs sont retenus pour un second *tour qui qualifie* les huit plus brillants pour la finale. Le total des points obtenus dans la réalisation de trois « kata » (enchaînement de coups) différents désigne le vainqueur. *« Les cinq juges, qui sont au moins quatrième dan, notent par dixième de points, de 0 à 10, la stabilité, la puissance, l'équilibre, le rythme, la concentration et le regard durant l'exécution »*, explique Alain Toubas, responsable de la technique à la Fédération de karaté (F.F.K.A.M.A.). *« La démonstration doit dégager une impression de sûreté et d'intensité. »*

Après le karaté traditionnel et le karaté-contact, voilà le karaté technique. *« Cela existe depuis les origines de notre sport. C'est comme les figures imposées en patinage artistique »*, explique le président de la Fédération, M. Jacques Delcourt. *« Organisé sous forme de compétition depuis six ans, le karaté technique rencontre un gros succès chez les pratiquants, car il est dépouillé des risques du combat, tout en conservant son état d'esprit, sa vitesse et sa concentration. »* Des gamins de sept ans se livrent, en effet, à cette gestuelle guerrière avec acharnement et grâce, en toute sécurité.

« Il ne faut pas oublier que la technique est fondamentale. Il n'y a pas de bon combattant qui ne soit aussi un bon technicien », souligne M. Delcourt. Pourtant, ce karaté-ballet reste méconnu. *« On pourrait le rendre plus spectaculaire, mais alors on risque de tomber dans le show. Or nous avons trop souffert du karaté à grand spectacle il y a quelques années pour retomber dans ce travers. »* Les films de Bruce Lee ont popularisé mais déformé l'image du karaté. *« Nous avons eu beaucoup de mal à nous défaire d'une certaine étiquette de violence. On nous prenait pour des loubards ou pour des extrémistes politiques. C'est heureusement terminé. »*

Après bien des réserves, les pouvoirs publics ont consenti à reconnaître le carctère éducatif de cette discipline. *« Depuis deux ans, l'Etat a pris en charge le directeur technique national et cinq cadres techniques. La subvention publique représente 10 % du budget fédéral. »* De nouveauxlocaux cossus, rue de la Tombe-Issoire, sont venus donner à la Fédération une image plus bourgeoise et aux dirigeants une poussée d'orgueil. *« Ce nouveau siège était la preuve que quinze ans d'efforts n'avaient pas été vains et que la période où nous n'avions qu'un strapontin à la Fédération de judo est bien révolue. »*

Cuirasses électroniques

La F.F.K.A.M.A. a maintenant passé la barre des cent mille licenciés. Quelque 15 % d'entre eux sont des cadres supérieurs ou des représentants de professions libérales. Le pourcentage de femmes est analogue, qui sont surtout intéressées par la self-défense. *« A cet égard, c'est de loin le sport le plus efficace, et le titre mondial de Sophie Berger nous a permis d'améliorer considérablement notre impact auprès des jeunes filles. »* La Fédération compte encore vingt mille enfants de moins de quinze ans. Ceux-ci vont bientôt avoir à leur disposition des cuirasses qui leur assureront une protection totale et qui signaleront les coups grâce à des voyants électroniques. Ce sera le karaté-flipper. On n'arrête pas le progrès.

L'objectif de la Fédération est d'atteindre trois cent mille licenciés et sept mille clubs en 1990. L'orga*nisation à Paris d'un grand tournoi* international, à partir d'avril prochain, devrait assurer une promotion favorable à la réalisation de cet ojectif. *« Les quarante-huit meilleurs mondiaux ont été invités. Une formule nouvelle de compétition sera essayée : huit compétiteurs par catégorie de poids répartis en deux poules de quatre. Les spectateurs pourront de la sorte voir plusieurs fois opérer chaque combattant. »* L'éventualité de l'inscription du karaté au programme olympique de 1992, Jeux pour l'organisation desquels Paris est candidate, pourra aussi contribuer à cette expansion.

« C'est le manque de cadres qui sera le plus grand obstacle à la réalisation de ce projet. » Depuis toujours, la Fédération a placé très haut la barre de son enseignement technique. *« Les Japonais ont une quinzaine de grands maîtres, mais le niveau moyen de nos professeurs est équivalent à celui des Nippons. »* D'ailleurs, la Fédération n'a jamais vu d'un très bon œil l'installation des maîtres asiatiques. *« Il y a eu une époque où n'importe quel cuisinier de restaurant chinois s'intitulait grand maître du kung fu et ouvrait un cours. Heureusement, en raison de la situation de l'emploi, l'administration ne délivre plus de permis de travail à ces « maîtres » dont le bagage technique était le plus souvent fort douteux. »*

Maquis des styles et des écoles asiatiques. Les relations avec les arts martiaux cousins, chinois, coréens ou vietnamiens, se sont normalisées. Toutefois, les rapports avec le taekwondo restent tendus. *« Imaginez-vous que tout doit passer par l'attaché militaire de l'ambassade de Corée du Sud. Les instructeurs sont d'anciens militaires et la Fédération internationale, qui est entièrement contrôlée par des Coréens, exige le versement de 50 dollars pour homologuer les ceintures noires. »* Heureusement, les soucis de M. Delcourt sont limités aux quelque dix mille pratiquants de cette discipline. *« Pour le reste, nous n'avons que des sujets de satisfaction. »*

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

GRANDE-BRETAGNE-FRANCE A COSFORD

La Grande-Bretagne a battu la France par 130 points à 115, le 12 février à Cosford, dans une rencontre disputée en salle. L'équipe française masculine l'a emporté sur sa rivale par 71 à 68. Les deux équipes étaient toutefois diminuées par l'absence de nombreux éléments de premier plan. Les deux vedettes de la réunion se sont facilement imposées : le Britannique Sebastian Coe sur 1 500 mètres en 3 min. 42 sec. 60/100 et le Français Thierry Vigneron avec 5,60 m au saut à la perche.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Vingt et unième journée)

Le Mans b. Limoges	92-87
Avignon b. Orthez	89-87
Antibes b. Nice	70-69
Villeurbanne b. Stade français	104-89
Monaco b. Caen	71-67
Mulhouse b. Reims	88-81
Tours b. Vichy	113-90

Classement. — 1. Limoges, 55 pts ; 2. Le Mans, 53 ; 3. Orthez, 52 ; 4. Antibes, 50 ; 5. Tours, Villeurbanne, 47 ; 7. Stade français, 45 ; 8 Avignon, 41 ; 9. Caen, 40 ; 10. Monaco, 35 ; 11. Reims, Vichy, 33 ; 13. Nice, 30 ; 14. Mulhouse, 27.

Football

COUPE DE FRANCE

(Trente-deuxièmes de finale)

Division I entre eux

Saint-Etienne b. Auxerre	1-0
Lyon b. Sochaux	3-2

Division I contre division II

Laval b. Nîmes	2-0
Lens b. Grenoble (prol.)	1-0
Monaco b. Cann. (prol., 5-4)	0-4
Metz b. Reims	3-0
Strasbourg b. Thonon	2-0
Rouen b. Châteauroux (prol.)	2-1
Toulouse b. Rennes	1-0

Division I contre division III

Nantes b. Melun	1-0
Bordeaux b. La Rochelle	4-0
Paris-St-Germain b. Chaumont	2-0
Nancy b. Saint-Dizier	2-0
Bastia b. Orange (prol., 4-1)	0-0
Mulhouse b. Tavaux	1-0
Brest b. Poitiers	3-0
Lille b. Hazebrouck	2-0

Division I contre division IV

Tours b. Niort (prol., 3 pen. à 0)	0-0

Division II entre eux

Racing Paris 1 b. Viry	2-0
Abbeville b. Dunkerque	1-0
Le Havre b. Orléans	3-1
Marseille b. Limoges	2-1
Guingamp b. Angers	1-0

Division II contre division III

Toulon-Sète (remis).

La Roche-sur-Yon b. Libourne	2-1

Martigues-INF Vichy (remis).

Division II contre division IV

Neufchâteau b. Red Star	2-1

Division III entre eux

Maubeuge b. Calais	2-0

Division III contre division IV

Baume-l.-Dames b. Dijon (prol.)	2-1

Division III contre honneur

Lorient b. Montmorillon	3-0
Gazélec Ajaccio b. C. Franciscain	5-1

Division III contre promotionnaires

R.C. Paris b. Cambrai	2-1

(Les clubs de division supérieure sont en caractères gras.)

CHAMPIONNAT D'EUROPE FÉMININ

L'équipe de France, qui a battu celle du Portugal par 2 à 0 le 12 février à Pauillac, conforte sa première place *dans le groupe III* du premier Championnat d'europe féminin.

Judo

TOURNOI DE ROME

L'équipe de France, composée de Doret, Rey, Dyot, Gibert, Cann, Bonelli et Parisi, a gagné le Tournoi international de Rome, auquel participaient *les* équipes d'Italie, de R.F.A., du Japon et de San-Marin. En finale, l'équipe de France s'est imposée face au Japon grâce aux victoires de Thierry Rey sur Koreda et d'Angelo Parisi sur l'énorme Masaki (160 kg).

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Quatorzième journée)

Poule A

Agen b. *Boucau	9-6
*Angoulême b. Narbonne	7-6
*Nice b. Tulle	10-6
*Oloron b. Racing	12-6

*Nîmes-Carcassonne (remis).

Classement. — 1. Agen, Narbonne, 36 pts ; 3. Nice, 35 ; 4. Angoulême, 30 ; 5. Oloron, 27.

Poule B

*Biarritz b. Mont-de-Marsan	40-9
*Lourdes b. Toulouse	3-0

*Béziers-Bayonne (remis).
*Toulon-Auch (remis).
*La Voulte-Montauban (remis).

Classement. — 1. Biarritz, Lourdes, 30 pts ; 3. Toulouse, 29 ; 4. Béziers, Montauban, 28.

Poule C

*La Rochelle et Aurillac	6-6
*Grenoble b. Bègles	45-6

*Albi-Bourgoin (remis).
*Castres-Tarbes (remis).
*Montferrand-Tyrosse (remis).

Classement. — 1. Grenoble, 34 pts ; 2. Tarbes, 33 ; 3. Aurillac, 30 ; 4. Bègles, 26 ; 5. Castres, Tyrosse, La Rochelle, 25.

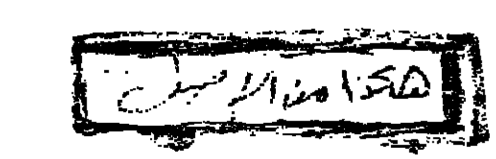
Poule D

*Romans. b. Valence	20- 3
Brive b. *Aire	14- 3
*Dax b. Bourg	29-14

*Perpignan-Graulhet (remis).
*Bagnères-Pau (remis).

Classement. — Dax, 32 pts ; 2. Graulhet, 31 ; 3. Pau, 30 ; 4. Bourg, 29 ; 5. Brive, 28.





culture

COLLOQUES

QUATRE CENTS INTELLECTUELS EN SORBONNE

M. MITTERRAND : *Inventer la civilisation du travail*

M. François Mitterrand a lancé dimanche, au nom de la France, un appel solennel à tous les créateurs et chercheurs à s'associer pour surmonter la crise et préparer la civilisation à venir. Le chef de l'Etat a déclaré : *« Finie l'époque où savant et artiste, campant sur le même territoire, s'ignoraient l'un l'autre »*, et a prôné une *« alliance féconde »* entre l'art et la science qui *« répète celle de la Renaissance et de l'Encyclopédie »*. *« Notre tâche*, a insisté le président de la République, *est d'inventer d'autres finalités, une civilisation du travail qui ne sépare plus la vie de l'esprit, mais qui réunifie l'homme, jusque dans son quotidien. »*

« Il ne peut y avoir de développement sans invention, sans risque, sans intelligence. L'homme ne pourra plus accepter de travailler sans créer ni participer aux décisions », a assuré M. Mitterrand. *« Il appartient aux créateurs*, a-t-il ajouté, *de reprendre dans nos sociétés leur rôle d'initiation et d'interpellation.* Evoquant la crise de notre société, M. Mitterrand a dénoncé *« l'erreur des théories économiques qui reposent sur l'espoir d'un retour à la croissance sous ses formes anciennes »* [alors que] *le plein emploi sera fondé sur des données nouvelles, partage du savoir et partage du travail... »*

Le chef de l'Etat a fustigé les *« doctrinaires de l'économie »*, déclarant que *« le libéralisme conduit à la faillite du système qu'il entend protéger »* et que *« le dirigisme d'Etat, la bureaucratie appliquée, sont des systèmes engourdis qui répètent sans fin les notions fanées du siècle précédent »*.

« Après les saisons du dogme et de la répétition revient le temps de l'invention ; là réside l'ambition du projet français : investir dans la formation technologique et investir dans la création artistique et intellectuelle (...) ce projet résulte d'une conviction : les industries de la culture sont les industries de l'avenir, investir dans la culture, c'est investir dans l'économie. »

Des initiatives Nord-Sud

Evoquant le fossé qui sépare les pays industriels des autres, M. Mitterrand a indiqué que la France prendrait *« avant l'été »* des initiatives pour la remise en état de l'ordre monétaire, le soutien des cours des matières premières, l'autosuffisance alimentaire et la production de ressources énergétiques diversifiées. *« Les pays industrialisés et les autres se sauveront tous ensemble ou personne »*, a conclu le chef de l'Etat.

L'Internationale et l'imaginaire

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, après la déroute des économistes, ceux qui créent *« les œuvres de beauté »* (Karl Marx) sont *au contraire « en première ligne »*, comme le soulignait le metteur en scène ouest-allemand Volker Schlondorff.

Ont-ils pour autant des solutions *toutes prêtes ? Non. Tout au plus*, pour le moment, des *« doutes à confronter »*, comme le notait Jacques Attali, conseiller spécial de l'Elysée, qui fut l'un des principaux animateurs français des deux journées. Et peut-être quelques *« intuitions »* dont celle – exprimée principalement par des Anglo-Saxons de divers bords, de Sean MacBride à l'écrivain new-yorkais Susan Sontag, en passant par le dramaturge ouest-allemand vivant à New-York, Max Frisch, le sociologue américain Norman Birnbaum, ou l'écrivain israélien Amos Kenan – que la foi en la création culturelle célébrée en France depuis mai 1981 comme l'un des moyens de dominer la crise et même d'en tirer parti en tant qu'éperon de l'*intelligence, n'était peut-être pas la* plus mauvaise voie.

Susan Sontag a nié avec vigueur que l'absence d'une politique culturelle du gouvernement, ce qui est le cas aux Etats-Unis, soit bénéfique car *« alors ne subsistent plus que les formes d'art commercialement rentables »*. Susan Sontag trouve d'ailleurs que l'Europe *« surestime beaucoup la culture américaine »*. Ses nombreux compatriotes présents, comme le prix Nobel d'économie Wassily Leontieff, les écrivains William Styron ou Norman Mailer, ou les cinéastes Sydney Lumet, Allan Pakula ou Francis Ford Coppola, ne l'ont pas contredite. De même, l'assemblée a été d'accord pour rejeter la culture d'Etat tout en paraissant estimer, avec Jacques Attali, que la politique culturelle de l'Etat pouvait établir *« l'harmonie entre la création et le développement »*.

Aucune proposition concrète d'application immédiate n'a été présentée, en dehors de la suggestion du romancier britannique Graham Greene (quatre-vingt-un ans) de créer un fonds international pour publier et traduire les auteurs des pays déshérités ou parlant des langues rares. Mais les semences d'une réflexion à l'échelle mondiale ont été lancées dans la perspective des États généraux de la culture qui doivent regrouper à Paris, à l'automne 1984, non pas cette fois des créateurs, mais des représentants des gouvernements du monde entier.

Il appartient maintenant aux hommes et aux femmes qui se sont rencontrés en Sorbonne sur l'idée que l'imagination peut être plus forte que la crise, de s'employer à donner corps chez eux à ce message. *« C'est bien le moindre des choses que les gens de culture aident à résoudre une crise dont ils sont les premiers responsables. »* Telle a été en tout cas la conclusion *in petto* de Youssef Chahine..

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Entendu rue des Écoles

Quatre cents célébrités de l'esprit réparties en commissions, séances plénières, couloirs et pas perdus durant deux jours rue des Écoles, c'est à ne plus savoir où donner de l'oreille : de tous côtés partent aphorismes, conseils, jugements et autres flèches...

– « L'intelligentsia française aime dire non : à bas tout et vive rien ! Elle ne vit pas sa doctrine » *(Léopold Sedar Senghor, poète et ancien président du Sénégal)* ;

– « La France est le seul pays qui dans la crise s'est rendue compte de l'importance des valeurs morales et culturelles mais elle est aussi... la troisième puissance exportatrice d'armes du monde » *(Sean MacBride, fondateur d'Amnesty International en 1961)* ;

– « Que Dieu nous garde d'un monde qui ne serait plus peuplé que par l'homo cocacolens » *(Joseph Ki-Zerbo, historien voltaïque)* ;

– « Quatre-vingts pour cent des programmes télévisés italiens viennent des États-Unis. La dalassomanie est générale. Les enfants italiens ne connaissent plus l'histoire de leur pays ni celle de l'Europe » *(Ettore Scola, cinéaste italien)* ;

– « Il faut inclure les droits de l'homme et la culture dans les conventions économiques internationales, par exemple, celle de Lomé qui unit l'Europe et l'Afrique » *(Maria-Antonietta Macciocchi, écrivain, député à l'Assemblée européenne)* ;

– « Il faut à tout prix préserver ce lien qu'est la francophonie en Méditerranée et qui pourrait servir au dialogue arabo-israélien » *(Chlomo Reich, écrivain israélien)* ;

– « On ne consomme pas la culture, on en jouit ». *(Hélène Cixous, écrivain)* ;

– « L'artiste est à la pointe du développement et non pas l'ingénieur » *(John Kenneth Galbraith, économiste américain)* ;

– « Toute culture digne de ce nom est mobile, contradictoire (...) composite et héritière » *(André Miquel, professeur au Collège de France)* ;

– « Le commerce des esprits est impossible sans le commerce des épices » *(Didier Motchane, secrétaire national du parti socialiste, chargé de l'action culturelle)*.

J.-P. P.H.

ROCK

ABC au Casino de Paris

« La seule difficulté que nous rencontrons en tournée, avouera le saxophoniste d'ABC après le concert de Lyon au Palais d'hiver le mercredi 9 février, *c'est de réunir tout le monde le matin. Chaque fois, ça tient du miracle. »* On l'imagine aisément. Sur des modules, à des niveaux différents, ils sont quinze sur scène : les quatre d'origine – Martin Fry (le chanteur et leader), David Palmer (le batteur), Stephen Singleton (le saxophoniste), Mark White (le guitariste) – augmentés d'une section de six cordes, d'un bassiste, de deux claviers et de deux cuivres. Les filles en robes noires, les garçons en costumes noirs pailletés argent qu'ils troquent dans la seconde moitié du show pour des costumes lamés or, le spectacle est total, superbe. L'image est partie prenante de la musique et ABC la prend en charge de A à Z. Mais la nostalgie s'arrête à la musique : des mélodies pop entêtantes, superbement orchestrées et étoffées par des arrangements sophistiqués. La rythmique est marquée, elle invite à la danse et se prête au format des discothèques. Sur la scène, Martin Fry joue la carte du crooner et n'hésite pas, à l'entracte, à introduire une ambiance cabaret, accompagné d'un seul piano. *« Le funk ? C'est Bill Haley, non ? Nous n'avons rien de commun non plus avec les groupes noirs américains, genre Cameo,* dit-il. *ABC, c'est plutôt une mixture de plusieurs influences »*. Là-dessus, il reste vague. C'est pourtant ça, ABC, une mixture, joliment enveloppée et étudiée dans ses moindres détails. Une espèce de soul stylisée, aux intentions élégantes parfumées.

ALAIN WAIS.

★ Ce lundi 14 février, à 19 h 30, au Casino de Paris. Discographie chez Phonogram.

John Cale au Palace

C'est seul, avec une guitare acoustique, qu'il entreprend une tournée, John Cale, *qu'on a connu* avec diverses formations furieusement électriques *et délibérément éclectiques.* John Cale qui a enregistré l'un des plus beaux disques de l'année passée, à la fois somptueux et minimaliste, sombre et excentrique, d'une pureté étonnante et presque inattendue en ces temps de compromis.

Bien sûr, outre sa carrière solo, qui a donné quelques rares albums de référence, *on se souvient de lui comme* de l'un des membres mythiques du Velvet Underground. Bien sûr, on se rappelle de cette réunion unique avec Lou Reed et Nico l'espace d'un concert magique au Bataclan au début des années 70. Déjà, ils avaient joué acoustique, Lou Reed à la guitare et lui, à l'époque, au violon. Même sans décibels John Cale est capable d'urgence *et de trépidations. Il n'a nul besoin,* lui, de support pour faire passer ses climats *à la lisière du désespoir et sa* poésie urbaine. Bien sûr, John Cale est une *légende* définitivement liée à New-York, mais comment savoir si la fragilité et la mise à nu d'une création intimiste (comme elle ne l'a jamais été auparavant) peuvent avoir encore prise sur le public. Cet homme est l'un des derniers héros qui ne sacrifie pas à la boulimie de la consommation et de la surenchère. – A. W.

★ Ce lundi 14 février, à 21 h 30, au Palace ; le 15, à Clermont-Ferrand ; le 16, au Palais d'hiver de Lyon ; le 17, à Montpellier (salle de Castelnau). Discographie chez Phonogram.

■ **Un préavis de grève « permanent illimité », à partir du 14 février, a été déposé dans les cinq théâtres nationaux de Paris par le syndicat national des professionnels du théâtre et de l'action culturelle (Synpta-C.G.T.). Cette grève, qui interviendra par arrêts de travail surprises, est motivée par les revendications non satisfaites concernant notamment les salaires, les primes d'ancienneté, une convention collective unique des théâtres nationaux...**

■ **Une fête du cinéma rassemblera à Trappes, Yvelines, du 14 février au 27 mars, un cycle de manifestations réparties en trois chapitres : une exposition qui conduira des origines du cinéma à la nouvelle vague, des animations sur des thèmes fixes (Max Linder, le parlant, etc.), et sur l'histoire du cinéma, ainsi qu'un choix de films pour enfants et des œuvres récentes comme *Danton* de Wadjda et *Cap Canaille* de Juliet Berto, inédit.**

MUSIQUE

LE 13 FÉVRIER 1883, WAGNER

Mort à Venise

Le centenaire de la mort de Richard Wagner est célébré dans toute l'Europe par des concerts, des festivals, des expositions. A Bayreuth, Pierre Boulez a dirigé au Théâtre des Margraves, le dimanche 13 février au matin, un concert commémoratif, retransmis l'après-midi en France par France-Musique. La même station diffusait le même soir un enregistrement inédit du *Crépuscule des dieux*, dirigé en 1950 à la Scala de Milan par Wilhelm Furtwaengler, avec Max Lorenz et Kirsten Flagstad. Sauf un concert à la salle Pleyel, qui présentait également jusqu'au 15 février une exposition sur le compositeur, la France est restée relativement discrète, tandis qu'en Allemagne presse, radio, télévision, accordaient une large place à cet anniversaire, outre de nombreux concerts dans plusieurs grandes villes.

Il y a cent ans, le 13 février 1883, mourait à Venise – la ville de Monteverdi, Vivaldi, Albinoni, Marcello, qu'il a totalement ignorés, – le plus germanique des compositeurs, Richard Wagner. Venise où plus tard Serge de Diaghilev et Igor Stravinski voudront reposer, et dont il disait qu'elle était comme *« gonflée du calme où se complaisent l'amour et la mort »*.

Sans qu'il l'ait vraiment choisie, *cette fin n'est-elle pas symbolique* d'un musicien dont la Tétralogie *s'achève par le retour de l'anneau du* Nibelung au Rhin, ultime geste d'amour de Brünnhilde, comme jadis le Doge jetait son alliance dans la lagune en disant : *« Mer, nous nous unissons à toi* (1) » ? La mer, l'amour, la mort, trois thèmes noués dans son œuvre du *Vaisseau fantôme* à ce *Tristan* qu'il composa en grande partie à Venise.

Peu de musiciens ont autant aimé l'Italie ; il y fit neuf séjours, souvent très longs, et en subit profondément l'influence. C'est en 1852 qu'il découvrit la lumière du Sud et en revint *avec la « la nostalgie d'un je ne sais quoi de lointain qui donnerait à ma vie une autre direction »*. En 1853, à La Spezia, il vit *« avec une clarté visionnaire le prélude de l'Or du Rhin, la naissance de la musique de la Tétralogie »*.

Les noces de Wagner avec Venise ne se scelleront qu'en 1858. Il vient de quitter les Wesendonck et sa femme Minna auprès desquels la vie est devenue intenable. C'est là, au palais Giustiniani, qu'il va écrire le chant d'amour du deuxième acte de *Tristan et Isolde*, inspiré par Mathilde Wesendonck, prélude au chant de mort. Comme un pressentiment, sa *première impression est funèbre : « La vue de la gondole m'effraya grandement. Malgré tout ce que j'avais entendu de ces embarcations peintes noir sur noir, lorsqu'il me fallut me glisser sous le drap noir, véritablement, je me crus dans un convoi de pestiférés. »* Et ce sont plus tard les chants de gondoliers qui *« m'ont peut-être suggéré les sons plaintifs et traînants du chalumeau, au commencement du troisième acte »* (de *Tristan*).

Il écrit dans son *Journal pour Mathilde : « Venise, Grand Canal, piazzetta, place Saint-Marc, un monde éteint. Tout devient objectif comme une œuvre d'art. Je me suis installé sur le Grand Canal dans un immense palais. (...) Ici j'achèverai* Tristan *en dépit des fureurs du monde. Héroïque Tristan, héroïque Isolde, aidez-moi, aidez mon ange ! Saignez ici de toutes vos plaies ; vos blessures guériront. C'est d'ici que le monde apprendra la sublime détresse du plus haut amour, les plainte du plus douloureux ravissement. »*

En même temps, il conçoit le personnage de Kundry pour *Parsifal*, comme *« une femme étrange et démoniaque qui devient toujours plus vivante dans mon esprit et me fascine »*, et rêve des *Vainqueurs* (projet qui reviendra à chacun de ses séjours), un drame bouddhiste de l'homme complètement libéré, détaché de toute passion, car Venise est pour lui le lieu hors du monde où son génie flambe, se consume et se libère.

Il en sera ainsi lors du prochain passage de Wagner, en 1861, où il retrouve les Wesendonck, parfaitement unis et délivrés. Il découvre, comme l'écrit cruellement Gregor-Dellin, qu' *« en vérité Isolde n'avait jamais trompé le roi Marke et s'était retirée dans ses appartements pour se contenter des chansons d'amour de Tristan, tandis que le héros s'en était allé et soignait sa blessure »*.

Avec eux il visite les musées, non *sans ennui, mais tombe en arrêt à* l'Academia devant l'immense *Assomption* de Titien *« qui me fit éprouver une sensation artistique extraordinaire et me rendit brusquement toute ma force vitale. Je résolus d'écrire* les Maîtres Chanteurs ». Etonnant raccourci, mais qui marque bien que la purgation des passions accomplie par *Tristan*, vérifiée à Venise, devient, par le renoncement de Hans Sachs, un nouveau départ vers l'œuvre glorieuse du « saint art allemand », une nouvelle « assomption » sous les auspices de Titien et de la Madone céleste (alias la femme inaccessible)...

Wagner ne retournera plus à Venise pendant quinze ans. Il vient en *famille une semaine en 1876*, après la création de *l'Anneau du Nibelung* à Bayreuth, sans événements marquants (sinon un pèlerinage à *l'Assomption*), trois semaines en 1880, (*« nous allons faire nos dévotions à* l'Assomption »), quinze jours en avril 1882 (toujours *l'Assomption*) pendant lesquels Cosima dit curieusement qu'elle aimerait mourir à Venise. Et les époux fixent leur choix *pour l'automne prochain sur la mezzanine* du palais Vendramin-Calergi, *qui appartient au comte* de Chambord, sur le Grand Canal.

La gondole funèbre

Ils s'y installent le 18 septembre après la création de *Parsifal* à Bayreuth où, sans cesse en proie aux crises d'angine de poitrine, Wagner est apparu *« épuisé, brisé, abattu, un vieil homme désespéré »*. Le 25 août, il dit à Cosima qu'il ne souhaite plus qu'une chose : la mort. Et le 9 octobre, à Venise : *« Pour supporter la vie, il faudrait être mort. »*

Derniers mois sinistres : « Il vivait sur son passé et celui-ci l'envahissait. » Liszt, arrivé le 19 novembre, écrit une pièce pour piano, *la Gondole funèbre*. Le beau-père et le gendre cohabitent difficilement. Le 10 janvier 1883, Wagner écrit à Louis II que *Parsifal* est *« est une œuvre d'adieu au monde, d'adieu à la vie »*.

Pourtant, l'existence quotidienne, telle que la relate Cosima offre de nombreux répits et *« de temps à autre quelque chose s'embrase, comme dans un feu à demi éteint »*. Il songe *à remanier Tannhäuser*, à écrire des symphonies en un seul mouvement (*qui ressemblent étrangement* aux poèmes symphoniques de Lizst), *dont il a indiqué quelques sujets* l'année précédente *(Tristan, Roméo et Juliette, Brünhilde, Wieland le forgeron)*.

Mais ses dernièrse pensées seront pour les femmes, la femme qui a été le moteur essentiel de son inspiration. L'avant-veille de sa mort, il dit à Cosima : *« Toutes mes femmes défilent maintenant devant moi »*, et il commence à écrire un essai *Sur l'élément féminin dans l'être humain* où il entend démontrer que *« la provenance des races nobles, issues des races inférieures, pourrait être expliquée par l'apparition de la monogamie »*, le lendemain soir, il joue le thème de *l'Or du Rhin* et, une fois couché, murmure : *« Je les aime bien, ces êtres soumis, ces êtres des profondeurs, ces langoureux »* (là s'arrête définitivement le *Journal* de Cosima), en pensant aux filles du Rhin.

Au matin, il se remet à son essai et les *derniers mots qu'il écrira sont : « L'émancipation de la femme ne procède et ne progresse que par convulsions extatiques. Amour – tragique »*, la vraie signature de son œuvre.

Une violente dispute entre les époux, restée mystérieuse, mais sans doute au sujet de la visite d'une jeune cantatrice, Carrie Pringle, devait déclencher la crise fatale. A 1 heure de l'après-midi, Cosima se mit au piano (ce qu'elle n'avait jamais fait en présence de son fils Siegfried) et joua *l'Éloge des larmes* de Schubert. A 2 heures, toujours assis à son bureau, Wagner se mit à étouffer. A 3 heures, il était mort. C'était le 13 février 1883.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Rapprochement fait par Martin Gregor-Dellin *Richard Wagner*, Éd. Fayard, 810 pages.).

Le Carnaval funèbre

C'est dans la Venise du Carnaval, masquée, aux places résonnantes de music disco, qu'a été célébré, non sans paradoxe, le centième anniversaire de la mort de Richard Wagner. Une coïncidence qui, au demeurant, ne faisait que répéter l'histoire : le Carnaval étant parmi les ultimes images de Venise que Wagner ait emportées dans la mort, comme en témoignent ses lettres dans lesquelles il évoque les masques de San-Marco. Le Carnaval était jusque dans la salle du Théâtre de la Fenice le soir où l'on donnait Parsifal *: une œuvre qu'en Allemagne on écoute avec une telle vénération qu'on s'abstient d'applaudir à la fin (sinon lorsque s'achève la seconde partie, comme Wagner le fit lui-même) et qui, cette fois, fut représentée sous la direction de Gabriele Ferro, face à un parterre parsemé d'arlequins.*

Wagner et Venise, cette ville, dont il disait qu'elle ne pouvait être comparée à aucune autre, mais dont les gondoles noires l'inquiétaient comme de sinistres présages de mort. C'est cette étrange relation qu'évoque l'exposition qui se tient dans le palais Vendramin-Calergi où il mourut. Là aussi le temps est passé : le palais est devenu le casino municipal. Un des plus beaux palais du Grand Canal, il date du quinzième siècle et sa façade est l'œuvre de l'architecte Mauro Codussi. Wagner y occupait un appartement à l'entresol. Il avait choisi cette demeure au printemps 1882 et s'y était installé le 17 septembre. Quatre sur les douze pièces qui composent l'appartement ont été récupérées par la municipalité (elles étaient, il y a encore quelques mois, des bureaux du casino). La chambre où mourut Wagner dans les bras de sa femme Cosima contient quelques meubles que la tradition a légués comme figurant dans le palais au moment où le compositeur vécut, mais qui ne sont pas les siens : ceux-ci furent transférés à Bayreuth, sur ordre de Louis II de Bavière. Un piano ouvert, décoré d'un bouquet de roses roses, est au centre de la pièce.

La chambre donne sur un petit jardin mélancolique, avec sa grille ouvrant sur cette « voie d'eau et de pierres » *qu'est le Grand Canal. Ce* « petit jardin qui le mettait toujours de bonne humeur, comme le spectacle des gondoles passant sur le canal », *note Cosima dans son journal le 12 septembre 1882. Cosima veilla, ici, la dépouille de Wagner pendant vingt-cinq heures, avant qu'elle ne soit placée dans un cercueil de cristal, lui-même enfermé dans trois autres cercueils. D'Annunzio, avec la grandiloquence qui lui est propre, la décrira Cosima près du cercueil comme* « la femme au visage de neige ». *Le 12 février, à 2 heures, sous un ciel bas et gris, au cours d'une cérémonie digne du sens dramatique de Cosima, trois gondoles noires quittèrent le palais Vendramin, pour ramener la dépouille du compositeur vers la Bavière.*

C'est Cosima, mais aussi Mathilde Wesendonck, deux femmes qu'aima Wagner et qui sont liées, indirectement pour la seconde, à Venise, que les organisateurs du centenaire de la mort du compositeur ont cherché à évoquer en faisant jouer au théâtre de la Fenice, le soir du 13 février, quatre morceaux qui leur furent dédiés. Le même jour, à midi (trois heures avant la mort il y a cent ans de Wagner), dans une salle du palais Vendramin – prosaïquement devenue une salle de jeu de chemin de fer – le pianiste Michele Campanella avait exécuté cette Gondole funèbre *de Liszt, composée en décembre 1882, précisément au palais. Un morceau funèbre qui sonne comme un présage : Liszt, le père de Cosima, avait séjourné à Venise quelques semaines avant la mort de Wagner.*

La journée Wagner a été aussi marquée par une représentation inédite à la Fenice : le Parsifal Idyll, *par la troupe de marionnettes Lupi de Turin. Il ne s'agissait pas là d'une extravagance. Il avait, en effet, été question, dix ans après la mort du musicien et avec l'accord de Cosima, de présenter à Paris ce « Parsifal » pour marionnettes sur un livret en français. Il l'a été, mais à Venise, et en 1983, avec un tel souci de respect des intentions de Wagner que, comme celui-ci l'avait voulu, des parfums de rose ont été, à cinq reprises, dispersés dans la salle.*

PHILIPPE PONS.

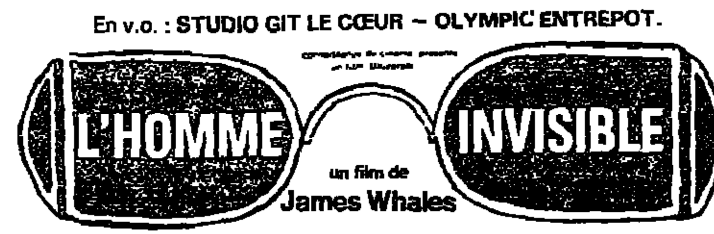
JAZZ

Mort du pianiste Eubie Blake

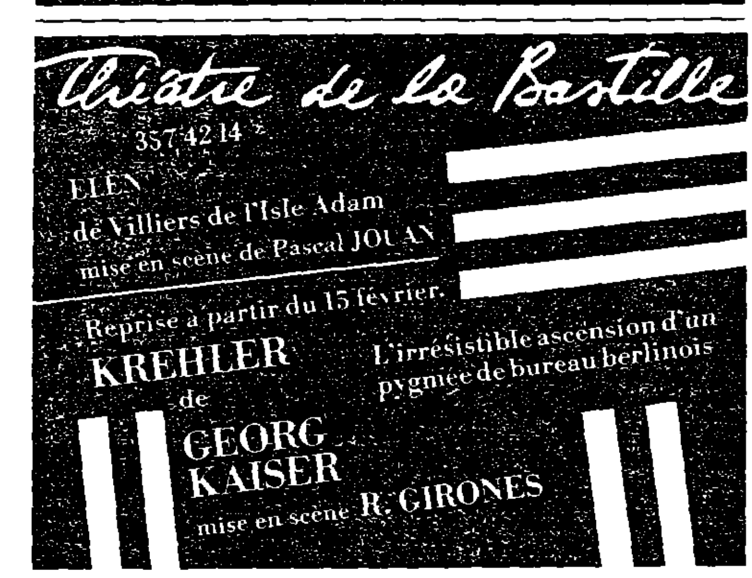
Le pianiste américain Eubie Blake est mort le 12 février à son domicile de New-York, il était âgé de cent ans et cinq jours.

[Né à Baltimore le 7 février 1883, James Hubert-Eubie Blake commence à jouer du ragtime à l'âge de douze ans. A seize ans, il compose son premier succès et rencontre Noble Sissle, découvreur de vedettes noires – y compris Lena Horne –, parolier qui le fait parvenir jusqu'à Broadway. En 1921 Eubie Blake connaît un grand succès avec *Shuffle*, une comédie musicale dont la chanson *I'm just wild about Henry* devient le jingle d'Harry Truman pour sa campagne présidentielle. Pendant la dépression, entre 1929 et 1939, Eubie Blake doit se replier sur les night clubs et le chômage, jusqu'à ce que le film *l'Arnaque* remette le ragtime à la mode. Il enregistre alors deux disques, participe aux festivals de Newport et de Berlin. En 1979, à plusieurs reprises, il monte sur scène et joue du piano dans la comédie musicale qui lui est dédiée, *Eubie*. « *Jusqu'au dernier moment, il est resté alerte* », a déclaré son avocat en annonçant sa mort.]

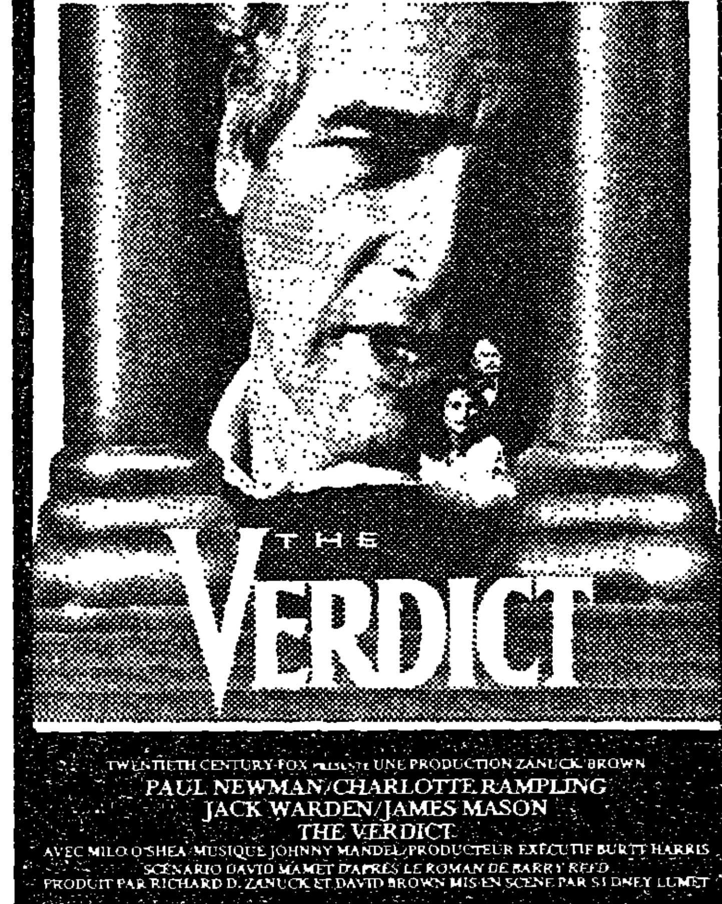
En v.o. : STUDIO GIT LE CŒUR – OLYMPIC ENTREPOT.







MERCREDI



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

ARGENT MON BEL AMOUR – Danton (261-69-14), 21 h.
MELODY BLOOM – C.I.S.P. (343-19-01), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

SALLE FAVART (296-06-11) : 19 h 30 : l'Amour des trois oranges.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) : 20 h 30 : Intermezzo.
BEAUBOURG (277-12-35). Débats-Rencontres Musée : 18 h 30 : « Des écritures scéniques contemporaines » ; Cinéma-vidéo : Nouveaux films B.P.I. à 13 h : Les Lieux de V. Woolf ; à 16 h : Série introduction à la musique contemporaine. Musique et modernité ; à 19 h : Le chant des fous ; Orphans of the Storm ; 20 h 30 : Concerts : Le concept de recherche en musique ; 20 h 30 : Ensemble 2e2m.

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : Moi.
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMEDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : la Nuit des alligators.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : Match d'impro.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : Six heures au plus tard ; II. 18 h 15 : Eden cinéma ; 22 h 15 : Troubadours de Pendule.
MARIGNY, Salle Gabriel, (225-20-74), 21 h : l'Education de Rita.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 30 : Rencontres du Palais-Royal.
POCHE (548-92-97), 21 h : le Butin.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : Soi : je m'égalomane à moi-même.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Portraits d'amis ; 20 h 30 : Yes, peut-être ; 22 h : Voyageur vers les ombres vertes.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h ; Pas de fantaisie dans l'orangeade.
THEATRE DE L'EPICERIE (272-23-41), 18 h 30 : Guide des convenances 1919 ; 20 h 30 : Conte cruel.
THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : *Le Mal court* ; 22 h 30 : Donnez-moi signe de vie.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h, le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51) 19 h 30 : Sur une île flottante.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier. – II : 20 h 15 : Philippe Ogouz tout a changé ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I : 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II : 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Une goutte de sang dans le glaçon.
LE FANAL (233-91-17) 20 h : la Musica ; 21 h 15 : Étoiles rouges.
LA GAGEURE (367-62-45), 22 h : la Garçonne.
POINT-VIRGULE (278-67-03) 20 h 15 : Tranches de vie ; 22 h 30 : Elle voit des géants partout.
SENTIER DES HALLES (236-37-27) 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h : Autant en emporte le banc.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48) 18 h 30 : Le joueur de saxo ; 20 h 30 : Sautons français ; 21 h 30 : *Les huîtres ont des bérets.*

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45) 21 h. : A la Courte-Paye.
THÉATRE DES DEUX ANES (606-10-26) 21 h. : A vos Ronds... Fisc.

La danse

A DEJAZET (887-97-34) 20 h 30 : J. Gandi.

Le music-hall

ESPACE CARDIN (266-17-30) 20 h 30 : P. Barouh.
LUCERNAIRE (544-57-34) 22 h 30 : J. Humenry, J. Ada.

SALLE GAVEAU
Jeudi 17 février, à 20 h 30
KAMMER ORCHESTER
TIBOR VARGA
Detmold – Allemagne Fédérale
Soliste : YEVGENI MALININ, piano
(Moscou)
Direction et soliste : TIBOR VARGA, violon
BACH, SAINT-SAËNS, MENDELSSOHN, CHOSTAKOVITCH



LOCATION 874-76-99 et Agences

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 14 février

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : Quatuor Gabriel-Pierné, J.-C. Fohrenbach : 21 heures : N. Maison, C. Lupovici (Mozart, Schubert).
RANELAGH, 18 h 30 : Musiques traditionnelles malgaches.
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h 30 : G. Kremer, A. Schiff (Schumann, Schubert, Strauss).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : V. Eresco (Rachmaninoff, Chopin).
ATHENEE, 21 h : Sh. Verret, W. Wilson (Haëndel, Schumann, Hall...).
CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h 30 : R. Collard, L. Indergaard.
EGLISE DE LA TRINITE, 20 h 45 : orchestre et chœur franco-allemand, dir. Ch. Kuhlewein (Bach).
CITE INTERNATIONALE, Grand théâtre, 20 h 30 : Musique populaire et liturgique russe.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : G. Collier's London Allstars.
ELDORADO (208-45-42) 21 h : Pat Metheny.
PALACE (246-10-87) 21 h : J. Cale.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : VSOP Ragtime.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : F. Bourrec, B. Richard, Ph. Drouillard, L. Cokelaere, L. Rouah.

En région parisienne

IVRY-sur-Seine, Théâtre (670-15-71), 20 h 30 : Bad-lands.
VINCENNES, Th. D. Sorano (374-73-74), 21 h : le Cormoran de Bougainvillé.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
21 h, Hommage à L. Comencini : l'Imposteur.

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h, Gribiche, de J. Feyder ; 17 h, Opium, de R. Stevenson ; 19 h, Hommage à D. W. Griffith : les Deux Orphelines.

Les exclusivités

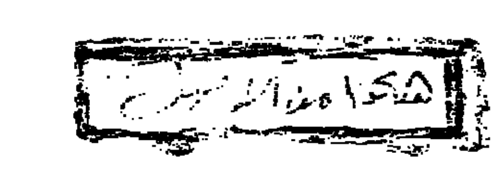
A LA RECHERCHE DE LA PANTHÈRE ROSE (A.) V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; P.L.M.-St-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) Rio-Opéra, 2e (742-82-54).
AMITYVILLE II (LE POSSEDE) (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
ANNIE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
ANTONIETA (Fr.-Mex., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap.) : Richelieu, 2e (233-56-70). – V.f. : Templiers, 3e (272-94-56) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – (V.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).
LE BATTANT (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (544-25-02) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Pathé, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
BLADE RUNNER (A.) (*) (v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).).
LA BOUM 2 (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LE BRACONNIER DE DIEU (Fr.) : Gloria, 18e (627-60-20).
BRISBY, LE SECRET DE NIMH (A.) : Berlitz (Hsp.), 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (623-25-97).
LA COURTISANE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
DANTON (Franco-polonais) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Pagode, 7e (705-12-15).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.) (V. Ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Images, 18e (522-47-94).
DIVA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
DOCTEURS IN LOVE (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).
FIREFOX, L'ARME ABSOLUE (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).
LA FUITE EN AVANT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
HECATE (Fr.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
HITLER UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).
L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE JAPON DE FRANÇOIS REICHENBACH (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).
LE JOURNAL DE CAMPAGNE (Franco-israélien) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) (H. sp.).
MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LA MORT AUX ENCHÈRES (A., v.o.) (**) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Murat, 16e (651-99-75)) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). – V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.,) : Arcades, 2e (233-54-58).
LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio-Alpha, 5e (354-39-47) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CAMION DE LA MORT, film américain de Harley Cocklis, V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramont-City, 8e (562-45-76) ; V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
ÇA VA PAS ÊTRE TRISTE, film français de Pierre Sisser. Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
L'ENFANT SECRET, film français de Philippe Garrel. Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
LE MYSTÈRE DE L'ILE AUX MONSTRES, film espagnol de J. Pioner Simon : Concordia, 10e (208-32-05) ; Saint-Antoine, 12e (307-55-22) ; Cigale, 18e (606-11-75).
LES PETITES GUERRES, film libanais de Maroun Baghdadi. V.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44).
TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER, film français de Jean Couturier. Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

T.B.B.
THÉATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT • 603.60.44
DIRECTION : JEAN-PIERRE GRENIER
DU 19 FÉVRIER AU 26 MARS 1983 :
LA FLEUR AU FUSIL
DE JOHN WILSON • ADAPTÉE PAR N. STRAUSS ET P. DERREZ
MISE EN SCÈNE DE FRANÇOIS MAISTRE • DÉCORS ET COSTUMES DE JACQUES NOEL
RÉALISATION SONORE DE FRED KIRILOFF
AVEC
LAURENT MALET
BRUNO DEVOLDÈRE • ROBERT PARTY • EMMANUEL DECHARTRE • BENOIT BRIONE
FRANCOIS MAISTRE • JEAN MICHEL NOIRET • CHRISTOPHE OTZENBERGER
FRED KIRILOFF • PHILIPPE BRIGAUD • XAVIER FLORENT • PASCAL ELSO
ET
DENIS MANUEL
SOIRÉES 20 h 30 • DIMANCHES MATINÉE 15 h 30 (Rel. Lundi)
60, RUE DE LA BELLE FEUILLE (Métro Marcel Sembat) - Parking à 100 m
LOCATION THÉATRE (603.60.44) FNAC ET AGENCES

après son succès au Théâtre de la Bastille
retour du "Chien Mexicain"
10 représentations exceptionnelles
du 15 au 26 février
à hurler de rire ! la Presse unanime
GRANIT
théâtre gérard philipe saint-denis
59 BD JULES-GUESDE LOC. 243-00-59 - 3 FNAC



SPECTACLES

LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA REVANCHE DES HUMANOIDES (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA RIVIERE DE BOUE (Jap., v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18).

LE RUFFIAN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

SUBWAY RIDERS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SUPERVIXENS (**) (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

LA TEMPÊTE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse 83, 6e (544-14-27).

LE TERRITOIRE (A.-Port., V. Ang.) : République-Cinéma, 11e (805-51-33).

TIR GROUPE (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

TRON (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Napoléon, 17e (380-41-48).

TRIPTYQUE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ;

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.F. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

YOL (Turc), VF : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; VO : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (272-47-86) : Ma vache et moi.

MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : Explorateurs en folie.

H. BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Mystérieux Dr Clitterhouse.

VOTEZ REDFORD (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Jeremiah Johnson.

FILMS NOIRS EN SÉRIE : Studio 43, 9e (770-63-40) 18 h : Du rififi chez les hommes ; 20 h : le Silencieux.

SPIELBERG (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) : Rencontres du IIIe type, 1941.

CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE la Péniche des Arts, 16e (527-77-55).

Les grandes reprises

AGENT X 27 (A, v.o.), Action-Christine bis, 6e (325-47-46) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; la Royale, 8e (265-82-66) ; U.G.C., Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Secrétan, 19e (797-46-99).

L'AVVENTURA (It., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Marylin, 14e (542-67-42).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-44-39).

DEEP END (Angl., v.f.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*). Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LA DEROBADE (Fr.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 4e (272-94-56).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

FAMILY LIFE (Angl. v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46) ; Acacias, 17e (764-97-83).

FRANKENSTEIN Jr (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

GEORGIA (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

GILDA (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE GUEPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

HIROSHIMA MON AMOUR, (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'HOMME AU MASQUE DE CIRE (A., v.o.) : Action-Rive Gauche, 5e (354-47-62).

L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-52-56).

JESUS DE NAZARETH (première partie), (2e partie, It., v.f.) : Grand Pavois 15e (554-46-85).

KEY LARGO (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LE LAURÉAT (A., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-25).

LILI MARLÈNE (All., v.o.), Rialto, 19e (607-87-61).

MAD MAX I (A., v.o.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MELODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Templiers, 4e (272-94-56).

LES MOISSONS DU CIEL (A., v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Angl., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

LA MOUCHE NOIRE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Calypso, 17e (380-30-11).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

PASSE TON BAC D'ABORD : Rialto, 19e (607-87-61).

PAPILLON (A., v.f.) (*) : Capri, 2e (508-11-69).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

PHANTOM OF THE PARADISE (*) (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46).

PROVIDENCE (Fr.-Ang.) - V.a. : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Logos, 5e (354-26-42).

REPORTERS (Fr.), Saint-Séverin, 5e (354-50-91).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LA STRADA (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

LE TAMBOUR (All., v.o.) (*) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

TOM JONES (Ang., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (**) (A., v.o.) Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LES VIKINGS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07). – V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).

WANDA (A., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 5e (326-80-25).

WOMEN (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 15 h 35.

AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (All. v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h 15.

CHINATOWN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 10.

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (It., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 20 h.

LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

HAMMETT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 20.

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

MEAN STREET (A., v.o.) (**) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

MÉDÉE (It., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

MÉPHISTO (Hong., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 22 h.

MERE JEANNE DES ANGES (Pol., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h.

ORANGE MÉCANIQUE (**) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 25.

QUERELLE (*) (All., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 15 h 30 et 22 h.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 30.

RENCONTRE DU 3e TYPE (A, v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 3e (272-63-32), 15 h 45, Escurial, 13e (707-28-04), 22 h 30.

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr) : St-Ambroise, 12e (700-89-16), 21 h. 30.

SYLVIA SCARLETT (A. v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

LE TESTAMENT DU DOCTEUR MABUSE (All., muet) : Boîte à Films, 17e (622-44-21).

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 40 + 0 h 30.

VIVRE SA VIE (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-19-68), 24 h.

WANDA (A., v.o.), St-André-des-Arts, 6e (326-19-68), 24 h.

MERCREDI

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1982

CAROLE BOUQUET

UN FILM DE WERNER SCHROETER

le jour des idiots

IDA DI BENEDETTO · INGRID CAVEN

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

Gaumont

CHAILLOT THÉATRE NATIONAL

MUSIQUE VIVANTE

Quintette Nielsen

Alsina • Berio • Ligeti • Mozart • Sciarrino

Théâtre Gémier

Mardi 15 février à 20h45 727 81 15

MERCREDI



MERCREDI

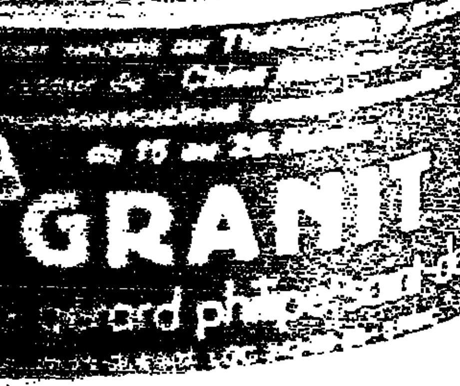


MERCREDI



POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES





RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 14 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Film : le Cave se rebiffe.
Film français de G. Grangier (1961), avec J. Gabin, M. Biraud, M. Carol, B. Blier, F. Rosay, G. Leclerc. (N. rediffusion).
Un graveur raté est utilisé par une bande de truands pour fabriquer une plaque de faux billets de banque hollandaise. Un vieux caïd est sorti de sa retraite, afin de diriger l'opération mais on cherche à le rouler.
Comédie « série noire » garantie pur Simonin et Audiard, Grangier travaille – bien – dans la routine. On aimera peut-être revoir les acteurs, parmi lesquels Maurice Biraud dans un rôle à surprises.

22 h 15 Magazine santé : Les vaisseaux sanguins.
D'Igor Barrère et E. Lalou.
L'étude du « sang circulant » et des éléments qui entraînent la coagulation et les maladies cardiovasculaires. Avec les professeurs Lubetzki, spécialiste du diabète, Corvol, de la tension artérielle, Piwnica, de la chirurgie cardiaque, et Merland, de la neuro-radiologie.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

le particulier
Le Guide Fiscal 83 est paru !
■ Tout sur les déductions légales
■ Tout sur les abattements
■ Tout sur les nouvelles lois fiscales.
chez votre marchand de journaux.
14 F

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : Roméo et Juliette.
Opéra de Gounod, d'après Shakespeare, direction musicale A. Lombard, mise en scène G. Lavaudant. Avec N. Shicoff, B. Hendricks, F. Voutsinos, Y. Bisson.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3



20 h 35 Série : Le fou du désert.
De J.-M. Charlier. Réal. : C. Brule, adapt. Cl. Brule, réal. J. Trefouël, avec M. Carrière, R. Pellegrin, F. Giorgetti...
N° 2, le secret des sables : Conrad Killian, géologue et aventurier, réussit à gagner Tamanrasset, pendant qu'à Paris on lui reproche d'avoir provoqué un incident de frontière avec Mussolini. A suivre... Un sujet passionnant, moyennement mis en images.

21 h 35 Journal.

21 h 55 Magazine : Thalassa.
La « Jeanne », génération 83.

22 h 33 Une minute pour une image.
L'album de photos d'Agnès Varda.

22 h 35 Prélude à la nuit.
« Sonata a quatro » de Telemann, par l'Ochestre des solistes de Berlin.

FRANCE-CULTURE

20 h, Bonne - Nouvelle - La Muette : Treize stations de métro, par E. Weisz, réal. J. Rollin-Weisz.
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : Les origines de la Rose-Croix, avec R. Edighöffer.
22 h 30, Nuits magnétiques : Le monde d'un pickpocket.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct du studio Victor-Desarzens, Radio Suisse Romande, Lausanne) : « le Festin de l'araignée », de Roussel; « Aubade, concerto chorégraphique pour piano et 18 instruments», de Poulenc; «Paroles tissées pour ténor et 20 instruments solos», de Lutoslawski; «Un habitant est né», de Besançon, par l'Orchestre de chambre de Lausanne et les chœurs de la Radio suisse romande. Dir. : A. Jordan.
22 h 15, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; Aspects de la musique française.

Mardi 15 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info.)
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
A votre santé : les troubles digestifs ; à 14 h 5, série : Section contre enquête ; à 15 h, Féminin seulement ; à 15 h 20, Dossier carnavals ; à 16 h 25, L'œil en coin.
17 h 20 Croque-vacances.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord. (I.N.C.)
20 h 35 Téléfilm : le Théâtre de la mer.
Scénario et réal. S. Vannier, avec J. Fresson, T. Bale, T. Gimenez.
Il était une fois une sirène qui n'avait jamais vu la mer, un joli conte pour enfants.
21 h 35 Variétés : Palace n° 1.
Emission de G. Saguez.
H. O'Connors, le groupe Sparks, le groupe Marquis de Sade, I. Dury.
22 h 40 Court-métrage.
Un amour fraternel, une enquête de M. Loisel, réal. F. Zhepova. (Rediff.)
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 45 Série : La vie des autres.
14 h Aujourd'hui la vie.
Le protectionnisme.
15 h Série : Le retour du Saint.
15 h 50 Reprise : Chantez-le moi.
(Diffusé le 13 février, à 20 h 35).
17 h Entre vous.
De Luc Bériot.
Espaces en liberté : les parcs nationaux en France ; la joie de vivre : un document sur le bonheur.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord. (I.N.C.)
20 h 40 Film : Yakuza.
Film américain de Sydney Pollack (1974), avec R. Mitchum, T. Ken, B. Keith, K. Keiko, O. Eiji, J. Shigeta.
Un ancien « privé » américain vient à Tokyo – où il a vécu autrefois – pour aider un ami dont la fille a été enlevée par des gangsters japonais. L'un de ces « yakuza », qui fut son obligé, va l'aider.
Transformation, par le style de Sydney Pollack, d'un genre commercial très prisé au Japon. Action violente, thème de l'honneur dans la pègre nippone, auquel se plie Mitchum comme toujours surprenant.
22 h 30 Magazine : Lire c'est vivre.
De P. Dumayet. *Les Frères de Soledad*, un livre de George Jackson.
L'histoire du Noir américain, George Jackson, arrêté à dix-huit ans, en 1960, détenu et abattu à la prison de Saint-Quentin (Etats-Unis). « Un saisissant poème d'amour et de combat », selon Jean Genet.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Scène de la vie de province.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord pas d'accord. (I.N.C.)
20 h 33 La minute nécessaire de Monsieur Cyclopède.
20 h 35 Film : Guerre et Paix.
Film soviétique de S. Bondartchouk (1962-65), avec L. Savelieva, S. Bondartchouck, V. Tikhonov, V. Lanovoi.
Deuxième épisode : Natacha.
Pierre Begoukhov est trompé par sa femme. André Bolkonski, rescapé d'Austerlitz, se retrouve veuf. Invité chez les Rostov, il tombe amoureux de Natacha, au cours du premier bal de la jeune fille.
Épisode plus intimiste – ce qui n'empêche pas quelques grandes scènes – où se révèlent le caractère de Natacha et ses rapports avec les hommes. Tolstoï toujours bien servi.
21 h 55 Journal.
22 h 13 Une minute pour une image.
d'Agnès Varda.
22 h 15 Prélude à la nuit.
Winterreise, *de F. Schubert, avec D. Fischer-Dieskau, baryton, et A. Brendel, piano.*

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Clés pour comprendre le B.I.T. ; au fil du Cavally ; moins cinq avec Fatou Boli : l'eau.
8 h, Les chemins de la connaissance : Visages au fond du puits ; à 8 h 32, Max Weber ou le refus des systèmes ; à 8 h 50, Le cœur ennneigé.
9 h 7, La matinée des autres.
10 h 45, Un quart d'heure avec C. Jacq.
11 h 2, Musique : Quatre/quatre (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons : Granville.
14 h 5, Un livre, des voix : *« Domestique chez Montaigne »*, de M. Chaillou.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Le monde au singulier ; à 15 h 30, points cardinaux ; à 16 h 30,Micromag ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, Feuilleton : Le bonheur fou.
19 h 25, *Jazz à l'ancienne.*
19 h 30, Sciences : La théorie des catastrophes, une philosophie scientifique.
20 h, Dialogues : Constantes et changement dans les mentalités françaises contemporaines, avec J. Duvignaud et J.-P. Corbeau.
22 h 30, Nuits magnétiques : *Quelque part*, avec P. Garrel.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : Œuvres de Vivaldi, Poulenc, *Copland, Martin.*
8 h 7, Le Bougolama 8-9.
9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : Charlie Parker.
12 h, *La musique populaire d'aujourd'hui* : Espagne.
12 h 35, Jazz : les Chicagoans.
13 h, Opérette : Œuvres de Strauss, Roland-Manuel.
14 h 4, Boîte à musique : Fauré, Honegger, Satie.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h Magazine du chant choral.
16 h D'une oreille l'autre : Œuvres de Schubert, Nielsen.
17 h 5, Repères *contemporains : Œuvres de Globokar*, Amirkhanian...
17 h 30, Les intégrales.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du *Théâtre du Ranelagh* à Paris) : Œuvres de Schoenberg, Masson, Stockhausen, par l'Ensemble de l'Itinéraire.
19 h 38, Jazz.
20 h, Premières loges : Œuvres de Donizetti, Bellini, Rossini.
20 h 30, Concert (*donné Salle Pleyel, à Paris, le* 17 décembre 1982) : « le Carnaval romain », de Berlioz ; « Concerto pour piano et orchestre n° 2 », de Chopin ; « *Symphonie n° 3* », de Roussel ; « le Boléro », de Ravel, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Plasson, sol. Y. Egorov, piano.
22 h 15, Cycle acousmatique *(concert donné au Grand* Auditorium le 31 janvier 1983) : « La création du monde », de Parmegiani ; « Trance dance », de Kosk.
23 h 30, La nuit sur France-Musique ; *Jazz club, en direct* du New Morning.

COMMUNICATION

Lu

« L'AFFAIRE SALENGRO », de Jacques Rouvière

Fanatismes

Si l'affaire Dreyfus a fait l'objet d'innombrables ouvrages, l'affaire Salengro, curieusement, n'a guère suscité l'intérêt des historiens. Il faut donc savoir gré à Jacques Rouvière de rouvrir enfin le dossier et de l'étudier avec beaucoup d'honnêteté.

Utilisant, et complétant par des recherches personnelles un remarquable mémoire de Bernard Roman et Jean-Claude Sabre (1), l'auteur réduit à néant la thèse calomnieuse selon laquelle le ministre de l'intérieur du Front populaire, qu'une campagne de presse conduisit au suicide en 1936, aurait déserté en octobre 1915. Grâce à des documents allemands, Jacques Rouvière établit, en particulier, que, sitôt fait prisonnier, le prétendu traître n'eut rien de plus pressé que de fonder un journal destiné à soutenir le moral de ses compagnons d'infortune. Ayant par la suite refusé de travailler pour une usine d'armement, le captif fut sévèrement condamné par une cour martiale allemande. Et ce quelques mois après qu'un conseil de guerre français l'eut acquitté par contumace. Dénouement à l'époque rarissime qui prouve, s'il en était besoin, sa complète innocence.

La cause étant définitivement entendue, reste bien sûr l'affaire ; et c'est à en retracer la genèse que Jacques Rouvière consacre les pages les plus passionnantes de son livre, renversant du même coup quelques légendes, montrant bien, notamment, que les premières attaques dirigées contre l'ami de Léon Blum émanèrent du P.C.F. Le surnom ignoble de « Roger la Honte », c'est en effet au journal communiste *le Prolétaire* que Salengro dut d'en être affublé. Et il est difficile d'oublier que, *dans les années qui précédèrent* son élection à la mairie de Lille en 1925, des insinuations malveillantes furent sans cesse répandues sur son compte par des milieux proches du parti.

Ayant rétabli une vérité trop méconnue, Jacques Rouvière n'en est que plus à l'aise pour flétrir, comme il convient, l'attitude des hommes et des officines d'extrême droite qui, à partir de 1934, s'acharnèrent à la perte de leur adversaire. Mais là comme ailleurs l'historien se garde de tout confondre et prend soin de souligner que si l'industriel Becquart, *l'Action française* ou *Gringoire* se déshonorèrent en menant une campagne de presse révoltante, le reste de la droite eut un comportement différent, comme le montrèrent les témoignages à décharge de plusieurs Croix de Feu, de quelques membres du parti social français, et surtout le vote de la Chambre du 13 novembre 1936, scrutin au terme duquel seuls soixante-trois fanatiques (soit un député de droite sur trois) refusèrent d'absoudre le dirigeant socialiste.

Œuvre de bonne foi, *l'Affaire Salengro* de Jacques Rouvière met ainsi un point final à l'un des épisodes les plus lamentables de notre vie politique. En contrepoint la silhouette d'un héros attachant s'en dégage : Salengro naturellement, l'homme courageux, sensible et fragile, que Claire et Roger Quilliot ont si bien peint dans *l'Homme sur le pavois* (2).

ÉRIC ROUSSEL.

★ Belfond ; 196 pages ; 69 F.

(1) Université de Lille III. 1977.

(2) *L'Homme sur le pavois*, de Claire et Roger Quilliot, Gallimard, 1976 ; préface de François Mitterrand. L'ouvrage vient d'être réédité dans la collection « Folio ».

AU FESTIVAL DE MONTE-CARLO

Lauriers posthumes pour un cameraman

De notre envoyé spécial

Monte-Carlo. – Les émissions de télévision qu'on nomme aujourd'hui « fiction » s'appelaient jadis « dramatiques ». Elles ont fait longtemps la renommée du Festival international de Monte-Carlo. Elles continuent de la faire mais sous la forme, aujourd'hui, d'actualités télévisées.

Les événements internationaux – et plus précisément les conflits qui secouent notre planète – offrent un vaste choix de sujets authentiquement dramatiques, dispensés de droits d'auteur : l'an dernier, la guerre du Liban et celle des Malouines, ainsi que la suite des opérations en Afghanistan ou de la révolution en Iran. Sans oublier la Pologne, le Salvador ou la Mafia sicilienne... Toutes les télévisions occidentales ont délégué leurs équipes de reportage au Liban ou en Israël pour tenter de cerner la réalité politique et humaine du conflit. Cela donne non seulement des images cruelles, sanglantes mais aussi des clichés bouleversants d'intensité émotive, tels ces visages de combattants palestiniens quittant Beyrouth ou ceux de ces soldats britanniques sauvés aux Malouines alors que leur bateau vient de se faire torpiller.

A ce degré de dramaturgie, la « Nymphe d'or » ne pouvait échapper à la séquence réalisée pour TF 1,le 4 juin 1982, lors du premier bombardement de Beyrouth, par Jean Lugo, qui allait la payer de sa vie. Le cameraman filme les premières colonnes de fumée, les Libanais qui tentent de se réfugier n'importe où. Il court pour se rapprocher du théâtre d'opération. Son ingénieur du son, Marie-France Guilloneau, le micro en main, arrive même à le précéder dans cette course infernale. *« Attention, ne t'expose pas ! »*, crie Lugo. L'intant d'après, la caméra chavire, un blanc, Lugo est mort. Marie-France récupère l'appareil. L'information continue...

L'art et le commerce

De cette catégorie « Actualités », le prix réservé aux magazines va à la société américaine ABC pour « Requiem pour le Vietnam ». Ce documentaire présente la triste destinée de cinq anciens combattants d'Indochine, punis pour crimes de droit commun après une réintégration ratée dans la société civile. Cas limites, sans doute, mais qui servent de fil conducteur à une réflexion sur les effets de la violence et de la guerre. A chaque nation ses cas de conscience : l'Union soviétique n'est pas allée en Afghanistan, mais au Népal, pour présenter un documentaire sur... la première ascension d'alpinistes russes sur l'Everest, en mai 1982 !

Peu de chose à dire, en revanche, dans la catégorie « fiction », où aucune œuvre maîtresse ne dominait le lot. Ce que reconnaissait M. René Novella, président du comité d'organisation du 23e Festival : *« Nous devrons insister auprès des participants pour qu'ils prennent conscience qu'ils ont tout intérêt à sélectionner leurs meilleurs réalisations »*. Le refus d'imposer un système de sélection préalable aux organismes qui envoient des émissions à Monte-Carlo est à la fois l'originalité et le talon d'Achille de cette compétition internationale. A une certaine époque, on a vu certains pays tourner spécialement des dramatiques destinées à concourir ici. Le résultat n'était pas garanti pour autant et le jeu n'en était que plus faussé. Après tout, il est possible que les grands organismes mondiaux de télévision aient atteint, dans le genre, un certain nivellement dans la qualité.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas de retrouver au palmarès de la fiction, pour les quatre Nymphes d'or, l'U.R.S.S., les Etats-Unis, le Japon et l'Autriche (pour l'interprétation masculine de Kurt Souvinetz).

L'autre observation qu'on ne peut manquer de faire, quatre ans après la création, parallèlement au marché des programmes de cinéma (et, cette année, de la vidéo), c'est l'influence que celui-ci exerce sur le Festival. Pendant vingt ans, le Festival de télévision a été exclusivement animé de préoccupations esthétiques, puisque créé pour *« favoriser d'exceptionnelles contributions à l'information et au divertissement des peuples du monde par des programmes de mérite artistique et de talent remarquable »*, selon la définition qu'en donnait le prince Rainier. Sans rien renier de ses origines, le Festival va cependant éprouver de plus en plus le poids de cette nouvelle industrie de l'audiovisuel qui se met en place, aves ses vertus esthétiques certes mais également ses nécessités commerciales puissantes.

Deux réalités, parfois diffiles à concilier, mais dont le Festival de Monte-Carlo aura la mission de continuer d'être le miroir.

CLAUDE DURIEUX.

Le palmarès

NYMPHES D'OR

● Meilleur reportage d'actualité : *4 juin 1982, Beyrouth, la mort d'un caméraman* (TF 1, France).

● Meilleure émission magazine : *Vietnam Requiem* (A.B.C., États-Unis).

● Meilleur scénario d'un programme de fiction : *Toi* (U.R.S.S.).

● Meilleure mise en scène : *Nagaraaba* (Nippon Hoso Kyokai, Japon).

● Meilleure interprétation féminine : Bette Davis pour *A piano for Mrs. Cimino* (Emi-TV programme, États-Unis).

● Meilleure interprétation masculine : Kurt Sowinetz pour *Der Narr von Wien (O.R.F. Autriche).*

MENTIONS SPÉCIALES

● Programmes de fiction à *Walter* (UKIB, Grande-Bretagne).

● Programmes d'actualités à *Dagbog fra Beirut* (Journal de Beyrouth), (Dammarks Radio, Danemark).

PRIX SPÉCIAUX

● Prix du prince Rainier III : *Défense de la nature,* de l'environnement et des espèces en voie de disparition : *Udvikling 3 : Vandet* (Développement 3 : l'eau), (Danemarks Radio, Danemark).

● *Prix de l'Association mondiale des amis de l'enfance-Unesco* : *A piano for Mrs. Cimino* (Emi-TV, États-Unis).

● Prix Cino del Duca à Ed. Thomas, réalisateur de *All the days of my life* (C.B.C., Canada).

PRIX UNDA

● Pour l'actualité : *Vietnam Requiem* (A.B.C., États-Unis).

● Pour la fiction : *Udvikling 3 : Vandet* (DanemarkRadio, Danemark).

Prix de la critique internationale des magazines de télévision :

● Programme d'actualité : *Lavage de cerveau au nom d'Allah* (Rundschau, Suisse).

● Programme de fiction : *la Chambre,* (S.S.R., Suisse).

● Mention spéciale : *Walter* (U.K.B. Grande-Bretagne).

BOIS DE CHAUFFAGE A PARIS
Livraison rapide selon vos besoins.
• Un bon feu au bon prix.
BUCHES SERVICE, (1) 677-00-37

● *Les principaux syndicats de journalistes de FR 3* protestent *« vigoureusement »* contre la mise en place d'une groupe de liaison et d'information chargé des réclamations qui pourraient parvenir à la chaîne pendant la campagne des élections municipales (*le Monde* du 11 février). Les sections S.N.J., S.N.J.-C.G.T. et S.F.J.-C.F.D.T. constatent *« que la décentralisation ne passe pas encore par une véritable autonomie et responsabilisation des rédactions ».*

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 14 FÉVRIER

– *M. Paul Laurent,* membre du secrétariat du P.C.F., participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 20.

– *M. Roger-Gérard Schwartzenberg,* président du M.R.G., est invité à l'émission « Tribune libre » sur FR 3 à 18 h 55.

– *M. Brice Lalonde,* animateur des Amis de la Terre, répond aux questions de deux journalistes à 19 h 30, sur Radio-Express, 100,85 Mhz, Paris.

– *MM. Jean-Marie Girault,* maire de Caen, sénateur du Calvados et membre du bureau politique du P.R., et *Louis Mexandeau,* ministre des P.T.T., participent au débat « Spécial municipales » sur Europe 1 à 19 h 30.

MARDI 15 FÉVRIER

– *Mme Yvette Fuillet,* député socialiste au Parlement européen, est reçue à l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C. à 8 h 30.

– *M. Roger-Gérard Schwartzenberg,* président du M.R.G., est invité au journal d'Antenne 2 à 12 h 45.

– *MM. Bernard Pons,* secrétaire général du R.P.R., et *Jean Poperen,* secrétaire national du P.S., sont reçus au journal de 13 h sur TF 1.



Le Monde

ÉCONOMIE

LA HAUSSE DES COURS DES MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES

Une anticipation de la reprise mondiale

EN quelques semaines, depuis le début de l'année, les cours des matières premières industrielles, essentiellement les métaux et la gomme naturelle, ont littéralement bondi, gagnant de 15 à 30 %. Ce phénomène n'a pas manqué d'attirer l'attention des observateurs : certains l'ont rattaché au réveil de la spéculation sur les métaux précieux – or, argent, platine, palladium – déjà amorcé à la fin de 1982, en corrélation avec la baisse du dollar, des taux d'intérêt et du prix du pétrole. D'autres le considèrent comme un pari sur un retour offensif de l'inflation. D'autres, enfin, y voient une anticipation sur la reprise de l'économie mondiale avec, comme prémices, les signes tant attendus d'une amélioration de la conjoncture dans l'économie des États-Unis.

A plusieurs reprises, ces dernières années, on avait enregistré de brusques remontées des cours des matières premières : au début de 1980, au premier semestre 1981, et même au début de l'été 1982. Ces reprises, dues soit aux événements d'Iran, soit à une crise très passagère des approvisionnements en provenance de certains pays « sensibles », notamment en Afrique noire (Zaïre, Zambie), avaient, chaque fois, rapidement avorté sous le poids du marasme général de l'économie. En conséquence, les stocks n'avaient fait que s'alourdir, avec un avilissement continu des prix – tombant, pour le cuivre par exemple, au plus bas depuis cinquante ans, en valeur réelle, – au grand dam des pays exportateurs, pour la plupart du temps en voie de développement et souffrant de monoproduction.

Cette fois, il semble bien qu'après tous ces faux départs et ces déceptions, au-delà des initiatives d'une spéculation qui amplifie toujours exagérément les mouvements, une véritable reprise des cours des matières premières industrielles soit amorcée.

Certes, les stocks restent très abondants et, en dehors des États-Unis, les économies demeurent plongées dans la récession, le Japon s'y engageant le dernier, après avoir, un moment, cru qu'il y échapperait. Mais le fléchissement des prix et la sous-consommation ont provoqué tant de fermetures de mines et d'arrêts d'installation que les marchés sont devenus très sensibles à toute amélioration du climat, un léger accroissement de la consommation provoquant immédiatement une tension des cours et des achats d'anticipation effectués par une spéculation toujours aux aguets. La détente des taux d'intérêt leur facilite la tâche dans la mesure où le financement de ces achats est devenu moins prohibitif, phénomène déjà perceptible pour l'or, tandis que la baisse du prix du pétrole revalorise d'autant les cours des autres matières premières, dont les coûts étaient lourdement grevés par le renchérissement intolérable de l'énergie

La revalorisation des prix des matières premières industrielles, vitale pour bien des pays producteurs, notamment dans le tiers-monde, aura, certes, des effets bénéfiques. Dans l'immédiat, toutefois, elle est de nature à augmenter les coûts de production des pays industrialisés, favorisés, il est vrai, depuis plusieurs années, par la baisse continue – en monnaie réelle – de la valeur d'achat de leurs approvisionnements. C'est notamment le cas de la France ; mais du fait des deux dévaluations de sa monnaie, elle n'a pu profiter de cette baisse et a même dû subir une hausse du coût de ses importations. Le phénomène actuel risque donc de ne pas faciliter la tâche du gouvernement dans sa lutte contre l'inflation, à moins que les cours du dollar et de la livre sterling ne se réorientent à nouveau à la baisse, espoir avoué de nos dirigeants.

● Cuivre : une remontée significative

Parmi les métaux non ferreux, le *cuivre occupe une place à part.* Bien qu'en production annuelle il vienne *assez loin derrière l'aluminium* (8 millions de tonnes contre 15 millions), *tout ce qui le* concerne frappe l'imagination, sa belle couleur jaune-rouge, au lieu du gris terne du plomb et du zinc, son importance vitale pour certains pays. Son extraction ne constitue-t-elle pas le plus clair des revenus du Chili, de la Zambie et du Zaïre ? C'est dire que tout mouvement sur ses cours ne manque pas de revêtir une signification particulière.

Depuis trois ans, en dépit d'une flambée spectaculaire au début de 1980, à la suite des événements d'Iran et en liaison avec la hausse non moins spectaculaire de l'or, le prix du métal rouge n'a cessé de *baisser en valeur réelle*, tombant à son plus bas niveau depuis cinquante *ans. Certains pays producteurs*, désespérément à court de ressources, *poussaient les feux malgré le fléchissement* de la consommation, tel le *Chili*, dont *les livraisons* ont augmenté de 12 % en 1982 à 1,2 million de tonnes. Conséquence logique, les stocks se sont gonflés, doublant à Londres de 1981 à 1982.

Toutefois, de nombreuses unités d'extraction ou de raffinage ont été fermées, la plus récente étant celle de la grande mine d'El Teniente au Chili, et l'acheminement vers les ports côtiers du métal extrait au Zaïre et en Zambie rencontre toujours beaucoup de difficultés, du fait du mauvais état des voies ferrées et de l'insécurité qui continue à régner en Afrique centrale. Aussi, de nombreux observateurs ne cessaient de répéter qu'au moindre signe de reprise économique véritable *les cours du métal rouge* monteraient sensiblement, en dépit des *stocks, la spéculation* prenant les devants.

Or c'est bien ce qui se passe actuellement. Non seulement les producteurs américains viennent de majorer leurs prix, mais encore on s'attend à un léger déficit de la production mondiale par rapport à une consommation qui augmenterait de 2 % en 1983. Certains n'excluent pas une accélération de la remontée des cours avec, bien entendu, les à-coups habituels d'un marché très spéculatif.

● Même le nickel, l'aluminium... et la ferraille

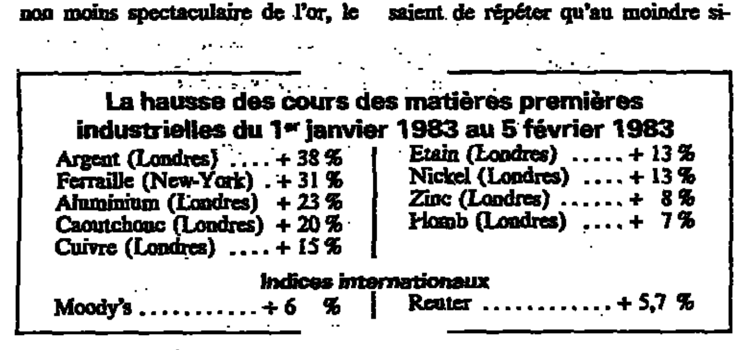
D'abord insensibles au mouvement général de reprise sur les métaux non ferreux, les cours du nickel, extrêmement déprimés par la *crise de la sidérurgie mondiale* – principale consommatrice – ont augmenté brutalement de *plus* de 20 %. Sans doute, la production a-t-elle été *partout* réduite, *mais le* marché table aussi sur une reprise, à terme, de la sidérurgie, prévision bien audacieuse si on tient compte de la situation catastrophique de ce secteur. Toutefois, le prix de la ferraille, indicateur précieux pour les sidérurgistes, ne vient-il pas de bondir de plus de 30 %, avec l'aide de la spéculation, toujours très active sur ce produit, précieuse matière pour les fours électriques notamment ?

Quant à l'aluminium, victime d'une crise sans précédent par suite de l'écroulement de la demande avec une chute des cours de 35 % en dix-huit mois et des stocks anormalement élevés, ses prix viennent, eux aussi, de se raffermir très nettement (+ 23 %). Les experts tablent sur une augmentation de la consommation *de 4 % à 7 % en 1983, et deux* importantes unités de production *viennent d'être fermées aux États*-Unis, ce qui a réduit l'offre.

● Boom sur le caoutchouc

Les cours du caoutchouc (gomme naturelle) viennent de bondir de 20 % en quelques semaines, atteignant leurs niveaux les plus élevés depuis août 1981. Certains pays commencent à reconstituer leurs stocks, notamment l'U.R.S.S., et les industriels européens ont effectué des achats assez nourris. Par ailleurs, les livraisons de la Malaisie, principal producteur, ont fléchi. Ce phénomène conjugué avec les retraits effectués sur le marché par le stock régulateur n'a pu que raffermir les prix.

FRANÇOIS RENARD.

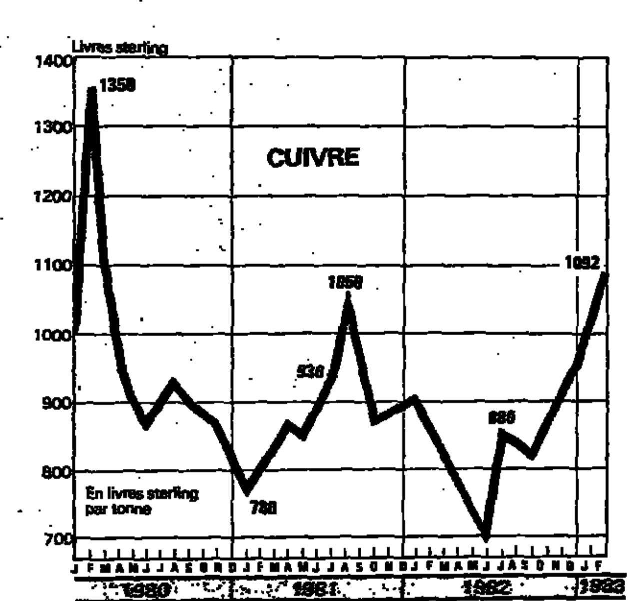


La hausse des cours des matières premières industrielles du 1er janvier 1983 au 5 février 1983

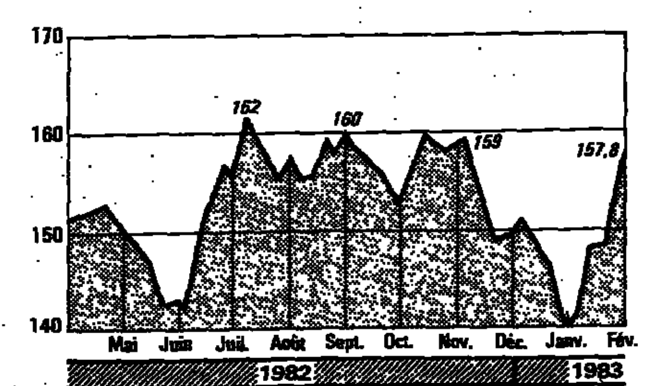
Argent (Londres)	+ 38 %	Etain (Londres)	+ 13 %
Ferraille (New-York)	+ 31 %	Nickel (Londres)	+ 13 %
Aluminium (Londres)	+ 23 %	Zinc (Londres)	+ 8 %
Caoutchouc (Londres)	+ 20 %	Plomb (Londres)	+ 7 %
Cuivre (Londres)	+ 15 %		

Indices internationaux

Moody's	+ 6 %	Reuter	+ 5,7 %



Une mauvaise affaire pour la France



Indice des matières premières industrielles (métaux précieux exclus, base 100 en 1978, source INSEE) publié hebdomadairement sur une base allégée.

Après une pointe en juillet dernier, en liaison avec une hausse temporaire des cours mondiaux, l'indice des matières premières industrielles importées par la France (métaux précieux exclus), publié hebdomadairement par l'I.N.S.E.E. sur une base allégée, avait enfin fléchi en décembre grâce à la baisse des cours du dollar et de la livre sterling, monnaies de compte pour de nombreux produits, notamment les métaux. La reprise brutale des cours de ces produits s'est *immédiatement* traduite par une remontée de l'indice au voisinage de ses plus hauts niveaux de l'été dernier, ce qui ne manquera pas d'avoir un effet fâcheux sur les prix intérieurs français.

LA STRATÉGIE DU PARTI SOCIALISTE ESPAGNOL

Monétarisme plus social-démocratie

« CE n'est pas parce que nous accordons de l'importance au rétablissement des grands équilibres financiers que notre stratégie économique sera identique à celle des gouvernements conservateurs. Une politique sévère sur le plan monétaire ou en matière de dépenses publiques transcendant les options idéologiques est indispensable pour remettre sur pied l'économie espagnole. Mais il s'agit d'un moyen, et non d'une fin, car elle doit nous permettre de prendre parallèlement des mesures sociales qui viseront, elles, à la redistribution du revenu. »

C'est en ces termes que le secrétaire d'État aux finances, M. José Sevilla, répond à ceux qui s'étonnent déjà, deux mois après son arrivée au pouvoir, de l'orthodoxie apparente du P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol) sur le plan économique. Une orthodoxie qui s'apparente dangereusement, selon certains, à un simple *« continuisme »*.

M. Sevilla résume aussi de la sorte la philosophie du gouvernement, qui entend paradoxalement combiner, suivant le mot d'un journaliste de Madrid, *« une politique économique de type monétariste et une politique sociale de type social-démocrate »*. Hériter à la fois d'une inflation et d'un chômage presque doubles de ceux enregistrés en moyenne dans les pays d'Europe occidentale oblige, il est vrai, à résoudre *la quadrature du cercle : lutter* contre la hausse des prix, tout en favorisant la création d'emplois.

Si l'on s'en tient aux mesures *conjoncturelles, on serait tenté* de croire que le gouvernement a donné la priorité au premier de ces objectifs, même au prix d'une déflation modérée. C'est ainsi qu'il a augmenté la fiscalité indirecte, ce qui affectera la consommation (les taux doivent se rapprocher de ceux pratiqués dans les pays voisins avec la T.V.A. qui entrera bientôt en vigueur en Espagne, rappelle le ministre de l'économie, M. Boyer). Il a élevé le taux des réserves obligatoires des banques afin d'éponger une partie des liquidités et annoncé, pour 1983, une politique sévère, puisque la masse monétaire ne devrait augmenter que de 1 % de plus que l'inflation.

Autant de décisions que ne peuvent qu'approuver les économistes non socialistes, dont certains considèrent d'ailleurs que le gouvernement, en la matière, n'est pas loin d'exagérer. Comme le prédécesseur de M. Boyer au ministère de l'économie, qui affirme : *« Le P.S.O.E. a hérité d'une économie en virtuelle stagnation et n'a pas hésité à lui donner un choc déflationniste en sus. Il n'a pas su trouver la solution intermédiaire entre la relance et la stabilisation. Si les résultats escomptés en matière d'inflation ne sont pas atteints, l'Espagne risque de s'enfoncer dans un cycle dangereux de stagflation. »*

En s'en tenant à ces mesures de réajustement, on risquerait toutefois, comme le fait observer M. Sevilla, d'ignorer l'aspect le plus novateur de *la stratégie économique* des socialistes. Conscients que la conjoncture ne leur permet guère d'accroître le montant total des prestations sociales, ils n'entendent pas moins en modifier radicalement la répartition.

Atonie

Cette politique a d'abord *été* appliquée en matière de pensions : les *plus faibles* ont été augmentées d'un pourcentage supérieur au rythme de l'inflation, tandis que *les plus élevées* perdaient du terrain par rapport à la hausse des prix. Les cotisations du patronat à la sécurité sociale ont été revues et grèveront davantage les coûts des grandes entreprises, allégeant d'autant les charges des petites. Le même principe guidera les aides au secteur privé. Plus question d'accorder sans réserve des subventions aux entreprises en crise de secteurs condamnés : il faudra dorénavant en moduler l'octroi en fonction des objectifs de politique industrielle du gouvernement. Il s'agit de favoriser ainsi le recyclage vers d'autres activités qui ouvrent de meilleures perspectives d'avenir.

Les socialistes veulent en un mot rationaliser l'allocation des dépenses publiques, faute de pouvoir en augmenter la quantité. Ils entendent, parallèlement, augmenter la fiscalité directe sur les gros revenus. Tout cela devrait leur permettre, espèrent-ils, de dégager les ressources qui permettront à l'État de jouer un rôle moteur dans la relance de l'économie, sans que s'accroisse pour autant le déficit. L'investissement public doit augmenter cette année de 10 % en termes réels (soit 22 % en termes monétaires si l'inflation est bien de 12 % comme prévu). Face à l'atonie du secteur privé, il s'agit de la seule manière, assurent les socialistes, *d'atteindre l'objectif* de croissance de 2 % du P.N.B. fixé pour 1983.

Sera-t-il réellement possible d'y parvenir sans creuser le déficit ? Celui-ci est passé en 1982, dernière année du gouvernement centriste, de 3,5 % à 6 % du P.N.B. Chacun a conscience qu'il s'agit d'un grave goulet d'étranglement pour l'économie espagnole. Sur ce point au moins, socialistes et chefs d'entreprise sont d'accord. *« Je pense que le P.S.O.E. essaie réellement d'avoir recours à la concertation et que ses objectifs sont les mêmes que les nôtres : réduire le chômage grâce à la relance de l'investissement privé et à l'accroissement des exportations*, affirme M. Carlos Ferrer, président de la Confédération patronale (C.E.O.E.). *Il est également conscient, tout comme nous, qu'il faut pour cela lutter d'abord contre l'inflation, mais nous pouvons diverger quant aux méthodes à employer. »*

THIERRY MALINIAK.

(Lire la suite page 22.)

Vertueuse Albion

MME THATCHER a réussi à battre l'inflation ; la hausse des *prix*, calculée sur un an, atteignait près de *22 % en mai 1980, douze mois* après son arrivée aux affaires ; elle est maintenant inférieure de plus de quatre fois, étant descendue en dessous de 5 % en janvier. Il s'agit du niveau le plus faible depuis septembre 1969, ce qui représente, toutes proportions gardées, une victoire à la malouine.

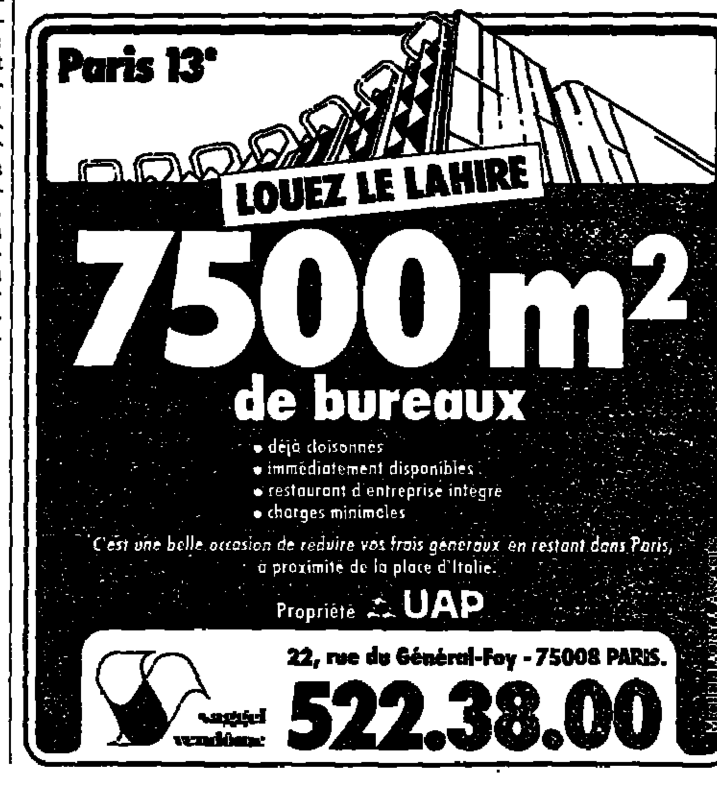
Cette victoire a aussi son revers. Le chômage, ce mal largement répandu, frappe davantage la Grande-Bretagne que la plupart des autres pays industrialisés. Elle compte, en effet, plus de trois millions de personnes sans emploi, soit près de 14 % de sa population active. Mais, dans la longue course au rétablissement, aucun pays n'a encore gagné. Pour l'instant personne *n'a réussi à remplir* les quatre côtés du carré fatidique (*production, emploi, prix, commerce extérieur*).

Cependant le Royaume-Uni, *rapidement condamné naguère*, au temps où il recevait, en novembre 1975, l'*aide du Fonds* monétaire international, est *peut-être entré en convalescence*. La Bourse, en tout cas, *qui est censée anticiper l'avenir*, vient d'atteindre de très hauts niveaux, et l'atmosphère sur les marchés financiers à Londres est à l'optimisme. Certes, des considérations politiques expliquent en partie ce climat, et aussi un espoir de brise en provenance des États-Unis.

En outre, dans la perspective d'élections, les agents de change s'attendent à des concessions fiscales à l'occasion de la présentation, le 15 mars, du budget pour 1984. Dans son étude annuelle, les experts de l'O.C.D.E. estiment d'ailleurs que la Grande-Bretagne doit s'engager *avec prudence sur la voie de l'assouplissement de la rigueur budgétaire, sous forme soit d'une ré*duction de la charge fiscale des ménages, soit *plutôt* d'un allégement des coûts des entreprises – sans oublier une diminution des taux d'intérêt. Londres doit, en effet, songer à renforcer sa compétitivité afin de *« tirer meilleur parti des gains potentiels de productivité »* qui résultent des importantes compressions d'effectifs en surnombre.

Les spécialistes du château de la Muette sont plus pessimistes que les analystes londoniens, ne s'attendant à aucun redressement sensible de l'activité au cours des prochains dix-huit mois. Mais, après avoir indiqué que le gouvernement conservateur *se trouvait à l'heure* des choix, ils estiment qu'un assai*nissement en profondeur de* l'économie peut être mis à son *actif. Qui sait ?*

MICHEL BOYER.



UN RAPPORT DE LA CNUCED

Vendre l'or du F.M.I.

LE secrétariat de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), qui ne cesse de lancer des cris d'alarme à propos de la détérioration de la situation économique des pays pauvres, préconise une série de nouvelles mesures destinées à éviter le pire. Ces mesures seront examinées par la sixième session de la conférence, qui se tiendra à Belgrade du 6 au 30 juin. L'ensemble des pays du tiers-monde non producteurs de pétrole aurait besoin, selon les experts de la CNUCED, d'un minimum de 70 milliards de dollars pour combler leur déficit, tel qu'il a été enregistré en 1981.

Afin de surmonter une *« crise économique et sociale aiguë »*, dont les principales victimes sont les pays appelés par euphémisme « les moins avancés » (P.M.A.), un rapport destiné à la conférence de Belgrade suggère des remèdes jugés efficaces et présentant l'avantage de pouvoir agir contre *« les perturbations affectant l'ensemble de l'économie mondiale »*. Le plus spectaculaire d'entre eux consisterait en la vente, durant une période de deux ans, d'une partie des réserves en or du Fonds monétaire international (F.M.I.), pour venir en aide aux pays submergés par leurs problèmes d'endettement. A cet effet, le F.M.I. rouvrirait son fonds fiduciaire et pourrait accorder dans des conditions satisfaisantes des prêts aux pays dits *« en voie de développement »* (P.V.D.), les remboursements devant être liés directement au redressement de leurs recettes d'exportation.

Au surplus, afin d'augmenter les liquidités internationales, le Fonds pourrait, grâce à des droits de tirages spéciaux (D.T.S.), trouver 30 milliards de dollars supplémentaires. Un effort considérable est, en outre, demandé aux pays industrialisés, les invitant jusqu'à doubler leur cotisation au F.M.I. Celui-ci devrait naturellement mettre sur pied un mécanisme approprié pour transférer les sommes ainsi obtenues aux pays qui en ont le plus besoin.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), dont le programme de prêts courants devait porter sur une période de cinq ans, serait également mise à contribution. La CNUCED estime que les 60 milliards prévus à cet effet devraient être déboursés en quatre ans. Les pays donateurs sont, en outre, invités à s'efforcer d'atteindre enfin l'objectif de 0,7 % de leur revenu national brut (P.N.B.), destiné à aider les P.V.D., comme l'a préconisé l'ONU. Seuls jusqu'à présent le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède ont tenu compte de cette recommandation.

Les pays industrialisés devraient aussi augmenter de toutes les manières possibles leur aide, notamment moyennant des accords bilatéraux, tandis que les banques seraient appelées à participer davantage à l'effort financier voulu afin que puisse être renversée *« la spirale à la baisse »* des revenus du tiers monde. La CNUCED souhaiterait également que – ne serait-ce qu'à titre exceptionnel – les pays pauvres aient la possibilité de différer des remboursements de dettes échues redevables sur des prêts officiels ou bénéficiant d'une garantie officielle et sur des crédits à l'exportation accordés par des pays industrialisés.

Dépendance

Selon le rapport, la principale caractéristique de l'évolution récente du système mondial de financement et de paiements a été l'incapacité des apports d'origine officielle (F.M.I., BIRD, Banques régionales de développement et dons d'États) à répondre aux besoins. Le secteur privé a bien permis à quelques P.V.D., considérés comme solvables sur les marchés libres des capitaux, d'emprunter des sommes très élevées, mais à des conditions très strictes. Celles-ci n'ayant pu être soit acceptées, soit respectées par d'autres pays, les sources de ce secteur commencent à se tarir, car les banques privées deviennent plus exigeantes ou se montrent moins prêtes à risquer de subir des pertes. Les pays emprunteurs dépendent donc davantage de sources de financement officielles, peu armées cependant à combler les déficits de certains gros débiteurs qui ne sont pas en mesure de répondre aux obligations qu'ils ont contractées.

Le rapport juge la situation actuelle grosse de dangers également pour le monde industrialisé. En effet, les pays déficitaires ont tendance à supprimer ou tout au moins à restreindre leurs importations d'articles manufacturés freinant ainsi la croissance des pays exportateurs : une baisse de 10 % des importations des uns se traduirait par une diminution d'environ 3 % des exportations des autres et *« compliquerait ainsi sensiblement les efforts tendant à rétablir la croissance et à réduire le chômage »*.

L'un des objectifs des mesures financières proposées est de créer des conditions qui encourageraient les banques privées à s'ouvrir davantage aux P.V.D., moyennant notamment des prêts à long terme. Non sans quelque témérité sans doute, le rapport de la CNUCED juge *« indispensable que les gouvernements des pays développés à économie de marché continuent à utiliser les moyens de persuasion dont ils disposent pour encourager les banques à contribuer pleinement à l'effort financier nécessaire »*.

Dans les milieux internationaux de Genève, on fait montre d'un certain scepticisme et l'on se demande si toutes ces recommandations représentent autre chose que des vœux pieux. On reconnaît toutefois que la CNUCED semble être moins ambitieuse dans ses exigences que les pays riches pouvaient craindre. Toujours est-il que personne ne peut nier une évidence : si de sérieux efforts ne sont pas déployés, les perspectives ne peuvent que s'assombrir davantage.

Le programme proposé par la CNUCED devrait donc en premier lieu assouplir le service de la dette des pays du tiers-monde. Si le système monétaire et financier international est actuellement en crise, cela est dû, selon la CNUCED, aux pressions financières extérieures, *« d'une intensité sans précédent »*, exercées sur les P.V.D. Il faut dire que les sympathies du secrétariat de la CNUCED penchent nettement en faveur de ces pays. Mais ces derniers ont vu également baisser de 21 milliards de dollars, entre 1980 et 1982, les revenus de la vente de leurs produits de base. Les mesures propres à pallier la crise doivent être adoptées d'urgence car, à tous les points de vue, le temps presse.

ISABELLE VICHNIAC.

LE PROGRAMME DE LA BANQUE MONDIALE

Priorité à l'Afrique subsaharienne

POUR aider les pays en développement à surmonter leurs difficultés, la Banque mondiale *« pousse »* actuellement son *« nouveau produit »* – pas tout à fait nouveau, puisqu'il a deux ans ! – à savoir les prêts d'ajustement structurel, ainsi que les activités de sa filiale, la Société financière internationale (S.F.I.) chargée de stimuler les investissements dans les entreprises privées productives. Priorité est en outre donnée à l'Afrique, au sud du Sahara, dans l'esprit du *« programme d'action »* en vue d'un *« développement accéléré »* de cette zone géographique rédigé pour le compte de la Banque mondiale (*le Monde* du 8 septembre 1981).

La formule des prêts d'ajustement structurel a été créée afin d'aider les pays présentant des déficits de balance des paiements (en raison d'une baisse de leurs exportations ou d'une hausse en valeur de leurs importations) à procéder à des réformes internes et ramener ce déficit à un niveau « soutenable ». Des possibilités de financements rapides (les crédits vont actuellement de 15 à 300 millions de dollars) sont ainsi offertes aux États qui acceptent de modifier leurs structures de production dans le sens proposé par les experts de l'institution de Washington. Ils doivent rechercher comme objectif, certes, de redresser leur économie, mais aussi de réduire si possible les apports d'aide extérieure, alors que celle-ci est généralement dispensée avec parcimonie aujourd'hui par les pays industrialisés. (Le Fonds monétaire international intervient plus généralement et pour des volumes de crédits beaucoup plus importants lorsque les pays connaissent une crise aiguë.)

Les mesures d'ajustement proposées comme conditions de l'attribution du prêt sont de même nature que celles que la Banque mondiale demande d'adopter en vue de l'octroi de crédits pour le financement de projets à plus long terme : réorientation et révision en baisse des investissements publics, développement des industries de substitution aux importations, diversification des exportations, réforme de la politique des prix conduisant notamment à la suppression de certaines subventions représentant une lourde charge pour le budget, etc. Autant de mesures qui vont dans le sens d'une plus grande libéralisation et *« privatisation »* de l'économie, et touchent au cœur de la politique de développement, autrement dit des orientations politiques des États concernés. La majorité des crédits ont jusqu'à maintenant été attribués à la Turquie, la Corée du Sud, les Philippines, la Côte-d'Ivoire et la Thaïlande.

L'application de ces mesures implique, d'ailleurs, reconnaissent des responsables de la Banque mondiale, des réaménagements, d'ordre administratif, par exemple, parfois difficiles à supporter du point de vue technique et politique. Ainsi certains gouvernements du tiers-monde acceptent-ils mal de renoncer à subventionner la vente d'engrais aux cultivateurs de crainte de réactions défavorables de leur part ; de même craignent qu'un relèvement trop brutal des prix à la consommation – à la suite d'une dévaluation, par exemple – ne provoque les protestations des milieux urbains soutenant assez généralement les équipes dirigeantes en place.

Ombrage

Les deux-tiers des pays du sud du Sahara (non compris bien entendu l'Afrique du Sud) auraient besoin de prêts d'ajustement, estiment des responsables de la Banque mondiale. Or, au milieu de l'année dernière, cinq seulement (Kenya, Sénégal, Côte-d'Ivoire, Ile Maurice, Malawi) y avaient eu recours pour un montant de 325 millions de dollars (sur 2,1 milliards de dollars d'engagement pour l'ensemble du monde). Mais, plusieurs autres pays africains avaient déposé des dossiers (Mali, Soudan, Madagascar, Togo).

Ce type de prêt est assez souvent accompagné d'un crédit d'assistance technique afin de faciliter la mise en œuvre des réformes réclamées ; il va de soi que cela peut, dans une certaine mesure, porter ombrage à la coopération technique française, parfois jugée *« coûteuse »* et pesante. Toutefois, certains pays ne veulent pas non plus faire appel, pour des raisons idéologiques, à la Banque mondiale, parce qu'ils craignent d'hypothéquer, ce faisant, leur indépendance. D'autant qu'un prêt d'ajustement est conçu de telle sorte qu'il puisse en appeler un autre (la Turquie en a souscrit trois, le Kenya deux).

Les bénéficiaires voient généralement comme avantage dans ces prêts – accordés aux conditions, soit des crédits commerciaux de l'institution, soit à celles (préférentielles) de sa filiale, l'Association internationale de développement – le fait qu'ils sont attribués avec rapidité, et qu'ils peuvent disposer, à des fins de développement, de la contrepartie en monnaie locale des sommes en devises mises à leur disposition par Washington. Toutefois la mise en œuvre des réformes *« structurelles »* ne va pas sans quelques problèmes dans certains cas, en raison notamment de l'évolution défavorable des termes de l'échange. Mais la Banque paraît estimer que cette situation devrait plutôt encourager les pays de l'Afrique, au sud du Sahara, à se tourner vers son *« nouveau produit »*.

La société financière internationale, elle, a plus d'un quart de siècle d'expérience (elle a été fondée en 1956). Elle encourage les investissements privés en prenant des participations dans des entreprises productives du tiers-monde. Mais le montant de ces opérations a légèrement fléchi de 1981 à 1982, en raison de la crise que traversent certains pays, notamment en Amérique latine, où, avec l'Asie orientale, avaient lieu jusqu'à présent la majorité de ses activités. La S.F.I. veut élargir celles-ci à des pays à revenus intermédiaires, et elle porte également une attention particulière à l'Afrique.

Sa thèse est qu'il y a place pour une expansion du secteur privé dans ces pays, même s'ils sont quelque peu boudés par les banques commerciales et les investisseurs des pays industrialisés, et si les affaires ne s'y concrétisent pas facilement. Aussi bien envisage-t-elle de doubler le montant de ses opérations en Afrique, pour la période 1984-1988, (qui représentent actuellement 17% des investissements totaux de la Société), en cherchant à s'associer non seulement à des firmes étrangères, mais aussi à des entrepreneurs locaux, lorsqu'ils existent.

La S.F.I. se félicite de contribuer, ce faisant, à la *« privatisation »* de compagnies publiques, ou encore d'intervenir dans quelques pays à régime étatique (Guinée), bien que plusieurs pays socialistes (Algérie, Angola, Mozambique...) refusent à faire appel à une société dont, au reste, ils ne sont pas membres... Enfin, plusieurs nations du Golfe participent avec la S.F.I. à des investissements dans des États du nord de l'Afrique (Egypte, Tunisie, Maroc). L'Arabie Saoudite s'est engagée, le 12 janvier, à soutenir, par une contribution de 100 millions de dollars, son programme d'investissements, à concurrence des sommes investies par la S.F.I., répartissant ainsi pour la première fois conjointement le risque.

GÉRARD VIRATELLE.

LA STRATÉGIE DU PARTI SOCIALISTE ESPAGNOL

Monétarisme plus social-démocratie

(Suite de la page 21.)

« Plus encore que la modération salariale, le problème-clé est ajourd'hui, ajoute-t-il, *celui du déficit du budget qui réduit le crédit disponible pour le secteur privé et agit, là aussi, sur les taux d'intérêt. Le succès des socialistes se mesurera d'abord à leur capacité de contrôler le déficit. S'ils échouent, il ne leur restera plus comme instrument que la politique monétaire. »*

La direction de la C.E.O.E. a promis aux socialistes un *« délai de grâce »* de cent jours durant lesquels elle s'abstiendra de toute critique globale. La difficile négociation collective entre les partenaires sociaux en janvier a mis cette résolution à l'épreuve : en annonçant la prochaine introduction de la semaine de 40 heures (la moyenne actuelle est de 41 h 30) le gouvernement s'est attiré les foudres des chefs d'entreprise, qui ont fait savoir que leurs possibilités salariales s'en trouveraient d'autant réduites. L'accord entre centrales syndicales et patronat n'a été atteint que de justesse. Le patronat ne semblait pas disposé à accorder au pouvoir le *« pacte social »* dont ce dernier avait particulièrement besoin sans être d'abord informé des règles du jeu qui seront appliquées à plus long terme en matière économique. Tout porte à croire qu'il a obtenu satisfaction puisqu'il a considérablement assoupli sa position initiale.

Une *« petite phrase »* prononcée le 28 janvier par M. Felipe Gonzalez, lors d'un déjeuner avec plusieurs centaines de chefs d'entreprise, donne une idée des concessions qui ont pu être accordées. Le président du gouvernement a affirmé que la thèse du maintien du pouvoir d'achat à son niveau actuel était valable non seulement pour 1983, mais également pout toute la législature. M. Gonzalez a-t-il ainsi exclu, même en cas de relance, toute possibilité d'une politique de redistribution par voie salariale durant les quatre prochaines années ? Il n'est pas sûr qu'une telle thèse fasse aisément l'unanimité parmi les bases du parti.

L'heure, il est vrai, est plutôt à la modération parmi les milieux syndicaux. Ceux-ci sont à la fois peu désireux de mener la vie dure à ce premier gouvernement de gauche et conscients que la lutte contre le chômage passe avant l'augmentation du pouvoir d'achat. C'est surtout le cas, bien sûr, au sein de la centrale socialiste U.G.T. (Union générale des travailleurs), qui, lors des dernières élections syndicales, a dépassé pour la première fois sa rivale communiste des Commissions ouvrières.

« Il y a des impatiences légitimes et d'autres qui le sont moins, affirme le secrétaire général de l'U.G.T., M. Nicolas Redondo. *Nous ne serons pas de ceux qui reprochent au gouvernement de ne pas avoir réalisé en deux mois un programme établi pour quatre ans, surtout après quarante ans de pouvoir de la droite. Nous sommes parfaitement conscients qu'un échec du gouvernement serait aussi le nôtre et qu'il risquerait d'écarter la gauche du pouvoir pour longtemps. »* Si elle se montre trop conciliante vis-à-vis du gouvernement, l'U.G.T. ne risque-t-elle pas toutefois demain d'être débordée par les Commissions ouvrières, si la crise venait à s'aggraver ?

Au sein de la centrale communiste, l'unanimité ne règne pas, dit-on, quant à la stratégie à suivre. Il pourrait être tentant de capitaliser le mécontentement des travailleurs face à certaines décisions impopulaires du gouvernement et de récupérer ainsi l'espace politique que les socialistes laisseront sans doute libre sur la gauche. Une histoire récente a montré qu'une ligne radicale ne payait pas toujours au moment des élections syndicales : la décision des Commissions ouvrières en 1980 de ne pas s'associer à la première négociation collective entre patronat et U.G.T. s'était traduite par un clair recul de leur influence.

Le gouvernement a conscience que le *« pacte social »* difficilement acquis est précaire et subordonné à des progrès tangibles dans la lutte contre la crise. Des difficultés d'ailleurs pourraient bien se manifester dans l'avenir au sein du P.S.O.E. lui-même. La nécessité pour le moment de naviguer au plus près en maintenant une politique rigoureuse de conjoncture assure un rôle prépondérant aux économistes modérés du parti comme M. Redondo. Mais en ira-t-il de même lorqu'il s'agira de retenir les options à plus long terme ?

Tous les responsables socialistes accepteront-ils que la *« modernisation de l'administration »* apparaisse comme la seule véritable réforme proposée par le gouvernement sur le plan économique en l'absence de transformation plus substantielle ? L'administration socialiste devra prouver aux critiques qu'elle n'aspire pas simplement à être en fin de compte un gouvernement centriste fonctionnant mieux que le précédent.

THIERRY MALINIAK.

Les principales hypothèses de M. Boyer pour 1983

Croissance du P.N.B	+ 2 %
Consommation privée	+ 0,6 %
Consommation publique	+ 4,5 %
Demande intérieure	+ 0,8 %
Exportations	+ 0,5 %
Importations	– 1,5 %
Inflation	+ 12 %
Masse monétaire	+ 13 %
Déficit du budget	6 % du P.N.B.
Pression fiscale	14,5 % du P.N.B.

BaT
les enfants de la pub
numéro spécial enfant : 50 F TTC
en vente au journal : 96, rue du Fg Poissonnière 75010 Paris - tél. 285.30.88

UN PLAN DU PACTE ANDIN

Développer l'agriculture

« LE pacte andin est malade, mais sa maladie peut être soignée. » Dans sa sécheresse, ce constat du président sortant, M. Orlando Alciva, résume assez bien les travaux de la commission de l'accord de Carthagène, organisme suprême du pacte andin, qui vient de se tenir en Bolivie.

A défaut de résultats concrets et spectaculaires, les ministres de l'intégration des cinq pays membres (1) auront du moins réussi à sauver les apparences et à maintenir un minimum de cohésion. Même modestes, ces résultats ne sont pas tout à fait négligeables si l'on songe aux menaces de désintégration qui pesaient sur le pacte à la veille encore de la réunion de Santa-Cruz.

Révision

Déjà tiraillés entre des intérêts immédiats contradictoires, les cinq pays membres ont tous été touchés, à des degrés divers, par les retombées des difficultés conjoncturelles mondiales. Les mesures protectionnistes réintroduites au sein du groupe par certains pays, comme le Venezuela, perturbent les courants commerciaux interrégionaux.

Du Venezuela et du Pérou, des voix se sont élevées un peu partout pour réclamer une renégociation des accords d'intégration. *« Nous ne pouvons pas nous faire hara-kiri avec le pacte andin »*, répète-t-on dans les milieux patronaux vénézuéliens, tandis que le président du Sénat péruvien proposait une révision d'ensemble. Ces critiques ne sont pas demeurées sans écho à Santa-Cruz. Tout en réaffirmant leur volonté de consolider le processus d'intégration, les ministres se sont engagés à perfectionner l'accord de Carthagène.

Nouveau président de la commission, le représentant du Pérou, M. Gonzalo de la Puente, a déclaré que la réunion de Santa-Cruz *« a établi des bases minimales de consensus pour la révision et la réorientation de l'intégration »*. Dans cette perspective, il a attribué un rôle moteur à l'industrie privée. *« L'intégration,* a-t-il dit, *est la meilleure garantie pour les cent millions d'habitants du marché andin. L'accord de Carthagène entre dans une nouvelle phase, et nous sommes déterminés à mettre en marche un modèle rénové d'intégration plus réaliste, plus équilibré, moins compétitif, et plus complémentaire. »*

Alors que jusqu'ici l'accent avait été mis sur l'industrialisation, il a été décidé à Santa-Cruz de faire désormais du développement agricole l'un des points prioritaires de la nouvelle stratégie andine. *« L'agriculture est le secteur où travaille la majorité de la population, qu'il est possible de développer avec un minimum de dépenses et de technologie »*, a assuré le ministre bolivien de l'intégration, M. Jorge Gonzalez. En 1982, les cinq pays du pacte andin avaient importé pour plus de 500 millions de dollars de denrées alimentaires.

Si elle a permis de limiter les dégâts, la réunion de Santa-Cruz n'aura cependant pas répondu aux espoirs de ceux qui souhaitaient une véritable refonte de l'accord de Carthagène, puis la mise en marche d'un nouveau modèle d'intégration. D'autres problèmes en suspens, comme les difficultés du commerce interrégional, ont été également remis à plus tard, dans l'attente de la réunion au sommet des présidents andins, en juillet prochain, à Caracas, à l'occasion du deux centième anniversaire de la naissance de Simon Bolivar.

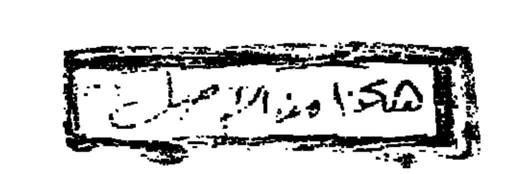
JEAN-CLAUDE BUHRER.

(1) Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela.

24 ANS
J'ai échoué à l'E.N.A
(voir en page demandes d'emploi)

FENÊTRES ou VOLETS à changer
SOCIÉTÉ PARIS RÉNOV
FABRICANT INSTALLATEUR
Prix direct d'usine
Menuiserie en P.V.C.
GARANTIE 10 ANS
1 fenêtre de 185 x 100
3.350 F TTC posée
EXPOSITION : 22, rue Fontaine 75009 PARIS ☎ 526.60.00
Usine : Z.I. 95380 LOUVRES
CRÉDIT GRATUIT 6 mois





هكذا من الأصل

DES ÉCONOMISTES EN CHARGE DE LA HONGRIE

La politique de solvabilité

Assurer quoi qu'il en coûte l'équilibre des paiements, tel est l'objectif des dirigeants hongrois qui ont mis en œuvre une politique d'austérité accompagnée d'encouragements à l'initiative privée. Les habiles financiers qui sont à la tête de la Banque de Hongrie ont *réussi à sauver le pays de la* crise de liquidités qu'il a connue en 1982. Mais on craint à Budapest les conséquences de nouvelles difficultés de la Yougoslavie et de la Roumanie.

« *LE Hongrois, c'est cet homme qui s'engouffre derrière vous dans une porte tournante, et en ressort devant vous.* » Cette définition de M. György Mikes, humoriste britannique d'origine hongroise, semble s'appliquer à merveille à M. Janos Fekete, le talentueux vice-président de la Banque nationale de Hongrie. Ce financier de soixante-deux ans, sur lequel les banquiers occidentaux ne tarissent pas d'éloges, a réussi l'an dernier à sauver son pays de la banqueroute à laquelle la Hongrie semblait promise à la suite de retraits massifs de capitaux intervenus au cours du premier semestre 1982.

Après le coup de force du 13 décembre en Pologne, le gouvernement *américain encourageait* les Occidentaux à restreindre leurs échanges avec les pays socialistes. Les inquiétudes quant à la solvabilité des pays du Comecon aidant, de nombreuses banques ne renouvelèrent pas leurs dépôts à court terme *auprès de la Banque de Hongrie, pour* qui ces dépôts représentent le tiers de ses engagements. L'Union soviétique elle-même retira ses avoirs de Hongrie pour les prêter à la Pologne.

Au total, de janvier à avril 1982, 1 100 millions de dollars quittèrent les caves de la Banque nationale de Hongrie. Fin mars, les réserves de la Banque centrale, qui se montaient à 374 millions de dollars, ne représentaient plus guère que trois semaines d'importations. Le gros des retraits – quelque 700 millions de dollars – était de l'argent arabe, du *hot money* d'origine pétrolière extrêmement volatile. Aujourd'hui encore, on en conçoit de l'amertume à la Banque de Hongrie. « *Mais les fonds koweïtiens sont restés,* souligne M. Kalman Meszaros, directeur-gérant de la Banque de Hongrie. *Même durant la crise de l'année passée, le Koweït a maintenu sa coopération avec la Hongrie.* »

Mieux vaut tard que jamais

Devant cette crise de liquidités, M. Fekete réagit tous azimuts. En novembre 1981, la Hongrie avait déposé une demande d'adhésion au Fonds monétaire international (F.M.I.). L'entregent de M. Janos Fekete va permettre une admission étonnamment rapide : le 6 mai 1982, la Hongrie devenait officiellement le 146e membre du F.M.I. A cette date, les problèmes étaient pourtant loin d'être résolus : les capitaux s'étaient évaporés et la Hongrie devait faire face à ses échéances.

Il lui fallait donc obtenir des prêts sans délais. En mars, la Banque des *règlements internationaux (BRI)*, cette banque centrale des banques centrales, a mobilisé, avec l'active participation de la Banque de France et de la Banque d'Angleterre, un prêt de 210 millions de dollars sur trois mois, renouvelable une fois. Puis la *Hongrie réussit en août le tour de* force de bénéficier d'un prêt syndiqué à moyen terme de 260 millions de dollars. Elle a été le seul pays socialiste à bénéficier d'un tel prêt en 1982, ce dont on n'est pas peu fier à Budapest.

Le chef de file de ce montage est la banque américaine Manufacturers Hanover, ce qui est très important. Car jusqu'alors, les banques d'outre-Atlantique s'étaient montrées bien discrètes. L'idée prévalait encore aux Etats-Unis que les pays socialistes devaient « *être punis* » indistinctement après le coup de force du général Jaruzelski. « *L'attitude américaine s'est modifiée. Les Américains ont découvert, avec l'Amérique latine, qu'il n'était pas si simple de déclarer un pays en défaut de paiement* », commente avec ironie M. Meszaros.

En décembre 1982, le F.M.I. *consentait à la Hongrie des crédits* à hauteur de 600 millions de dollars. A Budapest, on est bien entendu très favorable à la décision qui vient d'être prise par le F.M.I. de relever les quotas de 47 %. Car les droits de tirage s'en trouveraient augmentés d'autant, limitant ainsi le recours à l'euromarché.

Deux questions viennent à l'esprit : pourquoi la Hongrie a-t-elle tant tardé à adhérer au F.M.I ?. D'où lui vient ce capital de confiance, alors qu'elle est, depuis des années, le pays de l'Est le plus endetté par tête d'habitant ?

Il est de notoriété publique que, depuis 1968 au moins, date à laquelle la nouvelle politique économique fut mise en œuvre, les économistes *hongrois envisagent sérieusement* leur adhésion au F.M.I. Récemment, on a pu entendre ou lire nombre de hauts dirigeants magyars déplorer publiquement que l'on ait trop attendu. « *Mieux vaut tard que jamais,* remarque M. Meszaros. *Mais il est vrai que, à la Banque de Hongrie, nous prônions depuis longtemps l'adhésion au Fonds. Nous vivons dans un monde unique, d'où l'intérêt d'un système monétaire unique. Depuis des années, nous avons tenté de convaincre nos partenaires du Comecon d'y adhérer, quitte à le modifier, car le F.M.I. n'est certes pas parfait. Ils n'ont pas accepté. Il est bien évident qu'un pays qui a beaucoup d'or, de pétrole et de gaz* [l'U.R.S.S. (N.D.L.R.)] *ne voit pas les choses de la même façon qu'un pays qui doit les acheter.* »

Astucieux Hongrois ! S'ils ne prennent guère d'initiatives sur le plan *diplomatique, du moins ont-ils un* sens aigu de l'opportunité : leur candidature au F.M.I. a été déposée en novembre 1981, cinq jours seulement avant que ne soit enregistrée celle de la Pologne. De l'avis de plusieurs économistes occidentaux et *hongrois, comme la Pologne n'aurait* pu agir sans l'aval de l'U.R.S.S., cela signifiait que la voie était libre. Il ne restait plus aux dirigeants hongrois qu'à gagner de vitesse les Polonais, en sortant de leurs tiroirs un dossier de candidature tout prêt.

De plus, en déposant leur candidature avant les Polonais, les Hongrois épargnaient au F.M.I. un délicat pro*blème de protocole : le dossier de* Varsovie étant infiniment plus douteux que celui de Budapest, il aurait été embarrassant d'admettre la Hongrie avant de statuer sur le cas polonais, si les Polonais s'étaient signalés les premiers. Cette interprétation est *toutefois rejetée par M. Meszaros qui* affirme que la demande d'adhésion polonaise a été « *une surprise à Budapest* ».

D'où vient donc que la Hongrie ait pu se sortir de la passe extrêmement périlleuse où elle était engagée l'été dernier ? A discuter avec des banquiers occidentaux, on a la très nette impression que c'est plutôt à M. Fekete qu'à son pays qu'ils ont accordé leur confiance. Dépeint par tous comme un financier hors pair, jouant peut-être un peu avec le feu lorsqu'il abuse de la *transformation* bancaire (opération consistant à couvrir des prêts à long terme par des dépôts à court terme), il dispose manifestement d'une grande latitude dans son pays. Chacun le connaît en Hongrie. Indice de l'acuité du problème de la dette, car dans quel autre pays au monde l'homme de la rue serait-il capable de mettre un nom sur le gouverneur de la Banque centrale ?

Mais surtout, M. Fekete et son équipe sont en place depuis très longtemps, et jamais, même au plus fort de la crise de 1956, la Hongrie n'a cessé d'honorer ses engagements internationaux. Intérêts et principal ont toujours été remboursés dans les délais. Il n'empêche, le niveau de l'endettement est préoccupant : quelque 8 milliards de dollars, soit 800 dollars par habitant. Enfin, ce qui ne saurait déplaire à la finance *internationale, la logique du marché,* de la compétitivité sur les marchés mondiaux, est plus que jamais à l'ordre du jour à Budapest. La moitié de la production du pays est exportée contre devises fortes.

C'est ainsi que les Hongrois, en dépit de leur situation difficile, n'ont pas abandonné un vieux rêve : faire du forint une devise convertible. *Certes pas convertible au point que* M. Janos Kovacs (le Jean Dupont hongrois) pourrait changer ses forints contre des dollars, ni que les spéculateurs internationaux pourraient s'amuser à transférer à volonté leurs capitaux flottants et à les convertir au gré des cours. Mais faire du forint une monnaie de transaction, oui !

Le forint convertible ?

La Hongrie limiterait ainsi considérablement ses risques de change. On en prend lentement le chemin : depuis le 1er octobre 1981, le taux commercial et le taux non commercial ont été unifiés. Le forint est désormais coté chaque mardi. L'adhésion au F.M.I. a été suivie en juillet d'une dévaluation de 7 %. L'objectif est de parvenir à une cotation quotidienne. Mais il faut d'abord rendre l'économie plus efficace.

En quelques années, le Hongrois est devenu un *homo œconomicus.* « *La situation des paiements internationaux est en train de remplacer le football dans les conversations de café !* », observe un journaliste hongrois. Les médias y sont pour beaucoup.

Le parti socialiste ouvrier hongrois a mis à l'ordre du jour ce qu'on appelle à Budapest la « *politique de solvabilité* » : la priorité devant *laquelle tout doit s'effacer est de* permettre à la Hongrie de faire face à ses engagements internationaux. Les importations ont par conséquent été brutalement réduites depuis l'été, permettant au pays de finir l'année avec un excédent commercial. Pour *1983, les Hongrois ont été avertis* que leur pouvoir d'achat baisserait de quelque 2 %.

Les prix augmentent considérablement ; mais ces augmentations ne sont pas brutales et soudaines, à la polonaise : elles sont annoncées et expliquées plusieurs mois à l'avance. Ainsi, les loyers seront augmentés de 130 % en moyenne à compter du *1er juillet 1983 ; mais la hausse sera* étalée sur cinq ans.

Un train de hausses a déferlé depuis l'été sur la Hongrie (essence : + 14 % et bière : + 19 % en juin ; café : + 40 % en juillet ; chemin de fer : + 100 % en septembre), hausses que les Hongrois subissent avec résignation. « *Nos compatriotes savent très bien que 1983 va être une année difficile,* estime M. Matyas Vince, rédacteur en chef de *HVG*, le populaire hebdomadaire d'économie. *En revanche, je ne suis pas sûr qu'ils aient conscience que les années suivantes seront au moins aussi difficiles.* »

Néanmoins, cette politique des prix permet de maintenir un approvisionnement régulier des boutiques. Budapest ignore les queues de Belgrade, Varsovie, Bucarest ou Moscou. « *Je préfère avoir tous les jours chez mon boucher du poulet cher, plutôt que d'avoir du poulet bon marché une fois tous les six mois* », résume éloquemment un jeune professeur d'économie de l'université Karl-Marx de Budapest.

Mais le Hongrois est aussi celui qui, gagnant 4 000 forints (1), en dépense 7 000. Chacun exerce deux, voire trois métiers. Cette « seconde économie », qui représente, selon un rapport du F.M.I., près du sixième de la consommation intérieure, a été largement légalisée l'an dernier. « *Enrichissez-vous, pourvu que ce soit par le travail* » semble être le mot d'ordre qui accompagne la politique de solvabilité. C'est ainsi que les travailleurs d'une entreprise sont incités à se grouper en coopérative pour être les sous-traitants de leur propre firme, que les taxis privés – parfois conduits par des ingénieurs après leur journée de travail – font fortune, et que le Tout-Budapest se presse « *Chez Pierrot* », *le premier* salon de thé privé de Budapest, à deux pas du château, sur la colline de Buda.

Rationaliser l'économie et exporter contre devises (y compris vers les *pays du Comecon avec lesquels la* Hongrie est largement excédentaire en dollars) sont les deux axes de la politique du gouvernement d'économistes qui semble diriger la Hongrie. Les dirigeants magyars ont bon espoir de bénéficier d'un second prêt *syndiqué et de nouveaux droits de* tirages sur le F.M.I. qui seront les bienvenus, dans la mesure où, cette année, il leur faudra rembourser près d'un milliard de dollars de prêts à moyen terme arrivant à échéance.

Toutefois, à Budapest, on lorgne avec inquiétude sur les finances de la Roumanie et de la Yougoslavie. « *Lorsque quelque chose va mal en Pologne, en Yougoslavie ou au Brésil, c'est toujours la Hongrie qui en souffre. Après tout, bien des pays industrialisés occidentaux sont lourdement endettés,* s'exclame M. Kalman Meszaros. *La vraie question est la suivante : doit-on décider qu'un pays qui pratique une politique économique saine, donnant de bons résultats, doit être tué à cause de ce qui se passe ailleurs ?* »

OLIVIER DA LAGE.

(1) 1 forint = 0,17 F

LENTILLES DE CONTACT

La qualité OSIRIS · lentilles B et L. 1er fabricant mondial
Les services OSIRIS, un ensemble de services unique en France
Les prix OSIRIS, 650 F adaptation comprise ; 496 F sans adaptation.
Avec ce bon : ÉTUI – NÉCESSAIRE DE DÉPART GRATUIT. Jusqu'au 26.2.83.

OSIRIS : LES SPÉCIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES

Laboratoires OSIRIS

BORDEAUX - 4 cours Alsace-Lorraine (56) 52.96.26
LILLE - 10 rue du Palais Rihour (20) 54.42.78
LYON 6e - 4 quai du Gal Sarrail (7) 824.12.46
PARIS 1er - 20 quai de la Megisserie (1) 233.00.20
PARIS 5e - 127 bd St Michel (1) 326.27.97
PARIS 8e - 21 avenue de Friedland (1) 563.55.99

INSEAD

Institut Européen d'Administration des Affaires

PROGRAMME DE MARKETING EUROPÉEN

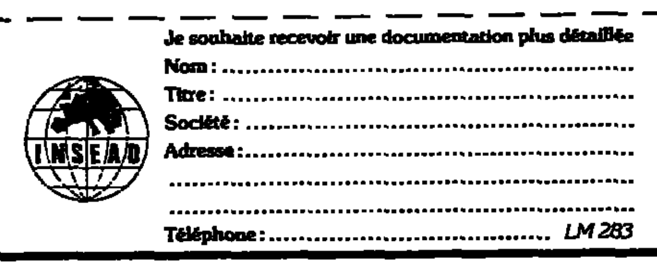
10 - 29 avril 1983

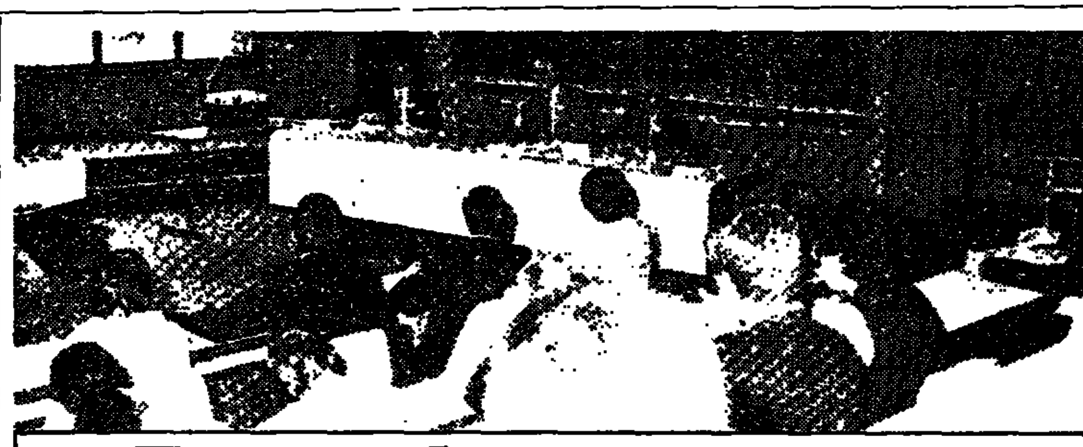
Un programme de perfectionnement qui permet d'acquérir une vue analytique de la formulation *des stratégies de marketing*, tout en mettant l'accent sur les méthodes et les approches qu'utilisent les sociétés les plus dynamiques.
Participants : Cadres expérimentés dans les fonctions vente et marketing de toutes les nationalités d'Europe.

La langue de travail du programme est l'Anglais.

Pour une information détaillée, contactez
INSEAD - Education Continue
77305 Fontainebleau Cedex, France
Téléphone : (6) 422.48.27 - Télex 690 389 F

Je souhaite recevoir une documentation plus détaillée
Nom : ....
Titre : ....
Société : ....
Adresse : ....
....
....
Téléphone : .... LM 283





Faites des rencontres intéressantes pour votre carrière

Quand un institut de formation continue atteint la réputation nationale et internationale, ce qu'il apporte va au-delà du simple perfectionnement des connaissances.
L'ISSEC, c'est un lieu d'échanges entre professionnels et professeurs conseils en entreprises, qui sont en relation avec d'autres pays et cultures.
C'est aussi un club qui organise des débats sur des sujets d'actualité, et des groupes de travail permettant à des professionnels d'échanger leurs expériences sur des problèmes précis.
C'est enfin 80 programmes de formation permettant à chacun de bâtir son itinéraire personnel de développement professionnel.

ISSEC

partenaire de votre carrière

PRINTEMPS 1983

Veuillez m'envoyer la brochure présentant les programmes :

- ■ Programmes pour dirigeants
- □ Management général
- □ Diriger une P.M.I.
- ■ Les crédits de perfectionnement
- □ Personnel et formation
- □ Marketing, commerce international
- □ Gestion des produits agro-alimentaires
- □ Comptabilité, contrôle de gestion
- □ Finance
- □ Logistique et production
- □ Organisation, planification
- □ Informatique de gestion
- □ Secrétariat général, gestion juridique
- □ Création d'entreprises
- □ Langues

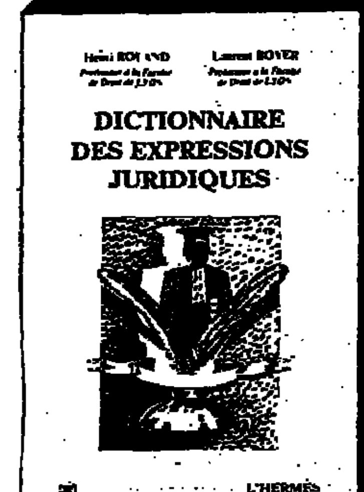
M. ....
Fonction ....
Adresse pers./prof. ....
....

A retourner à : ISSEC
35, boul. de Sébastopol, 75001 PARIS
Tél. 233-21-88

Établissement de formation continue privé



vient de paraître aux Editions L'HERMÈS
31, rue Pasteur - 69007 LYON



JOINT VENTURES DANS LES PAYS ARABES

Un programme pour cadres dirigeants européens et arabes centré sur les problèmes de négociation et de gestion des différentes formes d'activités économiques en coopération avec des partenaires arabes.
Ce programme est organisé par :
le CESA et le CFPO, l'Imperial College Londres, la Stockholm School of Economics et les Universités du Caire et de Koweït.

DATES : 17 AVRIL — 14 MAI 1983
LIEU : JOUY-EN-JOSAS

Pour toute information contacter :
CFPO, 1, rue de la Libération. 78350 Jouy-en-Josas
Téléphone (6) 941-80-90 – Télex : 600325

Halte au Vol

serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHE ou PICARD
Matériel GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier 15/10e
+
4 goujons d'acier anti-dégondage
+
renforcement du bâti bois par 1 cornière en acier
+
3 cornières anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte
+
1 barre de seuil

OFFRE EXCEPTIONNELLE (limitée)
(au lieu de ~~3.350 F~~)
3.200 F TTC
Pose et depl. compris PARIS-BANLIEUE

PARIS PROTECTION
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS
566.65.20
CRÉDIT GRATUIT 6 Mois



Les deux crises de la sécurité sociale américaine

par RÉMY PRUD'HOMME (*)

AUX États-Unis aussi la sécurité sociale est en crise. L'expression toutefois n'a pas le même sens qu'en France. Ce qu'on appelle « sécurité sociale » aux États-Unis correspond à la seule partie assurance-vieillesse de notre Sécurité sociale, c'est-à-dire au système de retraites. Beaucoup de Français pensent ou disent parfois que le « risque » de vieillesse aux États-Unis n'est pas pris en charge par la collectivité et voient là une cause des difficultés des habitants ou des facilités de l'économie. Il n'en est rien. Un système public et obligatoire de retraites existe, qui s'est beaucoup développé depuis vingt ans, mais qui est aujourd'hui en pleine crise.

Le système tout d'abord. Un organisme fédéral prélève un impôt sur les salaires, dit « impôt de sécurité sociale », et envoie chaque mois un chèque à chaque retraité. Le système est géré par le Congrès, qui décide du taux de l'impôt et du montant des retraites. Le taux de l'impôt de sécurité sociale est actuellement d'environ 13 %, nettement plus faible qu'en France. Comme chez nous, il y a un plafond pour l'application de cet impôt, mais ce plafond est nettement plus élevé qu'en France et se situe en fait au-dessus du salaire de la plupart des travailleurs américains.

Le système est obligatoire pour les travailleurs du secteur privé; il est facultatif pour les collectivités locales et les associations à but non lucratif (hôpitaux, églises). Les fonctionnaires du gouvernement fédéral bénéficient d'un système de retraites distinct, principalement financé par l'impôt général, et qui est, du reste, plus généreux que le système de sécurité sociale proprement dit.

Actuellement, le système encaisse et redistribue près de 6 % du P.N.B. La sécurité sociale est devenue la principale ressource des plus de soixante-cinq ans, surtout pour les moins riches d'entre eux. Les systèmes privés de retraites complémentaires continuent d'exister et d'assurer les retraites élevées; mais, globalement, leur importance est devenue secondaire : ils redistribuent cinq fois moins d'argent que la sécurité sociale.

En fait, grâce au développement de la sécurité sociale, les personnes âgées ont cessé d'être un groupe défavorisé aux Etats-Unis. Le pourcentage des plus de soixante-cinq ans en dessous de la « ligne de pauvreté » (actuellement 2 500 F environ par mois), qui se situait à 35 % en 1960, est de 15 % aujourd'hui; ce pourcentage est de 14 % pour l'ensemble de la population; en d'autres termes, les vieux ne sont pas plus pauvres que les autres.

Un beau succès, alors, la sécurité sociale américaine? Hélas, non! Le système est en crise, et doublement. A court terme, il est malade, et appelle des mesures immédiates, qu'aucun politicien ne semble prêt à assurer. A long terme, il est condamné et appelle des réformes de fond, que personne ne semble capable d'imaginer.

La crise à court terme est évidente, simple, urgente : il n'y a plus d'argent dans les caisses. En 1977, le président Carter signait une loi de réforme de la sécurité sociale et affirmait : « Le système repose maintenant sur des bases solides. » Il se trompait complètement et avec lui le Congrès et les experts de l'administration. Le montant des salaires a, du fait de la récession, augmenté moins vite que prévu. Le montant des retraites, qui sont indexées sur le coût de la vie, a, du fait de l'inflation, augmenté beaucoup plus vite qu'on ne s'y attendait.

Le résultat est que, depuis 1980, les dépenses excèdent les recettes. On a d'abord comblé ce déficit en prélevant dans les fonds antérieurement accumulés. Depuis quelques mois, ces fonds sont épuisés. La sécurité sociale a été obligée d'emprunter pour payer les retraites. Certaines collectivités locales, qui en ont la possibilité, commencent à se retirer du système. C'est un signe inquiétant. L'avenir immédiat est très sombre. La commission d'études et de propositions, créée par le président Reagan, prévoit pour la période 1983-1989 un déficit cumulé de 1 000 à 1 400 milliards de francs. Par comparaison, le système français d'assurance vieillesse est en équilibre.

Compromis

Un tel déficit est évidemment inacceptable, et le Congrès doit — et va — prendre, dans les mois ou les semaines qui viennent, des mesures pour le résorber. C'est l'une de ses tâches les plus urgentes et l'un des problèmes politiques les plus graves du moment. Aux Etats-Unis comme ailleurs, il n'y a guère que trois solutions : réduire les prestations, c'est-à-dire en pratique augmenter les retraites moins vite que le coût de la vie; augmenter le taux de l'impôt qui finance le système; et faire appel au budget fédéral. Toutes ces mesures sont impopulaires, et les nouveaux élus, pendant leur campagne, les ont condamnées avec une belle unanimité. Les démocrates sont particulièrement opposés à la réduction des prestations et les républicains à l'augmentation de l'impôt. Il faudra bien, pourtant, élaborer un compromis, qui sera sans doute un mélange de ces trois mesures et qui résoudra à court terme la crise.

Une crise, cependant, peut en cacher une autre. La crise de la sécurité sociale américaine n'est pas conjoncturelle, elle est structurelle. Elle n'est pas à court terme, mais à long terme. Les études et les réflexions s'accumulent, qui suggèrent que le système est foncièrement malsain. Comme la Sécurité sociale française, d'ailleurs, la sécurité sociale américaine est un système de répartition, non de capitalisation, qui distribue ce qu'il encaisse et non les revenus de ce qu'il a accumulé.

L'idée, plus répandue encore aux Etats-Unis qu'en France, selon laquelle les plus de soixante-cinq ans récupèrent sous forme de retraite les sommes qu'ils ont versées durant leur vie de travail est un mythe qui ne résiste pas à l'examen. On a calculé que les impôts versés par un salarié « moyen » et son employeur, en tenant compte des intérêts, permettraient de servir une retraite aux taux actuels pendant moins de quatre années — et non pendant les vingt ans durant lesquels ce retraité et sa femme vont percevoir une retraite. La différence est un transfert. La sécurité sociale est un système de transfert déguisé en système d'assurance.

La démographie, la croissance économique et surtout l'augmentation du taux de l'impôt ont pu un temps masquer cette réalité et donner l'illusion d'un système en équilibre. Cette illusion est sans doute encore partagée par beaucoup des membres du Congrès. Mais elle résiste mal à l'analyse. L'évolution démographique et économique joue inexorablement contre le système de sécurité sociale. La diminution des taux de natalité, l'allongement de la durée de la vie et, plus tard, vers 2025, la venue à la retraite des générations du « baby boom », vont contribuer à creuser le fossé entre recettes et dépenses. On ne pourra le combler qu'en augmentant constamment le taux de l'impôt sur les salaires.

Mieux vaut, disent certains, considérer les retraites comme un transfert — un don et non un droit — et s'interroger sur l'efficacité de ce système. N'a-t-il pas des effets économiques néfastes? M. Martin Feldstein, l'actuel chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, montrait déjà, du temps où il était professeur à Harvard, que le système et son expansion ont réduit l'épargne, l'investissement et donc la croissance. D'autres études cependant, ont mis en doute cette conclusion.

Les effets sociaux sont-ils toujours souhaitables? M. Peter Peterson, l'ancien ministre du commerce, dans un article récent, explique que le système bénéficie autant aux riches qu'aux pauvres.

Ces considérations débouchent sur des propositions radicales — bien que floues encore — qui visent à reconstruire plutôt qu'à consolider le système. On parle de l'élévation de l'âge de la retraite, au moins pour les métiers qui ne sont pas physiquement pénibles; on parle aussi d'un recours accru aux systèmes privés ou publics de capitalisation. Sur cette deuxième crise de la sécurité sociale, qui concerne l'avenir et le principe même du système, un grand débat s'instaure donc aux Etats-Unis. C'est pour l'instant un débat d'intellectuels, pas de politiciens. Mais il est intellectuellement intéressant et politiquement important. C'est un débat qui nous concerne aussi.

(*) Professeur au MIT (Massachusetts Institute of Technology).

« L'Economie politique de la vigilance »

de JEAN-MARC OURY

La décision, comme richesse

UN normalien de trente ans, Jean-Marc Oury, ingénieur des Mines de surcroît, débarque sur la planète des théories économiques « classiques » (libérales et marxistes) ou keynésienne et écarquille les yeux. Il ne comprend pas comment ces anciens moules, même affublés du préfixe « néo », peuvent prétendre encore s'adapter aux réalités si nouvelles et complexes du moment. Son livre, *l'Economie politique de la vigilance*, n'a pas la prétention de construire une nouvelle théorie au sens strict, mais s'efforce de regarder sous un angle nouveau le déroulement concret de nos économies.

Le travail et le capital ne sont pas les seules sources de richesse, estime-t-il. La décision, et donc la vigilance sont aussi déterminantes. De ces deux lignes qui résument grossièrement sa pensée, l'auteur, avec un acharnement de pionnier, va tirer tout un ensemble de concepts qu'il affrontera ensuite aux pratiques, notamment de la firme.

Le guetteur et le chasseur, deux grands « vigilants », sont les héros du monde de la compétition. On le voit bien au reste avec la stratégie des Japonais, dont l'instrument complexe, le MITI, a des yeux partout pour déceler les besoins porteurs de profits. Mais la culture occidentale se méfie de la déesse Métis, fille d'Océan, forme d'intelligence toute d'adaptation et de prévision, que méprise Platon au nom de la Vérité, de l'Etre et de l'Identité. M. Oury décèle son emprise sous la science économique et ses théories de l'équilibre général.

Marxistes comme libéraux conservent ce point commun de la *valeur*, donc de la référence à la stabilité. Même la dynamique est traitée en succession d'états d'équilibres. L'économie est décrite comme une mécanique, et repose sur des postulats culturels contestables. Par exemple, il semble évident que les individus ont vis-à-vis des biens des préférences. Or cette hypothèse paraît hautement discutable à l'auteur, car les concepts de biens et de préférences individuelles sont des simplifications très restrictives. Par exemple : le kilowattheure d'électricité consommé à telle date et en tel lieu est différent de celui qui est consommé un peu plus tard ou ailleurs.

Il y a une infinité de biens, et il est bien difficile d'admettre que les individus les connaissent tous ou, *a fortiori*, ont entre eux des préférences. Les individus, comme leurs désirs, sont mouvants, imprévisibles et en interaction permanente. La vigilance est requise pour suivre ces évolutions.

Par quoi remplacer les postulats culturels des grandes théories économiques? Par la notion de coût de la décision, beaucoup moins difficile à déterminer, contrairement aux apparences que le coût d'un bien. A partir de là, M. Oury distingue deux sortes de décisions : 1) celles qu'il appelle « *bouclées* », c'est-à-dire celles qui permettent à l'opérateur de reconstituer son stock, de renouveler son capital, sa force de travail, suivant qu'il s'agit d'un commerçant, d'un industriel, d'un ouvrier; 2) celles qui apportent une « *plus-value locale* », « *locale* » parce que cette plus-value n'est pas associée à des biens, mais à une décision précise en un lieu, à une date, et pour un individu donné.

La pensée est stimulante, prompte à faire jaillir des réalités — notamment micro-économiques — de nouveaux concepts, prenant en compte mieux qu'une autre le glissement de la production vers l'immatériel (les services) et ses conséquences, renâclant devant les théories que les professeurs se repassent de génération en génération. Mais, comme tout chercheur un peu ivre de ses découvertes, l'auteur transcende une idée, celle de la « *vigilance* ». Dérive dangereuse, comme toute pensée globalisante. Du type de celle de Freud avec le sexe et de Marx avec la lutte des classes. « *Il y a plus de choses sous le soleil que dans toute votre philosophie* », a-t-on envie de leur répondre.

M. Oury aurait pu insister aussi sur l'ascèse commandée par son « *économie de la vigilance* », car nous vivons dans un monde où la capacité de concentration est de plus en plus faible. Mais notre auteur ne prétend pas « boucler » le discours avec son livre. Se plaçant *in fine*, sous la bannière de Schumpeter, il invite à éprouver la solidité du pont qu'il lance. Sage ouverture vers la discussion.

PIERRE DROUIN.

★ *L'Economie politique de la vigilance*. Editions Calmann-Lévy, 202 pages, 69 F.

(Publicité)

BUSINESS ENGLISH
3 cycles
* pour former et entraîner les participants à la pratique de l'anglais des affaires.
21 février : 90 heures — 15 semaines
5 mars : 117 heures — 13 semaines
11 avril : 20 heures — 10 semaines
ISSEC
Institut Supérieur des Sciences Economiques et Commerciales
Etablissement de Formation Continue Privé
233-21-88
35, boulevard de Sébastopol, 75001 PARIS
(Centres à Paris et à Cergy-Pontoise)



Faites-le donc vous-même.

Sperry Univac est une division et une marque déposée de Sperry S.A.

SPERRY UNIVAC

Vous avez besoin d'interroger très vite votre ordinateur, mais, pas de chance, votre question n'était pas prévue, donc pas de programme, pas de réponse! Alors que faire? "Il suffit d'écrire ou de modifier un programme" Bon c'est simple, mais, pas de chance, pas de programmeur, donc pas de programme!
Alors vous vous résignez, frustré, et pourtant... pourtant les données sont là, "il suffirait de les lire, de les trier, de les rapprocher avec d'autres"
Bref un jeu d'enfant pour l'ordinateur. La solution SPERRY UNIVAC? Faites-le donc vous-même avec le système MAPPER.
MAPPER est un système d'aide à la décision et de développement de programmes, spécialement conçu pour les ordinateurs de la série 1100.
MAPPER réalise ce qu'aucun logiciel ne faisait auparavant. Il oblige l'ordinateur à se conformer à votre processus intellectuel naturel. Il vous laisse explorer des pistes, vous libère des procédures rigides.
Vous pouvez étudier des scénarios prospectifs. En faire des graphiques couleur. Passer en revue, à votre gré, vos données ou celles de l'ordinateur central, le tout en donnant des instructions simples, en langage naturel.
En le faisant vous-même avec MAPPER.

Vous ne nous croyez pas. Vérifiez-le, posez-nous un de vos problèmes, nous le résoudrons ensemble, au terminal, avec MAPPER.
Téléphonez ou retournez ce coupon à Mesdames Annie DECHAMPS ou Claude VALLS à SPERRY UNIVAC 3, rue Bellini 92806 PUTEAUX. Tél. : (1) 778.14.60 - Télex : UNIAC 620180 F
Nom .... Prénom ....
Adresse ....
Tél. .... Profession ....

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus); nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

février!
un mois exceptionnel pour l'achat de votre PEUGEOT ou TALBOT



Le meilleur prix — le meilleur service
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

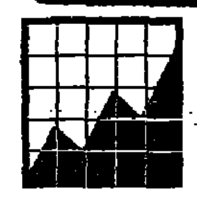
ipesup sciences-po
1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC
entrée en A.P. et entrée directe en 2e année
Institut privé de Préparation aux Etudes Supérieures
18 rue du Cloître Notre Dame 75004 Paris - 325.63.30
Préparation en cours du soir à partir de février
Stage intensif d'été
HEC - ESSEC... SCIENCES-PO... MEDECINE... PHARMACIE...

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/tg. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BANLIEUE SUD DE PARIS

FILIALE D'UN GROUPE AUDIO-VISUEL INTERNATIONAL

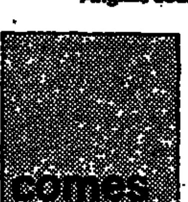
recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

En prise directe avec le Président, il devra s'intégrer à l'équipe de direction pour prendre en main tout l'administratif et financier de la Société.

Pour être candidat, il faut avoir une expérience concrète suffisamment longue (5 à 10 ans minimum) et diversifiée pour avoir acquis la maîtrise de toutes les techniques modernes de gestion, à partir d'une solide formation générale de base.

Anglais courant indispensable.



Envoyer c.v. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous référence 2483)

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.



Directeur filiale **300.000 F**

Un important groupe international spécialisé dans la production et la vente d'équipements et d'accessoires pour les loisirs de plein air, recherche le nouveau *Directeur de sa filiale française de distribution. Basé en proche banlieue* de Paris et placé sous l'autorité immédiate du Directeur Général Europe, il disposera d'une équipe d'une dizaine de personnes et se verra confier la responsabilité globale de l'animation et du développement de cette filiale : définition des objectifs, élaboration et conduite des politiques commerciales et du marketing, détermination des budgets, gestion administrative, financière et du personnel... Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre confirmé, âgé de 32 ans minimum, doté d'une solide formation de base, parlant parfaitement l'anglais et ayant excercé avec succès des responsabilités de Direction Générale ou Commerciale au sein d'unités autonomes, de préférence intégrées à des groupes *internationaux et spécialisées dans la vente de produits de consommation* durables ou de biens d'équipement légers. La connaissance du monde des détaillants et des grands magasins et la maîtrise des méthodes de distribution correspondantes seraient particulièrement appréciées. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 300.000 francs sera assortie d'un intéressement aux résultats et d'une voiture de fonction. Ecrire à J.M. JACLOT.
Réf. A/R9005M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Area sales manager **300.000 F**

Composants électroniques - europe du sud - Un important groupe international spécialisé dans la production et la vente de composants électroniques *actifs et passifs, crée le poste d'« area sales manager, southern Europe »*. Placé sous l'autorité immédiate de l'« european sales director » (basé en Grande Bretagne), il aura pour mission essentielle d'assurer depuis Paris, le développement des ventes auprès d'une clientèle de distributeurs et d'OEM français, belges, italiens, espagnols et portugais. Il aura parallèlement à élaborer et à conduire la politique marketing la mieux adaptée à l'Europe du sud et plus particulièrement à la France, et sera également chargé de mettre progressivement en place les structures et les hommes nécessaires à la conquête de son marché. Ce poste conviendrait à un candidat de nationalité française âgé de 35 ans minimum, possédant une formation d'ingénieur ou équivalent et *pouvant justifier à la fois d'aptitudes au management et d'une expérience* réussie de la vente de composants électroniques sur les marchés des OEM et de la distribution. L'anglais courant est indispensable, l'allemand et l'italien constitueraient des atouts supplémentaires. La rémunération annuelle, de l'ordre de 300.000 francs sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à J.M. JACLOT.
Réf. A/R9004M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

RECHERCHE DIRECTEURS
de village de vacances région AUVERGNE LIMOUSIN expér. exigée en gestion et restauration collective. Postes permanents, cadres. Env. lettre manuscr. C.V. et photo N° 15099 à AGENCE HAVAS 63002 CLERMONT FD CEDEX

Société de pointe dans le domaine de L'OPTIQUE GRAND PUBLIC, filiale d'un important groupe américain de renommée mondiale, nous commercialisons des PRODUITS REVOLUTIONNAIRES.

Nous avons 30 % du marché français, visons 50 % en 1985.

Nous recherchons notre :

Directeur des ventes France

240 000 F Proche banlieue Ouest

Directement rattaché au **président** et en liaison étroite avec le **marketing**, il :

- **définit la stratégie commerciale**, la politique tarifaire et promotionnelle pour laquelle il bénéficie d'un appui technique efficace,
- **dirige la force de vente** *(environ 20 personnes) qu'il motive et forme aux nouveaux produits (lancement prévu courant 1983)*,
- **négocie** personnellement les contrats de haut niveau,
- décide d'une politique **d'information** auprès des utilisateurs et la met en place.

Homme de terrain et diplômé d'une école de commerce, vous avez au moins 30 ans, une expérience réussie de **vente et d'animation des hommes**. Habitué à parler **«technique»** et à penser **«conseil»** dans la distribution, vous êtes passionné de **stratégie**, motivé par le challenge.

Evoluer est votre objectif ; c'est ce que *nous vous proposons si vous réussissez dans ce poste.*

Sylvie CATHELAIN, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5059/LM à l'adresse suivante :

argos
Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

MEDIA PA

Une société d'ingénierie, filiale d'un puissant groupe industriel français, spécialisée dans le traitement et la valorisation des déchets urbains, recherche :

L'adjoint du secrétaire général

180/200 000 F Nanterre

Il aura pour mission :

- **la mise en place de la comptabilité sur informatique**, comprenant l'établissement du cahier des charges et la formation de l'équipe comptable *utilisatrice du nouveau système*,
- **le contrôle de gestion** (budget, analyse des écarts) en liaison avec les directions opérationnelles,
- l'analyse de la couverture des **risques** en matière d'assurance.
- les *études économiques et d'investissements concernant les contrats d'exploitation.*

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 27 ans, diplômé de l'**IEP (éco-fi), d'une école de commerce ou de gestion.** Il justifie d'une expérience réussie de plusieurs années comme adjoint, soit d'un directeur administratif et financier, soit d'un secrétaire général et a **activement participé à la mise en place d'un système comptable sur informatique.**

Ouvert aux problèmes généraux de l'entreprise, il est intéressé par l'aspect économique et juridique des sociétés. La connaissance de l'anglais ou de l'espagnol serait *un atout complémentaire de réussite.*

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence LM/5057.



argos
Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

MEDIA PA

LENÔTRE

PATISSIER GLACIER CHOCOLATIER TRAITEUR

effectif supérieur à 500 personnes recherche pour étoffer son équipe

DIRECTEUR DU SERVICE DE GESTION ÉCONOMIQUE

HF

Il supervisera :
- la comptabilité générale.
- la comptabilité analytique.
- la gestion prévisionnelle et financière.

Ceci sous l'autorité du Directeur des Services Généraux.
Il mettra en place les structures informatiques et de gestion du groupe.

Profil :
- Formation comptable et informatique.
- Une première expérience réussie d'implantation et de gestion informatique.
- Haut niveau en gestion financière.

ADJOINT AU DIRECTEUR EXPORT

HF

- Il assistera le Directeur Export dans les opérations d'implantation et de gestion à l'Étranger.
Il assurera le suivi des expéditions, il adaptera les activités export aux impératifs règlementaires et sanitaires.

Profil :
- Anglais courant impératif.
- Seconde langue appréciée.
- Formation haut niveau du commerce international et à la gestion des contrats export.

POUR CES DEUX POSTES :

Lieu de travail : PLAISIR (78) - Rémunération à débattre

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à **Sté LENOTRE**
J.M. SCAMPS - Directeur des Relations Humaines
40, RUE PIERRE-CURIE - 78370 PLAISIR

bleu

CASTRES - TARN

directeur d'usines

FILATURE CARDEE

La Filature Pierre MAILHE et Fils est spécialisée dans les *fils haut de gamme. Elle est le 2e producteur français de fils* de laine cardée. Pour remplacer le titulaire partant à la retraite elle recherche le Directeur de ses 3 unités de production situées à Castres (Tarn)

En étroite collaboration avec la Direction Générale il assure la meilleure marche de l'outil de production, contrôle la qualité des produits, la gestion des ateliers. Il dirige 175 personnes *dont 4 contremaîtres*

Très bonne situation évolutive dans PME
Région agréable proximité mer et montagne

Nous recherchons **UN INGENIEUR TEXTILE**, orientation laine, connaissant si possible le cardé

Pour recevoir une information détaillée sur cette offre veuillez envoyer lettre, C.V et photo sous ref. 3201-M

M.L.M. CONSEIL
35, allées Jean Jaurès
31000 Toulouse
Tel. (61) 62.73.66

CSNCR — CONSEIL

FILIALE D'UN GRAND GROUPE TEXTILE

recherche

directeur général

HF

« Nous sommes une société de distribution de produits de mode comportant une chaîne de 20 magasins de détail. Notre chiffre d'affaires *est de 70 millions et nous employons 120 personnes*.

De formation supérieure, homme ou femme, le nouveau DG devra, outre ses compétences de gestionnaire, avoir une première expérience réussie de la distribution de produits de standing.

Merci d'adresser votre C.V. détaillé sous réf. 8103-M à Mamrégies 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra. Discrétion absolue garantie. »

Mamrègies

3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Importante société internationale fabriquant des biens industriels de haute technologie

PARIS

Directeur filiale France

Hiérarchiquement rattaché à la maison-mère, le candidat aura en charge le bon fonctionnement de la société dont l'activité des ventes s'étend également à d'autres marchés francophones.

Expérience dans un poste de gestion et de vente de biens d'équipements *industriels de 5 ans minimum à justifier.*

Bonnes connaissances du conditionnement dans les secteurs agro-alimentaire, pharmaceutique etc... souhaitées.

Formation technique. Anglais ou Italien apprécié.

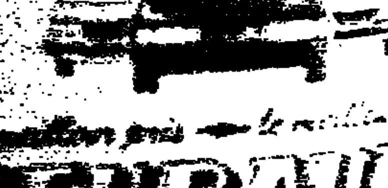
Ce poste s'adresse à un candidat ayant une grande aptitude à la *communication et aux* négociations de haut niveau, disponible pour voyager (50 %).

Rémunération très motivante + voiture de haut standing.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 32000 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

SAE

dans le cadre de son activité au MOYEN ORIENT
recrute, pour les former, 12 débutants

4 Ingénieurs du BTP
4 Conducteurs de Travaux
4 Techniciens Supérieurs

bilingues anglais.

- **La mission :** apprendre le métier de construire à l'Etranger : assister un cadre expérimenté dans la direction d'équipes d'exécution composées de cadres et ouvriers d'origine asiatique pratiquant l'anglais.
- **L'homme :** désireux d'entreprendre, attiré par les salaires élevés et les avantages liés à l'expatriation, motivé par les responsabilités et une promotion rapide.

Adresser votre C.V. sous référence D.B.B. au Service du Recrutement
S.A.E. 32, Avenue de New York 75784 PARIS CEDEX 16.

COFAP

SAE

recherche pour le service études
prix international

1 INGENIEUR EXPERIMENTE
et
2 JEUNES INGENIEURS

Bilingues anglais

- **La mission :** participer à une équipe pour traiter des opérations de logement en T.C.E. à l'étranger.
  Réponse aux appels d'offres, études des variances techniques, modifications des projets, négociations techniques des contrats.
- **Les hommes :** le premier, ingénieur de grande école ayant une expérience de 10 ans ou plus dans la fonction, homme d'envergure et de décisions.
  Les seconds, de même origine, ayant fait de préférence un stage aux USA, motivés par une carrière internationale.

Adresser votre C.V. sous référence IPII - Service du Recrutement
S. A. E. 32, avenue de New York 75784 PARIS CEDEX 16

COFAP

GROUPE SG2

Nous nous implantons en Tunisie

Dans le cadre du développement de nos activités à l'étranger,
notre implantation en Tunisie nous amène à rechercher de **Jeunes Tunisiens**,
débutants ou ayant une première expérience en informatique.

Diplômés études supérieures scientifiques
HF

ECOLES D'INGENIEURS OU UNIVERSITE

Ils bénéficieront dès leur recrutement,
d'une formation théorique et pratique à l'informatique
et après six mois passés au siège à Paris, ils seront intégrés à la Société Générale Tunisienne d'Informatique,
filiale du Groupe SG 2 à Tunis.
Un dossier de candidature est à adresser, sous réf. AZ/08, à SG 2, 12-14 avenue Vion Whitcomb 75016 Paris.

Cadre commercial international éditions scientifiques

Société d'éditions scientifiques spécialisées, nous diffusons en France et à l'étranger des publications *périodiques et des ouvrages* techniques, par abonnements et au numéro.

Nous souhaitons intensifier notre action commerciale et nous créons *un poste de cadre commercial.*

Homme de marketing et de terrain, il aura à concevoir et mettre en place des actions promotionnelles adaptées à notre public spécifique et à en suivre les résultats : participation à des expositions, colloques et congrès, élaboration de documents publicitaires, optimisation du fichier-adresses, envoi de mailings, etc... Parallèlement, il visitera *certains clients, notamment les librairies spécialisées et universitaires,* en France et à l'étranger. Basé en banlieue sud de Paris, il sera prêt à se déplacer un tiers de son temps.

Une formation commerciale supérieure et une expérience marketing-vente de 3 à 5 ans, si possible dans l'univers scientifique, sont nécessaires. Un intérêt pour les questions scientifiques est souhaité. Anglais courant indispensable.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous *référence 4744M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.*



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

LE CONSEIL EN GESTION

NOUS SOMMES la société de pointe à l'échelle européenne dans notre domaine d'activité et jouissons d'une renommée exceptionnelle. Nous conseillons en permanence de nombreuses sociétés internationales bien connues. Suite à notre expansion, nous avons besoin de nous adjoindre de jeunes consultants.

VOUS ÊTES âgés de 24 à 28 ans. Vous aimez prendre l'initiative, vous êtes ambitieux et vous avez un certain don pour la communication. Vous aimez provoquer les événements. Vous êtes, de préférence, licencié en économie, gestion commerciale, marketing, etc. Une expérience préalable dans le domaine serait utile mais pas essentielle. Une connaissance active et parfaite de l'anglais est requise, les candidats ne satisfaisant pas à cette condition étant priés de s'abstenir. Toute connaissance d'autres langues sera utile. Vous acceptez de faire des voyages intensifs chaque semaine à partir de votre domicile.

NOUS VOUS APPRENDRONS nos techniques qui permettent d'exceptionnelles améliorations dans tous les domaines de la rentabilité des sociétés, techniques qui ont fait leurs preuves dans des activités aussi diverses que le management, la fabrication, l'administration, les ventes et la formation du personnel. Vous devez être de ceux qui apprécient les progrès tangibles et qui aiment voir le succès couronner leurs efforts.

Les candidats les plus performants peuvent s'attendre à une rémunération de haut niveau dès la fin de leur période de formation.

Nous attendons votre candidature et curriculum vitae, avec mention de votre niveau de rémunération actuel, à :

EUROLINK, 42, boulevard de la Cambre, boîte 13, 1050 Bruxelles (Belgique) qui transmettra. (Réf. LM 150.283.)



International Banking Consultants

Jonathan Wren International Ltd
01-623 1266

170 Bishopsgate, London, EC2M 4LX

Banque internationale en très forte expansion recherche

ADJOINT DU DIRECTEUR DU DEPARTEMENT COMPTABILITE

de formation D.E.C.S. ou équivalent, ayant dirigé ou aidé a diriger le service comptable d'une banque internationale. Le candidat recherché saura assurer les responsabilités de la comptabilité de la banque et s'adapter à un outil informatique. Il parlera couramment la langue anglaise et aimera travailler dans une ambiance dynamique.

Rémunération stimulante en fonction de la formation et de l'expérience du candidat.

RESPONSABLE CREDITS INTERNATIONAUX

Ce poste convient à un homme d'environ 28 à 30 ans, de formation supérieure ayant acquise une première expérience dans un service crédits d'une banque internationale. Le candidat recherché sera responsable de l'analyse des dossiers crédits ainsi que des relations commerciales. Anglais indispensable.

Remunération négotiable.

Adresser curriculum vitae, salaire et prétentions à JONATHAN WREN INTERNATIONAL. Mlle. L. Rafique, 170 Bishopsgate London EC2M 4LX Tél. 01-623 12.66

**Société spécialisée
dans assistance technique en Afrique francophone**

recherche

Pour contrat à durée indéterminée
à compter d'avril 1983

UN ÉCONOMISTE INDUSTRIEL
CONFIRMÉ

Minimum 5 ans d'exp., en particulier dans domaines politique et programmation industrielle, analyse sectorielle. Formation économique niveau 3e cycle indispensable.

Adresser c.v. détaillé sous nº T 038.285 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

NOUS SOMMES

une Société de dimension nationale spécialisée dans l'Electricité, le Chauffage et la Climatisation.

Pour répondre au développement de nos marchés francophones à l'EXPORT.

Nous recherchons pour notre siège de TOULOUSE

3 INGÉNIEURS
Electricité Bâtiment et Industrielle

3 INGÉNIEURS
Climatisation, Chauffage, Plomberie

SI VOTRE EXPÉRIENCE démontre que vous avez les qualités **TECHNIQUES, COMMERCIALES** et **FINANCIÈRES** que nécessite le poste.
SI VOUS ÊTES *dynamique et disponible et si vous* êtes un meneur d'hommes.

NOUS VOUS PROPOSONS
de développer au mieux votre potentiel dans notre Société, qui vous offrira une évolution et un salaire à la mesure de vos performances.



Adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et *prétentions*) à *notre* Conseil : Geneviève LAVERGNE
G.E.R. International
1, chemin du Pigeonnier-de-la-Cépière.
Le Péripole, 31100 TOULOUSE
qui vous garantit réponse et discrétion.

SÉNÉGAL

**TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE
IMPLANTÉE SUR TROIS SITES
FABRICATION ACIDE PHOSPHORIQUE
ET ENGRAIS**

RECHERCHE

1° CHEF DE SERVICE APPROVISIONNEMENTS
Responsable gestion des stocks et achats pièces de rechange pour la totalité du complexe.

2° CHEF DE SERVICE ENTRETIEN
Responsable de l'entretien de l'une des platesformes.

3° INGÉNIEUR DE FABRICATION
Pour les ateliers acide sulfurique, acide phosphorique.

4° INGÉNIEURS D'ENTRETIEN
Responsables de l'un des secteurs suivants :
- Mécanique.
- Electricité.
- Méthodes d'entretien.

5° CONTREMAITRES DE FABRICATION
Pour l'atelier acide sulfurique ou acide phosphorique.

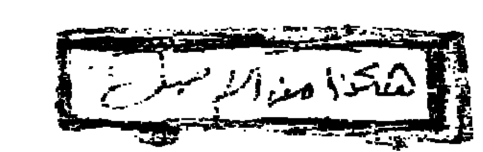
6° CONTREMAITRES D'ENTRETIEN
Dans l'une des spécialités suivantes :
- Mécanique.
- Instrumentation.

- Diplôme d'Ingénieur exigé pour les postes 1°, 2°, 3°, 4°.
- Expérience indispensable de plusieurs années dans la fonction pour tous les postes.
- L'ensemble du complexe est actuellement en cours de construction. La production devant démarrer fin 1983, début 1984, tous ces postes sont à pourvoir dans de courts délais.
- L'expérience de l'expatriation serait appréciée.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions s/nº T 038.286 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.





REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Heineken

De l'informatique traditionnelle à la bureautique

La bureautique, pourquoi ? Pas pour sacrifier à une mode. Nous n'en avons ni le goût ni les moyens. Notre objectif constant : améliorer l'efficacité de l'entreprise. Un pas nouveau, cohérent avec tout ce qui a précédé, doit être fait aujourd'hui. L'informatique tradtionnelle a déjà beaucoup apporté aux décideurs. Il faut maintenant leur fournir des moyens plus performants de traitement de l'information, affiner leurs outils d'aide à la décision.

Après quelques expériences ponctuelles concluantes, nous avons élaboré un plan informatique dont la réalisation va démarrer. Et sur deux axes : *en créant l'infocentre qui permettra aux utilisateurs finals (à Strasbourg et à Paris) d'accéder directement aux fichiers de base*, et en développant rationnellement le traitement de texte. Pour que tout cela progresse dans la cohérence, c'est le service informatique qui contrôlera la croissance de la bureautique.

Voulez-vous être la cheville ouvrière de cette activité naissante ? Certes, un plan existe, mais l'expérience acquise pourra amener à l'ajuster. En tout cas, votre rôle sera essentiel auprès des utilisateurs potentiels pour les conseiller et les aider à faire les meilleurs choix. Nous voyons bien dans ce poste le (la) jeune ingénieur, ayant déjà une assez bonne expérience de l'informatique de gestion, de préférence dans les gros systèmes. Autant que de technique nouvelle, c'est d'ouverture sur l'avenir et d'esprit d'équipe dont vous aurez besoin pour être ce fonctionnel réalisateur qui va faire avancer les choses ; demain notre bureautique s'étendra aux régions, s'ouvrira sans doute sur la messagerie électronique... Basé à Strasbourg, ce poste en création comporte quelques déplacements. Faites connaître aux conseils de SIRCA, sous référence 732 874M *que vous êtes cet informaticien de l'avenir. Précisez-leur* votre niveau actuel de rémunération.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Chef de service informatique... dans une filiale de MATRA

C'est ce que vous propose **PICART LEBAS, 1 200 personnes, C.A. de 230 MF,** qui développe et fabrique dans son centre industriel de **Châteaudun** (bord du Loir - 130 km Sud-Ouest de Paris) des **matériels téléphoniques** et **télématiques.**

Rattaché au Directeur des systèmes d'information, vous assurerez la **responsabilité de l'ensemble du service informatique** : 9 personnes, avec le souci permanent du dialogue et de la coordination avec les utilisateurs.

Principales applications :
- gestion de production,
- comptabilité analytique,
- *gestion commerciale,*
- gestion du personnel.

Matériel :
- *IBM 38, 2048 K, modèle 7.*
- 50 terminaux GAP 3.

Votre formation est de type **Ingénieur** ou **MIAGE,** vous possédez une expérience industrielle, acquise en entreprise ou en SSCI et désirez évoluer dans un contexte performant à forte technicité.

Si vous êtes intéressé par ce poste, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel). *sous référence 8/CSI/LM, à notre Conseil qui garantit toute discrétion.*

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE
LEADER DANS SON MARCHÉ
recherche pour poursuivre son expansion, un

INGÉNIEUR EXPÉRIMENTATION

Il sera chargé de conduire les études et les essais pour mise au point de nouvelles technologies principalement l'extrusion. En relation avec les Responsables de Fabrication et les ingénieurs produits de la société, il aura a définir et à réaliser les programmes d'essais et à en exploiter les résultats.
De formation ingénieur ENSIAA, il aura acquis une expérience dans un Service de Recherches et Développement.
Anglais courant exigé.
Poste situé à 100 km à l'EST de PARIS.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 60924 à
CONTESSE PUBLICITÉ - 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.



LYON

Nous sommes une banque régionale de dépôts appartenant à un groupe important.
Nous recherchons un jeune directeur chargé d'animer et de développer sur le plan commercial notre agence de Lyon.
Ce poste convient à un homme ou une femme ayant acquis une première expérience de bon niveau dans le secteur bancaire, avec au minimum 2 ans d'études supérieures (droit, sciences éco, école de commerce...).
Nous souhaitons rencontrer une personne autonome, évolutive sachant s'intégrer à une équipe dynamique et performante.
Merci d'envoyer votre candidature à Rolande MANDON notre conseil sur Lyon, sous réf. 375, Key Men, 2 rue Childebert, 69002 Lyon.

KEY MEN

média-system



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

ESO

ESO-European Southern Observatory
est une organisation intergouvernementale subventionnée par les gouvernements de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Suède et de la Suisse.

ESO recherche pour son quartier général de Garching près de Munich (République Fédérale d'Allemagne), des candidats pour le poste de

COMPTABLE
(Réf. EAD1-10)

dans un système informatisé de comptabilité budgétaire.

Une formation adéquate complétée par une expérience pratique de la comptabilité informatisée est indispensable, de même qu'une connaissance suffisante de l'anglais et de l'allemand.

La rémunération sera fonction des qualifications, de l'expérience et de la situation familiale du candidat. De plus, diverses interventions financières *sont accordées (e.a. pour les études des enfants, le déménagement, etc).*

Les candidatures doivent être transmises avant le 30 mars 1983 en spécifiant la référence, au Service du Personnel, European Southern Observatory, Karl-Schwarzschild-Straße 2, D-8046 Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne. Tél. :(89) 320.06.216-8.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO, aucune nationalité n'est à priori exclue.

Importante Société Composants pour Réfrigération
et Conditionnement d'air
recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

pour suivre une clientèle industrielle et développer de nouveaux *marchés à l'exportation.*

Nous souhaitons :
- 30 ans environ.
- Formation ingénieur mécanicien ou électricien (I.F.F.). *de préférence).*
- **Anglais courant indispensable.**
- 2 à 3 ans d'expérience dans la vente de produits techniques à l'exportation (Moyen Orient).

Adresser C.V. détaillé, en précisant la rémunération actuelle, sous référence GA 31, à :

EGS CARRIERES
19, rue de la Paix - 75002 PARIS



egic **Groupe MERLIN-GERIN**
recherche pour LYON

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL A L'EXPORTATION

Diplômé **ECAM – AM – ESE**
ou équivalent

- 3 à 4 ans expérience du commerce international.
- Connaissance des postes très haute tension appréciée.
- Bilingue Français, Anglais et si possible connaissance Espagnol.
- *Déplacements à l'étranger fréquents et de* courte durée.

Possibilité d'évolution au sein du groupe pour élément de valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions EGIC - B.P. 13 - 69310 - PIERRE-BENITE.

MADAGASCAR
La Cotonnière d'Antsirabe crée le poste de

directeur d'exploitation agricole

(Plantation de Coton)

Nous souhaitons le confier à un ingénieur diplômé d'une école d'agriculture ou ayant une expérience équivalente.
Il lui faut un tempérament de pionnier et de défricheur et l'aptitude à s'adapter à des conditions *locales en évolution. Une assistance technique lui* permettra de se familiariser aux spécificités de la culture de coton en pays malgache. L'équipe dynamique et accueillante que nous formons l'épaulera. Les possibilités de transfert sont de 6000 FF net par mois, mais ce poste offre des conditions intéressantes au plan local, les avantages sociaux des expatriés et *surtout l'occasion de réaliser un travail passionnant* pour la mise en valeur d'un potentiel prometteur.

Écrire sous réf. 253
R. COLUMELLI
SODERHU
22, rue Saint Augustin
75002 PARIS.
Membre de Syntec

Soderhu

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
TRANSPORTS MARITIMES
recherche pour filiale
Côte Occidentale d'AFRIQUE

CADRE COMPTABLE CONFIRMÉ

Détenteur BTS ou équivalent
Pour occuper poste
ADJOINT CHEF COMPTABLE
Statut expatrié.

Adr. C.V. et photo Nº 61093 CONTESSE Publicité 20, Av. *Opéra – 75040 Paris Cedex 01.*

Nos BRASSERIES implantées au

TCHAD

et faisant partie d'un groupe multinational recherchent

UN CHEF DES VENTES

rattaché directement au Directeur Général

pour lui confier :
- la commercialisation des produits (promotions, publicité)
- l'animation des forces de vente
- la réorganisation des circuits de distribution et des transports.

Ce poste conviendrait à un *homme d'environ trente ans,* dynamique et de préférence célibataire (nombreux déplacements en brousse).

Le candidat retenu devra être diplômé d'une E.S.C. ou équivalent et avoir une expérience de quelques années dans la distribution de produits de grande consommation alimentaire.

Une préférence sera donnée à un candidat ayant déjà travaillé en Afrique Noire.

La rémunération proposée sera d'un niveau attrayant compte tenu des contraintes propres à ce poste.

Envoyer CV détaillé sous réf. Nº 6061 à L. T. P.
31, Bd. Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 (Q.T.)

GROUPE DE CONSTRUCTION
MECANIQUE PERFORMANT
C.A. : 300 millions de F.

RECHERCHE

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE OU EQUIVALENT + SPECIALISATION COMPTABLE NIVEAU D.E.C.S.

Budgets, tableaux de bord, contrôle résultats, études de rentabilité

Directement rattaché à la Direction Générale

PLUSIEURS ANNES D'EXPERIENCE
DANS LA FONCTION PRATIQUE
DE L'INFORMATIQUE APPRECIEES

RESIDENCE : MULHOUSE

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo, à No 60877 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Tunisie

JEUNE INGENIEUR

Méthodes industrielles

Un Groupe international particulièrement performant grâce à un dynamisme industriel et commercial reconnu, *renforce le potentiel technique de son usine de* Tunisie (plus de cinq cents personnes).

Avec la collaboration du *Chef de Fabrication, le candidat recherché secondera le* Directeur d'Usine sur l'ensemble des développements techniques dans une optique d'amélioration des méthodes, d'innovation et de maintenance de l'outil de production et recevra l'appui de la Direction Industrielle située en France.

Nous souhaitons rencontrer un jeune Ingénieur de formation mécanique ou électromécanique, possédant une première expérience des méthodes (2 ans minimum) acquise en milieu industriel.

Ce poste à responsabilité importante requiert de solides *capacités d'initiatives, de* fortes compétences techniques et le goût de l'animation.
Basé près de Tunis, le poste comprend un certain nombre d'avantages liés à l'éloignement.

Pour recevoir informations *complémentaires, écrire sous réf. UN 8584 H à* réf. M 8584 H à

EGOR CARRIERES INTERNATIONALES
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILANO PERUGIA ROMA LONDON MADRID MONTREAL NEW YORK

média-system

GESTIONNAIRE Arabie Séoudite

30 ans minimum

titulaire DECS ou DUT gestion pour assister Directeur de Société

Anglais courant - Arabe souhaité

rythme de vie (en célibataire) :
3 mois de travail en Arabie Séoudite
1 mois de congé en France - voyages payés

salaire 15.000 F/mois net

Envoyer CV à No 60983 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

chaîne Succursaliste de la Chaussure
d'IMPORTANCE NATIONALE

cherche à renforcer son
EQUIPE DE VENTE en s'adjoignant
la collaboration d'un :

Cadre commercial

Rattaché directement à UN MEMBRE DU COMITE DE DIRECTION, il sera responsable de la GESTION et de l'ANIMATION d'un ensemble de magasins.

Une expérience de quelques années dans un poste similaire est NECESSAIRE pour une PRISE EN CHARGE RAPIDE du secteur qui lui sera confié.

Les candidatures manuscrites, C.V., photos et prétentions, sont à adresser sous réf. 60815 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Filiale du C.E.A. recherche

Jeune ingénieur pour Méthodes Générales et Suivi Technique d'Affaires

Au sein d'une équipe de techniciens de haut niveau assurant la fabrication d'éléments combustibles et de pièces de structures pour réacteurs nucléaires, il sera chargé :

- d'étudier les spécifications/client
- de définir les méthodes de fabrication et les étapes de contrôle
- de régler les problèmes en cours de fabrication
- d'assurer les interfaces techniques avec les clients.

Nous recherchons pour ce poste un Ingénieur Mécanicien grande école (A & M, I.N.S.A...) ayant une expérience de 2 à 3 ans dans fonction analogue ou atelier. Une connaissance des problèmes de soudage serait appréciée.

Lieu de travail : 15 km de GRENOBLE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous *réf.73660/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux*, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

Chef des services administratif et financier

Groupe international, leader européen sur son marché, effectifs 500 personnes, nous disposons d'une unité de production très moderne, nous occupons une place *prépondérante sur notre marché* en France et réalisons 50 % de notre C.A. à l'étranger. Nous recherchons un Chef des Services Administratif et Financier.

Il sera directement rattaché au gérant de la société et aura sous sa responsabilité les services suivants (effectifs : 12 personnes) : comptabilité (générale et analytique), trésorerie et finances, juridique et fiscal (avec l'aide des conseillers spécialisés de la société), informatique, organisation administrative.

Ce poste convient à un homme de 35 ans mini, excellent professionnel ayant un esprit de rigueur et sachant rester près des réalités concrètes. Formation supérieure grande école *de commerce ou école d'ingénieurs, complétée*, si possible, par un DECS. Expérience minimum de 5 ans dans un poste analogue acquise de préférence dans une entreprise industrielle de taille moyenne : bonne expérience d'utilisation de l'informatique.

Lieu de travail : région EST.

Adresser lettre man., C.V. détaillé photo et rémunération souhaitée s/réf. 73659/M à Mme CLERE, *Sélé-CEGOS*, 204, *Rond-Point du Pont de Sèvres* 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

Importante Entreprise Région Méditerranéenne recrute

Responsable de gestion de personnel

230 — 250 000 F/an

Rattaché au Directeur du Personnel et assisté par une équipe d'une quarantaine de personnes qu'il anime et coordonne,

sa mission est double :

- *assumer efficacement l'ensemble des problèmes de gestion - continue et prévisionnelle - d'une* population diversifiée de 3 000 personnes
- *concevoir, présenter et mettre en œuvre une structure de décentralisation de la fonction* « personnel », accompagnant celle des services opérationnels de l'entreprise, ainsi qu'un *système d'informations et de banque de données « personnel » s'inscrivant dans cette pers*pective de réorganisation.

Ce poste convient à un cadre de formation supérieure (Droit, Sciences Po., H.E.C., ...) justifiant de connaissances de base en législation sociale et d'une expérience professionnelle d'au moins dix ans. Connaissances souhaitées en informatique de gestion de personnel.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. 83200/M à Jean GUYOT, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2, rue du Musée Guimet, 69006 LYON. Réponse et confidentialité assurées.

sélé CEGOS RHÔNE-ALPES

Membre de SYNTEC Publival

Filiale du C.E.A. recherche

Jeune ingénieur Haut niveau

Pour définir et réaliser des dispositifs instrumentés destinés à des essais en réacteur nucléaire dans le cadre du développement des programmes de sûreté.

Il aura pour mission, d'assurer les contacts avec les clients pour définir les prototypes — de lancer et *suivre les études — de définir les méthodes de réalisations et d'encadrer une équipe très spécialisée* (10 personnes) mettant en œuvre des techniques variées (brasage haute température, soudage faisceau d'électrons, soudage laser, projection métallique ,vide, thermométrie, jauge de contraintes...)

Nous recherchons pour ce poste un homme de terrain, ayant une formation ingénieur grandes écoles : SUPELEC, GRENOBLE, INSA... éventuellement complétée par un D.E.A. de mesures physiques ou de métallurgie et une expérience de 2 à 3 ans dans l'un des domaines suivants : produits de haute technologie, automatismes, laboratoire de métallurgie. Anglais lu et parlé indispensable.

Lieu de travail : 15 km de GRENOBLE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73658/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

Filiale du C.E.A. recherche

Adjoint au chef de service entretien, travaux neufs et sécurité

Dans un établissement de 350 personnes travaillant dans le domaine nucléaire, il assistera le chef du service pour la définition et le suivi des travaux réalisés et devra prendre en charge tous les aspects administratifs liés à la sûreté nucléaire. Nous recherchons pour ce *poste un ingénieur généraliste* A & M, I.N.S.A... *ayant* 2 à 3 *ans d'expérience dans un* service entretien ou dans un atelier de mécanique. Lieu de travail : 15 km de GRENOBLE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73661/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

sepro LA-ROCHE-SUR-YON (Vendée)

Constructeur d'équipements industriels pour l'automatisation du travail de la tôle et des plastiques.

N°1 français dans sa spécialité, recrute pour son secteur **ROBOTIQUE**

Ingénieur d'affaires

Electromécanicien, A.M., INSA ou équivalent

Expérience 3 ans environ. Après une période de formation, assurée par nos soins, il sera chargé :

- d'analyser les besoins des clients,
- de présenter les devis,
- de participer directement à la mise en service des équipements,
- d'assurer le suivi en clientèle.

Ce poste essentiellement technique, comporte de nombreux contacts en clientèle et des déplacements de courte durée en France et en Europe.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions sous réf. 2205M à DIRECTION DU PERSONNEL — SEPRO — 87X — 85002 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

Publival



Un des premiers établissements français de carte de paiement et de crédit à la consommation, en expansion rapide

recherche pour son siège à BORDEAUX son

CONTROLEUR DE GESTION

De formation supérieure - Grandes Ecoles ou Université, il aura au minimum 3 années d'expérience dans la fonction, de préférence au *sein* d'un grand établissement de crédit *à la* consommation.

Il sera chargé :

- de l'établissement des prévisions budgétaires
- de l'analyse mensuelle ou ponctuelle des réalisations
- du contrôle des coûts
- des études de rentabilité.

Il saura détecter les améliorations possibles du compte d'exploitation de la Société dans tous les domaines (commercial, *financier*, gestion) et proposer à la Direction Générale les actions correspondantes.

Il aura :

- de bonnes qualités d'analyse et de synthèse
- du bon sens et de l'imagination
- et du goût pour le travail en équipe.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra sous réf. 60.677

MERLIN GERIN

15 000 personnes, 35 filiales en France et dans le monde - Chiffre d'affaires 82 : 5 Milliards, en progression de 30 %, réalisé pour près de 50 % à l'exportation.

Recherche pour son département transport haute tension

LE RESPONSABLE ADMINISTRATION DES VENTES «FRANCE ET EXPORT»

MISSION :

- Assister les ingénieurs d'affaires lors de l'examen *des appels d'offres et lors des négocia*tions pour le montage et la réalisation des affaires France et exportation sur les plans juridiques, fiscaux, financiers et réglementaires.
- Gérer les dossiers auprès des banques et organismes publics (COFAGE).
- Gérer le service administration des ventes, la facturation, le recouvrement des créances.

PROFIL :

- Formation supérieure (juridique, gestion...).
- Première expérience dans la fonction.
- Anglais courant indispensable + espagnol apprécié.

Poste à Grenoble.

Un poste similaire est à pourvoir à Paris.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf. MTM 209 à :

MERLIN-GERIN

Service G.C.E.

38050 Grenoble Cedex





Leader européen dans les domaines :

- TELEDISTRIBUTION
- RECEPTION SATELLITE
- SYSTEMES DE SECURITE

recherche pour le laboratoire de développement de son établissement de Normandie :

INGENIEURS ELECTRONICIENS TELECOMMUNICATIONS

Débutants ou quelques années d'expérience.

Connaissances en technique VHF-UHF-vidéo pour développement équipements de télédistribution et télévision par satellite.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Débutant ou quelques années d'expérience.

Connaissances traitement numérique du signal et systèmes digitaux pour développement équipements HF digitaux et études CAO.

INGENIEUR MECANICIEN

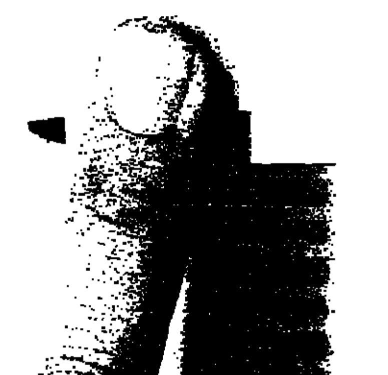
Débutant ou quelques années d'expérience.

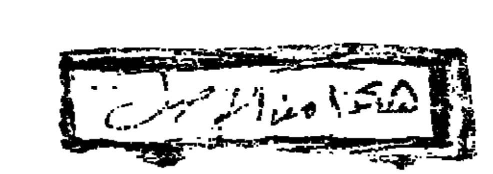
Conception mécanique (moulage plastique et métal)

Conception mécanique assistée par ordinateur.

Mécanisation adaptée aux petites séries.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à PORTENSEIGNE - *Service du Personnel* - BP 157 - 27400 LOUVIERS





هكذا من الأصل

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



les câbles de Lyon

LES CABLES DE LYON, un des leaders mondiaux dans sa spécialité, est un groupe international réalisant 8 milliards de francs de chiffre d'affaires et employant 11.000 personnes. Il réalise environ les trois quarts de son chiffre d'affaires à l'étranger et possède de nombreuses filiales et participations en Europe et dans le monde. En France, ses activités sont réparties dans huit établissements localisés dans tout l'hexagone. Grâce à des investissements importants, il s'est doté des machines les plus modernes et développe des technologies nouvelles, notamment dans le domaine des fibres optiques. Pour faire face à une forte expansion (plus de 20 % en moyenne sur ces dernières années), des postes nouveaux sont immédiatement créés, d'autres besoins étant prévisibles à court terme dans d'autres unités, notamment celle de la région parisienne. Ce groupe recherche des :

INGENIEURS CONFIRMES ET INGENIEURS DEBUTANTS GRANDES ECOLES : MECANICIENS, ELECTROMECANICIENS, ELECTROTECHNICIENS

Ingénieur d'études - énergie haute tension — Calais

En tant qu'assistant du chef du service technique, il prend en charge l'étude et le développement de câbles haute tension, notamment sous les aspects calculs thermiques, hydrauliques et mécaniques et apporte une assistance technique aux services commerciaux. Ce poste intéresse un ingénieur débutant diplômé grande école, ESE, INPG, AM + ESE, ENSEMN. De bonnes connaissances en anglais sont nécessaires. Des évolutions de carrière sont prévisibles. Ecrire à Ch. SANCHEZ à Croix. Réf. A/4624M

Responsable industrialisation — Calais

Sous la direction du responsable de production, il prend en charge, pour l'activité câbles sous-marins téléphoniques, l'industrialisation des produits et de ses composants, la mise au point et l'optimisation des procédés et procédures de production, l'établissement des spécifications de fabrication. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur mécanicien (AM, ICAM, IDN...) ayant de préférence une première expérience industrielle de deux ou trois ans. Elle aura si possible été acquise au sein d'un service méthodes dans une entreprise fabriquant des produits de haute technicité. De bonnes connaissances en anglais seraient un atout supplémentaire principalement pour évoluer au sein de la société. Ecrire à Ch. SANCHEZ à Croix. Réf. A/4621M

Ingénieurs d'études - fibres optiques — Calais

Ils prennent en charge, au sein de la division télécommunications sous-marines, l'étude et le développement des câbles fibres optiques, notamment sous les aspects mécaniques. D'autre part, ils conçoivent les produits spéciaux destinés aux besoins particuliers de la clientèle. Ces postes s'adressent à des ingénieurs débutants (Centrale, AM, ICAM, IDN...), motivés par un début de carrière dans une fonction très technique devant leur permettre d'évoluer ensuite vers d'autres responsabilités. De bonnes connaissances en anglais représentent un atout supplémentaire. Ecrire à Ch. SANCHEZ à Croix. Réf. A/4623M

Ingénieur d'études - fibres optiques — Lyon

Il prend en charge, au sein de la division télécommunications terrestres, l'étude et le développement des câbles fibres optiques, notamment sous les aspects mécaniques. D'autre part, il conçoit les produits spéciaux destinés aux besoins particuliers de la clientèle. Ce poste s'adresse à un ingénieur débutant (Centrale, AM, ECAM, INSA...), motivé par un début de carrière dans une fonction très technique devant lui permettre d'évoluer ensuite vers d'autres responsabilités. De bonnes connaissances en anglais représentent un atout supplémentaire. Ecrire à M. FOBY à Villeurbanne. Réf. A/3707M

Ingénieur de production — Calais

Dépendant du chef de fabrication, il prend en charge un atelier d'une trentaine de personnes dont il a la responsabilité sous les aspects humains, prix de revient, qualité, délais. Il participe activement au développement de celui-ci qui doit doubler à court terme sa capacité de production. Ce poste s'adresse à un ingénieur débutant, mécanicien ou électromécanicien. La réussite dans cette fonction doit permettre à son titulaire de prendre, dans deux à trois ans, des responsabilités différentes. Des connaissances de l'anglais représentent un atout supplémentaire. Ecrire à Ch. SANCHEZ à Croix. Réf. A/4622M

Responsable de groupe d'études — Lyon

Il prend en charge l'étude et le développement des câbles de télécommunications métalliques et fibres optiques, réalise le prototype de faisabilité et pilote les différents contrôles et essais. Il participe aussi à l'étude des besoins spécifiques de la clientèle et anime une équipe importante. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école (Télécommunications, ESE, INPG...), âgé d'au moins 30 ans et possédant une expérience minimum de cinq années acquise dans un poste d'études. Il possèdera une bonne connaissance théorique et pratique des équipements de transmission et/ou du transport d'énergie. Des aptitudes, à défaut d'une expérience, à l'animation d'une équipe sont nécessaires. De bonnes connaissances en anglais sont requises. Ecrire à M. FOBY à Villeurbanne. Réf. A/3708M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :



PA Conseiller de Direction S.A.

78, Boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Paris - Rome - Stockholm - Stuttgart - Toulouse - Turin - Zurich

---

La Caisse Régionale de Crédit Agricole du Morbihan recherche *pour son siège social à Vannes :*

CADRE Fonction Personnel

De formation Juriste en Droit Social et DESS Gestion Personnel ou similaire et/ou Sciences Po Paris.

Experience souhaitée de 2 ou 3 années dans la fonction sociale, acquise en Entreprise Industrielle ou *dans le secteur tertiaire.*

Dans son rôle de conseil et de recherche, au sein *de la Direction des Relations Sociales,* il aura à participer à l'élaboration de la politique sociale en assurant notamment :
le suivi des problèmes juridiques et sociaux (études juridiques, gestion de la documentation sociale, préparation des réunions C.E.-D.P.), la gestion globale des effectifs (étude des besoins, gestion prévisionnelle, tableau de bord...).

Possibilité d'évolution pour un candidat spécialement intéressé par les relations humaines et la *gestion dynamique du personnel.*

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la D.R.S. CRCA du Morbihan - B.P. 205 - Av. de Keranguen - 56006 Vannes Cedex.

être le numéro 2 de new man junior

NEW MAN

Au sein de Jacques JAUNET S.A., le département enfant réalise un chiffre d'affaires de 150 millions de francs dont 40 % à l'export, au travers d'une distribution sélective de détaillants spécialisés et de boutiques franchisées. Nous souhaitons recruter un collaborateur capable d'assister le Directeur du Département dans l'ensemble de ses activités : synthèse des informations concernant le marché, la *distribution, la concurrence, les résultats de vente des représentants, les négociations et le suivi des* ventes avec les Grands Magasins et les boutiques franchisées et l'étude de nouveaux produits. Ce poste convient à *un jeune diplômé de l'enseignement supérieur de 30 ans environ, parlant anglais, ayant 3 ans* d'expérience marketing ou ventes dans une entreprise de biens de consommations, produits de marque si possible influencés par la mode. *Ce poste est à pourvoir à CHOLET.*

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 245.83 M à notre Conseil 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

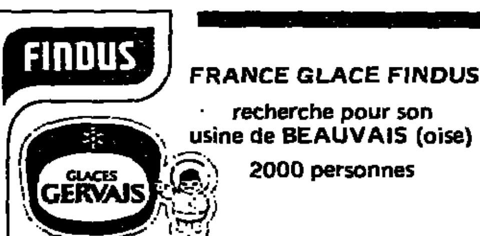


Chantal Baudron. s.a.

Organisation et Publicité

MEMBRE DE SYNTEC

FINDUS



FRANCE GLACE FINDUS

recherche pour son usine de BEAUVAIS (oise)

2000 personnes

INGENIEURS

ARTS et METIERS ou équivalent

débutants ou ayant une première expérience opérationnelle réussie dans un service maintenance industrielle, ils se verront confier la responsabilité de l'entretien d'un secteur de l'unité de production. *Une première expérience* leur permettra d'assurer, en plus, des responsabilités d'encadrement.

Merci d'adresser votre candidature à FRANCE GLACES FINDUS
Service du Personnel rue Charles Tellier
Z.I. No 2 - 60000 BEAUVAIS

LA SOCIETE DES TUYAUX BONNA
Groupe de 2500 personnes, qui développe son activité depuis plus de 90 ans dans le domaine du transport de l'eau de toute nature et des produits de haute technicité en béton
recherche

JEUNES INGENIEURS

de formation type Arts & Métiers, Mines, Ponts, Centrale,...

pour :

- *ses usines de fabrication en Région Parisienne, à Marseille, Montpellier, Bordeaux et Lyon,*
- *ses chantiers de pose de canalisations dans le Sud-Est et la Région Parisienne,*
- *ses Bureaux d'Etudes à Paris.*

La formation assurée dans ces premières missions, permettra à des candidats performants d'envisager de larges perspectives d'avenir tant en France qu'à l'étranger.



Ecrire avec c.v., photo et prétent. (en précisant la région qui vous intéresse) sous réf. 151 à :

SOCIETE DES TUYAUX BONNA

Boite Postale 371-08
75365 Paris Cedex 08.

---

usinor

recherche pour son usine de
MARDYCK (*Dunkerque*)

un ÉLECTRONICIEN INGÉNIEUR DÉBUTANT

diplômé d'une Grande École (ESE, ISEN, ENSEEITH) il est appelé à assister le responsable du secteur « régulation - mise au point - laboratoire d'électronique » et à encadrer une importante équipe de techniciens de haut niveau en électronique, électrotechnique et automatique.

Dans une usine en mutation technologique constante, *il aura pour rôle, au sein d'un service de 150* personnes, d'étudier et de développer les perfectionnements des installations et des méthodes de contrôles d'outils complexes commandés par calculateurs de processus.

La taille de l'usine, de la Société et du Groupe garantit des évolutions progressives de carrières intéressantes dans des fonctions diversifiées et à une grande variété de niveaux.

Adresser lettre de candidature et CV
à l'attention personnelle du Directeur de l'Usine
USINOR MARDYCK - BP N° 7
59760 GRANDE-SYNTHE.

SOCIETE CONSTRUCTION MATERIEL FERROVIAIRE INOX LEADER SUR LE MARCHE FRANCAIS

(2 usines - 1200 personnes C.A. - 500 M.F.)

Filiale d'un groupe privé très important,

recherche

DIRECTEUR FINANCIER

Il aura la responsabilité financière globale de la Société.

Ses proches collaborateurs assureront le fonctionnement de la comptabilité générale et du contrôle de gestion des 2 usines.

Il assurera lui même les relations extérieures avec banques, *Coface et la Société mère.*

Le candidat sera diplômé d'une université ou d'une Grande Ecole technique ou commerciale.

Il maîtrisera parfaitement la langue anglaise.

La préférence sera donnée à un candidat ayant une expérience industrielle et connaissant parfaitement le contrôle de gestion.

Le lieu de travail est situé au siège de la Société dans une région agréable 100 Km Ouest de Paris.





Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à No 60371
Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Jeune chef de bureau d'études adjoint — 200.000 F

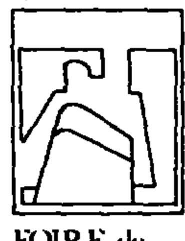
Assistance technique à la vente - ingéniérie - rhône-alpes - Cette filiale française d'un important groupe international, leader mondial sur son marché, conçoit, fabrique et commercialise des biens d'équipement et des installations complexes livrées clés en main. Elle connaît un fort taux d'expansion et exporte 75% de son chiffre d'affaires. Elle recherche l'adjoint du chef du service technique de ventes. Il devra assister celui-ci dans ses différentes missions : définition des règles de conception des projets, contrôle de leur validité, assistance aux agences commerciales pour l'élaboration des propositions les plus importantes, définition du cahier des charges pour le développement des nouveaux produits. Cette réelle opportunité s'adresse à un jeune ingénieur mécanicien possédant une expérience d'au moins deux ans dans un bureau d'études concevant des projets complexes (ingéniérie par exemple). Il aura acquis si possible une pratique de l'assistance technique à la vente et une connaissance de la CAO. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée. A moyen terme des évolutions de carrière peuvent être envisagées notamment au sein de la direction commerciale. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel et au potentiel du candidat retenu et pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à R. DAUDIN. Réf. A/3676M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

---



FOIRE de MARSEILLE

CADRE COMMERCIAL HAUT-NIVEAU

Avec un parc d'exposition classé au second rang Français, la SAFIM conçoit et réalise des manifestations commerciales, foires et salons dont la Foire Internationale de MARSEILLE.

Pour faire face à son développement, la direction souhaite s'adjoindre un collaborateur de haut niveau, dont la mission consistera à coordonner et animer l'action commerciale d'une équipe de « Responsables produits » tout en assurant le suivi des opérations de gestion et la mise en place d'une démarche marketing.

Ce poste évolutif s'adresse à un candidat de formation commerciale supérieure pouvant justifier d'une expérience réussie de 5 à 10 années dans une fonction similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 203/83 à :



IS CONSEIL
34, cours Gouffé
13986 Marseille Cédex 6

IS CONSEIL *PARIS – LYON – MARSEILLE*

EXPORTER SUR L'EUROPE...

Une importante maison de négoce de vins fins de Bourgogne et Beaujolais, réalisant 60 % de son CA à l'export, recherche un ***CHEF DE ZONE EUROPE.***

Sous l'autorité du Directeur Export, il définit et applique la politique commerciale sur les marchés européens, anime et développe le réseau existant, crée de nouveaux courants d'affaires.

Ce poste, basé en Bourgogne, peut intéresser un ***jeune diplômé d'école supérieure de commerce débutant ou possédant une première expérience.*** *Entreprenant et dynamique, il est doté d'excellentes aptitudes relationnelles, motivé par une activité commerciale sur le terrain exigeant une grande disponibilité pour les déplacements. Il parle l'anglais couramment et si possible l'allemand.*

Rémunération comprise dans une fourchette de 100 à 160 000 F selon expérience.

Écrire en précisant téléphone, sous réf. 75544/LM, HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS

HAVAS CONTACT



EUROSOFT

Nous sommes : un Groupe indépendant dont les compétences informatiques recouvrent des domaines très diversifiés : **Robotique, EAO, Productique, Micro-informatique...** et nous recherchons plusieurs

INFORMATICIENS

• pour notre branche **ORGANISATION-GESTION-BUREAUTIQUE.**

Si les applications concernant les secteurs sociaux et médicaux vous paraissent, entre toutes, particulièrement motivantes, et si vous avez un profil maîtrise-informatique + 2 ans d'expérience, ou DUT + 4 ans d'expérience, des compétences **DPS 7, Mini 6, IDS 2, TDS.**

Nous vous proposons de rejoindre nos équipes chargées de concevoir et réaliser de grands projets,

à PARIS et GRANDE VILLE DU MIDI.

• pour notre Agence **OUEST-ATLANTIQUE.**

Analystes-programmeurs possédant 2-3 ans d'expérience minimum consacrée au traitement de chaînes comptables, paies, gestion de personnel..., vous êtes capables de vous adapter à différents domaines de l'informatique de gestion. Nous offrons, pour ces postes situés dans un cadre géographique agréable : l'OUEST ATLANTIQUE, dans un 1er temps des activités centrées sur des projets très diversifiés pouvant évoluer ensuite vers de réelles opportunités de carrière.

Envoyer C.V., prétentions et photo à :

Ariane CHARTIER
EUROSOFT
BP 145 - 92154 SURESNES Cédex



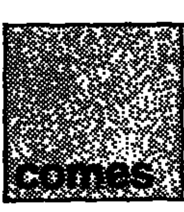
TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ RÉGIONALE
RÉGION OUEST
recherche pour sa DIRECTION DU PERSONNEL

JEUNE DIPLOMÉ

(HEC, ESSEC, SUP DE CO...)

- Il devra mettre en place une cellule d'études au sein de la Direction du Personnel pour réaliser diverses recherches et missions ponctuelles. Après quelques années, il évoluera vers d'autres fonctions selon ses goûts et aptitudes, et selon les besoins de l'entreprise.
- Ce poste convient à un jeune diplômé d'une grande école de commerce débutant ou ayant une première expérience, désireux d'acquérir une compétence en matière de gestion du personnel.

BELLES PERSPECTIVES D'AVENIR POUR QUI RÉUSSIRA A CE POSTE.



Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES 19, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous référence 2 484)

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Importante société région EST

recherche

INGÉNIEUR DE CHANTIERS

ayant une expérience de quelques années dans la tuyauterie industrielle.

La fonction est la coordination de travaux de grands chantiers.

Déplacements de longue durée.

Evolution de carrière possible.

Adresser C.V., photo et prétentions sous nº 255.220 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



IMI CONSEIL

Société de conseil en informatique

recherche

INGÉNIEUR INFORMATICIEN EXPÉRIMENTÉ

De très haut niveau et diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (X, Mines, Centrale, ESE, E.N.S.T...), capable de piloter la conception et la mise en place de projets intéressant les P.M.E. et P.M.I. dans le domaine de l'informatique industrielle et de l'informatique de gestion. Expérience S.G.B.D. et téléinformatique appréciée.

Larges perspectives de carrière dans une jeune entreprise en fort développement pour un candidat ayant, outre les compétences techniques requises, une aptitude au conseil et à l'animation d'une équipe pluridisciplinaire.

La personnalité et le potentiel du candidat devraient lui permettre d'accéder rapidement à la direction opérationnelle de l'Entreprise avec la possibilité de devenir associé. Rémunération très attractive avec intéressement aux résultats dès la première année.

Merci d'adresser un C.V. détaillé et les prétentions à :
ALAIN DELABY
I.M.I. CONSEIL
2, square La Fayette,
49000 ANGERS.
Tél. : (41) 87-47-27.

« L'Agence Nationale pour la récupération et l'élimination des déchets » A.N.R.E.D.

recherche

pour son siège à ANGERS

INGÉNIEURS DÉBUTANTS et JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

UN AGRONOME
(I.N.A.P.G., ENSA, E.N.S.A.I.A)

Il sera chargé du développement de l'utilisation agricole des boues d'épuration.

UN GÉNÉRALISTE

Ayant des connaissances en informatique pour le traitement des données sur les déchets industriels. Il assurera l'interface entre les utilisateurs (industriels, administrations) et l'informatique interne et externe

DEUX GÉNÉRALISTES

débutants ou première expérience industrielle qui se verront confier, après formation, des missions d'étude et d'assistance technique pour la valorisation des déchets industriels et ménagers.

Envoyer lettre, C.V. et prétentions à :
A.N.R.E.D. secrétariat général
2, square Lafayette, B.P. 406, 49004 Angers Cedex.

Votre Mission : reconstruire le

SYSTEME D'INFORMATIONS COMPTABLES

Vous cherchez à participer, au sein d'une équipe enthousiaste et à fort potentiel à un projet ambitieux : préparer l'entreprise à affronter les défis des 10 prochaines années en France et à l'étranger, en la dotant d'un système de gestion évolutif et efficace.

Vous souhaitez démontrer des qualités d'imagination de réalisation et de négociation qui s'appuyeront sur une formation solide : Grande École commerciale ou maîtrise de gestion + DECS, comme sur une pratique confirmée des opérations comptables et fiscales. Rejoignez alors, votre *future société (1800 personnes)*, un leader de sa spécialité sur le marché des produits de grande consommation. Sa croissance : 20 % par an depuis plusieurs années, l'exportation : 20 % de l'activité, doit encore croître fortement.

Votre mission : reconstruire le système d'informations comptables en vous appuyant sur les moyens et les techniques les plus actuels, tout en assurant la *continuité des missions permanentes du service* : comptabilité générale et fiscalité. Vos aspirations en matière de promotion, de diversification d'expérience, et de rémunération pourront être satisfaites. De plus vous vivrez sous le ciel méditerranéen.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 8603 C à

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILANO PERUGIA ROMA LONDON MADRID MONTREAL NEW YORK

média-system

Chef de personnel et des relations sociales
Strasbourg

La **filiale française** (400 personnes) d'un **puissant Groupe International fabriquant des biens d'équipement** (fortement commercialisés à l'export) recherche son **CHEF du PERSONNEL** et des **RELATIONS SOCIALES.**

Il aura comme mission d'être un **animateur des relations sociales**, de développer des systèmes d'information horizontaux et verticaux et de créer un climat positif avec les partenaires sociaux comme avec l'ensemble du personnel. Il assurera également la gestion administrative, sociale et juridique des effectifs.

Ce poste convient à un cadre de 30 ans minimum, de **formation supérieure (juridique/économique)** ayant déjà une expérience confirmée dans une fonction similaire et une connaissance approfondie de la législation du travail. Le sens du contact humain, la souplesse mais aussi la rigueur, la logique et le réalisme sont les garants de la réussite.

Une pratique correcte de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. 3837/M à notre Conseil qui vous garantit une totale discrétion.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing

ARNOULD Groupe legrand

JEUNES AGENTS TECHNICO-COMMERCIAUX

Nous sommes l'un des principaux fabricants d'appareillage électrique. Nous avons une excellente image de marque auprès des professionnels.

Informer le marché, **promouvoir** nos produits chez les utilisateurs et prescripteurs, **négocier** les ventes avec les revendeurs grossistes : ce seront vos missions.

Vous êtes motivé par la vente, vous avez une formation Bac + 2 ou 3 (ESC, IUT, BTS, ...) vous êtes débutant ou vous avez déjà une courte expérience du métier, vous êtes ambitieux, **venez rejoindre** nos équipes commerciales. Nous vous formerons à nos produits et à la vente.

Nous avons des postes à pourvoir à LILLE, LIMOGES, NANCY, RENNES...

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.), sous réf. 23 M 005, à notre conseil, CPA. 69 rue de Monceau 75008 Paris.



média-system

EST CONSTRUCTION, filiale du Groupe BOUYGUES fortement implantée dans l'Est, recherche dans le cadre de son expansion :

DES GESTIONNAIRES

- Ils seront entièrement responsables de plusieurs programmes *immobiliers* ;
- Pour ces postes de haut niveau, ils devront avoir la capacité de maîtriser tous les aspects d'une opération (juridiques, financiers, administratifs, commerciaux...) ;
- Nous souhaitons trouver des responsables dynamiques vigoureux et ambitieux.

Formation recherchée : Grandes Écoles Commerciales Sciences Économiques, I.C.N.

Postes à pourvoir à Strasbourg et à Nancy.

Envoyer C.V., *photo et prétentions* à :

Est Construction
108, rue Stanislas
54000 NANCY - Tél. (8) 337.32.26

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(630 personnes)
filiale d'un groupe industriel de taille internationale dans le cadre de son plan d'expansion en

BRETAGNE

recherche

SPÉCIALISTE SYSTÈME I.B.M.

(Matériel 3 033 : MVS, IMS, TSO)

Outre la supervision du système, il assurera une fonction de conseil et d'assistance auprès des utilisateurs.

Ultérieurement, il pourra lui être confié la responsabilité de cette activité dans la Région.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prét. à nº 2 768, Publicités Réunies – 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

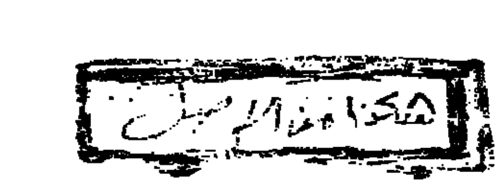
IMPORTANTE BANQUE DE L'YONNE recherche

- Un Gérant de bureau
avec expérience commerciale de 4 à 5 ans.

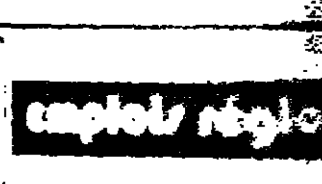
- Un Sous-Directeur d'Agence
niveau classe IV

- Des Jeunes Attachés Commerciaux
libérés des O.M. - minimum Bac + 2 ou expérience commerciale.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et prétentions sous réf. 3436 à rscg carrières - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS - qui transmettra.







OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

PA

Responsable filiales — 200.000 F

Distribution d'articles de sport et camping - Une société de diffusion d'articles de sport et camping, filiale d'un groupe industriel français spécialisé dans le camping et le caravaning, disposant d'environ 130 points de vente affiliés à son enseigne et exploitant directement 8 magasins constitués en filiales, recherche le responsable de ces filiales. Rattaché au Directeur Général, il aura la charge de dynamiser ce réseau sur le plan commercial, et sur le plan de l'organisation (mise en place de structures, de procédures, suivi et contrôle). Ce poste s'adresse à un candidat (ou une candidate) âgé (e) d'au moins 30 ans, d'un niveau de formation supérieure (ESCAE,...), et disposant d'une solide expérience de la distribution (succursalisme, franchise, groupements d'achat, etc...). Le sens du marketing doit être associé à de réelles qualités d'organisateur et à une bonne autorité personnelle. La rémunération, de l'ordre de 200.000 francs par an, sera essentiellement liée à l'expérience du candidat retenu. Le poste est basé en proche banlieue sud et suppose des déplacements en province. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2351M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Chef du service gestion administrative du personnel et paie — 180.000 F

L'un des plus importants groupes de presse, employant plus de 2.000 personnes, recherche le chef de son service gestion administrative du personnel et paie. Rapportant au directeur du personnel et des relations sociales, il aura la responsabilité d'un service d'une dizaine de personnes, chargé véritablement de l'ensemble de la gestion administrative (paie, après-paie, fichiers, statistiques, bilan social) d'une population très diversifiée professionnellement, avec un très large appel à l'informatique en temps réel. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, et disposant d'une réelle expérience de la gestion administrative du personnel dans un contexte important et diversifié. Une bonne maîtrise de l'informatique est indispensable. La rémunération, de l'ordre de 180.000 francs par an, sera surtout liée à l'expérience du candidat retenu. Le poste est à Paris. Ecrire à J.A. DENNINGER. Rét. A/2349M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION PRODUITS ÉLECTROMÉNAGERS
C.A. 500 millions de Francs, 1000 personnes, Filiale grand Groupe U.S., recherche son

RESPONSABLE gestion comptable des stocks

rattaché au chef du département comptabilités
- il comptabilise et analyse les flux financiers de marchandises,
- il justifie le poste stock du bilan (80 M.F.)
- il travaille en collaboration étroite avec les services marketing, distribution physique, contrôle de gestion,
- il améliore les systèmes existants et participe activement au développement et à l'implantation d'une nouvelle chaine informatique.
- il est assisté de deux collaborateurs.

Le poste requiert un niveau d'études supérieures et une expérience minimale de 3 ans dans un domaine comparable, en contexte anglo-saxon.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 595, à PUBLIALE G.R., 27, rue du Fg Montmartre 75009 Paris, qui transmettra.

publiale

MATRA — Choisissez une société et un produit porteurs !

Le Groupe MATRA développe ses activités RADIO-TELEPHONE

Ingénieur qualité logiciels

Nous recherchons un **expert de niveau élevé** qui saura faire passer ses exigences avec souplesse et fermeté. Il a naturellement une expérience en développement de logiciels temps réel dans de gros projets.

Il participera à la définition des méthodes, procédures de développement et critères de qualité des logiciels, assistera les ingénieurs du service (20 personnes) pour leur mise en œuvre et en contrôlera l'application. (réf. IQL/LM)

Ingénieur développement logiciels

Nous recherchons un homme ayant une expérience en **temps réel** et préparé à gérer des applications **multiprocesseurs** dans le cadre de plusieurs projets importants de systèmes de télécommunication faisant appel à la commutation et à la radio.

Il sera responsable d'un sous-ensemble et interviendra aux Etudes puis sur le site. Il dirigera trois ou quatre ingénieurs. (réf. IDL/LM)

Pour ces deux postes : lieu de travail à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (banlieue Sud-Ouest de PARIS). Ambiance de travail *jeune et dynamique. Possibilités* d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel), en précisant la référence choisie, à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

140 - 160.000 F — Signalisation PARIS

Une société française occupant une position de leader dans le domaine de la signalisation recherche un INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL. Sous l'autorité du Directeur des Ventes, il sera chargé de promouvoir une gamme de matériels de télésignalisation, de télétransmission et de systèmes d'acquisition et de traitement d'informations auprès d'une clientèle industrielle (mines, cimenteries, aciéries, raffineries, usines pétrochimiques...), de bureaux d'engineering et d'ensembliers. Dans cette optique, il suivra les marchés existants et il prospectera les marchés potentiels avec analyse de leurs besoins et propositions de solutions. Il négociera les marchés et il en suivra l'exécution. Il participera à l'animation d'un réseau d'une dizaine d'agents indépendants, de même qu'il sera amené assez rapidement à diriger une équipe d'ingénieurs commerciaux. Le candidat retenu, âgé d'au moins 27 ans, de formation ingénieur possèdera une première expérience de la vente de biens d'équipements de produits techniques destinés à la réalisation d'infrastructures lourdes. La connaissance de l'anglais est exigée. Ecrire sous référence 566/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

emplois régionaux — emplois régionaux — emplois régionaux

nt northern telecom

DATA 100

MATÉRIEL D'INFORMATIQUE RÉPARTIE
recherche pour ses agences de LILLE et LYON des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Ils prennent en charge la responsabilité d'un secteur géographique, assurent le suivi des parcs existants qu'ils font évoluer et développent une clientèle nouvelle, composée essentiellement de grandes entreprises ou PMI déjà adultes sur le plan informatique.

Ces postes conviennent à des professionnels de la vente de matériel informatique de gestion ayant approché dans leur expérience les techniques de réseaux. Ils devront apporter de bonnes qualités de compréhension technique et surtout des résultats commerciaux probants. L'enveloppe de rémunération est d'un excellent niveau.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 8371 A, à RÉUSSITES groupe AVISO :
- 60 rue de Passy 75016 PARIS (poste de LILLE),
- 11 quai Rambaud 69002 LYON (poste de LYON).

Membre de Syntec.

Réussites groupe AVISO

Entreprise industrielle, filiale d'un important *groupe français, leader sur son marché, recherche*

1) POUR USINE COTE-D'OR (400 personnes)

ingénieur

grande école Centrale, Mines ou équivalent — réf. 1402/1

Débutant ou ayant quelques années d'expérience. Il prendra la responsabilité du service *METHODES, puis d'un service* de FABRICATION. Evolution ultérieure envisageable vers un poste de responsabilité importante dans l'Entreprise.

2) POUR USINE EURE (800 personnes)

ingénieur entretien travaux neufs

électromécanicien
diplômé A & M ou équivalent, débutant — réf. 1402/2

Excellentes perspectives de carrière *en production.*

Adresser lettre de candidature et CV sous référence correspondante à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

CRÉDIT AGRICOLE de la NIEVRE
recherche
pour son département bancaire

un Responsable Etudes

Sa principale mission sera de proposer et conduire *les projets* permettant de développer le haut niveau de technicité du département.

PROFIL :
- Ingénieur ou équivalent (MIAGE)
- Connaissances bancaires ou informatiques souhaitées.

Adresser CV, lettre manuscrite et photo à
C.R.C.A.M. de la NIEVRE
Service du Personnel
B.P. 3 - 58640 VARENNES VAUZELLES.

J.R.P.

SOCIÉTÉ LEADER EN ÉLECTRO-THERMIE INDUSTRIELLE
située à 100 km au Nord-est de Paris — C.A. 70 MF — Activité en très forte expansion — recherche pour seconder *Directeur Commercial*

CHEF DES VENTES

Formation ESC — ICN ou équivalent — connaissances Anglais/Allemand — capable de suivre et dynamiser le réseau *de ventes France et Étranger.*

Ce poste s'adresse à candidat justifiant d'une réelle expérience de vente et d'animation d'un réseau de ventes de produits industriels.

Ecr. s/nº 7702 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

STE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(630 personnes) filiale d'un groupe industriel de taille internationale recherche

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Ecrire sous le nº ● 1 à 2 ans expérience
Connaissant :
● MITRA, si possible LTR

Lieu travail :
Région TOULON ou CHERBOURG

Env. lettre manuscrite C.V. photo et prét. Nº 2752 PUBLICITÉS RÉUNIES
112 Bd Voltaire 75 011 Paris

Centre de gestion agricole de la région centre recherche jeune juriste spécialisé en droit rural *début expérience souhaitée.*
Niveau : IHEDREA ou maîtrise plus D.E.A. ou DESS Droit rural.
Adresser curriculum vitae et prétentions.
Ecr. s/nº 7.739 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Mme LE MÉTAYER cherche jeune fille au pair, LE HAVRE. Tél. : (16-35) 46-71-65.

L'ENSEMBLE RÉGIONAL DE BASSE-NORMANDIE SIS A COUTANCES
recrute sur concours

● 2 VIOLONISTES
● 1 PIANISTE

Les concours auront lieu les 7 ET 8 MARS 83 à CAEN

Pour tous informations s'adresser à :
ENSEMBLE RÉGIONAL DE BASSE-NORMANDIE.
B.P. 120
50200 COUTANCES.
Tél. : (33) 45-59-18.

La Division Éclairage du C.S.T.B.
recrute

1 *INGÉNIEUR OU* DOCTORAT 3e CYCLE

Débutant ou quelques années d'expérience.
Formation physique pour recherches et études en laboratoire de photométrie et environ*nement visuel, application au* bâtiment et à l'urbanisme.

Adresser C.V. au C.S.T.B.
11, rue Henri Picherit
44300 — Nantes.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

création de postes...

Notre groupe leader national dans le domaine du transport recherche dans le cadre de son expansion

3 AUDITS INTERNES
réf M. 83/388

Sous la direction des services comptables du groupe, ils sont chargés auprès des filiales de province, de missions ayant pour objet principal le contrôle des documents comptables administratifs et financiers ainsi que des inventaires physiques et dans certains cas l'étude, la proposition et la mise en place de procédures nouvelles en vue d'une meilleure efficacité
La fonction exige une qualification professionnelle du niveau DECS, le goût des contacts, une bonne aptitude à faire accepter ses contrôles ainsi que ses conseils, enfin une grande disponibilité, les déplacements en province occupant en général 3 semaines par mois.
Les possibilités de carrière sont prévues au sein du groupe pour l'accès à des postes sédentaires d'encadrement et de direction.

4 CHEFS DE BUREAU COMPTABLE
réf M. 83/389

Directement opérationnels au sein d'établissements filialisés, *ils sont en charge de bureau comptant 6 à 10 employés.* Ils doivent posséder une formation du niveau comptable DECS conforté par une expérience de 3 à 5 ans dans la comptabilité générale et analytique d'une moyenne entreprise.
Les postes proposés sont à pourvoir à PARIS, REIMS, CHARTRES et SAINT-MALO.

Adresser candidature manuscrite, CV détaillé, photo, *en indiquant prétentions sous réf. correspondante à* A.S. CAPME CONSEILS 6, rue Thiers 75116 PARIS

Emplois et Entreprises

Important Groupe Industriel FABRICATION PAPIER recherche pour son laboratoire de Recherche et d'Application

JEUNE INGENIEUR

GRANDE ECOLE D'INGENIEURS CHIMISTES OU DOCTORAT 3e CYCLE

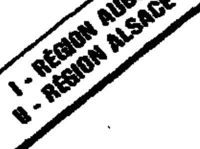
Ce collaborateur travaillera comme ADJOINT A L'UN DES CHEFS DE PROJET sur des études précises.

Connaissance pratique de la physique et de la chimie des hauts polymères, expérience des dernières techniques d'analyse, connaissance de la technologie papetière et des colorants, souhaitées.

Anglais parlé indispensable. Allemand apprécié.

Lieu de travail : RHONE-ALPES

Cabinet Leconte — *Envoyer lettre manuscrite avec CV 4, rue Amiral Courbet - 75116 PARIS, sous référence 60.659.*



2 INSPECTEURS COMMERCIAUX

L'Indépendance, Compagnie d'Assurances IARD *Paris soucieuse de développer son portefeuille en* Province recherche 2 inspecteurs commerciaux.

a) Spécialiste risques particuliers
pour région Aube et départements limitrophes (résidence Troyes).
Agé de 30 ans minimum il aura pour mission, de créer, *former et animer un réseau d'apporteurs risques* particuliers

b) Spécialiste risques industriels
pour région Alsace (résidence Colmar)
Agé de 35 ans minimum, il sera chargé de contacter les apporteurs risques industriels et d'établir avec eux les meilleurs contrats.

Pour ces deux postes, nous demandons :
- *Une bonne expérience de la vente en assurances,*
- Une grande facilité de contacts et de décision,
- Un excellent sens de l'organisation.

Nous leur garantissons :
- Une rémunération motivante.
- Un soutien technique.
- Une évolution de carrière intéressante pour candidats de bon niveau.

l'Indépendance — *Adresser votre candidature manuscrite C.V., photo et prétentions à M. Gallier 2, rue du 4 Septembre* **75002 PARIS**

bleu

UN JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

± 180.000 F

Notre client est la filiale française d'un important groupe américain. Cette société récemment implantée, spécialisée sur un *créneau particulièrement porteur du marché,* crée la fonction de :

responsable technique

La personne recrutée aura sous sa responsabilité le service après vente (actuellement *5 personnes) ainsi que la supervision* des prestations des sous-traitants. Il aura en outre pour mission le développement d'un réseau de service après-vente dans l'ensemble de la France.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs ou équivalent qui depuis deux ou trois ans, occupe son premier poste, probablement dans un ser*vice après vente de matériel électronique.* La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Adresser le C.V. à **MARIE-JO MARTIAL** *au 4 avenue Marceau 75008 Paris,* sous réf. 01-2121, en indiquant votre salaire actuel et un numéro de téléphone.



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

3 ANALYSTES
2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS



HENKEL FRANCE - 1800 personnes, 3 usines, CA 2 milliards de *francs, filiale d'un des premiers groupes chimiques européens.*

Pour renforcer notre service **Organisation et Informatique**, constitué de 45 personnes, équipé de 2 IBM 4341 et 85 écrans, et utilisant les systèmes d'exploitation DOS/VSE, VM/CMS, CICS et TRANSPAC nous recherchons :

3 ANALYSTES

Rattachés à un chef de groupe (3 groupes : usines, administration, ventes), vous développez les analyses fonctionnelles et organiques des nouvelles applications et prenez en charge le fonctionnement des applications existantes. Vous animez une équipe de projet de 2 à 3 personnes dont vous planifiez et coordonnez les activités. A la compétence technique vous alliez bien sûr une aptitude confirmée au management et au contact utilisateurs.

Vous êtes pourquoi pas diplômé de l'enseignement supérieur et avez acquis une première expérience à un poste aux responsabilités comparables sur des moyens et gros systèmes IBM. Vous connaissez de préférence CICS et maîtrisez les langages COBOL et/ou FORTRAN.

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

Rattachés à un analyste, vous réalisez les nouvelles applications de gestion et prenez une part active à la maintenance des chaînes existantes.

Vous avez acquis une expérience confirmée de la programmation en COBOL *et/ou* FORTRAN, dans un environnement moyens ou gros systèmes IBM, et connaissez de préférence CICS.

A chacun de ces 5 postes la connaissance de l'anglais, au moins lu, est utile.

Lieu de travail : Porte d'Italie.

Nous vous invitons à prendre rapidement contact avec
Rudolph Von Raesfeldt.
Adressez lui lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence M 235 à TEG - 18, place Henri Bergson 75008 PARIS.
Nous garantissons le secret des candidatures.

Desseill

The Executive Group





recherche pour la Société ASTRA-CLAVE
(Fruit d'Or, Epi d'Or, Astra, Planta, Planta Fin)

UN JEUNE INGENIEUR
TRAVAUX NEUFS ET MAINTENANCE

(ECP, ENSAM, *Mines*, IDN, ECL...)

Les *services* techniques de notre usine recherchent un jeune ingénieur généraliste pour lui confier auprès de la centrale à énergie et de notre département raffinage des huiles les deux *missions suivantes* :

— Maintenance des installations industrielles en encadrant une équipe d'une dizaine d'agents de *maîtrise et d'ouvriers spécialistes d'entretien : maintenance opérationnelle, gestion et* gestion prévisionnelle des interventions ;
— Travaux neufs : définition, coordination et mise en œuvre des nouvelles installations en liaison avec tous les services concernés (production, bureau d'études, laboratoire de développement).

Ce poste *requiert une bonne formation d'ingénieur généraliste pour mettre en œuvre des* techniques avancées dans les domaines de l'automatique, de la mécanique, de la pneumatique, de l'électrotechnique, de l'informatique. Il requiert également *des aptitudes à l'animation et au* dialogue, capables de s'affirmer en milieu industriel. Il constitue une première (ou seconde) expérience très intéressante pour un jeune ingénieur qui se révèlera capable d'évoluer ensuite dans un Groupe international.

Le poste est basé à ASNIERES (92) dans une usine de 1.000 salariés. Anglais nécessaire.



Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 111/83
au Département Central du Personnel
UNILEVER FRANCE SERVICE
8, Avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08.

Ingénieurs chimistes

Filiale d'un important groupe international, nous vous proposons de débuter dans l'un des domaines suivants :

Service technique

Il devra :
- développer de nouveaux produits,
- assurer la liaison technique entre la clientèle européenne, le *service vente et le laboratoire,*
- former les vendeurs et distributeurs à nos produits,
- mener des études techniques sur les produits et leurs applications.

Formation :
- **Ecole Supérieure de Chimie** avec, *si possible, une* **option polymère,**
- débutant ou **2 à 3 ans d'expérience** en élastomère, *colles, peintures, vernis...,*
- **anglais** indispensable, **allemand** apprécié,
- *déplacements réguliers de courtes durées.*

Service qualité et méthodes

Il devra :
- assurer la synthèse des fonctions qualité et méthodes,
- déterminer et participer aux processus de contrôle qualité,
- *développer et mettre au point les tests de certains produits,*
- définir et optimiser les méthodes de fabrication.

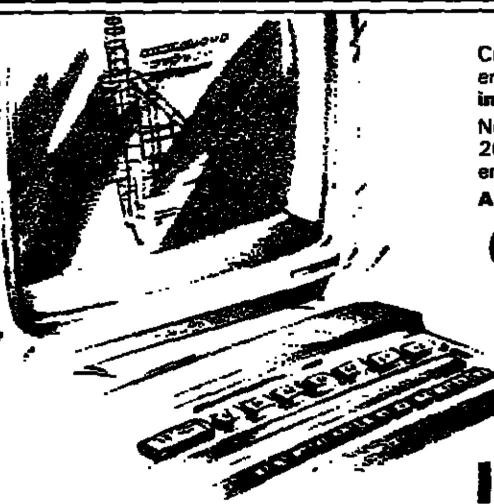
Formation :
- ***Ecole Supérieure de Chimie,***
- débutant ou **2 à 3 ans d'expérience** éventuellement,
- **anglais** souhaité et pratique de l'**allemand** apprécié.

Ce poste comporte l'encadrement et l'animation d'un groupe de 4 personnes.

MEDIA PA

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo (retournée) à
3M FRANCE
Service du Recrutement
Avenue Boulé
95250 BEAUCHAMP

3M



Créée en 1967 et spécialisée dans l'**informatique graphique,** notre société est seule *en Europe à proposer* ***un système de gestion et d'édition associant textes et images.***

Nous sommes environ **450 personnes en France** et notre filiale des U.S.A. compte *200 personnes. Soucieux de conserver une sérieuse avance technique, nous nous* entourons de collaborateurs **au fort potentiel d'innovation.**

Aussi, recherchons-nous aujourd'hui :

Chef de projet informatique

d'excellent potentiel **(formation Grandes Ecoles très appréciée)**, il possède une **expérience de 5 ans** dans le poste, de préférence dans les domaines de l'infor*matique graphique, des télécommunications et de la mise en œuvre des* mini-ordinateurs (hard et soft).

Responsable du développement d'un produit et de son industrialisation, *il a un sens certain de l'initiative, des contacts humains* et une bonne pratique de l'anglais.

Ingénieur système

de **formation supérieure,** *il a acquis, après un* **minimum de 3 à 4 années** *d'expérience, une très bonne connaissance des produits* suivants : **DOS/VSE, CICS, POWER, ICCF et si possible VM/CMS (IBM 4341).**

Outre la pratique de l'assembleur, la connaissance du **PL/1** et/ou du **COBOL** est souhaitée.

Analyste-programmeur

environ **2 ans d'expérience à la suite d'une formation du type DUT.** Pratique du langage PL/1 et/ou COBOL *ainsi que* celui de l'assembleur IBM, si possible pour la mise en œuvre de logiciels graphiques.

Pour ces trois postes, compte tenu de notre expansion, les opportunités d'évolution sont réelles et la remuneration proposée, fonction du potentiel, est de toute façon très motivante.

MEDIA PA

SOGITEC

Prière d'adresser lettre manuscrite et C.V. à Mlle DAMIEN - ***SOGITEC*** - 27, *rue* de Vanves - 92100 BOULOGNE.

LCT
Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

- pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

▶ ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des *microprocesseurs.* *réf.* TC

▶ ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à *microprocesseurs.* *réf.* CF

- pour renforcer ses équipes en matière de communications optiques.

▶ ingénieurs pluridisciplinaires

(INSA ou équivalent)

plusieurs années d'expérience concrète exigées dans les domaines suivants :
- conception mécanique et conception de sous-ensembles optiques en relation avec le bureau d'études,
- intégration de prototypes d'équipement électrique,
- suivi de projets. réf. RJ

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions)
en rappelant la référence du poste à **LCT** - BP 40
78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.



The Chase Manhattan Bank N.A.
recherche

auditeur international

Vous aimeriez débuter votre carrière dans l'environnement international de l'une des toutes premières banques mondiales en rejoignant une équipe d'auditeurs jeunes et dynamiques.
Vous avez une formation supérieure (université, grande école de commerce).
vous parlez anglais couramment.
vous êtes capable de dialoguer à tous les niveaux de la hiérarchie,
vous avez un esprit d'analyse et de synthèse.

Nous vous offrons :
- une formation aux produits de la banque et aux techniques modernes de l'audit faisant appel à l'informatique,
- très rapidement des missions variées dans les différents départements de la banque à Paris et dans plusieurs pays d'Europe, d'Afrique et du Moyen-Orient.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, à
Denise Thuilier, Service Recrutement,
41 rue Cambon, 75001 Paris

média-system

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

recherche pour le
Département Exploitation et Conduite de Réseaux
au Siège Banlieue OUEST DE PARIS

INGENIEUR CHEF DE PROJET LOGICIEL

Référence 59217 A

Il devra mener à bien un projet d'informatique/ temps réel pour la conduite et l'automatisation des Réseaux électriques.

Le projet est réalisé par une équipe d'automaticiens à l'aide de mini-calculateurs.

Ingénieur de formation informatique, minimum 5 ans d'expérience exigée, anglais indispensable.

INGENIEUR LOGICIEL

Référence 59217 B

Il réalisera des projets informatiques/temps réel sur mini-calculateurs, au sein d'une équipe coordonnée par un Chef de Projet.

Ingénieur formation informatique, 3 à 5 ans d'expérience, anglais.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant la référence à Contesse Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

informatique industrielle

sema informatique

La Division informatique de **sema metra**, Groupe européen de conseil, d'études et d'ingéniérie (800 MF de CA, 2200 personnes) recherche des :

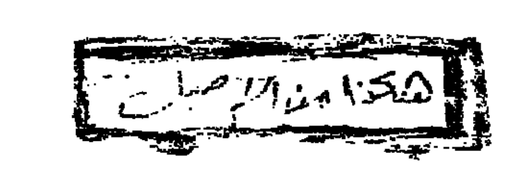
jeunes ingénieurs

Ils sortent d'une grande école d'ingénieurs. Ils ont effectué quelques stages qui leur ont permis de maîtriser l'assembleur *MOTOROLA, ZILOG ou INTEL. Dans* un secteur en pleine expansion, ils sont assurés d'une évolution rapide de leurs responsabilités dans les domaines Télématique, systèmes en temps réel, CFAO, robotique.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 10395/M à J. Hajage, Sema-Sélection · **Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Jeunes spécialistes de haut niveau — Paris

Cette société de tout premier plan (plus de 10.000 personnes et de 6 milliards de francs de chiffre d'affaires) est un des leaders mondiaux dans la fabrication et la vente de biens d'équipement. Elle possède de nombreuses filiales, réalise 70% de son chiffre d'affaires à l'étranger et connaît une expansion constante (plus de 20% ces dernières années). Elle recherche pour son siège parisien deux cadres de haut niveau :

Attaché de direction financière

Il prendra en charge l'optimisation de la trésorerie, la tenue des tableaux de bord financiers et la mise en œuvre des financements à l'exportation. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, *possédant au moins trois années d'expérience acquise si possible* en milieu bancaire ou tout au moins dans une fonction similaire.

Réf. A/3703M

Juriste d'affaires internationales

Il sera chargé, au sein du service juridique, du suivi d'affaires internationales, de l'étude et du contrôle des contrats à l'exportation et de la *concession de licences et de brevets. Il participera aussi aux négociations* en vue d'acquisitions de sociétés. Cette opportunité devrait intéresser un jeune universitaire âgé d'au moins 30 ans, *véritable spécialiste du droit international, possédant cinq années d'expérience dans un poste identique.*

Réf. A/3704M

Pour ces deux postes, l'anglais courant est *indispensable*, l'allemand *souhaité. De réelles perspectives de* carrière sont prévisibles à moyen terme, notamment dans des filiales étrangères (Europe, USA). Les rémunérations sont largement ouvertes ; elles sauront motiver des candidats de valeur, acceptant une certaine mobilité géographique. Ecrire à M. FOBY.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

un organisateur-analyste pratiquant.... les nouveaux moyens de paiement. (réf. 4078 LM)

Un réseau national d'organismes financiers et de crédits généralise l'utilisation de ses cartes (bleues et autres) et vous propose de rejoindre, à Paris, sa direction technique qui oriente le choix des moyens (DAB, GAB, TPV...), conseille et assiste le réseau pendant la phase de mise en place.

Vous êtes ingénieur ou universitaire, avez acquis, en 5 ans environ, dans une banque, un établissement financier ou chez un conseil, l'expérience de la conduite d'actions d'organisation portant sur les transactions et les échanges automatisés et souhaitez la valoriser en élargissant votre champ d'action.

Venez acquérir une compétence de chef de projet en informatique (réf. 4293 LM)

Un Établissement para-public (Paris 15e) disposant d'un service informatique équipé d'un 64 DPS4, vous confie la conduite d'un projet destiné à gérer en temps réel une partie de ses ressources et de ses investissements.

Vous participez au choix des micros à installer dans les délégations régionales, définissez avec les utilisateurs les transactions à effectuer et pilotez la réalisation.

Après une formation supérieure, vous avez acquis en cinq ans, comme analyste par exemple, une bonne expérience de la mise en œuvre de COBOL, TDS, voire IDS 2, et souhaitez faire vos preuves comme chef de projet.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire sous la référence correspondante à «Carrières de l'informatique».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

La société Informatique d'un important groupe Industriel Chimique Français recherche :

Un Chef de Projet

Intégré au département Etudes (100 personnes) vous allez dans le cadre d'applications de gestion, animer une équipe d'Analystes Programmeurs, dans un environnement IBM.

Dans un secteur dynamique vous bénéficierez d'une large autonomie : initialiser, réaliser et manager ces applications.

Nos structures nous permettent de vous offrir une bonne intégration et un *support technique particulièrement efficace.*

La rémunération est indéniablement liée à l'envergure du candidat.

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école et vous avez une première expérience de suivi de projets d'un ou deux ans.

Lieu de travail : COURBEVOIE.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions sous référence 1604 LM à

ALPHA CDI
59 rue Saint Didier 75116 PARIS.



120 000 F. et +
Jeunes Ingénieurs attirés par l'Informatique :

Bénéficiez des atouts d'un grand groupe Industriel Chimique Français. C'est dans la Société Informatique de ce groupe que vous ferez vos premiers pas. La diversité des travaux que nous effectuons dans le département Études et applications de gestion est de nature à vous passionner.

Jeunes Ingénieurs, que vous *soyez débutants ou avec une première expérience en informatique*, saisissez cette opportunité en nous adressant vite un courrier de candidature, qui nous précisera votre formation, vos motivations, les secteurs et plus particulièrement les travaux qui vous intéressent.

Lieu de travail : COURBEVOIE

Notre conseil établiera les premiers contacts, écrivez-lui en adressant C.V., photo lettre manuscrite et prétentions sous référence 1603 LM à

ALPHA CDI
59 rue Saint Didier 75116 PARIS.

ALPHA CDI

cde
COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le plus ancien et l'un des plus importants établissements spécialisés dans le financement de l'immobilier (2000 Collaborateurs, 600000 prêts en gestion, 30 implantations en Province).

recrute

de jeunes cadres à fort potentiel

3 ingénieurs informaticiens réf. I.I-M
(Grandes Écoles d'Ingénieurs, Option Informatique),
pour participer à l'organisation et à la conception des chaînes de gestion financière sur matériel IBM 4341/2 sous M.V.S., C.I.C.S. et bases de données.

2 chargés d'études réf. C.E-M
à l'esprit concret (École de Commerce ou de Gestion, Maîtrise de Sciences Économiques, I.A.E.), pour renforcer les Services d'études rattachés à la Direction (conception de nouveaux produits, leur négociation, leur mise en place...).

1 comptable réf. C-M
(D.E.C.S.),
ayant acquis une expérience de plusieurs années soit chez un Expert Comptable, soit dans un Service de Comptabilité informatisée, pour renforcer l'équipe de la Comptabilité Générale (analyse des comptes de bilan et de résultats).

1 juriste réf. J-M
(Maîtrise de Droit Privé),
ayant acquis quelques années de pratique du Droit Immobilier et du Droit de la Construction pour effectuer des études à caractère général ou traiter des dossiers particuliers.

de jeunes techniciens expérimentés

2 programmeurs réf. P-M
(D.U.T. d'informatique),
pour étoffer nos équipes de programmation orientées sur les applications de gestion financière sur matériel IBM 4341/2 sous M.V.S., C.I.C.S. et bases de données). Une expérience de quelques années de la programmation sous Cobol est exigée, alliée si possible à la connaissance de C.I.C.S.

2 comptables réf. C.I-M
(B.T.S. ou D.U.T. de COMPTABILITÉ),
*ayant une expérience de plusieurs années d'un Service de Comp*tabilité informatisée, pour compléter l'équipe des techniciens du Service de la Comptabilité Générale.

3 commerciaux réf. C.X-M
(D.U.T. Techniques de Commercialisation, Gestion des Entreprises),
pour intervenir en appui des Inspecteurs auprès des différents prescripteurs. Postes à pourvoir à Paris et en Province.

Pour tous ces postes, une EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE alliée aux diplômes exigés, sera un atout important. Les candidats intéressés doivent adresser un C.V. détaillé et une lettre manuscrite précisant leurs prétentions, sans omettre la référence du poste choisi, à François COUDURIER - CDE - Recrutement : 3, rue de la Paix 75086 PARIS CEDEX 02.

3, rue de la Paix 75002 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

ENERTEC

recherché pour l'une de ses unités située en région parisienne

Un contrôleur de gestion "financial controller"

International, le groupe Schlumberger est constitué d'unités décentralisées possédant l'ensemble de leurs moyens propres de gestion dans le cadre de procédures harmonisées. Le contrôleur de gestion est directement rattaché au responsable de l'unité, il fait partie de l'équipe de direction ; il relève fonctionnellement du contrôleur de gestion du groupe devant lequel il rend compte de la bonne application des procédures communes. Responsable de l'ensemble de la fonction financière dans l'unité, il est plus particulièrement chargé de l'élaboration et du suivi du budget, de services comptables, de moyens informatiques et de divers aspects administratifs, fiscaux...

Cette fonction peut convenir à un candidat âgé d'environ 30 ans, qui :
– de formation grande école de commerce (option finance), MBA, DECS, chartered accountant ou CPA,
– a une expérience de 2 à 3 ans dans une entreprise industrielle ou comme audit de groupes industriels internationaux pratiquant des méthodes modernes de gestion et/ou la comptabilité anglo-saxonne.

Des capacités de contacts et d'animateur, la pratique de l'anglais, la mobilité sont des atouts dans la perspective d'une évolution de carrière au sein du groupe SCHLUMBERGER.

Merci d'envoyer votre curriculum vitae, détaillant votre expérience et vos aspirations et mentionnant votre rémunération actuelle à Jacques COUREAUD. Direction du personnel, ENERTEC, 1, rue Nieuport 78140 Vélizy-Villacoublay. (S 254).

ENERTEC
Schlumberger



rejoindre CMG, pourquoi ?

Société de Service et de Conseil en Informatique, nous connaissons depuis notre création, en 1975, une progression très forte : 20 Millions de C.A. en 1981... 40 Millions en 1982. Ce développement réussi nous le devons à la fidélité de nos 80 collaborateurs Ingénieurs et Techniciens qui, chez nous, dans un environnement humain de grande qualité, ont choisi de valoriser leurs compétences techniques. Nous faisons appel aujourd'hui à de nouveaux Ingénieurs dont le professionnalisme et le dynamisme nous permettront d'évoluer vers une position de leader dans nos activités.

INFORMATIQUE DE GESTION (Orsay ou Lyon)

chef de projet

De formation supérieure : universitaire ou Ecole d'Ingenieurs, possédant une expérience de plusieurs années de la conduite de projets sur mini-ordinateurs HP, INTERTECHNIQUE, IBM, vous serez chargé de l'animation d'une petite équipe pour la mise en œuvre d'applications variées de gestion et le développement de progiciels (gestion de production, planning d'atelier, horaires variables, suivi de projets...). (Réf. A 1)

analyste-programmeur

Vous participez à l'analyse organique, à la programmation et à la mise en place du logiciel et secondez efficacement le chef de projet. (Réf. A 2)

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (Orsay)

ingénieur maintenance

Dans le cadre du développement de nos installations sur le territoire national, vous êtes chargé de la création - choix et mise en place des moyens techniques et administratifs - de notre SAV (produits électroniques, micro-informatique, périphériques, ordinateurs). Vous êtes responsable de la gestion et de l'animation du service et, en outre, assurez le développement des diagnostics pour les produits CMG. (Réf. A 3)

chef de projet

MESURE - TRAITEMENT DU SIGNAL - ARRAY PROCESSOR

Vous possédez au moins 5 ans d'expérience dans l'une de ses spécialités. Nous souhaitons vous donner la responsabilité complète d'une équipe chargée de la réalisation d'importants projets industriels. Une fonction où les aspects humains et commerciaux sont déterminants. (Réf. A 4)

ingénieurs logiciel

MINI et/ou MICRO

Avec independance et responsabilité, vous travaillez sur des projets industriels ou Télécommunications. De formation Grande Ecole ou Equivalent, vous possedez une expérience sur MICRO : INTEL, MOTOROLA ou MINI : CII, HP, DEC. Ces fonctions doivent évoluer à court terme vers des postes de CHEF DE PROJET. (Réf. A 5)

ingénieur électronicien

Vous participez à la réalisation d'un processeur micro-programmé et d'interfaces spécifiques. Dynamique, vous avez un bon sens commercial et relationnel. De formation Grande Ecole ou équivalent, vous possédez une expérience en Electronique Rapide : acquisition analogique, microprocesseurs, industrialisation de produits et éventuellement systèmes d'exploitation temps réel. (Réf. A 6)

MICRO-INFORMATIQUE (Orsay)

ingénieur commercial

Analysant les besoins des clients, proposant des solutions adaptées, vous êtes chargé de prospecter, suivre et developper les ventes de terminaux et micro-ordinateurs. Nous souhaitons des candidats de formation superieure, ECOLE D'INGENIEURS, ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE... (Ref. A 7)

ingénieur T.C.

Vous assurez le démarrage des matériels et êtes le support logiciel pour l'utilisation et la mise en place des systèmes. Assistant les Ingénieurs Commerciaux et formant les utilisateurs, vous devez posséder le sens des contacts et l'esprit d'equipe. Vous connaissez le BASIC et/ou PASCAL. Expérience similaire souhaitée. (Réf. A 8)

Integrez nos équipes : c'est une excellente capitalisation sur votre diplôme... c'est aussi notre sécurité.



Merci d'adresser votre candidature, C.V., lettre manuscrite, prétentions en precisant la référence du poste à Pierre de BANTEL - CMG ZA de Courtabœuf - Avenue du Parana - 91942 LES ULIS CEDEX

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE ET DE GESTION

Organisation et Publicité

jeune ingénieur, devenez chef de projet
dans la direction financière d'une banque.

Ingénieur de formation, vous avez choisi de débuter votre carrière dans l'informatique; en 1 à 2 ans, vous avez acquis une bonne pratique du COBOL sur un site IBM et êtes rodé au télétraitement comme à l'utilisation des bases de données.

Une banque de dépôts de renom vous propose de rejoindre (Paris-Gare de Lyon) la cellule informatique, qui développe les applications de sa direction financière, en liaison avec le département informatique équipé de 308X/MVS, puis d'en prendre la responsabilité.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 4156 LM) à « Carrières de l'Informatique ».

notre directeur, à Lyon
d'une association à but non lucratif (20 salariés).

Notre vocation est la réhabilitation d'appartements anciens et de quartiers insalubres. Nos missions : informer les communes et les habitants, les assister dans la définition de leurs besoins, dans la recherche de financements, la réalisation des travaux, tout en assurant de bonnes relations avec les administrations, les entreprises et les communes ou habitants concernés.

A 40 ans, environ, vous avez une formation supérieure (droit, gestion, bâtiment...), l'expérience de la gestion d'un service (budget, hommes) et des relations avec les administrations et les collectivités locales.

Pour vous « faire du social » n'exclut pas une gestion rigoureuse ni des solutions originales. Nous partageons votre point de vue et comptons sur votre esprit créatif.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 835 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE -75008 PARIS
7, RUE SERVIENT -69003 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

Diriger les Études Informatiques d'un Grand Groupe d'Ingénierie.

Le développement important de notre groupe (3000 personnes) et de son informatisation dans différents domaines (gestion générale et de Projets, Production des Bureaux d'Études, Banques de données, Bureautique), a nécessité la mise en place de systèmes informatiques évolués (CII-HB, IBM, DEC, HP...).

Nous recherchons aujourd'hui, pour diriger les activités du Service ÉTUDES (Réalisations et Méthodes) un

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
X, Mines, Centrale, Sup'Elec.

qui, placé sous l'autorité du Directeur du département Informatique, sera chargé de faire évoluer le plan d'informatisation de nos activités, d'établir les avant-projets d'application et de définir les actions d'organisation à entreprendre. Dans cette mission, il travaillera en étroite collaboration avec les différentes directions concernées.

Ce poste de fort calibre requiert l'expérience d'un informaticien rompu "au terrain" et possédant une expérience accomplie des problèmes posés par l'introduction de l'informatisation chez les utilisateurs. Ce back-ground aura été acquis pendant plusieurs années dans un domaine similaire, par préférence, tel qu'Ingénierie, Bureau d'Études ou société de services.

Le niveau du poste et les perspectives d'évolution dans le Groupe nécessitent, par ailleurs, une pratique courante de l'anglais.

Lieu de travail : au siège, proche banlieue Sud PARIS.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous réf. 50101 M à HAVAS CONTACT - 1, Place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT



CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION

Créée en Juillet 1982 entre en phase d'exploitation.

Après une période d'investissements techniques et commerciaux, les chantiers démarrent à la fois en **FRANCE, PARIS et REGIONS, et AU NIVEAU INTERNATIONAL**. Nous devons donc renforcer nos structures d'exécution :

DIRECTEURS D'AGENCE, RESPONSABLES DE TRAVAUX *à tous niveaux.*

« Venez prendre un nouveau départ avec nous ».

Nos perspectives d'activité nous permettent par ailleurs d'accueillir dès maintenant des **INGENIEURS DEBUTANTS** qui pourront se former au sein d'une équipe soudée et dynamique.

Adressez votre candidature à Claude SALOMON Directeur du Personnel
CAMPENON BERNARD CONSTRUCTION
92/98 Bd. Victor-Hugo 92115 CLICHY.



Juriste contrats internationaux

Le Chef du Service Juridique International recherche un collaborateur pour l'assister dans ses activités.

Le poste exige :
- Maîtrise Droit Privé minimum (Droit des Affaires...).
- Première expérience en entreprise de 2 ou 3 ans.
- Anglais courant apprécié.
- Disponibilité pour déplacements de courte durée.

Il devra pouvoir prendre en charge rapidement, entre autres activités, tous les aspects juridiques relatifs à la préparation et au suivi des contrats de sous-traitance.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 4629 FJ à BOUYGUES
Bâtiment International - Direction du Personnel - B.P. 204
92142 CLAMART CEDEX

Organisation et Publicité

SOPAD-NESTLE

recherche
pour son laboratoire de contrôle et recherche au siège social situé à Courbevoie près Pont-de-Neuilly

TECHNICIEN ou TECHNICIENNE
de laboratoire

possédant DUT ou B.T.S. chimie ou biochimie (connaissance langue anglaise appréciée).

Envoyer candidature manuscrite avec C.V. détaillé, photo (sera retournée) et prétentions à :

SOPAD – Service du Personnel
17-19, quai du Président Paul-Doumer.
92411. Courbevoie cedex.

BANQUE PARIS (8e)

recherche pour son
SERVICE ÉTRANGER

GRADÉ CONFIRMÉ

Ayant grande expérience des transferts et rapatriements clientèle.
Bonne connaissance de l'anglais et de la réglementation des changes exigés.

Adresser C.V. et lettre manuscrite sous no T 038.331 M
Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.



ÉTABLISSEMENT FINANCIER

TOUR MAINE-MONTPARNASSE
recherche
POUR SON INSPECTION GÉNÉRALE

UN CONTROLEUR SENIOR

35 ans environ.

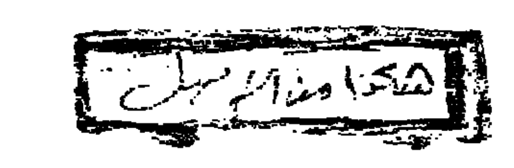
Diplômé de l'Enseignement Supérieur Technique ou Commercial, le candidat devra justifier d'au moins 5 ans d'expérience acquise au sein de la Direction Financière d'une entreprise ou d'un établissement financier.

Sa responsabilité sera l'évaluation du risque encouru par la société, réalisée au travers des diagnostics d'entreprise et du contrôle de l'application des procédures définies par le contrat.

Il aura en outre la charge de la formation des Contrôleurs Juniors.

Pour ce poste, sont indispensables :
– Une connaissance approfondie de la P.M.E.
– Une pratique de l'analyse financière ou de l'audit d'entreprise, ainsi que des procédures informatique utilisées dans ce cadre.
– *Sens de la rigueur, diplomatie et discrétion.*

Adresser C.V., *prétentions et photo* à :
FACTOFRANCE HELLER
Service du Personnel - Tour Maine-Montparnasse
75734 Paris Cedex 15.





OFFRES D'EMPLOIS

ORGANISME SECTEUR TERTIAIRE
PARIS, 300 personnes

recherche

RESPONSABLE DU PERSONNEL ET DES RELATIONS SOCIALES

Le candidat a une expérience de plusieurs années dans la fonction en tant que responsable.
Il doit en connaître tous les aspects aussi bien dans le domaine administratif que dans celui des contacts avec les représentants du personnel.

Il collaborera directement avec la Direction Générale.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référ. 8.626 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 Paris, qui transmettra.

---

24 ans

j'ai échoué

à l'E.N.A.

Voir page demandes d'emploi

Démarrez votre carrière pied au plancher

Ford, c'est une parfaite maîtrise de la technique automobile doublée d'un dynamisme commercial exemplaire : l'Escort en 80, la Sierra en 82...
Ford France vous propose de rejoindre le succès en intégrant le Département Pièces ou le Département Voitures, qui sont le fer de lance de notre activité commerciale. Nous avons aussi le sens de la réciprocité, nous bâtirons ensemble votre essor professionnel.

Nous recherchons de jeunes Diplômés d'Etudes Supérieures de Commerce (MBA, ESSEC, EBS, ESC...) ou techniques (Ingénieurs Mécanique...) maîtrisant l'anglais, débutants ou avec une première expérience professionnelle.

Assistant Chef de Produit

Au sein de l'équipe marketing pièces, votre connaissance approfondie du marché vous permet d'élaborer une politique de prix rendant vos produits plus compétitifs. Vous assurez également le lancement et le suivi de campagnes promotionnelles. Réf MM1

Conseiller de Gestion

Vous aidez notre réseau de concessionnaires à mettre en place les systèmes comptables et de gestion préconisés par Ford et participez à des études financières en liaison avec les différents services commerciaux. La mobilité fait partie des exigences de ce poste.
La connaissance de l'informatique est également demandée. réf. MV2

Spécialiste Promotion des Ventes

Notre équipe marketing doit pouvoir compter sur votre sens de l'organisation, votre rigueur et votre autorité pour participer au lancement des campagnes promotionnelles et, surtout, en assurer le suivi. réf. MV1

Conseiller Technique Après-Vente

Vous aidez nos concessionnaires sur le plan de la gestion, de l'organisation et de l'équipement de l'atelier, de l'assistance technique et des actions promotionnelles.
Votre formation de base est essentiellement technique ou votre passion pour l'automobile vous a conduit à vous familiariser avec la mécanique.
Les déplacements sont une donnée essentielle de ce poste. réf. MV3

Merci d'adresser votre candidature en précisant les références choisies à Ford France SA, Direction du Personnel : 344 Avenue Napoléon Bonaparte, 92506 Rueil Malmaison Cédex.

média-system

Ford

---

steria

Nous sommes une des premières Sociétés Européennes d'Ingénierie Informatique

Vous êtes

ingénieur informaticien analyste

et vous avez une expérience dans les domaines de la Conception de Systèmes, des Réseaux, de la Gestion de Bases de Données, des Télécommunications.

Nous vous proposons de participer à d'ambitieux projets de CONCEPTION et de DEVELOPPEMENT de SYSTEMES dans des secteurs de pointe :

— VIDEOGRAPHIE, VIDEOCOMMUNICATION.
— RESEAUX HETEROGENES.
— APPLICATIONS TRANSACTIONNELLES.

Lieu de Travail : REGION PARISIENNE.

Nous vous offrons :

- Le bénéfice de solides méthodes de travail dans un environnement de professionnels expérimentés.
- Une formation sans cesse renouvelée, en liaison avec la diversité et la complexité de nos projets.
- Un développement professionnel à la hauteur de vos ambitions.

Envoyez votre curriculum-vitae et vos prétentions à :

steria
Monsieur Yves ROUILLY
STERIA SYSTEMES
26, avenue de l'Europe
78140 VELIZY VILLACOUBLAY

BUITONI

Leader sur le marché des plats cuisinés appertisés développe son activité produits surgelés dans le cadre de l'ouverture d'une nouvelle unité de production et recherche

1 CHEF de PRODUITS Junior

HF

Pour lui confier la responsabilité d'une ligne de produits au sein de son département surgelés.

C'est déjà un professionnel ayant une première expérience réussie des produits de grande consommation au sein d'une société performante.

Il a acquis une solide formation supérieure, dans une grande école de gestion de préférence, et se distingue par une personnalité *équilibrée et entreprenante, apte à travailler intensément* dans un contexte très motivant.

Ce poste évolutif est basé au siège social à Saint Maur des Fossés. Dans un cadre agréable, à proximité du R.E.R.

Adresser C.V. (dont rémunération actuelle), lettre manuscrite et PHOTO récente à BUITONI FRANCE
Direction des ressources humaines
76, rue Garibaldi 94100 St Maur des Fossés

EXPLOITANTS DE HAUT NIVEAU (Classe VIII ou +)... pour banque importante Paris

Nos futurs collaborateurs ont une expérience d'au moins 5 ans dans le financement des entreprises de toutes tailles. Leur aptitude à motiver les hommes les a conduits à exercer leurs responsabilités sur un ensemble de points de vente.

Leur expérience complète de la banque d'aujourd'hui ne leur suffit plus: ils ont déjà assimilé les axes et les impératifs de demain.

Ils sauront s'intégrer rapidement au sein d'une équipe et nous faire partager leur conviction.

Ils enverront lettre manuscrite + C.V., photo et prétentions sous/réf. 41853 à **Projets Publicité** 12, rue des Pyramides 75001 PARIS, qui fera suivre.

SOGEN

Maintenance et Installation Matériels de Station-Service,

Recherche pour ORLY

UN RESPONSABLE administratif (ive)

- Il (elle) sera responsable de la facturation clients et fournisseurs, du recouvrement des créances, de la gestion des achats, de la mise à jour et du suivi des tableaux de bord ainsi que du contrôle de gestion.
- Il (elle) consolidera l'informatisation des prix de revient et de la facturation, en liaison avec les Responsables actuels.
- A terme, il (elle) prendra en charge l'administration du personnel et la gestion des moyens généraux.

CE POSTE CONVIENDRAIT

- Au titulaire d'un diplôme supérieur (ESCAE, IAE), ayant une première expérience réussie de 2 à 5 ans dans une fonction similaire.
- Ou au titulaire d'un BAC G2 + IUT, ayant une RÉELLE expér. du poste proposé.

Adr. C.V., lettre manuscr., ph. et prét. à : SOGEN, Direction du Personnel, 32, rue Victor-Hugo, 92800 PUTEAUX.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENTS recherche

2 VENDEURS PRODUITS FINANCIERS

ayant une réussite prouvée dans la vente produits similaires.

Nous vous proposons :
- Des produits bien adaptés ;
- Un appui publicitaire important ;
- Statut VRP ;
- Minimum garanti + commissions.

Tél. pr rendez-vs, 533-56-56.

Association centres de vacances et de formation recherche son délégué national pour assurer
- fonctionnement général ;
- relations extérieures ;
- coordination des actions régionales.

Expérience de formation et d'animation exigée, de préférence en milieu associatif.
Env. C.V. et prétent. à STAJ, 27, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris, avant le 3 mars 1983.

ERIN

recherche
pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

- Option : Informatique, automatique, électronique.
- Débutants à 3 ans d'expérience.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

- Niveau DUT Informatique.
- 1 an d'expérience minimum souhaitée.

Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. à AXIAL PUB s/réf. 1.700, 27, rue Taitbout, 75009 PARIS, qui transmettra.

La Fondation Santé des Étudiants de France recherche pour son service central à Paris XIVe

UN ATTACHÉ ADMINISTRATIF

Les candidats devront être titulaires au minimum d'un diplôme de fin du 1er cycle études supérieures et justifier d'une compétence et expérience professionnelles en gestion financière, comptabilité, droit des assurances.

Écrire avec C.V. détaillé à :
Fondation S.E.F. B.P. 147 – 75664 Paris Cedex 14

SOCIÉTÉ DES CIMENTS FRANÇAIS

C.A. consolidé 4 milliards — Effectifs consolidés 5 600 personnes — En France 16 cimenteries et des filiales importantes dans les activités complémentaires — A l'étranger, présence dans 12 pays par filiales de production et activités de conseil et d'assistance technique recherche, dans le cadre du développement de sa Division Internationale

Ingénieurs chargés d'affaires

Centrale, Mines, A & M,...

chargés d'élaborer, de négocier et de superviser des contrats de conseil et d'assistance technique à l'étranger dans les domaines :

- conception et construction d'ensembles industriels (faisabilité, conseil à l'ingénierie, supervision de réalisations)
- exploitation d'ensembles industriels (management, mise à disposition d'équipes, formation, diagnostics...)

L'activité impliquera des contacts à haut niveau au sein des sociétés clientes.

Les candidats auront une expérience d'exploitation, ou de chantiers industriels à l'étranger, ou technico-commerciale de biens d'équipement, ou d'ingénierie à l'exportation, esprit ouvert aux problèmes techniques et à l'environnement commercial et économique des affaires et bonnes qualités de négociateurs.

Langues : anglais parlé et écrit - espagnol souhaité.

Possibilités d'évolution de carrière.

Lieu de travail : LA DEFENSE. Déplacements fréquents à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s/réf. 73657/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — Publival

L'EQUIPE

Contrôleur de gestion

CREATION DE POSTE — 200 000 +

Le journal l'EQUIPE cherche un Contrôleur de gestion confirmé. Rattaché directement à l'Administrateur Général, il devra notamment être capable de comprendre tous les éléments de la gestion pour apporter son concours efficace aux différents secteurs de cet important organe de presse. Ce poste fonctionnel, qui offre de larges perspectives d'évolution peut convenir à un(e) candidat(e) de *35 ans minimum, de formation supérieure : école de commerce complétée si possible par un DECS,* possédant une solide expérience de la gestion et des connaissances en informatique. La fonction *ne peut être confiée qu'à une personnalité affirmée, ayant de bonnes capacités d'analyse et de* synthèse, le sens du dialogue et la volonté d'intégrer une équipe en participant activement à l'élabo*ration des décisions. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 3039/M* à C. FERRY-CLEMENT. Sélé-CEGOS, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — Publival

---

chargé d'études immobilières

SICOMI

SICOMI ayant engagé un important programme de développement de son patrimoine locatif (bâtiments à usage industriel et commercial) recherche un collaborateur à qui seraient confiés le suivi du marché, l'étude juridique, financière et technique des dossiers, le montage des opérations, ainsi que le contrôle de la gestion des immeubles en location. Ce poste convient à un jeune diplômé d'enseignement supérieur (droit de préférence) ayant acquis une expérience de quelques années dans le secteur de l'immobilier d'entreprise.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 240.82 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

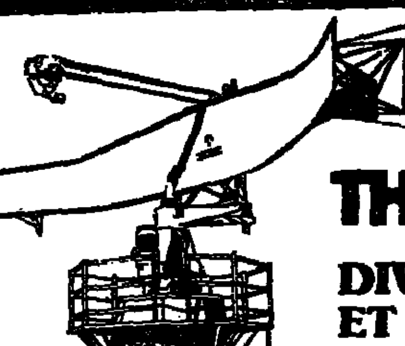


Chantal Baudron. s.a.

Organisation et Publicité

MEMBRE DE SYNTEC

REPRODUCTION INTERDITE



THOMSON-CSF

DIVISIONS RADARS DE SURFACE ET SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES BAGNEUX

Nos divisions Radars de Surface et Systèmes Électroniques font partie des leaders mondiaux dans leurs domaines. Leur expansion les amène à renforcer leurs équipes par des

INGÉNIEURS QUALITÉ-FIABILITÉ

Diplômés d'une grande école ou équivalent, les candidats retenus possèdent nécessairement une solide expérience industrielle (de 5 à 10 ans) acquise dans les domaines de l'**Électronique** et de la **Physique**, ainsi qu'une aptitude aux contacts.
Le niveau de compétences des postulants sera pris en compte dans l'attribution des postes offerts.
Des évolutions de carrière sont possibles au sein du Groupe.

Les lettres de candidature accompagnées d'un CV sont à adresser à M. FONFREDE - THOMSON-CSF, Service des Relations du Travail, 1, rue des Mathurins - 92223 BAGNEUX.



HAVAS CONTACT

Message à un

JURISTE HF D'ENTREPRISE

250.000 F

Vous souhaitez entrer dans une société de réputation internationale.

Notre directeur juridique étant promu à des fonctions européennes, *nous cherchons pour le remplacer un spécialiste du*

droit de la consommation

Sous l'autorité du Directeur Général pour la France, vous assumez la préparation, la rédaction, et le suivi des contrats de la société : distribution, coopération commerciale...

Vous conseillez les différents services de la société pour ce qui est notamment des activités publi promotionnelles.

C'est l'occasion de faire acte de candidature, si vous êtes un juriste de haut niveau — Doctorat — et qu'à 35 ans environ vous avez assumé des responsabilités importantes dans une société ou un cabinet d'avocats dans une fonction similaire où vous avez en particulier prouvé vos connaissances du droit appliqué aux affaires.

Excellente maîtrise de la langue anglaise impérative.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/257/A à notre conseil.

mcp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

PANORAMA ANNONCES

Groupe TRT

poursuivant son expansion, recherche

A - Pour les Départements RADARS et RECONNAISSANCE AÉRIENNE de sa filiale OMERA (Argenteuil)

1/ INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN

Expérimenté, chargé spécialement des études d'**ASSERVISSEMENT** au sein d'une équipe responsable de développement de radars aéroportés.

2/ INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN

Débutant ou ayant une première expérience.
Pour l'étude au sein de la même équipe de projets dans les domaines
TRAITEMENT DE L'INFORMATION-VISUALISATION.

3/ INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN

Débutant ou ayant une première expérience. Chargé dans le département Reconnaissance Aérienne études relatives au **TRAITEMENT NUMÉRIQUE DES SIGNAUX**
- logique rapide
- enregistrement magnétique.

4/ INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN

Débutant.
Chargé dans le même département d'études relatives à **l'ACQUISITION D'IMAGES** en opto-électronique - aspect système.

B - Pour les Laboratoires d'Études de son CENTRE TECHNIQUE (Le Plessis-Robinson)

INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

Débutants ou ayant une première expérience.

Ils participeront à l'étude et au développement de matériels de télécommunication dans les domaines suivants :
5/ Systèmes de transmission par **FAISCEAUX HERTZIENS.**
6/ Équipements de **RADIOCOMMUNICATIONS** et de **TRAITEMENT DU SIGNAL.**
7/ Applications «matériel» dans des systèmes de **RÉSEAU** de transmission de données et **TÉLÉMATIQUE.**
8/ **SYSTÈMES OPTRONIQUES** de vision nocturne (caméras, jumelles) *faisant appel à différentes spécialités:* optique instrumentale, électronique, mécanique.

Adresser CV à TRT 5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS-ROBINSON, en précisant la référence du poste recherché.

DELATTRE-LEVIVIER GROUPE CREUSOT-LOIRE

Recherche pour le service informatique scientifique de sa Division Tuyauterie-Montage

dl

A) un Ingénieur Informaticien

Il participera au développement des *outils informatiques* (logiciels de calculs de structures, CAO,...).

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (option informatique) ayant acquis en SSCI ou *société d'engineering* une expérience de quelques années.

Anglais indispensable.

B) un Analyste Programmeur

confirmé

Anglais souhaité.

Connaissance du matériel DEC VAX 780 appréciée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à DELATTRE-LEVIVIER Service Recrutement.

Tour Fiat - cedex 16
92084 Paris - La Défense

BUITONI

Leader sur le marché des plats cuisinés appertisés
1 milliard de F de C.A. - 1 000 personnes
100 000 tonnes (dont 10 % à l'exportation)
recherche

UNE ASSISTANTE EXPORTATION

(TRILINGUE ALLEMAND - ANGLAIS - FRANCAIS)

Dans le cadre du renforcement du département export, elle sera chargée de suivre les dossiers d'une partie des sociétés sœurs et des importateurs à l'étranger et, par ailleurs, d'assurer la gestion courante des produits.

C'est obligatoirement une technicienne export (de 30-35 ans) avec une bonne formation de base, ayant acquis son expérience dans une société performante et dotée d'une personnalité équilibrée. Compte tenu de la polyvalence des tâches, c'est aussi une bonne sténo-dactylo.

Le poste est basé au siège social de St-Maur des Fossés dans un cadre moderne et agréable à proximité du RER.

Adresser C.V. (dont rémunération actuelle), lettre manuscrite et photo récente à :

BUITONI FRANCE
Direction des ressources humaines
76, rue Garibaldi 94100 Saint-Maur.



Les FROMAGERIES BEL
recrutent pour leur usine
de VENDOME (LOIR et CHER)

CHEF DU PERSONNEL

Il collabore étroitement avec le Directeur pour définir et suivre l'application de la politique sociale de l'Entreprise.

Ses actions seront plus particulièrement orientées sur les questions d'amélioration de conditions et de prévention d'accidents du travail, de restructuration des tâches, de formation permanente.

Il assure également les relations avec les partenaires sociaux, gère le tableau de bord et supervise l'administration du personnel.

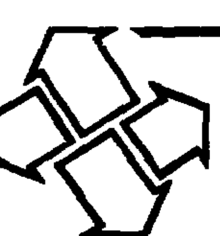
Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure, ayant une *première expérience dans la fonction personnel.*

C'est un homme de terrain et de dialogue, connaissant bien la législation sociale, motivé par une approche évolutive de la gestion du personnel.

Adresser C.V. rémunération souhaitée et photo à

FROMAGERIES BEL
Service du Personnel
4, rue d'Anjou - 75008 PARIS





L'enseignement assisté par ordinateur : une autre manière de concevoir la formation.

Pour son centre d'enseignement assisté par ordinateur à Paris 13e, le département ENSEIGNEMENT de CONTROL DATA FRANCE *recherche*

RESPONSABLE DE L'INSTRUCTION (logiciels)

Ingénieur Analyste de formation supérieure en informatique, le candidat *retenu pourra justifier d'une expérience réussie de quelques* années dans les domaines technique (logiciels), pédagogique et organisationnel.

Il lui sera confié de larges responsabilités incluant :
– la supervision des personnels de notre centre d'enseignement individualisé et des étudiants,
– l'organisation des plannings et la *gestion des carrières de notre* équipe d'instructeurs,
– *le service des relations* industrielles,
– l'évolution des cours et l'intégration de l'enseignement assisté par ordinateur,
– *l'exécution du budget (coûts).*

Le poste exige de grandes qualités humaines et une bonne connaissance de l'anglais technique.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous ref. M/551 à CONTROL DATA FRANCE, *Service du Recrutement*, 195, rue de Bercy, 75582 PARIS CEDEX 12.

CONTROL DATA

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER
PARIS 16e

recherche pour renforcer son équipe informatique un (e) jeune

INGÉNIEUR INFORMATICIEN (IIE, INSA...)

Debutant ou ayant une première expérience sur mini-ordinateur, il devra en *liaison avec les utilisateurs analyser et* mettre en place des outils d'aide à la comptabilité et à *la gestion des valeurs* mobilières.

Adresser C.V., prétentions et photo sous réf. 53455 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

P.M.E. PROCHE BANLIEUE OUEST
FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
LEADER SUR LE MARCHÉ
DE LA REPROGRAPHIE *RECHERCHE* :

L'ASSISTANT DE SON DIRECTEUR DE LOGISTIQUE

Vous êtes un jeune cadre, 27 ans + avec expérience de la *fonction, de l'analyse informatique et des procédures d'ex*portations. Vous supervisez la gestion des stocks, le suivi des commandes, la facturation et participerez à la conception de l'informatisation de ces activités.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous nº 7.735, *le Monde* Pub., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

---

contrôle de gestion et planification

Dans le cadre du développement de son service Contrôle de gestion et planification, la Compagnie Générale Maritime *recherche 2 collaborateurs expérimentés ou débutants.*

Les candidats retenus devront être obligatoirement titulaires d'une maîtrise de gestion, avoir de bonnes connaissances comptables et du Basic.

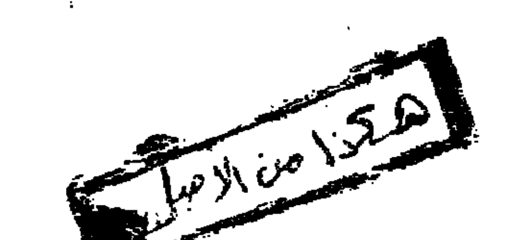
Anglais souhaité.

Postes à pourvoir à notre siège à la Défense.

Adresser votre candidature avec C.V. à :
CGM Recrutement
TOUR WINTERTHUR
CEDEX 18 - 92085 PARIS LA DÉFENSE



bleu



هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Société Française, leader sur son marché (6.000 personnes, C.A. 1,8 Milliard de F.) filiale d'une multinationale, recherche pour son siège parisien :

RESPONSABLE SYSTEME

FORT POTENTIEL

De formation supérieure (Université - Grandes Ecoles), il a une expérience de 3-4 ans du matériel IBM sous DOS (MVS dans un proche avenir) CICS, VTAM, DL1. Il anime une petite équipe performante et participe, grâce à son sens de l'organisation, au renforcement de nos moyens informatiques.

La taille du Groupe offre de vastes possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Notre client traite les candidatures avec toute la discrétion voulue.

Adressez lettre manuscrite, C.V. sous No 59743, Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

---

développer la fonction communication...

Parce que nous sommes une société à visage humain, aux structures régionales décentralisées, nous voulons développer la fonction communication...
Praticien qui imagine et réalise, vous êtes prêt à nous apporter des idées nouvelles en matière de communication dans l'entreprise...

- Vous possédez une bonne culture générale, et vous maîtrisez l'expression écrite.
- *Vous avez une expérience de la réalisation de journaux d'entreprise, de la conception au suivi technique.*
- Comme nous, *vous croyez au rôle de la communication dans le dialogue social,* l'animation et la motivation des hommes.

Futur responsable de la communication interne du groupe, nous souhaitons vous rencontrer.

Lieu de travail : proximité Pont-de-Sèvres.

Isabelle Le Garsmeur examinera votre dossier (lettre + C.V. + photo + *prétentions*) adressé aux MAISONS BRUNO PETIT 21, rue des Capucins - 92190 MEUDON

Bruno-Petit

Organisation et Publicité

LE 4e CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MATÉRIEL INFORMATIQUE, TRÈS FORTE CROISSANCE + 78% EN 1981, IMPLANTÉ MONDIALEMENT (CENTRE DE RECHERCHE ET FILIALES EN EUROPE ET USA) CRÉÉ LA FONCTION DE

RESPONSABLE INFORMATIQUE ET ORGANISATION

Après un premier démarrage il y a 4 ans, nous lançons notre nouveau plan d'informatisation à 10 ans, adapté à notre croissance et à l'évolution de notre structure.

Son responsable devra non seulement gérer les applications existantes mais surtout revoir l'ensemble de l'organisation pour concevoir un système d'information intégré en temps réel, qui accroisse la fiabilité, la cohésion, le *contrôle* et la *productivité administrative.*

Cette mission sera confiée à un informaticien ayant mené des actions de *réorganisation dans une entreprise industrielle et maîtrisant la mise en œuvre* de réseaux conversationnels.



benson

Écrivez à ÉLIORE, (dossier, rémunération...) 33, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 PARIS qui nous *assiste dans cette recherche.*

HAVAS CONTACT

Société de Marketing recherche pour son activité INTERNATIONALE en TÉLÉMATIQUE

UN RESPONSABLE D'AFFAIRES

Une expérience commerciale ou technico-commerciale d'au moins 5 ans permettra au candidat de prospecter la clientèle étrangère et de suivre les affaires induites.

Bilingue (anglais/français au moins), il est capable de s'exprimer et d'assurer des présentations devant des auditoires de haut niveau.

Une première expérience en télématique grand public et professionnelle (Vidéotex) est très souhaitée.

Le poste est basé à PARIS.

C.V. et prétentions.

Ecr. s/no 7.741 *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui trans.



Recherche

UN TECHNICIEN CULINAIRE

HF

pour son DEPARTEMENT CENTRAL RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT TECHNIQUE

Ce poste conviendrait à un candidat de 25-30 ans possédant un DUT chimie ou biologie, ayant acquis une expérience concrète dans le domaine de l'industrie alimentaire (plats cuisinés appertisés *ou surgelés de préférence) au sein d'une société performante.*

Il aura pour mission de participer à la mise au point de produits *nouveaux et à l'amélioration* des produits *existants* (formulation et techniques de fabrication).

Le poste est situé dans une agréable banlieue parisienne et implique quelques déplacements de courte durée dans les usines du groupe.

Adresser lettre manuscrite et C.V. avec rémunération actuelle et photo récente à

BUITONI FRANCE
Direction des ressources humaines
76, *rue Garibaldi 94100 Saint Maur.*



vous proposera dans la rubrique offre d'emploi du mardi 15 Février (daté du 16 Février) des postes en

- *Informatique*
- *Organisation*
- *Ingénierie*
- *Marketing*



RANK XEROX recherche pour sa Direction du Marketing (La Défense) un

Analyste système (ESCAE/MIAGE)

Intégré à l'équipe Systèmes d'Information Marketing, il aura en charge :

- les études et les projets de gestion informatisée des activités vente,
- le développement d'applications décentralisées sur consoles ou micro-ordinateurs,
- le conseil informatique auprès des directions vente et marketing.

Le candidat souhaité aura :

- une formation supérieure de type *MIAGE ou* ESCAE option informatique,
- une expérience de 1 à 2 ans dans une unité d'étude en relation avec un matériel de grande capacité,
- une connaissance de la gestion commerciale,
- une bonne pratique de l'anglais (contacts fréquents avec le siège international de Londres).

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la référence C/15 à Brigitte BRUOT - RANK XEROX - Service Recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

MEDIA PA

RANK XEROX

Très important groupe du tertiaire recherche

CONSEIL INTERNE EN RECRUTEMENT ET DÉFINITION DES EMPLOIS DE CADRES

E.S.C. Maîtrise de gestion

Attaché à la division emploi-carrières du Groupe, il *assiste* les directions dans la sélection et le choix des cadres et participe au *développement* d'un outil d'analyse des emplois dans les structures.

Intégré au sein d'une équipe polyvalente, il est associé à l'ensemble des missions de la Division (définition d'une politique d'emplois, carrières, salaires, etc.).

Profil :

2 ans d'expérience (mais débutant éventuellement accepté selon potentiel, stages...). Esprit d'équipe, dynamisme.

Les possibilités d'évolution seront fonction de la réussite et de la *motivation.*

Écr. lettre manuscrite, avec CV, photo et prétentions sous réf. 60978 à CONTESSE PUBLICITÉ - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.



Banque américaine internationale
recherche pour sa salle de changes de Paris un :

Cambiste débutant

Grande école de gestion
Anglais courant

S'intéressant au marché des changes et attiré par un environnement en *constante évolution.*

Le candidat retenu sera formé au sein d'une équipe de spécialistes. Il sera *rapidement* amené à prendre des responsabilités dans le marché interbancaire du comptant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo à Média-System, sous réf 9339 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system



UN CONTROLEUR DE GESTION

POUR UN DES PREMIERS GROUPES DE S.S.C.I.

Le Groupe Français d'Informatique - 1200 *personnes, 330 millions de F de* CA en 1982 - abordant une phase importante de sa croissance, définit et met en place une politique de gestion rigoureuse, adaptée à des structures souples et évolutives.

Rattaché au Responsable du *contrôle* de gestion du Groupe, vous participez à la conception des procédures comptables et financières et vous en assurez l'application dans une de nos filiales à Paris. En relation avec le Service Comptable et les Directions opérationnelles, vous avez *des responsabilités dans tous les* domaines financiers :

- établissement et suivi des budgets, gestion des bilans, contrôle de la trésorerie et des investissements, financement, audit...;
- prévision des taux d'activités et des charges des Départements, mesure de leurs performances, détection des *risques...*

Nous vous offrons des perspectives de carrière intéressantes.

De préférence diplômé d'une grande *École de Commerce ou titulaire d'un* DECS, vous avez une solide pratique de la comptabilité analytique ou du contrôle de gestion acquise, si possible, dans une Société de Services.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M 306, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION
45, av. de l'Opéra 75002 Paris

UN TRES IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS, leader *dans son domaine, nombreuses filiales France et étranger*
recherche pour seconder son Directeur des Relations du Travail un

JEUNE JURISTE

spécialisé en droit du travail

Une première expérience dans une fonction similaire et une forte motivation lui permettra de bénéficier de réelles possibilités d'évolution de carrière au sein du groupe

Poste à Paris.

Adresser CV et photo sous **référence 3.230 à PUBLIPANEL** 20 rue *Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.*

Ingénieur Projet
climatisation

Un groupe de Sociétés Américaines très important a étudié un système de régulation de l'Ene[illegible] (climatisation, fluides, transport) dans les immeubles et édifices de grande d[illegible]nsion. Les premières opérations sont en cours de réalisation.

Pour [illegible]uivi de ce *projet*, il recherche un ingénieur parlant couramment l'angla[illegible]pérativement une expérience en automatisme - régulation (en bure[illegible]u chantiers) et si possible de l'informatique.

Une [illegible] spécifique en partie aux Etats-Unis sera assurée.

Lie[illegible] : Région Parisienne avec déplacements en province.

Po[illegible]'évolution très importantes au sein du Groupe en France et aux [illegible]

[illegible]re [illegible]éf. : 247
[illegible], ru[illegible]ugustin - 75002 PARIS

Mem[illegible] Syntec

Soderhu

Banque Nationale de Premier Plan
recherche pour Paris

Chef Comptable (HF)

Titulaire du DECS, il est un Technicien averti, disposant d'une **expérience affirmée** en matière de comptabilités informatisées. Il traitera l'ensemble des aspects comptables de 5 filiales spécialisées dans le crédit-bail et la location de matériel.

Le candidat a acquis une grande ***habitude de l'animation d'une équipe*** (organisation et contrôle). Il devra superviser l'activité d'une quinzaine de personnes.

Envoyer CV et prétentions, sous référence 75616/LM à HAVAS CONTACT. 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Laboratoire Pharmaceutique Français

DIRECTEUR EXPORT

Ce laboratoire pharmaceutique français en pleine expansion développe des gammes de produits occupant une position de leadership total sur leur marché. Il réalise la moitié du C.A. total à l'exportation, principalement sur l'Europe.

Ce laboratoire recherche son futur directeur export. Sous l'autorité du directeur international, il prend en charge progressivement la totalité de la responsabilité export.

En accord avec la stratégie et les objectifs globaux, il est responsable du développement des ventes et des résultats obtenus (négociation des contrats, réalisation d'études de marché et adaptation des produits aux différents pays placés sous sa responsabilité).

Nous souhaitons rencontrer un candidat âgé de 35 ans minimum. Il est diplômé d'études supérieures commerciales (HEC, ESSEC, ESC...) ou scientifiques (médecin, pharmacien + formation marketing complémentaire). Une expérience d'au moins 5 ans à l'export l'a sensibilisé aux problèmes de marketing international et rompu aux négociations commerciales et contractuelles de haut niveau.

La connaissance de l'anglais est impérative ; celle de l'espagnol et/ou de l'allemand serait souhaitée.

La taille de l'entreprise, les possibilités de carrière et les conditions offertes sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 12767 B à

EGOR BIOMEDICAL
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILANO PERUGIA ROMA LONDON MADRID MONTREAL NEW YORK

média-system

ADRIA Caravan

Filiale Française du premier constructeur Européen de caravanes

ATTACHEE DE DIRECTION

Collaboratrice de la Direction Générale, elle dirige et anime le secrétariat de direction. Elle assure les liaisons entre les différents services de l'entreprise, elle gère les services généraux, elle prend en charge le contentieux et le juridique (en liaison avec les Conseils extérieurs), elle suit les réalisations et les budgets promotion, publicité (en rapport avec les agences).

Nous souhaitons rencontrer une candidate (28 ans minimum) possédant une très bonne formation générale et une solide expérience acquise en secrétariat de direction ou à un poste similaire.

La connaissance de l'allemand (langue de communication avec la maison-mère) serait vivement appréciée.
Statut Cadre, rémunération motivante.
Lieu de travail : Porte d'Italie - Paris 13e.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 6239 AG à

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILANO PERUGIA ROMA LONDON MADRID MONTREAL NEW YORK

média-system

Groupe Multinational
pour sa filiale Composants Electro-Mécaniques
recherche son

RESPONSABLE MARKETING

(référence JA 31)

Il sera rattaché au Directeur des Ventes.
Outre la fonction Marketing, il sera chargé d'un secteur de ventes.

Nous souhaitons :
- 32/37 ans.
- Formation d'Ingénieur Electricité ou Electromécanique.
- Quelques années d'expérience dans la vente de produits de grande série à une clientèle industrielle.
- Anglais courant indispensable.
- Allemand ou Italien souhaité.

INGENIEUR COMMERCIAL

(référence PI 31)

Pour suivre et développer la clientèle existante.

Nous souhaitons :
- 28/30 ans.
- Formation : Ingénieur, BTS ou DUT d'Electromécanique.
- Deux ans d'expérience dans la vente de produits industriels grande série.
- Anglais courant indispensable.

Adresser C.V. détaillé, en précisant la rémunération actuelle, sous référence choisie, à :

EGS CARRIERES
19, rue de la Paix - 75002 PARIS

---

première étape :
concevoir et mettre en place le contrôle de production

JEUNE INGENIEUR A FORT POTENTIEL

Cette société filiale française d'un puissant groupe industriel de renommée mondiale développe et réalise des produits de connectique sophistiqués destinés aux industries à haute technicité (aéronautique, électronique, énergie, transmission...) et les commercialise sur l'Europe. Sa forte et constante progression (le R & D représente 9% du C.A.) ainsi que la souplesse de ses structures exigent l'intégration de collaborateurs à fort potentiel.

Sous l'autorité du Directeur de Production et en liaison étroite avec les services techniques et commerciaux, il conçoit et met en place le contrôle de production : approvisionnements, standardisation des produits, stocks, planning, lancement et atelier, système de gestion de la production...
Après la réussite de cette première étape, il «choisit» son évolution au sein du groupe : développement, étude, production, marketing...

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste charnière et évolutif un jeune ingénieur diplômé justifiant d'une première expérience concrète du contrôle de la production acquise soit en industrie soit en cabinet d'organisation.

Etant donné l'environnement international de son travail, il maîtrise parfaitement l'anglais.
Lieu de travail : Banlieue Nord-Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 7288 U, à :

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor — PARIS LYON TOULOUSE NANTES MILANO PERUGIA ROMA LONDON MADRID MONTREAL NEW YORK

média-system

Société Industrielle leader dans son domaine d'activité, sur le plan national et international, recherche

TITULAIRE DUT STATISTIQUES, DEUG, MATHS ou équivalent

il aura de préférence, eu une première expérience en RECHERCHE OPERATIONNELLE, qui lui permettra de s'adapter rapidement à la mission confiée :
— élaborer (avec support informatique) des outils mathématiques divers et assurer leur maintenance,
— les mettre en application dans la gestion d'un ensemble de produits (optimisation en fonction de contraintes, suivi de produits, simulations, etc.).

Une bonne aptitude aux contacts à tous niveaux est indispensable.

Lieur de travail : JOINVILLE (94).

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à No 61143 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Dans le cadre de la réorganisation de ses services la Filiale d'un important groupe

recherche son/sa

RESPONSABLE DE SERVICE COMPTABILITÉ - TRÉSORERIE

Le/la candidat (e) devra être titulaire du D.E.C.S. et si possible d'un diplôme supérieur de formation générale (licence en droit, écoles de commerce, etc...) et possédera au minimum une 1ère expérience comptable de 5 ans environ acquise de préférence dans l'assurance ou la banque.

Chargé (e) de l'animation et du contrôle d'une équipe d'une vingtaine de personnes, le/la Responsable devra être doté (e) de réelles qualités de contact.

La rémunération à débattre sera fonction de l'âge, de la formation et de l'expérience, mais ne pourra être inférieure à 140.000 F. brut annuel.

Position cadre - Nombreux avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé et photo sous réf. 55282 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

---

DUN & BRADSTREET
Leader mondial de l'Information Economique
recherche

FINANCIAL CONTROLLER : $CHEMA AMERICAIN

100 millions de CA - 500 personnes - une expansion constante, des bénéfices. Nous sommes la filiale française d'un grand groupe américain de services. A Paris.

RATTACHE DIRECTEMENT AU PDG, vous allez mettre en place le contrôle de gestion (avec l'aide de l'informatique). Egalement la préparation et le suivi des budgets sur le modèle américain. Tout est à penser : structures budgétaires, comptabilité analytique, tableaux de bords, etc ...
Vous êtes un contrôleur confirmé, rodé dans une société multinationale, maîtrisant la comptabilité, le reporting anglo-saxon et l'informatique ... et, bien sûr, parfaitement bilingue anglais-français.
HEC, ESSEC complété éventuellement d'un DECS et fin gestionnaire vous êtes un homme de contact ayant un excellent esprit d'analyse, de synthèse et une grande aptitude à la communication qui vous permettra d'imposer votre leader-ship dans l'entreprise.

Adressez dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) à Françoise Poli -
Dun et Bradstreet - Direction du Personnel -
17 av. de Choisy le -Palatino - 75013 PARIS.

Chef de produit

Filiale d'un important groupe pharmaceutique international en pleine expansion (C.A. : 740 MF), nous recherchons, dans le cadre de notre développement, un **Chef de produit de haut niveau.**

Vous êtes **médecin, pharmacien** ou **diplômé d'une grande école de commerce** (HEC, ESSEC...).

Vous avez renforcé votre formation initiale par une **expérience réussie de 2 ans minimum** dans le marketing pharmaceutique en tant que chef de produit ou assistant chef de produit d'un grand laboratoire.

Vous maîtrisez parfaitement l'**anglais.**

Nous vous proposons un poste de responsabilité au sein d'une équipe dynamique et créative.

Nous offrons à un candidat de valeur de **larges perspectives d'évolution** dans le Groupe en France ou à l'étranger.

Lieu de travail : **ORSAY.**

Pfizer — Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à **Laboratoires PFIZER** - Service du Personnel - 86, rue de Paris - 91401 ORSAY CEDEX.

MEDIA PA

GROUPE SYSECA

(nouvelle dénomination des Sociétés ÉRIA - ÉCA AUTOMATION)

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(630 personnes - C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale

dans le cadre de l'expansion de son activité SYSTEMES DE COMMUNICATION

recherche des :

INGENIEURS INFORMATICIENS

débutants ou ayant quelques années d'expérience,

Postes à pourvoir : développement de logiciel, avant vente, suivi d'affaires, conduite de projets

Domaines : télécommunications, réseaux de données, télématique, microinformatique

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2012 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 St Cloud Cedex
Tél. : 602.70.47

Diplômé IEP PARIS, ESJ ou CELSA.

Journaliste d'entreprise

Il s'intégrera à l'équipe de rédaction des 3 journaux d'entreprise.
Il devra avoir l'esprit ouvert et curieux, des qualités humaines lui permettant d'appréhender les questions sociales ainsi qu'une capacité à présenter à un public très diversifié tant des problèmes économiques que des techniques nouvelles développées au sein de nos bureaux d'études.

Ce poste pourrait constituer une première étape de carrière permettant d'acquérir une connaissance approfondie de l'entreprise. Il conviendrait à un jeune candidat débutant ou ayant une première expérience (3-4 ans).
Adressez votre C.V. sous ref. 3427 a RSCG CARRIERES 48 rue Saint-Ferdinand.75017 PARIS. qui transmettra.

Diplômé IEP PARIS, ESJ ou CELSA.
Diplômé IEP PARIS, ESJ ou CELSA.
Diplômé IEP PARIS, ESJ ou CELSA.

ESSILOR

Leader français en optique oculaire avec une forte implantation à l'étranger recrute son

ingénieur mécanique en recherche appliquée

pour conception et faisabilité d'instruments automatiques et de petites machines-outils destinés au marché des opticiens.

S'appuyant sur une équipe pluridisciplinaire en optique et électronique, il applique ses idées en petite mécanique et automatisme, et valide leurs solutions en maquettes ou prototypes. Il bénéficie de l'appui des équipes de développement et d'une structure de recherche.



De formation supérieure, rigoureux et imaginatif, il a au moins deux ans d'expérience en bureau d'études ou laboratoire.

Lieu de travail : PARIS Centre.

Merci d'adresser dossier de candidature (c.v., photo et prétent.) s/réf. 1810 à AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris qui transmettra.



UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

Maître d'œuvre et fournisseur de
- TRANSPAC.
- RESEAUX PUBLICS : AUSTRALIE, BRESIL, LUXEMBOURG.
- RESEAUX PRIVES : CHASE MANHATTAN BANK, AGENCE SPATIALE EUROPEENNE.
- GRANDS SYSTEMES : EDF, PTT, SNCF.

recherche

INGÉNIEUR LOGICIEL CONFIRMÉ

Il assurera l'évolution et le soutien d'une méthode de développement :
- Assistance aux équipes de projet.
- Enseignement de la méthode.
- Encadrement de réalisation d'ateliers logiciels.
- Normalisation de l'ingénierie de projet.

Envoyez C.V., prétentions et photo à SESA, 30, quai de Dion-Bouton 92806 PUTEAUX
(Préciser sur l'enveloppe ref. 34 LM)

SOCIÉTÉ D'APPAREILLAGE ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE
recherche

AGENT COMMERCIAL pour Paris

Envoyer c.v. et prétentions sous nº T 038.320 M à
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT
Essonne

appartenant à un grand groupe para-public, recherche
POUR RENFORCER
SON ÉQUIPE OPÉRATIONNELLE

JEUNE INGÉNIEUR (H. ou F.)

Formation génie civil ou travaux publics.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à
SAMBOE B.P. 36, 91941 LES ULIS CEDEX.



Ingénieur d'affaires

Sup'Elec - ENSI...

Notre groupe leader sur ces marchés renforce son département énergie.

Votre expérience de la vente de biens d'équipements industriels vous permettra de prendre la responsabilité du marché des chaudières électriques destinées à l'industrie.
La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 2317 à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

REPRODUCTION INTERDITE

Paris

Nous sommes un organisme financier dynamique et leader dans son domaine qui emploie 1 300 personnes, dont 250 cadres.

Nous sommes convaincus que c'est à la qualité des hommes et à leur motivation que nous devons notre croissance continue.

Nos projets ambitieux de développement nous imposent un redéploiement de notre gestion des ressources humaines.

A cet effet, nous souhaitons intégrer à notre équipe

Un(e) responsable des études de personnel
130 000 +

Directement rattaché(e) au Directeur des Relations Sociales, il(elle) sera *chargé(e) de mettre en place les outils et de mener les études nécessaires à la* gestion du personnel, dans un esprit novateur, dans les domaines suivants : *Analyse de structure, Définition des fonctions,* Evaluation et classification, Gestion prévisionnelle des mouvements, Suivi de la masse salariale. La constitution du tableau de bord « Personnel » est une des responsabilités du titulaire.

Le(la) candidat(e) est de formation supérieure et a acquis une expérience d'environ 5 ans dans la fonction Personnel.

De réelles possibilités de carrière sont possibles pour un(e) candidat(e) de valeur.

Nous vous prions d'adresser votre candidature sous référence REP/LM à notre conseil qui garantit toute discrétion.

38, rue de Lisbonne
75008 PARIS

Hansen

MEDIA PA

Vous savez, et nous en sommes persuadés, qu'aucun succès commercial ne peut durablement s'établir sans une solide organisation logistique.

Filiale d'un groupe alimentaire mondialement connu, nous commercialisons avec *succès un système original de :*

Distribution automatique de boissons.

Nous recherchons celle ou celui qui, au sein d'une petite équipe, prendra et développera la fonction de

Responsable logistique national

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure et ayant acquis une expérience d'au moins 3 ans dans cette fonction, vous serez responsable de l'ensemble du cycle logistique :
• Planification - Approvisionnements - Stocks • Traitement des commandes - Transports - Livraison • Facturation -

en contact permanent avec deux centres de production en Grande-Bretagne, votre pratique de l'anglais doit être prouvée et éprouvée.
Notre équipe, animée d'une volonté de gagner, vous propose une rémunération motivante et des possibilités de développement de carrière à moyen terme.

Le poste est à pouvoir en Région Parisienne.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf 347 RT à

SCOTI 33 rue de Miromesnil
75008 Paris
Discrétion assurée.

média-system

APSIDE
CONSEIL ASSISTANCE INFORMATIQUE

DEPARTEMENT TECHNIQUES AVANCEES

recherche des

Ingénieurs diplômés
et des
universitaires 3e cycle

Désireux de débuter ou d'accélérer leur carrière en participant à des projets nationaux dans les domaines de :
- Robotique,
- CAO, FAO,
- Réseaux télécommunication.

Les C.V. accompagnés d'une photo et d'une lettre manuscrite doivent être adressés, *sous référence DTA 1, 6 rue Paul* Baudry 75008 Paris, où ils seront traités confidentiellement.

ROUSSEL UCLAF
AGROVET

Etudes information marketing

Assurer la responsabilité globale au plan technique, humain et budgétaire du service études et information *marketing basé à Marseille; prendre en charge personnellement des* études particulières de dimension nationale ou internationale; maintenir et développer le positionnement de ce service vis-à-vis des utilisateurs (ventes, marketing); entretenir l'effort d'organisation et de traitement de l'information entrepris.

C'est la mission que vous propose Roussel-Uclaf pour sa division agro-vétérinaire (25% du CA du groupe).

Diplômé d'une grande école (Agro ou équivalent), vous bénéficiez d'une première expérience acquise dans le secteur des produits de la santé animale et végétale. Au-delà de vos connaissances techniques (biologie, biochimie, agronomie...), de votre acquis expérimental (statistiques, informatique, études...), vous possédez le sens de l'animation des hommes, un esprit ouvert et curieux.
Vous souhaitez aujourd'hui valoriser cet acquis en intégrant une véritable dimension de responsable de service (10 personnes) au sein d'un groupe en pleine évolution.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 122 A, à OC Conseil, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

média-system

---

consultants marketing management

Nous intervenons dans l'industrie. Recherchons la collaboration d'

INGENIEURS

DIPLOMES GRANDES ECOLES, DOUBLE FORMATION SOUHAITABLE (MBA, INSEAD, ISA...)

ET/OU EXPERIENCE 2/3 ANS DANS L'INDUSTRIE (MARKETING ou PRODUCTION ou COMMERCIAL)

Ces collaborateurs devront progressivement prendre en charge des *interventions de haut niveau en milieu industriel dans* un cadre international.

Anglais et/ou Allemand courant indispensable.

Adresser votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé sous réf. 8085-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

---

jeunes ingénieurs

Grand Groupe Industriel Français ayant des établissements en **FRANCE, ESPAGNE, TUNISIE, ETATS-UNIS, BRESIL, AFRIQUE DU SUD, AUSTRALIE**
recherche des JEUNES INGENIEURS

ECP, ECL, IDN, A et M, ICAM, ENSI (mécanique)

Débutants ou ayant une première expérience professionnelle, ils seront après formation, appelés à **diriger des unités de production** tant en France qu'à l'étranger ou d'intéressantes opportunités de **CARRIERE INTERNATIONALE** sont ouvertes.

Ecrire avec C.V. sous réf. 8086-M à Mamrégies qui transmettra.

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

GESTION 2000 ETT
DÉPLACEMENTS PROVINCE
INGÉNIEURS
CHARPENTE MÉTALLIQUE
SUPERVISION MONTAGE
Expérience exigée.
Tél. 246-42-01.

COMPTABLE
FEMME 2e ÉCHELON
Mini. 30 ans, connaissances lois sociales, travaux comptables jusqu'au bilan sur ordinateur I.B.M. Position cadre. Appointements annuels de début : 100.000 F.
Adresser C.V. n° M 55 517 BLEU — 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, *qui transmettra.*

Société industrielle PARIS (2e) recherche une
CORRESPONDANCIÈRE COMMERCIALE
Par zone pour
SERVICE EXPORTATION
Gestion commandes et documents export, crédits documentaires... consulat chambres de commerce, usine et banques.
B.T.S. commerce extérieur + 2 ans expérience. Une bonne pratique de la dactylographie et sténo ainsi qu'une parfaite connaissance de la *langue* Anglaise (Espagnol souhaité) sont indispensables. Env. C.V., *photo et rémunération actuelle* s/réf. 7.291 à PIERRE LICHAU S.A. — B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

Courtage d'Assurances
FAUGERE ET JUTHEAU
recherche pour son service
PRODUCTION
UN ADJOINT
pour chargé de clientèle industrielle
Celui-ci aura une expérience professionnelle dans l'assurance de 5 ans minimum acquise de préférence dans le courtage.
Cette expérience des contacts avec les clients industriels et des négociations avec les Compagnies portera essentiellement sur la branche « accidents et risques divers ».
Déplacements de courte durée. Anglais souhaité. Formation juridique ou ENAs appréciée.
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et *prétentions* à F. et J., Service du Personnel. 13, rue de la Ville-l'Evêque. 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE A NEUILLY-SUR-SEINE
recherche
AIDE-COMPTABLE
Expérience gestion immobilière indispensable. Se présenter *mardi 15/02 de 9 h à 12 h.*
Agence MATIGNON Immobilière. 147, av. Charles-de-Gaulle (3e ét.)

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

L'INSTITUT NATIONAL DE LA CONSOMMATION
recherche

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE TECHNIQUE

Ce service est chargé *d'effectuer* des études de produits et de services dans les secteurs économiques les plus divers. Il assure notamment, en liaison avec des laboratoires publics ou privés, la réalisation *d'essais comparatifs* dans le but d'apporter une information objective au consommateur.

Ces essais donnent lieu à publication dans les médias de l'I.N.C.

Le candidat retenu doit être âgé d'au moins 30 ans, avoir une formation d'ingénieur et justifier d'une expérience dans la conduite d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens. *Il devra pouvoir aborder dans leurs aspects techniques* l'ensemble des secteurs de la consommation. Il aura de nombreux contacts avec les professionnels, les administrations et les organisations de consommateurs.

La rémunération proposée est de l'ordre de 180.000 F/an.

Adresser C.V. avec photo à : l'Institut National de la Consommation, 80, rue Lecourbe, 75732 Paris Cedex 15.

NOVOTEL S.I.E.H.
recherche
JURISTE

Au sein de la Direction juridique, il sera chargé d'affaires relevant des domaines suivants :
- Montage d'opérations, France et étranger ;
- Contrats commerciaux ;
- Droit des sociétés ;
- Assurances ;
- Contentieux.

Il aura acquis une certaine expérience *dans ces différentes* activités au sein d'une entreprise ou d'un cabinet de Conseil Juridique.

- Anglais indispensable, espagnol souhaité ;
- Position cadre ;
- Lieu de travail : EVRY.

Envoyer photo, C.V. et prétentions à :
LA DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES
NOVOTEL S.I.E.H.
Autoroute A6, C.E. 1405, 91019 EVRY Cedex.

SORO GROUPE CGE
DIVISION OPTIQUE
recherche un

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

de formation technique (mécanique ou optique de préférence) ; il sera chargé de la négociation et du suivi de contrats avec l'administration et des firmes industrielles, et devra établir de nouveaux contacts auprès de ces mêmes organismes.

Expérience de 3 ans minimum indispensable.

Envoyer C.V. et prétentions à :
Société SORO - B.P. 36
26, rue Berthollet, 94110 ARCUEIL.

Ville d'Aulnay-sous-Bois
93602 recrute
URGENT
1 sous-bibliothécaire
Titulaire du C.A.F.B.
« Option lecture publique »
Envoyer candidature et C.V. à M. le Maire
Service du Personnel.

Société Immobilière région parisienne recherche
CADRE DE GÉRANCE IMMOBILIÈRE
pour grand ensemble banlieue sud. Le candidat aura une formation supérieure et une expérience professionnelle de 5 ans au moins de préférence dans le domaine de la gestion immobilière.
Adresser C.V., photo et prétentions *sous réf.* 9.358 *(mentionnée sur envoi)* à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE DIFFUSION D'ÉDITEURS UNIVERSITAIRES ET SCIENTIFIQUES
recherche
DÉLÉGUÉ RÉGIONAL
RÉGION PARISIENNE
Formation Universitaire Sciences Humaines.
HOMMES, FEMMES, 28 ans min. Expér. commerciale indispens. éditions, librairie de préf. *Env.* C.V. + photo + prét. s/réf. 4.070 Publicité GAUTRON, 29, r. Rodier, Paris-9e.

Sté Paris-Montparnasse, rech.
AIDE-COMPTABLE
sur MICRO-ORDINATEUR, pour facturation clients et travaux comptables. Disponibilité immédiate. Adr. lettre manuscr., C.V. et prét., ss n° 13.776 M., à P.M.P., 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

SIEMENS
ÉLECTROMÉNAGER
recherche
UN GESTIONNAIRE COMMERCIAL
CHEF DE GROUPE
Responsable de l'administration des ventes, âgé de 30 ans environ
Il sera chargé :
- Du suivi des commandes ;
- Du contrôle des prix de revient et des marges.

La candidat aura :
- Une expérience de plusieurs années *dans la distribution* des produits grand public ;
- Une aptitude certaine au *commandement* et à l'utilisation de l'outil-informatique.

Connaissance de la langue allemande exigée.
Envoyer C.V. et prétentions à Mme ANGOT, B.P. 581, 95205 SARCELLES CEDEX.

Proche banlieue Ouest Paris
SOCIÉTÉ INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE
en pleine expansion recherche
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
pour poste de
RESPONSABLE SERVICE APRÈS-VENTE
- *Quelques années d'expér.* ;
- Connaissance microprocesseurs indispensable ;
- *Anglais souhaité.*

Ecr. avec C.V. et prét. à n° 2.729 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Air Secours International, organisme humanitaire, recherche
BÉNÉVOLES
- Cadre de gestion haut niveau.
- Secrétaires.
- Préretraité.
- Retraité.

A.S.I., 78210 Saint-Cyr Aéro.

GROUPE DE PRESSE
Recherche
DOCUMENTALISTE
(H. ou F.)
Pour service d'information et de documentation *internationales Politiques et* Economiques
Bonne connaissance de l'Allemand et de l'Anglais indispensable
Ecrire : SOCIÉTÉ GÉNÉRALE *DE PRESSE 13, avenue de l'Opéra* 75001 Paris

---

CHERCHE JEUNE COLLABORATRICE (TEUR)
du secrétaire général pour suivi des dossiers juridiques et administratifs.
CONTENTIEUX IMMOBILIER
expérience contentieux exigée, dactylo indispensable. Env. C.V. et prétentions s/réf. 1660 à *PIERRE LICHAU* S.A. B.P 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

AGENCE RELATIONS PUBLIQUES
recherche
ADJOINT (TE)
pour son service Gestion et Administration comptable. Exp. poste similaire dans Pub-R.P. ou Sté de Service souhaitée. Adr. C.V. avec photo et indication, rémunérat. à Mme MORIN PROMO 2000, 33, avenue Mac-Mahon, 75017 PARIS.

ORGANISME AMÉRICAIN
recherche pour ses bureaux de banlieue Ouest
PERSONNEL REPRESENTATIVE
Niveau Bac, capacité en droit souhaitable.
Connaissances des lois sociales de l'administration du personnel. Expérience 3 à 5 ans minimum. Anglais écrit et parlé indispensable.
Emploi permanent.
Salaire annuel approximatif : 120.000 F selon qualification.
Please reply in English.
Ecrire sous le n° T 038.351 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Nous sommes une Société Française de première importance
Nous recherchons
quelques
PERSONNES DE CARACTÈRE
capables, après un stage de formation, d'atteindre au bout de quelques mois un revenu mensuel de 8.000 à 10.000 F
Nous leur offrons :
- *Une formation complète.*
- *Une activité prenante.*
- *Un plan de carrière précis.*

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec C.V. et photo n° 2.770 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris. *La préférence sera donnée à* candidats ayant fait :
- SOIT de bonnes études.
- SOIT la preuve de leur personnalité.

Editeur cherche
JEUNE ADJOINT
dynamique et cultivé.
C.V. et photo.
Mallet, 8, rue de Varenne, 7e.

« La ville des MUREAUX » (Yvelines), 33 000 habitants 40 km de Paris — C.E.S. L.E.P. — Lycée recrute une Directrice pour la mini-crèche municipale (17 lits).
Possibilité de logement à titre *onéreux.*
Adresser candidature et curriculum vitae à Monsieur le Maire, Conseiller général des Yvelines, Hôtel de Ville — 78135 LES MUREAUX CEDEX.

LA PROTECTRICE
47, rue de Châteaudun
75439 PARIS CEDEX 09
recherche
2 INSPECTEURS
Comptables d'Assurances
Une expérience de l'assurance est nécessaire
Ecrire avec curriculum vitae et *photo en indiquant prétentions* à LA PROTECTRICE à l'attention de M. C. FERRY sous-directeur, 51, rue de Châteaudun — 75009 PARIS.

« La ville des Mureaux 33 000 habitants, 40 km de Paris, recrute deux animateurs (trices) pour travailler sur ses *équipements de quartiers.*
PROFILS DEMANDÉS :
- Un (e) ayant une pratique des sports collectifs.
- Un (e) pour travail en direction des jeunes.
- *Formation* D.E.F.A. — D.U.T. expérience professionnelle souhaitée.
- Statut d'embauche animateur communal.
- Possibilité de logement à titre onéreux.

Envoyer candidature et curriculum vitae, à Monsieur le Maire, Conseiller général des *Yvelines, Hôtel de Ville* 78135 Les Mureaux Cedex.

Ville de Gennevilliers recrute un (e) bibliothécaire 2e catégorie C.A.F.B., option jeunesse. Expérience souhaitée. Envoyer cand. + *C.V. à M. le Maire.*

GROUPE
recherche
pour Paris et sa région
COMMERCIAL EXPÉRIMENTÉ
(Connaissance en traitement de texte appréciée).
Adresser C.V., photo, réf. et prét. à E.A.C. BUREAUTIQUE Centre Commercial du R.E.R. La Défense 4, 92800 Puteaux.

SOCIÉTÉ GRANDE PARFUMERIE FILIALE GROUPE AMÉRICAIN
recherche
COMPTABLE
Niveau D.E.C.S. ou B.T.S. Anglais souhaité.
Envoyer C.V. et photo à : HOUBIGANT
7, place Vendôme, 75001 Paris.

Société de Transports
recherche
pour son Service Informatique à Paris
ANALYSTE PROGRAMMEUR
Bac + 1. Expérience 2 à 3 ans, COBOL indispensable. Connaissances matériel et logiciel Burroughs appréciés. Libre de suite.
Téléphoner pour R.V.
Madame LECOQ
285-72-79.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

VILLE DE CHOISY-LE-ROI (94600) recrute

2 ASSISTANTS (ES) SOCIAUX (ALES)

Polyvalence de secteur.

Env. C.V. à M. LE MAIRE.

ORGANISME AMÉRICAIN

recherche pour ses bureaux de banlieue ouest

COMPTABLE

Niveau D.E.C.S., B.T.S.
Bonne connaissance de l'anglais. Expérience 2 à 3 ans, comptabilité fournisseurs, personnel et de gestion.
Emploi temporaire jusqu'au : 30 SEPTEMBRE 1983
Salaire annuel approximatif : 85.000 F

URGENT
Ecrire sous le nº T 038.350 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VILLE DE SAINT-DENIS (93) recherche

● 3 ATTACHÉS COMMUNAUX

Par mutation ou inscrits sur liste aptitude C.F.P.C. pour direction service Achats, direction service Jeunesse et pr. bureau d'Aide Sociale.
(Traitement mensuel net : 5.948 F).

● 2 INGÉNIEURS SUBDIVISIONNAIRES

par mutation ou titulaires, diplômé (s) reconnu (s) par arrêtés ministériels pour direction ateliers municipaux (spécialiste bâtiment) et pour direction garage municipal (parc auto et mécanique).
Expérience gestion et direction personnel souhaitée.
(Traitement mensuel net : 6.418 F + prime technicité).

Adresser C.V. à M. LE MAIRE.

PARIS, Quartier Opéra
organisme spécialisé dans le financement de l'innovation, recherche

1 CHARGÉ D'AFFAIRES

Pour analyse de risques, qui pourra :
- soit être un débutant (profil ; diplôme d'école supérieure de commerce) ;
- soit disposer d'une certaine expérience des crédits (équivalence bancaire classes V ou VI).

Ecrire avec C.V., photo et prétent. à nº 2.772 Publicités Réunies, 112, boulevard Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

F.F.M.J.C.
15, rue La Condamine, 75017 PARIS

recherche dans le cadre contrat de solidarité retraite

● AIDE COMPTABLE DACTYLO QUALIFIÉE A MI-TEMPS

● COMPTABLE

SALAIRES INFORMATIQUE ET QUALIFIÉ

Envoyer C.V. - URGENT.

représentation offres

LABO-INDUSTRIE

DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE SOLIDARITÉ recrute

POUR SES DIVISIONS :
HUILES MOTEUR et K.L.G.

6 REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS

SECTEURS : 16, 17, 22, 42, 71, 88.

VOUS ÊTES :
- Un homme dynamique.
- Un excellent vendeur.

VOUS POSSÉDEZ :
- Une stature qui vous permette de reprendre une clientèle importante.
- Une véritable volonté de faire évoluer votre chiffre d'affaires.
- Et un réel tempérament de vendeur.

NOUS OFFRONS :
- Un statut V.R.P.
- Une rémunération motivante.
- La réputation de nos produits.
- Des moyens commerciaux conséquents.

ECRIVEZ-NOUS, en joignant C.V. + photo, en indiquant la région demandée à :
LABO-INDUSTRIE « Service Commercial »,
1, rue Lavoisier, 92002 NANTERRE CEDEX.

secrétaires

GROUPE D'ASSURANCES
de tout premier plan
recherche pour son Président

une SECRETAIRE

LA CANDIDATE AURA :
- l'expérience du secrétariat de direction générale
- une *présentation parfaite*
- un goût des contacts humains
- une grande disponibilité
- la connaissance de l'anglais

Elle devra être libre rapidement.

NOUS PROPOSONS :
- un statut cadre
- un salaire intéressant
- des horaires individualisés
- un restaurant d'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à N. 2757
PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra

---

GROUPE DE PRESSE recherche

DACTYLOGRAPHES STENCILEUSES

Horaires 22 h 30 – 6 h. du matin 5 jours par semaine – postes stables primes – avantages divers mutuelle – 13e mois Libre immédiatement
Téléph. *280-32-00 – P. 218*

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
Paris-8e
recherche

EXCELLENTE DACTYLO

à domicile ou à temps partiel, possédant une grande expérience rapports techniques, thèses, conférences, pour frappe cours donnés dans l'entreprise.

Adr. lettre manuscrite, C.V., prétentions sous réf. 2.142 à EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney, 75002 Paris.

SECRÉTAIRE COMMERCIALE

FEMME expér. affirmée travaux sur informatique appointements annuels de début : 78.000 F.
Adresser C.V. nº M. 55.518
BLEU, 17, rue Lebel,
94307 Vincennes Cedex,
qui transmettra.

EXC. DACTYLO
cultivée pr trav. intéres. ; mi-temps possible c.v. et photo Mallet 3, rue de Varenne VIIe.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et *variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe).* Demandez une documentation sur notre revue spécialisée
MIGRATIONS (LM)
3, rue Montyon
75429 PARIS Cedex 09.

Paris uniquement, augmentez vos revenus, à temps partiel, gains élevés selon ambitions, M. et J. Moreau. 18 av. *M.-Leclerc, 28130 MAINTENON*

formation professionnelle

Vous avez dit BTS ?
nous préparons
au BTS INFORMATIQUE
écrivez-nous

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

118, rue de Crimé, 75019 Paris

L'Agence de Développement des relations interculturelles. (sous tutelle du Secrétariat d'État Chargé des Immigrés) organise des stages de formation agréés D.E.F.A.

« ANIMATION INTERCULTURELLE »
Sessions de 200 heures en discontinu
Prochaines sessions :
mars à juin 83
septembre à décembre 83
Renseignements et inscriptions :
A.D.R.I.
43 bis, r. des Entrepreneurs
75015 PARIS
Tél. 575-62-32 p. 434 ou 403

capitaux propositions commerciales

Nous cherchons
UN ENTREPRENEUR
de construct. générale pour un *projet de construction hôtelière* dans la forêt noire.
Ca 50.000 volumes hors tout.
Ecrire sous le nº 254596 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Devenez le distributeur-grossiste exclusif dans votre région de
SIMONE MAHLER
Pour le lancement de la collection de
BIJOUX MODE
Sans local – sans connaissances particulières marge importante.
Petit capital pour 1er assortiment : 65.000 Frs H. T.
Tél. : (61) 63-78-10

travail à domicile

Je frappe THÈSES mémoires lettres, sc. humaines, droit, médecine. 535-28-85.

Secrét. tape sur IBM 82 C. Tous travaux, thèses, manusc., rapp., etc. Tarifs tr. intéressant
Téléphone : 840-42-41.

DEMANDES D'EMPLOIS

J'ai échoué à l'E.N.A.

J'ai été admissible, mais à l'oral le jury a estimé que je ne correspondais pas aux critères qui font un bon haut fonctionnaire.

Je ne recommencerai pas. Je ne crois pas que l'État soit le seul à satisfaire l'intérêt général. Aujourd'hui, les faits montrent qu'en se préoccupant de leurs intérêts particuliers, les entreprises peuvent y concourir aussi.

Si vous avez des filiales ou des activités à l'étranger, et notamment dans les pays en voie de développement.
Si vous n'êtes pas de ceux qui estiment que la première qualité d'un débutant doit être de pouvoir vendre n'importe quoi à n'importe qui.

Si vous pensez que mon besoin de créer et d'organiser, ma passion de dialoguer et de convaincre, mes 24 ans et mes diplômes (Sciences-Po Paris, ESCAE, Licence en Droit, Anglais, Espagnol) peuvent s'épanouir au sein de votre entreprise.
Si vous m'offrez la possibilité d'accéder rapidement à un poste de responsabilité à l'étranger.

Écrivez-moi ou téléphonez-moi :
Éric Besson 138-140, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris. Tél. : 585.77.39.

DIRECTION FINANCIÈRE

Recherchée par Cadre supérieur.
35 ans, D.E.C.S. anglais courant.
Expérience de 10 ans en entreprise.

Ecrire sous nº T 038 292 M à :
RÉGIE-PRESSE
85 bis rue Réaumur, 75002 Paris.

Cadre F., L.O.A. spécial. législ. social, cherche poste organis. profess. ou P.M.E., libre rapid. Ecr. s/nº 0.803 *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES*, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CONSEILLER ARTISTIQUE
Long. expér. Diplômé E.N.S.-A.D. recherche poste intégré ou conseil extérieur équipement maison création modèles. Ecr. s/nº 3.688 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SOUS-DIRECTEUR BANQUE

chargé du développ. du départ. international, H. 33 ans, études sup. de co. anglais courant, 9 ans d'exp. opérations internationales et commerce extérieur. Etudierait ttes proposit. Ecr. s/nº 0.798 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR

NÉGOCE INTERNATIONAL

- 20 ans expérience, France, étranger avec Sociétés Export et Imp.
- Contact haut niveau, privés et gouvernementaux.
- Expér. contrats importants.
- Affrètements maritimes.
- Grande connaissance pays product. princip. Amérique Nord/Sud.
- *Anglais*, portugais, espagnol écrit, parlé, italien parlé.

Propose développer activités matières premières, Agro Alimentaires, dans Société dynamique.
Ecr. s/nº 0.713 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 33 a. prépar. Doc. ch. emploi mi-tps, exp. enseig. sup. format, perm., relat. Pub. trad., *bil. angl. Tél. 387-21-00.*

J.H., 28 ans, dipl. traducteur-interprète, anglais, allemand, russe, 5 ans exp. France et étranger, dom. relat. publiques, import-export, presse, tourisme, ch. emploi sur Paris ou étranger (76) 48-58-39 matin, (76) 44-30-72 soir.

J.H., 33 ans, célibataire, chef sondeur, gde connaissance et expér. géo-technique, 11 ans exp., dont 8 ans Afrique francophone et anglophone. Encadrement et formation du personnel local. Gestion du stock *de matériels de sondage (pces détachées, outils, etc...).* Rech. contrat outre-mer de longue durée dans Sté française ou étrangère. Pays indifférent. Libre de suite.
Réponses à ttes propositions.
Ecrire sous le nº T 038333 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H., 26 ans, célibataire diplômé 3e cycle Sciences Économiques, trilingue anglais allemand, 18 mois d'expérience en entreprise, étudie toutes propositions.

Ecrire ou téléphoner :
M. Luc Chataignier
134, rue Lafayette, 91700 STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS.
Tél. : (6) 015-83-34.

J.F., PROF. SPORT DANSE, CH. POSTE COMITÉ ENTREPRISE OU ÉCOLE. CAPEL, 37, AV. J.-MOULIN, 75014 PARIS.

J.F., 29 ans, ESCAE, cherche emploi de la fonct. personnel. Tél. : 946-96-44, p. 182.

---

38 ANS

RÉDACTRICE JURIDIQUE

DROIT COMMERCIAL

18 ans expérience
VENTE DE FONDS/SOCIÉTÉS.
Étudie proposition poste

COLLABORATRICE

Ecr. s/nº *6458 le Monde Pub.*, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F., célib., 32 ans, exp. 4 ans, soc. amér. + 6 ans administr. Ventes export + voy. aff. *étrang.*, angle CRT + not. esp./all., ch. sit. assist. export/assist. direct. à Lyon. Ecr. s/nº 7.727 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 26 ans, comptable, recherche poste à responsabilité Expérience, Sté à succ. multiple 3 ans ; Sté de routage 1 an ; *Sté de presse* 3 ans. Salaire net minimum 7.000 F + 1 semaine C.P. supp. Libre de tout engag. le 7-03-83. Ecr. s/nº 7.729 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JURISTE CONFIRMÉ, *Maîtrise* + DES droit privé, IDA, spécialiste recouvrement créances, contentieux divers, assurances, transports, *art travail*, sens rel. hum., ch. sit. RESPONSABLE mil. jurid. ou aff.
Ecr. s/nº 7.661 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 29 ans, *niveau doctorat* de droit, angl. courant, expériences (entreprises et avocat). Ouvert et dynamique. Rech. poste respons. en entreprises. Ecrire sous le nº T 038352 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IL VOUS FAUT

UN CADRE (F.)

Dynamique et efficace, jeune et *expérimenté, capable de gérer,* animer, coordonner, organiser et maîtrisant parfaitement l'ANGLAIS.
Ecrire sous le nº 10.073 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 30 ans, expér. secteurs pub. presse, édition, goût des responsabilités et des contacts, sens commercial, organisat., négoc. Bon rédact. ch. poste resp. variées. Tél. 360-76-54.

L'immobilier

appartements ventes

2e arrdt

NOTRE-DAME-DES-VICTOIRES appt de caractère sud, 5e ét., asc., 135 m², impeccable PERDRIX. 264-17-02.

5e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES

1 et 3, RUE POLIVEAU, CONSTRUCTION GD LUXE 2-3-4-5 P. et DUPLEX. Vis. témoin ts les jours 14/19 h, sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt

VAL-DE-GRACE

Gd studio tt cft. 354-9510.

VAVIN-MONTPARNASSE
Studio confort, 228.000 F.
Tél. : 286-19-00.

7e arrdt

Rapp. Seine 70 m², 354-42-70

VUE IMPRENABLE

BAC 6e, asc., plein soleil, récept. 65 m² + 3-4 chbres, 2 bains. Studio, serv. 190 m². Parfait état. 742-26-88.

CHAMBRE DÉPUTÉS

EXCEPTIONNEL
Pptaire vd 2-3 p., 70 m² env., parfait état, cuis. éq., parkg. imm. gd stdg, prix intéressant. Vis. mardi de 14 h 30 à 17 h, 276, bd Saint-Germain.

11e arrdt

RÉSIDENCE

LES COURTILLES

MÉNILMONTANT
Imm. nf, gd stand. tt conft, 2 à 5 pces. Livraison immédiate.
PRÊT CONVENTIONNÉ
PRIMM Tél. : 788-11-23.

12e arrdt

Près bois Vincennes

Bel immeuble rénové, asc., appt occupé par dame 84 ans. 3 pièces, balcon. 365.000 F. 280-64-74. Poste 406, matin.

13e arrdt

MAISON INDÉPENDANTE

180 m², dble living. 4 chbres. gde terrasse, direct pptaire, 325-33-08 (apr. 18 h, 328-13-00).

PAVILLON 2 PIÈCES CONFORT, PELOUSE
405.000 F. – 296-00-10.

14e arrdt

MONTPARNASSE
Pptaire, vend 2 p., rénovation de qualité. Tél. 765-85-30.

15e arrdt

EXCEPTIONNEL
Récent, près parc de Vaugirard, liv. 28 m² + 3 chbres, 3 bns, calme, 870.000 F - 577-74-38.

JAVEL
2 pces, gde cuisine, s. d'eau, w.-c., 390.000 F - 531-20-99.

VOUILLÉ
Etage élevé, séjour, 3 chambres, cuisine, bains, balcon, 950.000 F. Tél. : 531-20-89.

SÉGUR 4 P. SOLEIL
Bel immeuble récent 88 m² + Balcon parfait état
633-29-17 – 577-38-38

A RÉNOVER
2 P., 38 m². Px : 256.000 F. Proximité. Parc Vaugirard. Jean FEUILLADE. 566-00-75.

Pte de VERSAILLES, Issy, pptaire vd magnifique 5 p., *100 m²*, tout cft, 2e étage, 642-45-85 + 325-19-37 HB.

16e arrdt

AUTEUIL ÉTAGE ÉLEVÉ.
Bel réception 50 m² + 3 chambres, 2 bains, parfait état. Tél. 633-29-17 - 577-38-38.

17e arrdt

45, AV. DE VILLIERS

Mº MALESHERBES
DUPLEX avec MEZZANINE de 2-4-5 pces et STUDIOS LUX. RÉHABILITATION. Visites lundi/mardi 13 h/18 h.

19e arrdt

BUTTES CHAUMONT
3 pces, + balc., cave, parking.

PRÊTS : 100.000 F A 2 % SUR 10 ANS + PRÊT CONVENTIONNÉ + PRÊT 1 % CONSTRUCTION

de 11 à 70.000 F à 2,2 % s/15 ans, selon rev. et sit. famil. Mil. 362-09-37, sf samedi.

20e arrdt

Mº GAMBETTA

Studios à 4 pces neufs
PRÊT CONVENTIONNÉ
+ 1 % construction
PRIMM 788-11-23
636-70-56.

92 Hauts-de-Seine

ISSY-LES-MOULINEAUX
2 pièces terrasse proche R.E.R.
Vue dégagée - 415.000 F
SINVIM & Cie - 501-78-67.

PUTEAUX-LA DÉFENSE
STUDIO, tt cft, 130.000 F.
2 PCES, tt cft, 260.000 F.
Tél : 531-20-99.

BOULOGNE
STUDIO, balcon, 200.000 F
2 PCES, balcon, 290.000 F.
Refait neuf. Tél. 531-20-99.

MAISON BOURGEOISE
7-8 P. A COURBEVOIE
IMPECCABLE. 503-03-18.

UNIQUE A SURESNES

2, 3 et 4 pièces en

PRÊT CONVENTIONNÉ

+ PRÊT 1 % CONSTRUCTION de 11 à 70.000 F, 2,2 % sur 15 ans, selon revenu et situation familiale. Bur. de vente s/place ts les jours 14 h/19 h *sauf mercredi et samedi*, 3-9, rue de Saint-Cloud à Suresnes.
PRIMM
788-11-23/506-42-63.

Province

CANNES

A saisir : promoteur vend 2 pièces vue sur mer. Document. : BEL'AUBE, 7, rue des Michels, 06110 LE CANNET.

appartements achats

Recherche 1 à 2 P. Paris, *préf.* 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67 *même le soir.*

Part. achète 3 Poes dans ou près 5e, 6e, 7e, bon immeub. Soleil. 650.000 *F maximum.* Paiement immédiat.
Tél 557-66-35.

PART. ACH. COMPTANT s/XVIe appt (SÉJOUR + 4 CHBRES) urgt 520-13-67 Hres repas.

DORESSAY

3, rue du Vieux-Colombier, 6e, *pour clientèle étrangère et diplomates.*

130 à 200 m².

Tél. : 624-93-33, 548-43-94.

villas

Jean FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet, 15e, 566-00-75. Rech. pour clients sérieux. 15e et 7e arrdt appts toutes surf. et imm. Paiement comptant.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, Av. de Messine 75008 – Paris recherche pour clientèle étrangère et diplomates, APPARTS HOTEL PARTIC. et BUREAUX

562-78-99 LOCATION ou ACHAT

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons *pour* CADRES Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. *LOYERS GARANTIS par Stés* ou Ambassades – 281-10-20

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L.-R.C.-R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique

355-17-50

8e - Mº MIROMESNIL
BUREAUX ÉQUIPÉS
9 à 60 m² - indépendants, location courte ou longue durée av. secrétariat, téléphone, télex, télécopie, traitement de textes, standard/hôtesse trilingue. Salles de réunions équipées.
DES CENTRES D'AFFAIRES également en province et *R.F.A.*

ACTE 359-77-55.

Domiciliations : 8e-2e

SECRÉTARIAT. TÉL.-TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.

ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150/MOIS :
1 *DOMICILIATION* + SERVICES S.A.R.L. ARTISANS.
296-36-74.

MOTTE-PIQUET GRENELLE
Partic. cède bureaux équipés, 45 m² en boutique loyer. 8.000, trimestre reprise très justifiée. 60.000. 273-24-87.

locaux commerciaux

Ventes

PROX. GAMBETTA (20e)
Local commercial avec boutique + arrière et 2 burx, 92 m².
Prix : 500.000 F.
Tél. : 257-03-03.

locaux industriels

Locations

EVOLIC
CERGY-PONTOISE
Locaux d'activités et bureaux à louer à partir de 300 m².
SOCOMIE : 776-17-46.

fonds de commerce

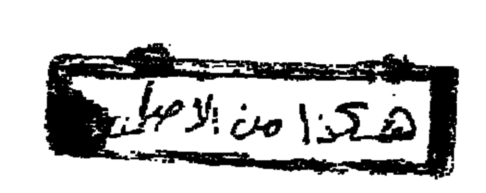
Ventes

AVENUE DE SUFFREN
FACE AU VILLAGE SUISSE boutique vêtement enfant luxe ou tte autre activité. Condit. exceptionnelles, 273-24-87.

viagers

Occupé homme 85 ans. Appt beau 2 P, tt cft. 5e ét., asc. *15e arrdt. Michel-Ange* 125.000 + 3.000 F F. CRUZ. 8, r. La Boétie. 266-19-00.





هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

LE RAPPORT DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES SOCIALES

Retraité - usager

Cette année, le rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) est consacré aux *« relations des usagers avec les institutions sociales »* et non, comme elle en a traditionnellement l'habitude, à l'analyse des dépenses sociales. Parmi ces usagers, les retraités figurent en bonne place et l'IGAS s'est donc attachée à déterminer quels étaient les principaux points de friction entre eux et leurs institutions de retraite.

D'abord, constate l'IGAS, le futur retraité doit se lancer dans un véritable travail d'archiviste, étant donné la *« mosaïque de régimes de retraite »*, la multiplicité des organismes n'ayant pas cessé de croître. *« Les efforts de simplification tentés par les pouvoirs publics n'ont pas abouti dans ce domaine à des résultats significatifs. »* Il n'est pas rare que le candidat au repos ait relevé de trois ou quatre régimes de retraite complémentaire en plus de son régime de base. Par méconnaissance des démarches, il peut perdre des avantages. Soit en ne faisant pas une demande de pension, soit en la faisant tardivement. Certains assurés croient qu'il leur suffit de déposer un seul dossier pour qu'automatiquement toutes les caisses leur liquident leurs droits. Pour le seul régime général, *« on note fréquemment des ajournements involontaires et non prémédités »*, confirme l'IGAS.

Autre situation au demeurant non exceptionnelle : l'assuré méconnaît ses droits. Par exemple, l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité qui complète une pension faible pour obtenir le « minimum vieillesse » n'est systématiquement demandée en même temps que la pension (dont on sait qu'elle sera minime) que dans 20 à 30 % des cas. Ce n'est qu'après avoir reçu une information complémentaire de sa caisse que le pensionné sollicite alors le F.N.S. Il a perdu du temps et de l'argent. Autre exemple de droits non revendiqués : les pensions de reversion. Leur attribution dépend de l'âge et des ressources de la veuve ou du veuf. Lorsque les conditions pour en bénéficier ne sont pas remplies au moment du décès, les conjoints survivants restent sur ce refus, et ne savent pas toujours qu'ils peuvent faire ultérieurement réexaminer leurs droits si leur situation change.

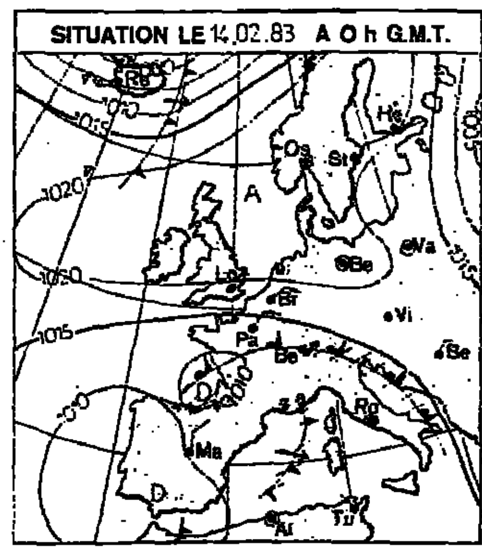
Mais, en dehors de la méconnaissance des droits par manque d'information, les assurés sont inégalement traités sur de simples critères administratifs. Par exemple, la prise en compte de la durée d'activité limitée à cent cinquante trimestres ne joue pas pour tout le monde de la même façon. *Un salarié qui aura fait toute sa carrière au seul régime* général et comptabilisera cent soixante-dix trimestres sera défavorisé par rapport à un autre salarié qui justifiera également de cent soixante-dix trimestres mais acquis dans plusieurs régimes de base.

Pour le premier, la pension sera calculée sur les cent cinquante trimestres. Pas plus. Le second percevra une pension en fonction de ses versements dans chaque régime qui, par addition, couvriront les cent soixante-dix *trimestres*.

De même, les taux de revalorisation des salaires servant à déterminer le salaire annuel moyen pour calculer le montant de la *pension favorisent certaines périodes* et en pénalisent d'autres. On connaît des assurés qui n'ont jamais cotisé au salaire plafond de la Sécurité sociale et pourtant perçoivent une pension maximale. A l'inverse, des salariés ayant cotisé sur le plafond ne *touchent pas l'intégralité* de la pension. La différence provient du simple jeu de ces coefficients de *revalorisation*. Plus qu'une bonne information, c'est d'un véritable guide sur la bonne utilisation des différentes prestations et de leur enchaînement dont les *assurés âgés auraient besoin.*

CHRISTIANE GROLIER.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 15.2.83 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

Évolution probable du temps en France entre le lundi 14 février à 0 heure et le mardi 15 février à minuit.

Une nouvelle perturbation, associée à la dépression de Méditerranée occidentale, atteindra les régions du Sud-Est. Ailleurs, le flux froid de secteur est persistera.

Mardi, une zone de temps couvert, avec pluies parfois orageuses près de la côte et neige dans l'intérieur, sera située le matin sur *la Côte d'Azur* et *la Provence* : elle s'étendra dans la journée vers le sud des Alpes et la basse vallée du Rhône. Sur les autres régions, un temps froid et nuageux prédominera ; quelques chutes de neige faibles pourront être observées sur les Pyrénées et les régions de l'Est. Les éclaircies seront prédominantes de la Vendée et de la Bretagne à la Normandie et à la frontière belge. Les températures minimales, légèrement positives près des côtes, atteindront −4 à −10 degrés dans les régions de l'intérieur. L'après-midi, les températures resteront souvent négatives dans l'intérieur, excepté sur le Sud-Est, où elles avoisineront 6 à 9 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 14 février à 7 heures, de 1 014,9 millibars, soit 761,2 millimètres de mercure.

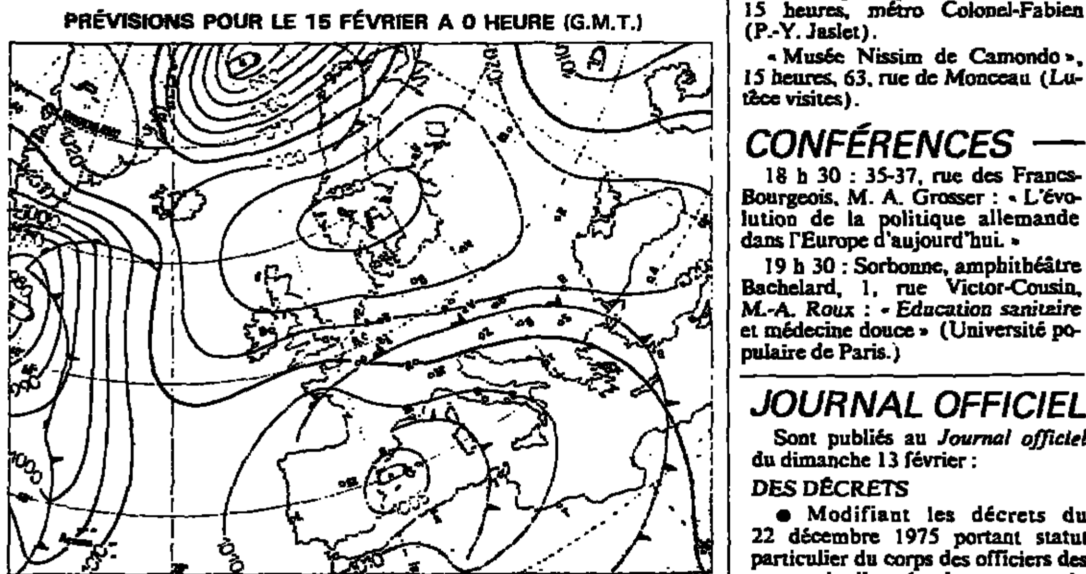
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 février ; le second le minimum de la nuit du 13 au 14 février) :

Ajaccio, 13 et 4 degrés ; Biarritz, 4 et 0 ; Bordeaux, 0 et −1 ; Bourges, 1 et −2 ; Brest, 1 et 0 ; Caen, 0 et −3 ; Cherbourg, 0 et 0 ; Clermont-Ferrand, −2 et −11 ; Dijon, 1 et −2 ; Grenoble, 1 et −6 ; Lille, 0 et −4 ; Lyon, 0 et −4 ; Marseille-Marignane, 5 et 1 ; Nancy, 0 et −5 ; Nantes, 1 et 0 ; Nice-Côte d'Azur, 9 et 4 ; Paris-Le Bourget, 0 et −4 ; Pau, 1 et −2 ; Perpignan, 4 et −2 ; Rennes, 1 et −2 ; Strasbourg, 1 et −3 ; Tours, 0 et −1 ; Toulouse, 1 et −4 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 2 degrés ; Amsterdam, 0 et −4 ; Athènes, 16 et 5 ; Berlin, 0 et −7 ; Bonn, 2 et −7 ; Bruxelles, 0 et −5 ; Le Caire, 25 et 15 ; îles Canaries, 20 et 12 ; Copenhague, 0 et −6 ; Dakar, 22 et 18 ; Djerba, 19 et 9 ; Genève, 0 et −2 ; Jérusalem, 16 et 10 ; Lisbonne, 9 et 3 ; Londres, 3 et −1 ; Luxembourg, −1 et −3 ; Madrid, 3 et −9 ; Moscou, −4 et −9 ; Nairobi, 27 et 12 ; New-York, 1 et −10 ; Palma-de-Majorque, 10 et −1 ; Rome, 15 et 3 ; Stockholm, −1 et −2 ; Tozeur, 18 et 7 ; Tunis, 18 et 6.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 15 FÉVRIER A 0 HEURE (G.M.T.)



PARIS EN VISITES

MERCREDI 16 FÉVRIER

« L'Ecole des beaux-arts racontée aux jeunes », 14 h 30, 13, quai Malaquais, Mme Vermeersch.

« La folie Saint-James », 15 heures, 34, avenue de Madrid à Neuilly, *Mme Chapuis.*

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Serres.

« Saint-Julien-le-Pauvre, 15 heures, entrée, M. Guillier (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'école de La Haye », 18 heures, Grand Palais, Mme Caneri.

« Saint-Germain-des-Prés », 15 heures, métro Mabillon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« De l'hôtel d'Aumont au futur musée Picasso », 15 heures, métro Pont-Marie (Les flâneries).

« Le siège du parti communiste », 15 heures, métro Colonel-Fabien (P.-Y. Jaslet).

« Musée Nissim de Camondo », 15 heures, 63, rue de Monceau (*Lutèce visites*).

CONFÉRENCES

18 h 30 : 35-37, rue des Francs-Bourgeois, M. A. Grosser : « L'évolution de la politique allemande dans l'Europe d'aujourd'hui. »

19 h 30 : Sorbonne, amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, *M.-A. Roux : « Education sanitaire* et médecine douce » (Université populaire de Paris.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 13 février :

DES DÉCRETS

● Modifiant les décrets du 22 décembre 1975 portant statut particulier du corps des officiers des armes de l'armée de terre et du *corps des officiers de gendarmerie* ;

● Modifiant les décrets du 22 décembre 1975 portant statuts particuliers des corps des sous-officiers de carrière de l'armée de terre et des corps des sous-officiers de gendarmerie ;

● Prorogeant les dispositions du décret du *29 juin 1977* créant des taxes parafiscales au profit du Comité national interprofessionnel de l'horticulture florale et ornementale et des pépinières.

UNE LISTE

● Des candidats autorisés à participer aux concours d'agrégation pour le recrutement de professeurs des universités, ouvert par arrêté du *6 octobre 1982, dans les disciplines* juridiques, politiques, économiques et de gestion.

UNE CIRCULAIRE

● Relative aux aides financières *publiques* aux *investissements* des pêches maritimes.

BREF

BÉNÉVOLAT

LE PRIX DES CHANTIERS DE JEUNES. — Le jury du concours des Chantiers de jeunes, présidé par M. Chatelain, professeur, *administrateur délégué du musée* Rodin, a décerné le Prix national 1983 parmi quinze premiers prix régionaux. Ce prix d'une valeur de 50 000 francs veut signaler les chantiers de *restauration* dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales « tenus » par la Fédération des *chantiers affiliés à REMPART de* l'Aude et du Roussillon. Des travaux de sauvegarde de monuments ont été entrepris dans les communes de Villefranche-de-Conflent, Rodes, Baillestavy, Mantet, Dorres, Sansa et Belesta.

★ **Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine 75004 Paris, tél. : 274-22-22.**

BIBLIOGRAPHIE

L'ARCHÉOLOGIE A SAINT-MAUR. — *La société d'histoire et d'archéologie* les Amis de Créteil et du vieux Saint-Maur va éditer très prochainement un ouvrage sur *les Scuptures médiévales de Saint-Maur-des-Fossés*, de Mme Barbara Dirlam, dont les travaux antérieurs ont permis de classer au titre des *monuments historiques* une partie de la collection, une des principales d'Ile-de-France pour le XIIe siècle, en 1975. Ce livre, qui entre dans le cadre d'une étude systématique de la sculpture médiévale, nous rappelle l'existence de la *puissante* abbaye de Saint-Maur dont il ne subsiste plus que des ruines et qui, en son temps, avait accueilli Rabelais.

★ **Pour se procurer cet ouvrage lancé au prix de souscription de 80 F, s'adresser à M. Lucien Gillon 19, avenue de Tunis 94100 Saint-Maur (883-62-88).**

COLLOQUES

INFORMATIQUE ET P.M.E. — Le bureau des élèves de l'École de hautes *études* commerciales du Nord (E.D.H.E.C.), située à Lille, organise avec le concours de Data *general et Dun et Bradstreet*, le 23 février 1983 dans les salons Hoche, 9, avenue Hoche, à Paris, un forum « P.M.E.-P.M.I. : Pensons informatique » destiné aux responsables de P.M.E. de Paris et sa région.

Les interventions s'articuleront comme suit : analyse *du* besoin informatique de l'entreprise, puis les réponses proposées par les constructeurs. Ensuite, le rôle du *consultant* et des organismes professionnels sera abordé, précédant l'intégration sociale de l'informatique, en entreprise, pour conclure sur le rôle de l'information, préalable à toute informatisation.

★ **Les invitations sont à retirer au *bureau des élèves de l'E.D.H.E.C.* à Lille (58, rue du Port, 59046 Lille Cedex), la participation aux frais s'élevant à 250 francs.**

EXPOSITIONS

INFORMATIQUE A MONTROUGE. — La Maison des jeunes et de la culture de Montrouge (Hauts-de-Seine) organise du 24 février au 11 mars, une exposition sur le thème « *Information et informatique* ». Elle rassemblera du matériel prêté par la Direction opérationnelle des télécommunications et des panneaux d'information et de « questionnement ».

★ **M.J.C., 88, rue Racine, 92120 Montrouge, Tél. : 655-88-91.**

LOISIRS

PROMENADES A VAUX-LE-VICOMTE. — Le château de Vaux-le-Vicomte (Seine-et-Marne) *est ouvert jusqu'au 20 mars, tous* les samedis et dimanches de 14 heures à 17 heures. L'ouverture journalière se fera à partir du 26 mars de 10 heures à 18 heures jusqu'au 1er novembre 1983.

STAGES

MICRO-INFORMATIQUE. — Le centre régional Poitou-Charentes *Temps libre, Jeunesse et Sports* organise, du 28 mars au 1er avril 1983, un stage sur « la micro-informatique, outil de gestion et de communication pour les responsables d'associations ». La participation des stagiaires est fixée à 1 000 F (hébergement non *compris à prévoir aux environs de* 350 F). Nombre maximum de stagiaires : 15. Les inscriptions devront être accompagnées d'un chèque d'arrhes de 400 F et seront retenues dans l'ordre d'arrivée au centre.

★ **Renseignements complémentaires au secrétariat du centre régional Poitou-Charentes Temps libre, Jeunesse et Sports, château de Boivre, Vouneuil-sous-Biard, 86000 Poitiers. Tél. : (16-49) 53-31-24, 53-31-25, 53-31-28.**

ALLEMAND. — Le Centre culturel allemand — Gœthe-Institut Paris — *organise, pendant l'année universitaire* 1982-1983, des cours de langue allemande (cours pour *tous niveaux, cours spécialisés* p. ex. : presse, histoire, vidéo, traduction, thème, littérature, etc.), réalisés et dispensés par des professeurs allemands. Ces cours sont destinés à toutes personnes désireuses d'apprendre ou d'approfondir *la langue allemande*. Prochaine session : 16 février 1983. Inscription permanente.

★ **Pour tous renseignements : Institut-Gœthe, 17, avenue d'Iéna, 75116 Paris. Tél. 723-61-21 ou 720-00-96.**

découvrez La TUNISIE

CIRCUIT OASIS

par personne, à partir de 2.980 F

Avion Paris/Paris 1 semaine Pension complète

En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien

PARIS TOURS

14, rue d'Antin - 75002 PARIS

Tél. (1) 266.45.74

Demandez notre brochure 83 (autres possibilités de vacances)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3385

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									■
II							■	■	
III			■			■			
IV									
V			■						
VI				■					
VII					■		■	■	■
VIII						■			
IX									
X		■			■				
XI						■			

HORIZONTALEMENT

I. S'emploie pour des mains innocentes ou coupables. — II. Il en suffit d'une pointe pour donner du piquant. — III. Manque d'étoffe. Longueur réduite. Il nous tient tête jusqu'à la rupture. — IV. Parmi des femmes qui n'ont qu'un homme dans leur vie. — V. Tranche de rigolade. Est donc élevé selon des principes solides. — VI. Mot d'un père à ses frères. Homme de grande vertu qui s'est penché sur des femmes de petite vertu. — VII. Amène donc à lui ou envoie aux autres. — VIII. Mûri par le soleil. Forte tête. — IX. Condamné à mort ou jugé tel à perpétuité. — X. *Poste en vue*. Insignifiants. — XI. Sont moins dangereuses en prenant la mouche. Balle explosive.

VERTICALEMENT

1. Tel un courant trop faible pour mener la barque. — 2. Connaissance avec laquelle la discussion est possible. — 3. Pièce étrangère. Ne manque pas d'air. — 4. Est étroitement lié au nom du père et du fils. On y élimine les toxines mais on y conserve les microbes. — 5. Facilement *démontable, il ne peut, hélas !* se refaire. En terre comme en mer. — 6. Personnel. Racine que l'on peut avoir à se mettre sous la dent. Fait passer le temps. — 7. Lettres utilisées *preuve* à l'appui. Evoque une chasse pour laquelle il n'est pas délivré de permis. — 8. Centre d'écoute. Lit breton. — 9. On les fait entendre pour ce qu'on ne peut pas voir. Se jette avec soulagement ou à regret.

SOLUTION DU N° 3 384

Horizontalement

I. Sentimentalisme. — II. Epauler. Na ! — III. Mo. Téléobjectif. — IV. Iule. Bid. Aurige. — V. As. Unanimité. Au. — VI. Usure. Tees. Demi. — VII. Ter. Œuf. Autel. — VIII. Otages. Xi. Il. — IX. Mânes. Aurélie. — X. Agissements. ONU. — XI. Testament. Ducs. — XII. Méiose. Toupie. — XIII. Que. Misérables. — XIV. Un. Se. Epuisés. — XV. Eider. Mise. Ré.

Verticalement

1. Semi-automatique. — 2. Epoussetage. Uni. — 3. Na. Uranisme. — 4. Tuteur. Geste. Té. — 5. Ile. Ne. Essaim. — 6. Melba. Os. Emois. — 7. Ereinté. Messes. — 8. Odieux. Enée. — 9. Tub. Méfiant. Rem. — 10. Jais. Ut. Tapi. — 11. Eut. Airs. Obus. — 12. Incrédule. Dulie. — 13. Sati. Et. Loupes. — 14. Igame. Inciser. — 15. Effeuilleuse. Se.

GUY BROUTY.

POINT DE VUE

Halte aux feux rouges

par GEORGES CRAVENNE (*)

ON a beaucoup parlé ces temps derniers du non-respect de plus en plus généralisé des feux de signalisation, et on annonce *régulièrement un renforcement* des sanctions. D'accord. Mais peut-être pourrait-on aussi regarder de l'autre *côté de la barricade*, et je voudrais à ce propos faire entendre la voix d'un consommateur, d'un consommateur de feux rouges.

Nous sommes aujourd'hui des *milliers et des milliers dans chaque ville* à consommer quotidiennement du feu rouge. En ce qui me concerne, voilà quarante-quatre ans que cela dure, depuis qu'en 1938 j'ai obtenu mon permis de conduire les automobiles.

A cette époque, combien y avait-il de feux de signalisation dans Paris ? Vingt, trente, quarante peut-être, pas plus, placés aux carrefours réputés dangereux et scrupuleusement respectés. Certes, la circulation ne *posait pas encore de graves problèmes*, mais, le parc automobile grandissant à vue d'œil, les années 50 virent les feux tricolores proliférer, décupler dans les années 60, centupler dans les années 70 et se multiplier à une telle cadence qu'on en rencontre aujourd'hui à tous les coins de rues, qu'elles soient à grand ou à petit trafic, et même entre deux intersections, à 100 et même à *50 mètres les unes des autres.*

Un exemple ? Je le prends à ma porte : j'habite Neuilly, une des villes les mieux administrées de France. Là comme ailleurs, les feux rouges ont *poussé comme des champignons.* Rue de Longchamp (j'y passe tous les jours), vous avez un feu tricolore face au numéro 97 et un autre face au... 97 *ter !* Le second forcément superflu, planté là selon toute apparence pour protéger le débouché unilatéral d'une voie privée (d'où je n'ai jamais vu sortir de voitures) et se mettant au rouge toutes les soixante secondes. C'est tellement aberrant que même les conducteurs d'autobus de la ligne 43... Enfin ne disons rien.

Pour le Parisien, la forêt de feux rouges dans laquelle il s'engage quo*tidiennement, c'est le freinage, le dé*brayage, l'attente, l'embrayage, le démarrage répétés cent fois. Sa patience est mise à une *si rude épreuve* qu'il finit par craquer.

Si encore ces feux tricolores étaient mieux synchronisés. Hélas, hormis quelques cas exemplaires *comme la rue de Rivoli, le boulevard* Haussmann ou le boulevard Saint-Germain, c'est très rare. Ailleurs, vous *démarrez au feu vert*, vous faites 50 ou 100 mètres et vous tombez sur un autre feu qui se met au rouge sous votre nez. Re-freinage, re-débrayage, re-attente, re-embrayage, redémarrage. De quoi déclencher cette exaspération intérieure qui vous fait dire : « Et puis, zut ! » et vous fait franchir... l'obstacle. Cela m'est arrivé, *oui*, mais que celui qui n'a jamais grillé un feu rouge *me jette la première contravention.*

Pas question ici de nier l'utilité des feux tricolores nécessaires à la circulation des grandes villes ; mais n'en abuse-t-on pas ? Il y en a beaucoup d'indispensables. Il y en a trop de quasi inutiles... Dans bien des cas, de simples clignotants de signalisation *ou, mieux encore, des « stop » prioritaires* suffiraient, qui rendraient la circulation plus fluide sans pour autant mettre en péril la sécurité du piéton ?

Si vous voulez que le feu rouge soit un feu sacré, si vous voulez qu'on le respecte sans défaillance, si vous ne voulez pas que le conducteur voie rouge chaque fois que le feu passe au rouge, si vous voulez épargner *ses nerfs mis à rude épreuve par* toutes sortes d'autres contraintes de la vie moderne, s'il vous plaît, n'en jetez plus, la coupe est pleine, la rue a atteint son degré de saturation.

Halte aux feux rouges !

(*) Directeur d'une agence de relations publiques.

Le Monde

économie

AFFAIRES

LES AMÉNAGEMENTS DU LIBRE-ÉCHANGE

Le Japon accepte de réduire ses exportations de magnétoscopes vers l'Europe

Le Japon a accepté, pour la première fois, de restreindre volontairement ses exportations vers l'Europe de magnétoscopes et de tubes de télévision. La France réserve sa position sur cet accord avant d'en connaître les détails et les montants exacts. Paris tient notamment à faire savoir que la Commission européenne avait mandat pour discuter seule, mais qu'elle ne pouvait engager la France en ce qui concerne la levée des mesures de Poitiers. Un conseil des ministres des Dix est prévu sur ces sujets le 21 février.

Tokyo. — Le Japon a donné satisfaction, samedi 12 février, à ses partenaires commerciaux de la C.E.E. et des Etats-Unis. D'une part, Tokyo accepte, pour la première fois officiellement et précisément, de limiter et d'ordonner ses exportations de magnétoscopes et de tubes de télévision en direction de la C.E.E., et donne des assurances de modération dans d'autres secteurs jugés « sensibles », en échange de la levée des mesures protectionnistes françaises et des accusations européennes de dumping japonais. D'autre part, le gouvernement nippon a notifié aux Etats-Unis son intention de poursuivre au cours de la prochaine année fiscale (avril 1983 à mars 1984) ses « limitations volontaires » d'exportations de voitures sur le marché américain à 1,68 million d'exemplaires.

Ces exceptions — ou concessions — à la règle du libre-échange ayant été acquises, les participants à cette semaine de négociations simultanées, mais séparées : MM. Yamanaka, ministre japonais du commerce et de l'industrie, Brock, représentant américain pour le commerce, Haferkamp et Davignon, vice-présidents de la C.E.E., et Gerald Regan, ministre canadien du commerce, se sont brièvement réunis pour réaffirmer leur opposition au protectionnisme et envisager les moyens de développer leur coopération économique, commerciale et technologique.

De notre correspondant

L'accord obtenu par les Européens sur les magnétoscopes, après d'âpres négociations qui ont conduit les deux parties au bord de la rupture, est particulièrement important pour l'avenir des relations Japon-C.E.E., et relativement avantageux pour le commerce et l'industrie européens. Avant de le détailler, il convient de souligner qu'il est d'abord l'expression d'une volonté politique japonaise. En effet, ce n'est pas sans de grandes difficultés que le gouvernement de M. Nakasone a pu imposer sa volonté de modération et de conciliation à des administrations et à des industriels réticents. Ensuite, et cela n'est pas moins remarquable, les Japonais ont négocié non plus bilatéralement, en cherchant des arrangement, *ad hoc* avec chaque gouvernement européen pris séparément, mais avec la C.E.E. en tant que telle.

Tokyo a donc accepté de limiter à 4,55 millions — contre 4,9 millions en 1982 — ses exportations de magnétoscopes vers la Communauté : il s'agit ici d'un plafond et non pas d'un quota. La bataille a été rude. D'entrée de jeu, les négociateurs japonais, se fondant sur leurs estimations de croissance du marché européen, réclamaient un plafond de 6,3 millions d'unités, indique-t-on de source informée.

De plus, dans le total finalement accepté sont inclus 600 000 appareils que les fabricants nippons ont la capacité d'assembler dans leurs usines européennes (*le Monde* du 9 février). Les Japonais étaient opposés à cette inclusion, faisant valoir que les produits manufacturés en Europe étaient de *facto* européennes. La C.E.E. a rétorqué que le label européen serait éventuellement accepté si la valeur ajoutée européenne équivalait à 50 % du coût de production des magnétoscopes. Or elle estime que dans le cas présent l'opération de montage des éléments de magnétoscopes exportés en Europe n'apporte pas une valeur ajoutée supérieure à 5 %. Compte tenu de ce qui précède, c'est donc en réalité à 3,9 millions d'unités que s'établiront les exportations directes de produits finis.

Plus de dumping

MM. Haferkamp et Davignon ont également obtenu que les Japonais garantissent aux fabricants européens — Philips et Grundig — des ventes de magnétoscopes sur les marché européen d'un niveau de 1,2 million d'unités. Il s'agit ici d'empêcher que des exportations japonaises « torrentielles » ne viennent écraser l'industrie européenne du magnétoscope, qui cherche à se restructurer et à se développer.

Dans le même ordre d'idées, les Japonais ont accepté une politique de prix harmonisée. Pour éviter les pratiques de dumping — les magnétoscopes japonais sont souvent vendus moins cher à l'étranger qu'au Japon, — le prix des appareils japonais livrés aux importateurs ne devra pas être sensiblement différent de celui des magnétoscopes européens à leur sortie d'usine. Enfin, ces arrangements peuvent être révisés en fonction de l'évolution de la demande du marché.

Les Européens se félicitent, discrètement, de cet accord, qui est un modèle d'organisation du libre-échange, ce à quoi Tokyo s'est toujours montré opposé en principe. Pour M. Yamanaka, principal négociateur japonais, Tokyo *« n'a pas fait de concession importante »*. Il a fait valoir, pour justifier ce point de vue devant la presse japonaise, que les Européens souhaitaient initialement un plafond de 3 millions d'unités. Il n'a pas précisé cependant que les Japonais en réclamaient plus de 6 millions...

D'autre part, le Japon s'est engagé à limiter ses exportations de tubes de téléviseur couleur à 900 000 en 1983 et à modérer celles concernant d'autres produits sensibles : véhicules légers, motos, machines à commande numérique, appareils de haute fidélité, montres à quartz. Il n'y a cependant pas, dans ces cas, de limites chiffrées.

En contrepartie de tous ces arrangements, les Japonais devraient obtenir ce qu'ils désirent le plus : 1) la levée de mesures protectionnistes françaises (blocage des magnétoscopes à Poitiers), et 2) l'abandon par Philips et Grundig des plaintes pour dumping japonais.

Le renouvellement de la politique de modération des exportations automobiles vers les Etats-Unis était prévu et n'a pas fait l'objet de négociations particulières. Cela n'a pas empêché le représentant américain pour le commerce, M. Brock, de reprendre à l'occasion de son passage à Tokyo la litanie des frustrations et menaces américaines.

« Le Japon ne peut pas continuer à empocher les bénéfices du libre-échange sans en partager les risques de son côté. Poursuivre cette stratégie, c'est s'exposer à la fermeture du marché américain », a-t-il déclaré. M. Brock estime que le projet d'une restructuration — par le biais de cartels notamment — de sept secteurs industriels nippons en pleine récession, va encore réduire l'accès du marché japonais pour des produits américains plus compétitifs.

R.-P. PARINGAUX.

UN SUCCÈS FRAGILE

Le commerce extérieur des produits laitiers en 1982

Le succès enregistré par la France pour les exportations de produits laitiers en 1982 ne doit pas faire illusion, estime le FORMA (Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles). Le solde commercial progresse de 8,9 %, atteignant 10,7 milliards contre 9,2 milliards en 1981, mais cette progression en valeur cache une diminution en volume pour la plupart des produits, surtout le fromage (− 1,7 %), le beurre (− 19,5 %), le beurre anhydre (− 39,5 %), la poudre de lait écrémé (− 15,9 %). Seuls les laits concentrés, les laits de consommation et la caséine voient leurs ventes progresser en volume.

Ces baisses sont surtout sensibles sur les marchés des pays tiers et, précise le FORMA, ce n'est pas parce que les restitutions (aider à l'exportation) sont insuffisantes, mais parce que nous manquons de compétitivité par rapport à nos partenaires, notamment anglais et hollandais. Evoquant les distorsions monétaires entre pays de la C.E.E., le FORMA précise que, à terme, la persistance de tels phénomènes pourrait cantonner la France au rôle de fournisseur de matières premières des pays d'Europe du Nord pour les produits à faible valeur ajoutée.

Autre volet des échanges, les importations régressent également, tous produits confondus, en dépit de montants compensatoires monétaires positifs qui favorisent les exportations des pays à monnaie forte. Mais, indique le FORMA, la dégradation du marché intérieur, en termes de prix, rend l'avantage des M.C.M. peu attractif. Toutefois, les importations de fromage en provenance des Pays-Bas continuent d'augmenter (+ 4,2 %), celles de beurre en provenance du Royaume-Uni ont été multipliées par quatre, et le beurre de la R.F.A. progresse de 7,6 % sur le marché français.

Plusieurs facteurs contribueront au maintien de cette tendance en 1983, estime encore le FORMA : c'est la persistance des stocks de produits laitiers américains qui pèsent sur les cours mondiaux, dont la baisse aggraverait les difficultés financières de la C.E.E. (puisque la Communauté devrait augmenter ses restitutions à l'exportation) et, d'autre part, la détérioration possible de la situation financière des pays acheteurs du fait de la baisse des revenus pétroliers.

Le gouvernement belge impose une amputation des revenus chez Cockerill-Sambre

De notre correspondant

Bruxelles. — Les interminables discussions sur l'avenir de la sidérurgie wallonne viennent d'entrer dans un phase nouvelle au cours de laquelle un grave affrontement social ne peut plus être exclu. Pour l'instant, certes, le gouvernement et les syndicats hésitent à s'engager dans une confrontation directe. Le premier n'en a pas moins décidé, vendredi 11 février, d'« imposer » aux travailleurs de Cockerill-Sambre une « *modération salariale* » en demandant à la direction de présenter avant fin février un plan de réduction de la masse salariale. Les organisations ouvrières socialistes et aussi chrétiennes ont immédiatement levé l'étendard de la révolte.

L'effort demandé par rapport à l'année dernière est de 1,5 milliard de francs belges, dont 100 millions pour les cadres, 300 millions pour les employés et 850 millions pour les ouvriers. L'amputation des revenus pour les employés et les cadres doit se faire d'après une échelle progressive allant de 5 à 15 %. Les ouvriers, toutefois, ne se verront imposer aucun sacrifice si leur salaire mensuel ne dépasse pas 30 000 francs belges par mois avant impôts.

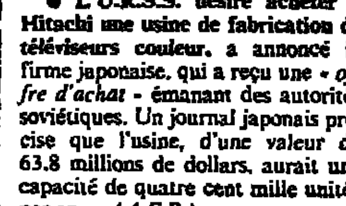
Le ministre de l'économie, M. Eyskens, a précisé les raisons pour lesquelles il est indispensable de comprimer les coûts de production. Selon lui, le prix horaire à Cockerill-Sambre *« est plus élevé que chez pratiquement tous les concurrents »*, le handicap concurrentiel à la tonne étant évalué à 2 800 francs belges par rapport à la sidérurgie allemande. Enfin, le niveau de la masse salariale serait de 15 % à 20 % supérieur à ce qu'il est, par exemple, chez Arbed au Luxembourg.

Certains de ces chiffres sont contestés du côté syndical, où l'on tend de toute façon à considérer que la diminution de 1,5 milliard de francs belges de la masse salariale ne représenterait qu'une *« goutte d'eau »* par rapport aux besoins financiers de Cockerill-Sambre.

Dès cette semaine, syndicalistes socialistes et chrétiens de Liège et de Charleroi vont se concerter sur les actions à entreprendre. Celles-ci pourraient aller d'une grève du zèle à un appel massif aux tribunaux de travail — la réduction des salaires violant les conventions collectives, — jusqu'à la grève générale, même si aucun dirigeant ouvrier n'a jusqu'à présent formulé de façon claire cette dernière menace.

JEAN WETZ.

● **L'U.R.S.S. désire acheter à Hitachi une usine de fabrication de téléviseurs couleur**, a annoncé la firme japonaise, qui a reçu une *« offre d'achat »* émanant des autorités soviétiques. Un journal japonais précise que l'usine, d'une valeur de 63,8 millions de dollars, aurait une capacité de quatre cent mille unités par an. — (*A.F.P.*)



ÉTRANGER

EN GRECE

Nationalisation des Mines de Laurion

La société française Mines de Laurion, filiale de l'entreprise Pennaroya, établie en Grèce, a été nationalisée. Le secrétaire d'Etat à l'économie nationale, M. Costa Vaitsos, a indiqué que l'Etat, la mairie de Laurion et les quelque deux cents travailleurs deviendraient copropriétaires de cette société qui avait fermé ses portes au printemps 1982, faute de rentabilité. La firme, qui prendra le nom d'Industrie métallurgique hellénique, se consacrera essentiellement au travail du plomb et de l'argent. — (A.F.P.)

De notre correspondant

Athènes. — Si la compagnie des Mines de Laurion ne figure pas sur la liste des plus importantes et des plus rentables entreprises industrielles, elle demeure gravée dans la mémoire collective des Grecs. Il s'agit, près du cap Sounion, au sud d'Athènes, de l'un des plus remarquables exemples de la permanence, au cours des siècles, de l'intérêt d'une région minière, toujours paraissant à la veille de l'épuisement, mais toujours renaissante sous une forme ou sous une autre.

De 480 à 300 avant notre ère, le gisement de plomb argentifère figurait parmi les plus riches du monde. Plusieurs dizaines de milliers d'esclaves travaillaient dans les mines pour une production annuelle moyenne de 2 000 tonnes de plomb et de 6 000 kilos d'argent. Au quatrième siècle, la décadence politique d'Athènes, l'absence de capitaux et de débouchés commerciaux, la découverte de nouvelles mines en Thrace et en Asie Mineure plongèrent l'exploitation dans l'oubli jusqu'en 1867. En 1876, un groupe de financiers français permet la reprise de l'exploitation qui occupa deux mille cinq cents personnes.

Les conditions de travail et de vie des mineurs n'étaient pas meilleures que celles des esclaves de l'Antiquité. Des grèves spontanées éclatèrent à partir de 1883. Non organisés, les travailleurs se soulevaient afin de protester contre leur exploitation : de douze à treize heures de travail pour 2 à 3 drachmes par jour. Du 8 au 21 avril 1896, une véritable révolte, qui se solda par un tragique bilan, marqua l'un des tournants de l'histoire du syndicalisme et des luttes ouvrières en Grèce.

Aujourd'hui les Mines de Laurion ont donc une valeur de symbole pour le pouvoir socialiste qui tente sa première expérience d'autogestion. Mais avec des gisements épuisés, une reconversion technologique incomplète et un marché mondial peu favorable, il reste à savoir comment les autogestionnaires seront en mesure d'affronter et de surmonter tant de difficiles problèmes.

MARC MARCEAU.

1100 milliards de francs

(Suite de la première page.)

Cette discrétion pourrait expliquer certaines rumeurs qui circulent dans les couloirs du Palais des nations sur des pressions qu'auraient exercées des gouvernements soucieux de ne pas courir le risque de voir tarir des sources de revenus à l'exportation, de recettes fiscales et de créations d'emplois. Les sociétés transnationales visées par le rapport ont-elles fait pression sur certains gouvernements ?

L'O.M.S. a en tout cas, déjà porté des coups de boutoir à ces sociétés en élaborant un code de conduite des fabricants de succédanés du lait maternel, en dressant une liste de deux cents médicaments essentiels et en activant sa lutte contre le tabac. Quant à la CNUCED, l'ensemble de son action tend à freiner les progrès croissants des sociétés transnationales.

Le marché mondial de l'alcool représente 170 milliards de dollars (1 160 milliards de francs) par an (sans compter les pays socialistes, sur lesquels on ne dispose que de données fragmentaires). Vingt-sept grandes sociétés transnationales vendent chacune pour plus de 1 milliard de dollars par an de boissons alcoolisées.

Chaque année 2 milliards de dollars sont investis dans la publicité directe (car il existe des formes de publicité déguisée) pour promouvoir la consommation d'alcool, en dépit des interdictions ou des limitations qu'imposent un certain nombre de pays.

Au début du siècle, le commerce de l'alcool était en grande partie contrôlé par de petites entreprises, et sa distribution se faisait au niveau local ou régional. C'est dans la foulée du boom économique qui suivit la deuxième guerre mondiale que des trusts se sont créés, donnant une dimension internationale au marché des alcools, atteignant des couches de la population qui, jusque-là, étaient peu intéressées par cette catégorie de boissons et créant des besoins nouveaux.

En outre, les pays nouvellement indépendants ont vu leurs zones rurales se dépeupler au profit des bidonvilles des capitales, ce qui a permis la création d'une clientèle potentielle, tandis que leurs élites n'ont pas tardé, grâce à leur pouvoir d'achat élevé, à adopter des modèles occidentaux.

Dans ces pays s'est notamment instaurée une politique d'industrialisation qui a stimulé l'implantation de brasseries locales. La production de la bière a un peu plus que doublé en vingt ans, mais, dans le tiers-monde, durant la même période elle a augmenté de 400 %. Sur les quarante-six pays où elle s'est accrue de 50 % entre 1975 et 1980, quarante-deux sont des pays pauvres. La Chine populaire fait aussi pour les brasseurs figure de marché potentiel, destiné à quadripler dans le courant de la présente décennie.

Les grandes sociétés contrôlent. Ainsi, Philip Morris, qui avait acheté en 1969 la brasserie Miller, une affaire de faible importance, s'est-elle retrouvée en 1980 à la tête de la deuxième plus grande brasserie du monde. Près de la moitié — 45 % — de la production mondiale de bière est concentrée dans quatre pays : Etats-Unis, Royaume-Uni, R.F.A. et Japon. Dans ce dernier pays, une marque, Kirin, détient 63 % du marché. Aux Etats-Unis, Anheuser-Busch s'en appropie 29 % et Philip Morris 22 %. En France, pays qui se place au onzième rang, la société B.S.N.-Gervais-Danone possède 51 % de l'ensemble du commerce de cette boisson. Le nombre de petites et moyennes brasseries a diminué de 43 % dans le monde entre 1970 et 1980.

La concentration est également spectaculaire dans le commerce des spiritueux : durant les années 1970, les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et le Royaume-Uni se sont partagé les deux tiers de la production. Sur dix bouteilles de whisky vendues dans le monde, neuf sont produites dans quatre pays : Etats-Unis (26 %), Royaume-Uni (24 %), Canada (15 %), Japon (14 %). Cependant, la société Seagram, dont le siège est à Montréal, vend huit fois plus de whisky « *canadien* » aux Etats-Unis qu'au Canada. Elle produit à elle seule 150 sortes de spiritueux sous 300 appellations, des vins, du champagne, du porto et du xérès et possède 30 distilleries dans 19 pays.

Coca-Cola vigneron

Une des principales forces des transnationales réside dans la diversification de leurs ventes. Ainsi, si la firme Pernod-Ricard est devenue une entreprise géante parce que les boissons anisées comptent pour un tiers dans la consommation des alcools distillés en France et qu'elle détient 73 % du marché de ces derniers, elle est aussi le deuxième producteur français d'apéritifs et fait partie des cinq grands de l'armagnac et du cognac. En outre, elle s'est introduite sur le marché des Etats-Unis par l'intermédiare d'un des plus puissants distributeurs de ce pays, Austin Nichols.

Dans le secteur vinicole, le rôle des transnationales est moins évident : la manipulation du consommateur y est moins aisée et la production doit tenir compte de facteurs essentiels tels que le terrain et le climat. Toutefois le plus grand des *non-alcooliques*, Coca-Cola, est devenu vigneron en Californie. Ce nouveau marché doit lui permettre de tirer le maximum de profit de son réseau de distribution, qui fonctionne dans 135 pays, tout en le rendant moins dépendant des fluctuations des prix du sucre. La firme a, entre 1977 et 1979, déjà investi 111 millions de dollars dans des exploitations vinicoles, et l'on craint que « Coke » ne bouleverse le marché des vins, comme Philip Morris l'a fait pour celui de la bière.

La commercialisation de l'alcool se fait d'ailleurs selon le même schéma que celle du tabac, par la propulsion d'une image évoquant à la fois la promotion sociale, la santé, la virilité et, éventuellement... la féminité. La publicité varie toutefois selon les couches sociales : des produits similaires sont présentés sous des étiquettes différentes comme étant soit des boissons populaires, soit des alcools de qualité ou même de luxe. Philip Morris et Coca-Cola ont investi, en 1980, respectivement 365 et 184 millions de dollars dans leur publicité pour l'alcool.

Les transnationales prévoient aussi la clientèle de demain : dans les pays où la vente de l'alcool aux mineurs est interdite, elles ont recours à des formes insidieuses de publicité telles que le patronage d'événements sportifs, la distribution d'échantillons comme récompenses à divers jeux ou concours ou l'accréditation de l'idée populaire, mais erronée que, consommé en quantité modérée, l'alcool est inoffensif ou donne de la force.

Les résultats de cette politique sont édifiants : en 1980, les exportations de boissons alcooliques se sont élevées à 9,4 milliards de dollars, en augmentation de 20 % depuis 1970. L'Europe, à elle seule, consomme la moitié des boissons alcoolisées vendues licitement dans le monde. En 1980, le pays qui venait en tête pour la consommation était le Luxembourg (18,4 litres d'alcool par habitant et par an), suivi par la France (14,8 litres), où est enregistrée toutefois sur vingt ans une diminution de 0,8 %. En revanche, la consommation a augmenté dans dix-neuf autres pays considérés comme les plus grands consommateurs d'alcool (6,3 litres aux Pays-Bas, 4,9 au Danemark, 4,2 en Pologne).

Les auteurs du rapport ne fournissent pas de données précises sur la consommation d'alcool en U.R.S.S. Ils nous rappellent toutefois les accords de troc soviéto-américains (Pepsi-Cola contre Vodka Stoichnaya) qui ont été conclus en 1972 : la vente de vodka aux Etats-Unis, bénéficiant du support publicitaire de Pepsi-Cola, a depuis lors dépassé les prévisions les plus fortes. Pour sa part, la maison Pernod-Ricard s'est engagée, en échange de l'introduction de ses produits sur le marché soviétique, à commercialiser la vodka non seulement en France mais aussi en Afrique.

En conclusion, le rapport ne préconise aucune solution, se bornant à souligner la responsabilité des transnationales et à indiquer que toutes les formes de prohibition sont à proscrire, qu'il s'agisse de l'interdiction pure et simple de taxation, même très lourde. Ainsi, une caisse de whisky valant 17 livres sterling au Royaume-Uni revient, toutes taxes payées, à l'équivalent de 266 livres au Brésil. Mais les Brésiliens ne deviennent pas abstinents pour autant : ils achètent en contrebande du whisky importé du Paraguay. Selon le rapport, on estimait en U.R.S.S., vers les années 1970, que 1,7 milliard de litres de *samogon* (vodka produite clandestinement) y avaient été consommés, soit un tiers de la consommation totale. Et l'on a appris, en avril 1981, que le gouvernement polonais avait décidé de poursuivre plus de six cents vendeurs de vodka distillée clandestinement.

ISABELLE VICHNIAC.

ÉNERGIE

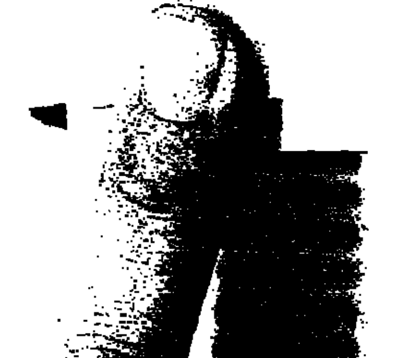


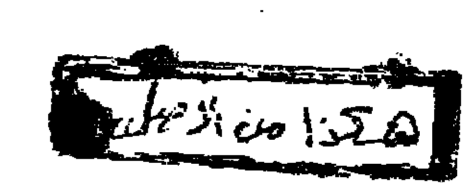
Plusieurs pays membres réclament une nouvelle réunion de l'OPEP

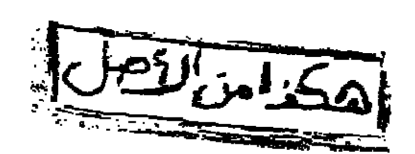
Les pressions se multiplient au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en faveur de la réunion prochaine d'une nouvelle conférence. L'Iran a demandé dimanche 13 février, dans un communiqué diffusé par l'agence de presse officielle IRNA, la tenue d'une conférence extraordinaire afin de ratifier le prix officiel de référence actuel (34 dollars par baril) et de fixer un plafond global de production de 17 à 17,5 millions de barils par jour. La Libye a également réclamé la tenue d'une telle conférence, dénonçant dans un communiqué *« le plan préparé par les cercles impérialistes pour forcer les pays producteurs à abaisser le prix de leur pétrole,* [qui] *est une conspiration ouverte pour saboter les espoirs et les ambitions des peuples de ces pays »*. Cette déclaration suivait une tournée du ministre libyen du pétrole dans les pays du Golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Quatar et Emirats arabes unis).

L'Equateur s'est, de son côté, déclaré favorable à une réunion préalable des pays membres de l'OPEP uniquement consacrée à la définition d'un plafond et de quotas de production, laissant de côté les problèmes liés aux prix. Le secrétaire général de l'OPEP, M. Marc Nguema, aurait, lui aussi, souhaité, samedi 12 février, dans une interview diffusée par la radio autrichienne, la réunion d'une conférence de l'OPEP *« le plus tôt possible »*, laissant entendre qu'il était possible qu'elle soit convoquée au cours de la dernière semaine du mois de février.

Ces demandes rencontrent apparemment peu d'écho parmi les pays du Golfe, qui continuent de laisser planer la menace d'une réduction des prix officiels, sans confirmer toutefois une révision quelconque en ce sens.







CONJONCTURE

M. BARRE AU « GRAND JURY R.T.L. - *LE MONDE* »

« Des agents économiques des acteurs économiques sont déconcertés, désorientés »

M. Raymond Barre était l'invité dimanche 13 février du « Grand Jury R.T.L. - *le Monde* ». Abordant en premier lieu la situation de l'économie mondiale, l'ancien premier ministre a déclaré : « *Je pense que la reprise que les Etats-Unis ont enregistrée à la fin de cette année se confirmera en 1984. Je crois qu'il y aura un délai entre la reprise américaine et la reprise en Europe, en particulier parce que les économies européennes doivent s'adapter encore, ce qu'elles n'ont pas fait jusqu'ici par rapport aux Etats-Unis. Le problème central est celui de l'économie allemande. Je pense que la situation s'éclairera en 1984.* »

La France a-t-elle des chances de profiter de cette reprise ? Non, répond M. Barre : « *Ce qui a été fait depuis deux ans écartera la France des chances de saisir la reprise dès qu'elle se produira. De cela, il faut être bien convaincu. Plus vite des efforts seront consentis pour maîtriser les déséquilibres, plus vite nous pourrons bénéficier d'une amélioration de la situation internationale.*

Pour M. Barre : « ... *Il s'agit de mettre en œuvre des politiques continues car, dans les circonstances très difficiles où nous sommes, on ne peut pas réussir sans une certaine continuité, ce qui n'est pas actuellement le cas en France.*

» *S'il n'y a pas continuité, s'il y a, tous les ans, un changement de politique, on observe une certaine désorientation des responsables de l'économie. A l'heure actuelle, en France, c'est bien, me semble-t-il, ce qui existe.*

» *Des agents économiques, des acteurs économiques, sont déconcertés, désorientés.*

» *Le gouvernement doit dire clairement quelle est sa politique.* »

Aux yeux de M. Barre, la tâche prioritaire doit être la réduction des déficits. Celui du budget, – *100 milliards de francs est un déficit insupportable*, – qui passe par une réduction des dépenses, celui des entreprises publiques, qui passe par la vérité des prix, celui enfin de la Sécurité sociale, qui suppose encore une réduction des dépenses mais aussi des recettes nouvelles. « *Lorsque les efforts sur les dépenses ne sont pas suffisants il faut recourir à des augmentations de cotisations mais des cotisations sur les ménages, non sur les entreprises. Nous ne pouvons pas nous priver de cette arme qu'est l'augmentation des cotisations. Nous devons cependant maintenir un système de solidarité. Mais, étant donnée l'augmentation du revenu par tête des Français, il est possible de leur demander un effort complémentaire, autrement dit accroître la responsabilité des citoyens dans le financement de la Sécurité sociale et parvenir à une plus grande personnalisation de la protection sociale.* »

Ces mesures entraineraient-elles une baisse du pouvoir d'achat ? « *Plutôt une baisse du niveau de vie* », estime l'ancien premier ministre.

Convaincu que l'un des grands problèmes de demain sera de réduire les charges qui pèsent sur l'ensemble de la population, M. Barre met en garde ceux qui pourraient être tentés par l'expérience américaine : « *Ne faisons pas de reaganisme !* »

Abordant le problème de l'endettement extérieur, M. Barre admet que « *les gouvernements précédents ont emprunté* », mais que ces emprunts « *étaient destinés à financer les investissements* », alors qu'actuellement « *on emprunte pour soutenir la monnaie* ». L'endettement actuel menace-t-il l'indépendance nationale ? « *En l'état actuel des choses, je ne crois pas que nous puissions déjà parler d'une limitation de notre indépendance, mais il est évident que lorsque l'on voit une dette extérieure s'accroître aussi rapidement, la marge de manœuvre que les autres vous prêtent est réduite.* », répond M. Barre. Faut-il avoir recours au protectionnisme pour réduire le déficit commercial ? Sur ce point, M. Barre est formel : « *Si nous introduisons le doigt dans des mesures protectionnistes, même provisoires, nous y passerons tout entier ! Ce pays ne pense qu'au protectionnisme ; je l'ai vécu, je sais les combats qu'il faut mener contre des milieux de toute orientation intellectuelle ou politique. Il est facile de plaire à l'opinion par des mesures protectionnistes ; ce serait une régression majeure pour la France. Il y a trop de milieux en France qui sont protectionnistes, et pire encore, mélinistes. Je crois que le devoir de tout gouvernement, en cette période de l'histoire, est de lutter avec la plus ferme détermination contre toute mesure protectionniste, quelle qu'elle soit.*

Un opposant résolu et raisonnable

Plus que les propos – sans surprise – de l'ancien premier ministre, c'est le ton qu'il a employé qui mérite qu'on s'y arrête. Résolument opposé à la politique menée par le gouvernement de M. Mauroy, inquiet des conséquences qu'elle pourrait avoir à terme sur le pays, M. Barre s'est cependant gardé de verser dans le catastrophisme trop souvent évoqué par l'opposition.

C'est ainsi qu'il s'est refusé à parler de limitation de notre indépendance à propos de l'endettement extérieur – même si le rythme de cet endettement le préoccupe à juste titre – et qu'il a admis « *qu'il y ait une perception pour un certain nombre de Français d'un certain progrès social* » bien qu'il estime que « *la générosité socialiste à crédit réserve pour l'avenir un certain nombre de mécomptes* ».

Pour le reste, M. Barre... reste barriste. Convaincu que la politique d'assainissement graduel qu'il a mise en œuvre, lorsqu'il était premier ministre, reste la seule possible, en dépit des piètres résultats obtenus en matière d'inflation et de chômage, il continue de penser que le salut passe par la correction des déséquilibres internes et externes. Pour y parvenir, M. Barre ne dispose pas de recettes miracles, et s'il plaide en faveur d'une réduction des dépenses, il n'exclut pas une augmentation de l'impôt et des cotisations sociales des ménages qui, immanquablement, entraînerait, à défaut d'un recul du pouvoir d'achat, auquel il est opposé, une baisse du niveau de vie. La formule est quelque peu ambiguë. Une telle politique, faute d'une réforme fiscale profonde, est-elle compatible avec la réduction des inégalités, qui demeurent fortes en France

Nul doute que M. Barre, qui a manifestement voulu apparaître comme un opposant résolu et raisonnable, est conscient de ce problème. Sa mise en garde contre le « *reaganisme mal digéré* » prend alors figure de symbole. – Ph. L.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –
$ E.-U.	6,8560	6,8590	+ 180	+ 215	+ 410	+ 480	+1190	+1310
$ can.	5,5955	5,5995	+ 110	+ 150	+ 270	+ 335	+ 850	+ 965
Yen (100)	2,9030	2,9060	+ 125	+ 145	+ 280	+ 320	+ 905	+ 975
DM	2,8320	2,8345	+ 140	+ 165	+ 325	+ 365	+1010	+1075
Florin	2,5625	2,5645	+ 145	+ 165	+ 330	+ 365	+1010	+1075
F.B. (100)	14,3910	14,4020	– 175	– 35	– 325	– 70	– 900	– 465
F.S.	3,3935	3,3985	+ 255	+ 280	+ 570	+ 615	+1600	+1695
L (1 000)	4,9180	4,9220	– 365	– 280	– 775	– 655	–2110	–1925
£	10,5270	10,5360	+ 60	+ 140	+ 270	+ 400	+1135	+1345

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 5/8	9	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/4	9 1/4	9 5/8
DM	5 1/2	5 7/8	5 9/16	5 15/16	5 9/16	5 15/16	5 9/16	5 15/16
Florin	4 3/4	5 1/4	4 9/16	5 3/16	4 9/16	5 3/16	4 5/8	5 1/4
F.B. (100)	11	13	13 1/8	14 1/8	13 1/4	14 1/4	13 5/8	14 5/8
F.S.	7/8	1 5/8	2 3/16	2 13/16	2 5/16	3	3 1/2	3 5/8
L (1 000)	17	19	20 1/4	22 1/4	21	22 3/8	21 1/4	22 1/4
£	11	11 3/4	11	11 5/8	10 7/8	11 3/8	10 5/8	11 1/4
F. franç.	14 1/4	16 1/4	19 3/4	21	22 1/4	23 1/2	21 1/4	22 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

LES CONFLITS DE L'AUTOMOBILE

La C.G.T. menace de recourir à la grève à Citroën-Aulnay en cas de licenciement de ses délégués

Situation d'attente dans les conflits de l'automobile de la région parisienne. A Citroën-Aulnay, la direction doit encore entendre, ce lundi 14 février, pour des entretiens préalables, trois des vingt-six salariés contre lesquels elle a décidé d'engager une procédure de mise à pied. Samedi, une assemblée de militants et de « *délégués de chaînes* » C.G.T. de Citroën-Aulnay a décidé le principe d'une grève si la direction licencie effectivement des responsables et des syndiqués cégétistes. Mais les modalités de cet éventuel arrêt de travail n'ont pas été déterminées. Dans un tract au personnel, les techniciens et cadres C.G.T. estiment que « *le maintien de la menace de licenciement d'Akka Ghazzi, secrétaire du syndicat C.G.T. de Citroën-Aulnay, et d'autres militants est une menace contre l'entreprise et ses salariés. Ensemble, nous devons empêcher que de tels actes soient commis et favoriser la détente.* »

Chez Chausson, à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), la situation reste tendue, le conflit étant entré dans sa cinquième semaine. Après avoir refusé vendredi 11 février les « *ultimes propositions* » de la direction, les O.S. ont décidé de poursuivre la grève.

Pendant le week-end, la direction a fait constater par huissier le démontage par les piquets de grève des pupitres de commande des presses. Lundi, tandis que les agents de maîtrise manifestaient dans l'usine parallèlement aux grévistes, des négociations se sont engagées à la direction départementale de l'emploi entre la direction et les syndicats sur l'indemnisation des jours de grève.

● **Le S.N.P.M.I. rejette l'accusation de « séquestration » de deux inspectrices du travail.** – A la suite des événements survenus le 10 févriers à Cluses, en Haute-Savoie, où deux inspectrices du travail avaient été retenues par des militants du S.N.P.M.I. (*le Monde* du 12 février), M. Gérard Deuil « *dénonce fermement l'interprétation qui en a été faite et l'accusation de séquestration* ». Dans un communiqué, le président du S.N.P.M.I. affirme qu'« *il a donné pour consigne aux adhérents du S.N.P.M.I. d'exiger seulement de la part des inspecteurs du travail qu'ils respectent les lois élémentaires de l'éducation en prenant rendez-vous avant de se rendre dans son entreprise* ».

● **M. Menu se prononce en faveur d'une « table ronde » des partenaires sociaux.** – Intervenant le 12 février à Rennes, à l'assemblée de l'union départementale d'Ille-et-Vilaine de son syndicat, le président de la C.G.C. a souligné que « *les cadres n'accepteront des sacrifices en 1983 qu'à deux conditions : s'ils sont équitablement répartis et s'ils ne servent pas à boucher des trous mais à servir un véritable dessein industriel* ». M. Jean Menu renouvellera, le 17 février, lorsqu'il sera reçu par M. Mitterrand, sa proposition d'une « table ronde » de tous les partenaires sociaux « *afin de déterminer comment doit être réparti entre tous l'effort de solidarité* ».

LE PREMIER CONGRÈS DU COMITÉ NATIONAL C.G.T DE DÉFENSE DES CHOMEURS

Réunir et aider ceux qui sont « tentés par la déception »

Le premier congrès du comité national C.G.T. de défense des chômeurs s'est tenu porte de Montreuil à Paris, les 10 et 11 février 1983. Il a réuni 280 délégués, dont près de la moitié représentait des comités locaux de chômeurs, créés depuis 1979 dans 50 départements et qui regroupent, selon la C.G.T., 20 000 adhérents. A l'issue de ce congrès, M. Christian Forgeot a été élu secrétaire général du comité national.

Après avoir témoigné des difficultés qui sont celles des « travailleurs privés d'emplois », et en particulier des catégories les plus touchées – jeunes, femmes, immigrés, et personnes de plus de cinquante ans – les délégués ont développé les initiatives locales engagées pour trouver des emplois, faciliter l'indemnisation, améliorer l'information des chômeurs.

Une charte revendicative a été élaborée, dont les principaux points ont été repris dans l'intervention que M. André Deluchat, secrétaire de la C.G.T., a prononcé à la place de M. Krasucki (en raison du décès de sa mère, celui-ci n'a pas assisté aux travaux) : « *Exigence fondamentale d'un minimum équivalent au SMIC, garantie d'une protection sociale sans restriction ni condition de durée (...), réductions de tarifs pour l'accès aux services collectifs (...), formation professionnelle ouverte à tous et adaptée aux besoins* » et amélioration des services rendus par l'A.N.P.E. et les ASSEDIC.

A ce propos, une lettre de protestation a été adressée à M. Bernasconi, président de l'UNEDIC, contre la fermeture, certains jours de la semaine, des ASSEDIC dans la région parisienne.

Mais l'essentiel est sans doute la volonté de la C.G.T. de créer un mouvement qui s'intègre le plus possible dans la structure de la confédération afin de rapprocher les actions entreprises par les comités locaux de chômeurs et celles des travailleurs actifs. Cette coopération devra aussi se manifester à l'échelon local, pour accroître l'implantation des comités de chômeurs, qui n'existent actuellement que dans deux cents localités : « *Nous avons l'ambition d'aboutir, dans tout le pays, à une forte implantation des comités de chômeurs* », a déclaré M. Deluchat.

L'enjeu est donc de réunir ceux qui, « *notamment parmi les chômeurs, peuvent être tentés de se laisser aller à la déception, ou sanctionner ce qui ne pas pas assez vite et assez loin à leur gré. Notre action passée et présente nous autorise à leur dire qu'il ne faut pas faire le jeu de leurs pires adversaires* », a souligné le dirigeant cégétiste.

M. André Deluchat a annoncé à la fin des travaux que M. Mauroy recevra prochainement une délégation du comité national.

● **Stabilité à un niveau élevé des défaillances d'entreprises en janvier.** – 1 756 entreprises ont été défaillantes en janvier contre 1 678 en décembre, 1 714 en novembre et 1 825 en octobre. Cette série s'écarte donc peu d'un chiffre moyen de 1 700 à 1 800 défaillances par mois. Au niveau sectoriel, l'INSEE note que le nombre de défaillances a tendance à croître dans l'industrie, principalement dans la production de biens intermédiaires, et dans le commerce de détail.

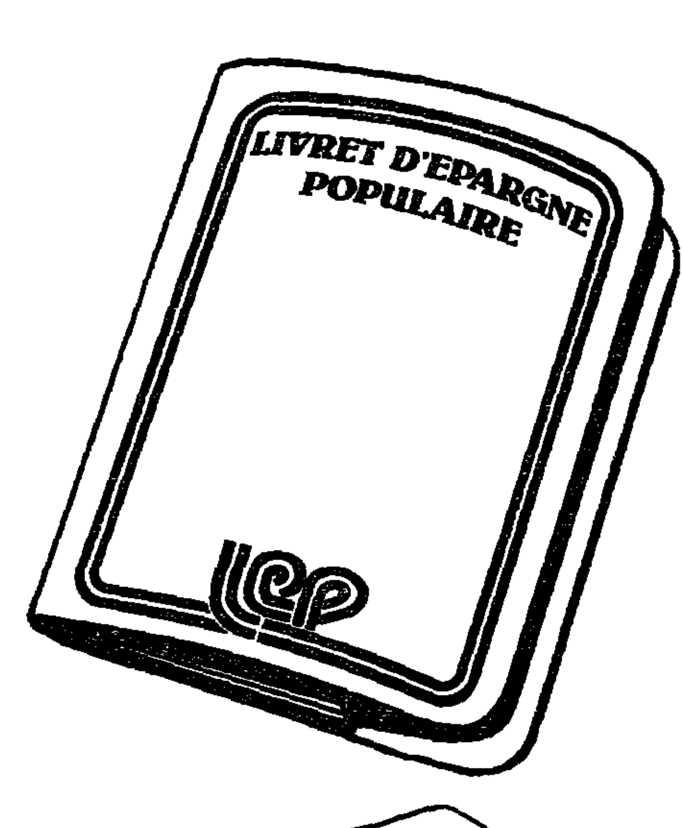
LIVRET D'EPARGNE POPULAIRE
UNE GRANDE IDEE
POUR
LES PETITES ECONOMIES.

Qui peut bénéficier d'un Livret d'Épargne Populaire ?
Le Livret d'Épargne Populaire a été créé pour protéger les petites économies, pour protéger l'argent durement gagné. Si vous ne payez pas d'impôts sur le revenu, ou si vous avez payé moins de 1.130 francs, vous avez droit au Livret d'Épargne Populaire.

Quelle garantie pour vos économies ?
Avec un Livret d'Épargne Populaire, vous êtes sûr de mettre vos économies à l'abri. Vos économies vous rapportent, en effet, un intérêt garanti de 8,5 % exonéré d'impôts et un complément vous est versé, s'il y a lieu, pour en protéger intégralement la valeur.

Combien peut-on déposer par livret ?
Désormais, vous pouvez déposer jusqu'à 20.000 francs par Livret, soit 40.000 francs par ménage puisque, dans un ménage, les deux conjoints peuvent bénéficier d'un Livret d'Épargne Populaire.

Où s'adresser pour ouvrir un Livret d'Épargne Populaire ?
Renseignez-vous à la Poste, dans les Caisses d'Épargne ou auprès de votre banque habituelle.



L'ARGENT DUREMENT GAGNE ENFIN GAGNANT.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

SOCIAL

LA PRÉPARATION DU IXe PLAN

Emploi et protection : le temps des sacrifices

Y aura-t-il un plan de rigueur en 1983 ? Ici, on a critiqué le trouble-fête qu'aurait été M. Edmond Maire en lançant cette hypothèse sous prétexte qu'à la veille des élections municipales il faussait le débat politique, comme si l'économique et le social devaient disparaître de la scène démocratique quand il faut se rendre aux urnes. Là, on s'est félicité de cette intervention qui permettait de lancer de nouvelles flèches contre la majorité sans réellement élargir et approfondir le débat.

Rarement on s'est posé les questions : pourquoi ? comment ? Et, surtout, on ne s'est guère demandé ce qui arriverait après 1983. Une nouvelle fois, s'est révélé ce défaut permanent d'une partie de la classe politique et syndicale de ne raisonner qu'au présent ou au futur immédiat.

Or, les représentants de toutes les catégories socio-professionnelles qui participent à la préparation du IXe Plan (1984-1988) savent bien que, pour éviter, dans les années à venir, une trop grave dégradation du niveau de vie, de l'emploi et de la protection sociale, il faudra conjuguer au futur permanent solidarité accrue, certes, mais aussi rigueur et parfois austérité.

Les rapports préparatoires au IXe Plan ne contiennent, il est vrai, que des propositions, des esquisses que le gouvernement devra trier ou afficher. Ils constituent cependant des travaux pratiques qui, tous, démontrent la nécessité d'adapter un langage plus réaliste et une politique plus ferme, n'excluant pas des mesures en faveur des plus démunis.

Relever le défi du chômage

Trois rapports sur la « *protection sociale* », « *l'emploi au cœur du IXe Plan* » et « *emploi, revenus, solidarité* » sont autant d'invitations à de sévères remises en cause. De ces travaux pratiques, ne prenons que les prévisions et projets sur le chômage, la durée du travail et la protection sociale.

● *Emploi et durée du travail :* les estimations démontrent que ce serait une erreur de laisser croire que la rigueur pourra s'estomper après 1983. Pour éviter un accroissement important du nombre de chômeurs au cours du IXe Plan, c'est-à-dire empêcher qu'il y ait trois millions de chômeurs en 1988, il faudra se serrer la ceinture. Il faut que le IXe Plan mette en place « *une stratégie cohérente, économique et sociale qui permette le reflux net et durable du nombre des chômeurs. Cela ne peut se faire sans effort ni sacrifices* », conclut l'« intergroupe emploi » du commissariat au Plan, dans sa première phase d'études préparatoires au IXe Plan.

Les faits sont là : l'objectif fixé – pour le plan intérimaire de deux ans 1982-1983 – « *stabiliser le chômage, puis inverser les tendances ne sera pas atteint* » ; les « scénarios », même lorsqu'ils intègrent une réduction importante des horaires hebdomadaires (35,3 à 35,9 heures en 1988) se traduisent par « *une nouvelle montée du chômage* » : « *aucun scénario ne laisse apparaître la perspective d'une stabilisation et* a fortiori *d'une réduction du chômage* »... Selon les hypothèses, la population à la recherche d'un emploi augmenterait de 360 000 à 510 000 de 1982 à 1988. Dès lors, il ne s'agit pas de sombrer dans le catastrophisme, mais d'examiner les moyens d'empêcher cette évolution.

Pour éviter l'aggravation du chômage, il importe donc de relever le défi et l'« *ampleur de ce défi* » doit être soulignée, car il implique « *des changements de structure, de comportement, de mentalité* »... Il implique surtout une rigueur maintenue au fil des années. Or, cette rigueur – le rapport parle plutôt de sacrifices – ne concerne pas seulement des dirigeants d'entreprise et des cadres « *mais aussi des salariés, des fonctionnaires, des enseignants et peut-être aussi des demandeurs d'emploi et des jeunes* ».

Concrètement, il s'agit de davantage « *intégrer les deux dimensions* « *investissements-production-compétitivité* » et « *emploi, organisation du travail, formation* ». Réduire la durée du travail certes, mais à condition de l'« *associer à un partage du travail* », de tenir compte de la nécessité d'utiliser davantage les machines et de « *maintenir les capacités de production* » afin de « *dégager des gains de productivité* ». Autrement dit, c'est bien de rigueur aussi qu'il faut parler, le rapporteur employant le terme d'un « *nouvel horaire de solidarité des trente-cinq heures* ». Autres solutions d'accompagnement : développer le « *temps partiel* », notamment pour les jeunes et les salariés âgés, et les horaires courts (trente-deux heures) avec comme conséquence un salaire amoindri.

Améliorer le droit à la retraite ? Oui, mais en revenant peut-être sur le critère adopté par le gouvernement – celui de l'âge – « *en adoptant celui du droit à la retraite quel que soit l'âge* », selon la durée d'activité professionnelle, c'est-à-dire après « *quarante puis trente-neuf, puis trente-huit années de travail et de cotisations* ». Le rapport propose aussi ce que certains ont en vain conseillé, « *la retraite progressive* » qui « *devrait être encouragée sur des bases plus incitatives.* »

● *Protection sociale.* – Lorsqu'on accepte de regarder en face les estimations pour 1983-1988, là aussi, les scénarios démontrent qu'il sera nécessaire d'être rigoureux. Selon leurs prévisions les plus favorables pour l'emploi – le scénario AZ – et en dépit d'une certaine maîtrise des dépenses de santé, on constate que le besoin de financement des régimes de Sécurité sociale serait de 10 milliards de francs 1981 par an. Autrement dit, pour assurer l'équilibre, il faudrait majorer les cotisations de 0,8 point par an déplafonné ou encore, si l'on opte pour des taxes, accroître de 0,3 point de PIB les prélèvements obligatoires. Face à ce scénario, jugé « *optimiste* », existe une autre estimation – scénario EZ – qui évalue le déficit annuel de la Sécurité sociale à 1,5 point du PIB par an ! (1).

Un effort contributif supplémentaire

Quelles que soient les hypothèses, les rapporteurs concluent donc à la *nécessité de serrer les écrous si l'on* veut respecter la promesse présidentielle de ne pas accroître les prélèvements obligatoires. *Mais les conclusions se rejoignent toutes* : les sacrifices seront nécessaires, un effort contributif supplémentaire sera sans doute inévitable et, dans tous les cas, il faudra veiller, pour que cette rigueur soit acceptée, qu'elle soit réalisée dans la clarté et avec le souci de préserver les plus démunis. Rejetant les scénarios les plus austères « *d'une rigueur irréaliste* » car ils entraîneraient une réduction de certaines prestations en pénalisant les défavorisés sans réduire fortement le chômage, le rapport « *Emploi, revenu, solidarité* » propose de « *réexaminer sans complaisance des privilèges devenus injustifiés* » et de « *mieux répartir les charges sociales* » afin de « *concilier la solidarité avec le dynamisme économique et social* ».

Insistant sur l'urgence d'une politique globale, il préconise notamment :

– non pas d'abandonner le SMIC mais de le lier à une politique de salaires « binômes » pour ne pas écraser la hiérarchie ouvrière ;

– réguler l'offre de soins, responsabiliser les médecins et les collectivités locales ;

– modifier le minimum vieillesse pour le transformer en allocation forfaitaire accordée à tous sous forme de crédit d'impôt, avec en contrepartie un allégement des cotisations ;

– inclure les retraités dans l'effort par « *une réforme des modalités de revalorisation des pensions* » afin de ne pas les indexer totalement sur les salaires ;

– procéder à une « *refonte fondamentale du prélèvement social* » en remplaçant une partie des cotisations par une « *contribution proportionnelle sur tous les revenus* ».

C'est ainsi que non seulement les prestations familiales, mais aussi les prestations « maladie » en nature et les allocations forfaitaires (retraite-chômage) – finalement tout ce qui n'obéit pas aux règles de l'assurance – devraient être financées par tous les citoyens qui ont un revenu : le salaire, mais aussi les indemnités et primes des fonctionnaires (11 % de leur revenu) qui ne sont pas soumis à cotisation, ainsi que les revenus fonciers, les valeurs mobilières, les indemnités journalières « maladie », les retraites, etc.

Finalement, au-delà de certaines économies – nécessaires et possibles (2), – l'objectif de ces divers rapports est triple : protéger l'investissement et dynamiser l'industrie en allégeant ses charges ; faire mieux et non pas plus en matière de protection sociale ; convaincre les plus riches qu'ils sont encore favorisés par rapport aux Américains, aux Allemands, aux Suédois et les amener – salariés et surtout non salariés – à admettre qu'un partage des revenus est *nécessaire* pour sauver l'essentiel. Au total, la rigueur, mais une rigueur relative si l'on veut bien regarder *ce qui se passe chez les voisins* ; une rigueur d'une durée plus longue que prévu, certes, mais réaliste, si on veut éviter la vraie catastrophe dans quatre ou cinq ans.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) En 1981, le PIB atteignait 3 094 milliards de francs, et les prestations sociales reçues par les ménages 778 milliards de francs (soit 25,2 % du PIB contre 18,33 % en 1973).

(2) Selon le rapport « La santé choisie », les sommes gaspillées dans le système de santé – et qu'on peut réduire – « *ne sont pas négligeables : 5 à 8 milliards de francs* » (accumulation d'examens, hospitalisations critiquables, certaines prescriptions médicales, recours excessif aux praticiens, etc.).

La C.S.L. contre la C.G.T.

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris a examiné, vendredi 11 février, un différend opposant les syndicats C.S.L. et C.G.T. à propos de Citroën à Aulnay. Au nom de la Confédération des syndicats libres (C.S.L.), Me Jean Pirche réclamait 10 000 F de dommages et intérêts pour les injures contenues dans un article paru le 3 mai dans *la Vie ouvrière*, organe de la C.G.T. Cet article de Mme Yvette Donnas rapportait des propos prêtés à des travailleurs en grève déclarant que « *...les nervis de la C.F.T.-C.S.L., ces mouchards, ces provocateurs (...), sont toujours aussi arrogants...* ». Plaidant en faveur de M. Henri Krasucki, directeur de la publication, et de l'auteur de l'article, Me Nicole Dreyfus a sollicité leur relaxe en invoquant l'excuse de la provocation : de nombreux tracts de la C.F.T. puis de la C.S.L., distribués à Aulnay, n'étaient-ils pas rédigés *en termes injurieux envers* la C.G.T. ? Le tribunal d'instance d'Aulnay n'a-t-il pas annulé à plusieurs reprises les élections syndicales chez Citroën ?

Jugement le 11 mars.

LE PREMIER ANNIVERSAIRE DES COMITÉS LOCAUX POUR L'EMPLOI

L'exemple breton : un certain succès malgré le manque de moyens financiers

De notre envoyée spéciale

Brest. – Les comités locaux pour l'emploi (C.L.E.) créés le 27 janvier 1982 ont un an. En Bretagne, la formule a connu un certain succès. Mais on mesure aujourd'hui les limites de ces structures.

« *Une petite entreprise d'Auray qui avait un bail précaire a failli fermer récemment. On a pu résoudre l'affaire au sein du comité local. Auparavant, il n'existait pas réellement de ces lieux où se règlent les conflits.* » La remarque de M. Dominique Pinard, responsable du comité du pays d'Auray, est un bon exemple du travail d'information et de... confrontation accompli dans le cadre des « C.L.E. ».

« *Dès leur création officielle, les comités locaux pour l'emploi se sont multipliés en Bretagne. On est, dans la région, habitués à parler en termes de « pays »*, affirme M. Dominique Gastard, chargé de mission à la direction régionale du travail et de l'emploi. D'autre part, la Bretagne est elle-même très décentralisée puisque les deux seules grandes villes sont Rennes et Brest (200 000 habitants).

Pas étonnant donc qu'on dénombre aujourd'hui 27 comités, dont une dizaine non reconnus officiellement car ils ne répondent pas aux critères fixés par le ministère du travail (correspondre à un « bassin d'emplois », être composé de salariés, élus, employeurs), signe que la structure est jugée utile. Les secteurs où la vie locale était déjà organisée ont été les premiers à s'inscrire : outre Rennes et Brest, le pays Méné (communes agricoles du centre Bretagne), Douarnenez, Concarneau, pays de Redon, Lannion (cité en exemple dans les bureaux et les fascicules parisiens). Parfois, la création d'un comité dépend de la volonté d'un élu (de la majorité ou de l'opposition) ; son personnel est bénévole, son siège à la mairie.

« *Les C.L.E. ont accompli un travail officiel d'information et de mise en place des mesures gouvernementales* », affirme M. Gastard. Brest et Rennes ont les courroies de transmission pour les contrats de solidarité : bilan, 2 183 emplois potentiels créés à Rennes en 1982, 1 666 à Brest. Les actions en faveur des jeunes de seize à dix-huit ans prennent aujourd'hui le relais un peu partout. Mais l'intérêt de ces structures aura sans doute été l'élaboration concertée de propositions précises afin de résoudre les difficultés des économies locales.

A Brest, des commissions définissent les implications économiques de la vocation maritime de la ville affirmées par la mairie. A Rennes, un groupe de travail s'est spécialisé dans le « *bâtiment et travaux publics* » et a organisé une vaste campagne d'information jusque dans les autobus, récapitulant les aides prévues, les programmes disponibles, les possibilités offertes pour la réhabilitation, les économies d'énergie. A Vitré, on définit les besoins des entreprises dans certains domaines techniques. A Lannion, on met au point un plan de promotion de l'industrie du granit. A Redon, où sont battus les records nationaux du chômage, on fait des propositions de formation professionnelle pour les employés licenciés.

Les limites

Mais les limites des comités locaux sont rapidement apparues. D'abord, tout le monde ne joue pas le jeu. Si la C.F.D.T. accepte son rôle de partenaire, « *les autres syndicats se font tirer l'oreille et des patrons traînent les pieds* », affirme M. Pinard, qui reconnaît néanmoins le rôle qu'a joué le comité : « *Il a dédramatisé systématiquement les relations ; les participants ont appris à travailler ensemble, à condition, bien sûr, de ne pas faire des réunions où 200 personnes sont présentes, comme il en a existé dans les grandes villes.* »

Seconde pierre d'achoppement, les comités locaux manquent de moyens. « *Avec 20 F de cotisation par adhérent et 60 participants, on ne va pas loin* », fait-on remarquer dans une petite commune. Les comités des grandes villes peuvent mener des actions relativement coûteuses (d'autant que les municipalités de Rennes et de Brest sont socialistes). La mairie prend à sa charge les frais d'installation et de fonctionnement, finance en partie une campagne d'information, etc. Dans la capitale bretonne, d'autre part, le comité dépend largement du Centre d'études économiques et sociales du pays de Rennes.

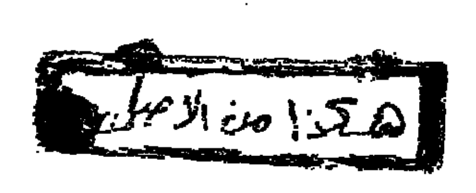
En tout état de cause, seul un organisme de décision doté de réels moyens financiers peut assurer le bon fonctionnement des comités. Sans le syndicat intercommunal du pays d'Auray – Expanlor – (à Lorient), le comité d'expansion économique du pays du Méné, etc., que seraient les comités locaux bretons ?

Reste à savoir si les politiques qu'ils ont définies seront prises en compte par les diverses instances économiques et s'ils trouveront des moyens de réalisation. C'est à ce prix que tous ceux qui ont participé à leurs travaux ne seront pas déçus.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

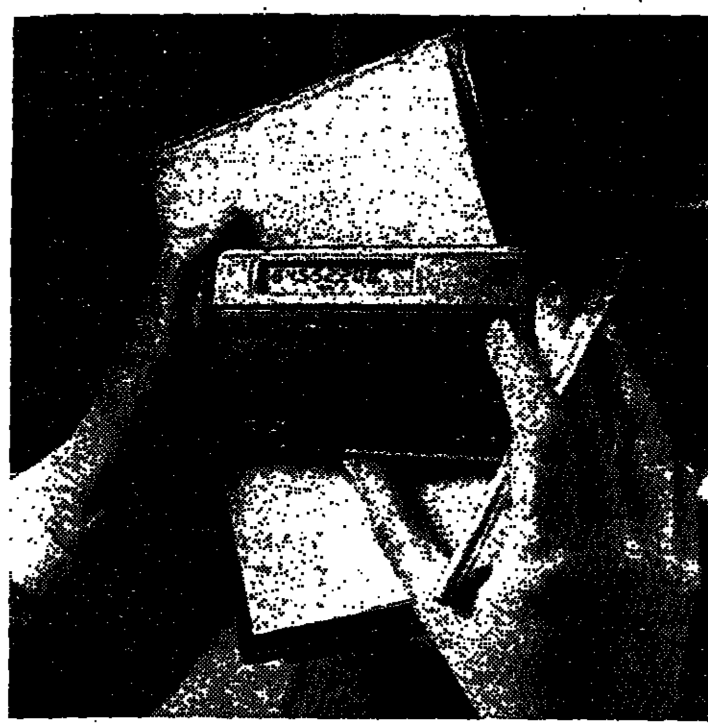




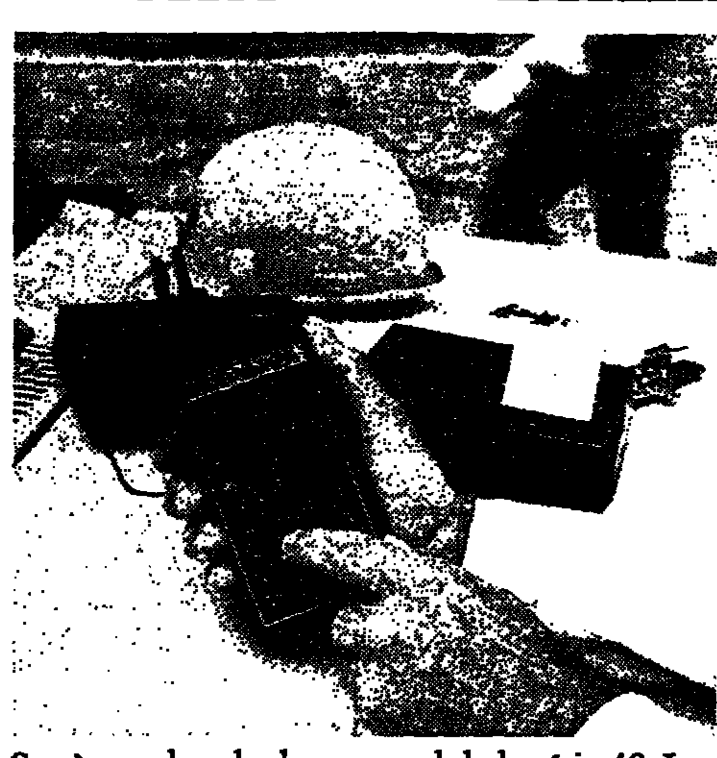


هكذا من الأصل

Ordinateurs personnels : choisir le bon outil.



Calculateur professionnel série 10. Existe en version "gestion" et en version "calculs mathématiques et techniques".



Systèmes de calcul personnel de la série 40. Les astronautes de la navette spatiale Columbia en ont utilisé un pour leur navigation. Il existe 5.999 autres programmes.



Ordinateurs portatifs de la série 70. Fonctionnant sur batterie avec une mémoire extensible, ils peuvent faire, partout, tout ce que fait un ordinateur de table.



Ordinateurs de la série 80. Offrent un très grand nombre de possibilités : graphiques, tableaux grand format, gestion de fichiers et communication n'en sont que quelques aspects.



Ordinateurs de bureau de la série 100. Associent la puissance de traitement de mots, nombres ou graphiques, la capacité d'accès aux fichiers d'un ordinateur central, à la simplicité d'un ordinateur personnel.



Ordinateurs techniques personnels de la série 200. Leur architecture 16 bits offre aux ingénieurs et aux techniciens la puissance dont ils ont besoin, plus toutes les possibilités de dessin, calcul et de tests, dans un volume très réduit.



Si tout le monde faisait le même métier, tout le monde pourrait utiliser le même ordinateur personnel. Cependant, chacun souhaite un ordinateur adapté à ses besoins.

C'est pourquoi, nous avons élaboré la plus large gamme d'ordinateurs personnels – du calculateur de poche à l'ordinateur de table super-puissant – pour donner à chacun la possibilité de choisir l'outil qui lui convient.

Nous y ajoutons nos 15 ans d'expérience en informatique, un réseau de 21 bureaux commerciaux en France et un réseau de distributeurs. Parce qu'une partie de notre métier consiste à faciliter le vôtre.

Pour en savoir plus ou pour recevoir notre nouvelle brochure "Choisir le bon outil", envoyez votre carte de visite à Hewlett Packard Service Documentation, 91947 Les Ulis Cedex, ou téléphonez-nous (6) 907.78.25.

Les moyens de l'ambition.



RÉGIONS

A PROPOS DE...

LA PUBLICATION DES RÉSULTATS DU RECENSEMENT

Vérité démographique en Corse

La population officielle de la Corse est de 240 178 habitants. La publication des résultats du recensement de 1982, intervenue un mois après celle des autres régions françaises, est cependant à marquer d'une pierre blanche. Pour la première fois, en effet, depuis 1921, on note une concordance entre la population réelle et la population officielle de l'île.

Entre ces deux dates, au contraire, s'était instaurée une *pratique des recensements* « négociée » entre la direction régionale de l'INSEE, à Marseille, et les maires insulaires, soucieux de masquer le recul démographique *de leurs communes. Ainsi*, en 1975, on avait « recensé » 320 000 habitants, puis la population officielle avait été fixée à 290 000, mais seulement *227 000 habitants résidaient* réellement en Corse.

Depuis l'installation à Ajaccio, en janvier 1976, d'une antenne corse de l'INSEE, des efforts importants ont été réalisés pour rendre crédibles les statistiques. Allait-on recommencer, en 1982, les fautes de 1975 ? A l'image de ce qui avait été fait pour la révision approfondie des listes électorales, le ministère de l'intérieur et de *la décentralisation* a, dès janvier 1982, clairement manifesté sa volonté d'éviter de nouveaux dérapages. Mais malgré une campagne d'information sur la signification du recensement, des circulaires préfectorales *apaisant les maires et* les adjurant de jouer le jeu, il s'en est fallu de peu pour que l'échéance de 1982 ne soit qu'une « reprise » de 1975.

Pour rendre en recensement toute sa crédibilité, l'INSEE a *procédé, à l'automne 1982*, à une enquête complémentaire de contrôle dans un logement sur quatre et c'est à partir d'un *« faisceau d'informations »*, selon l'expression de M. Alain Vienot, directeur du service régional de l'INSEE en Corse, qu'ont été établis les chiffres définitifs.

Plusieurs maires, notamment ceux d'Ajaccio, de Bastia et de Sartène, *ont vivement réagi* à l'annonce de la publication de ces chiffres, contestant la qualité du travail de l'INSEE, mais les commissaires de la République, à *qui appartenait l'arbitrage, ont* généralement tranché en faveur de l'Institut de la statistique. Cela n'a pas été toujours facile car, aux *problèmes démographiques*, s'est greffée la question des élections municipales et plusieurs communes ont vu le nombre de *leurs conseillers* municipaux diminuer en fonction de la chute de population de leur commune.

Mais comment va la Corse, que l'on dit l'île la plus vieille et la plus vide de Méditerranée ? *Entre 1975 et 1982, la population* a augmenté de plus de 12 000 habitants. Ce gain n'est pas dû au solde naturel (moins 136) mais aux mouvements *migratoires. Il y a eu l'arrivée* massive de travailleurs immigrés, mais aussi les retours de Corses au pays, ainsi que l'arrivée de continentaux. Ce taux de crois*sance annuel de 0,8 % de la* population place la Corse en quatrième position, après le Languedoc-Roussillon, Provence Alpes-Côte d'Azur et les Pays de *Loire*.

Autre caractéristique de la démographie *insulaire : la croissance* des deux villes, Ajaccio et Bastia et de leurs banlieues, qui concentrent à elles seules plus de la moitié de la population *totale, tandis que les zones* rurales de l'intérieur continuent de se vider.

DOMINIQUE ANTONI.

TRANSPORTS

Des « montmartrobus » à l'assaut de la Butte

On n'avait pas vu cela depuis cent cinquante ans sur la butte Montmartre : une ligne de transport en commun escaladant la colline. *Le célèbre* funiculaire peinturluré de blanc et vert, qui, depuis 1831, inlassablement, deux cent fois par jour, hisse les touristes vers le Sacré-Cœur, a *enfin des cousins sur pneumatiques*. Des minibus de dix-sept places joignent désormais la mairie du 18e arrondissement à la place Pigalle en desservant la place du Tertre. Les citoyens de la commune libre ont aussitôt baptisé « montmartrobus » ces petits engins ripolinés de blanc qui s'arrêtent à la demande et permettent aux montagnards de la Butte de « descendre en ville ».

L'inauguration de la ligne a donné lieu, vendredi 11 février, à une véritable fête.

Il est vrai que les habitants récla*maient depuis longtemps* des moyens de transport en commun qui font cruellement défaut sur ces hauteurs. Craignant pour son compte d'exploitation, la R.A.T.P. renâclait. Deux mille signatures, rassemblées par les associations sur une pétition, ont fini par la faire céder. Prudent, *M. Claude Quin, président de la Ré*gie, a indiqué qu'il ne s'agissait encore que d'une *« expérience de six mois »*.

Les autres projets de la R.A.T.P.

M. Claude Quin *a profité de l'eu*phorie générale pour énumérer les projets de son entreprise et formuler quelques souhaits. Certaines zones des 13e, 18e, 19e et 20e arrondisse*ments sont, à l'instar de la Butte*, mal desservies par les transports en commun. La R.A.T.P. compte y porter remède en ouvrant de nouvelles lignes de bus, de taille normale ceux-là. *Les cabines automatisées* du système Aramis vont être expérimentées sur une portion de la voie de petite ceinture. Si l'essai est concluant, une liaison Aramis sera établie entre les deux pôles de la *future* Exposition universelle, c'est-à-dire le 15e et le 13e arrondissement. Quant aux bus du P.C., qui roulent difficilement sur les boulevards extérieurs, on *compte leur of*frir un couloir réservé et protégé par un petit muret des incursions des automobiles.

La première application de cette innovation aura lieu dans les 15e et 17e arrondissements, puis on étendra le système à tous les boulevards des maréchaux en 1984.

En revanche, il n'est pas question d'allonger encore les 110 kilomètres de couloirs réservés aux bus dans Paris. *« Il faut d'abord*, a dit M. Quin, *qu'on les rende efficaces en les débarrassant des voitures qui y stationnent abusivement. Gagner 3 kilomètres à l'heure en vitesse commerciale pour nos bus ferait économiser à la R.A.T.P. 400 millions de francs par an. »* La balle est donc dans le camp des responsables de la circulation.

Enfin, M. Quin a annoncé que le compte d'exploitation de la R.A.T.P. avait été positif en 1982 — comme il l'avait *été en 1981*. Un doublé. Cela non plus, on ne l'avait pas vu depuis bien longtemps... — M.-A. R.

Le trafic aérien en 1982 a plus augmenté au départ de la province qu'au départ de Paris

Le trafic de passagers des aéroports de la France métropolitaine s'est accru de 4,4 % en 1982 par rapport à 1981, soit à un rythme nettement inférieur à celui des années précédentes (+ 7,2 % en moyenne entre 1977 et 1981).

L'Union des chambres de commerce et établissements gestionnaires d'aéroports (UCCEGA), qui publie ces résultats, observe toutefois que l'évolution de l'activité a été très variable selon les plates-formes. Les aéroports parisiens ont ainsi vu leur trafic augmenter de 3,9 % seulement contre 5 % pour l'ensemble des soixante-dix-huit aéroports provinciaux qui reçoivent plus de mille passagers par an.

Parmi ces derniers, la meilleure part *de croissance est revenue aux aéroports* de moyenne importance — Montpellier (+ 14 %), Pau (+ 18 %), Brest *(+ 12,9 %) — alors que les cinq* « grands » (Lyon, Marseille, Nice, Toulouse et Bordeaux) ne progressent globalement que de 5 % , en partie d'ailleurs grâce au bon résultat de Toulouse (+ 12 %), tandis que, sous l'effet du T.G.V., Lyon voyait son trafic stagner autour de 2,8 millions de passagers.

L'UCCEGA note encore que certains aéroports enregistrent une forte progression, *due à la mise en place de* nouvelles dessertes (Avignon a augmenté sa fréquentation de 290 % à la *suite de l'ouverture d'une ligne vers* Lyon).

Pour d'autres encore, les augmentations de trafic sont la conséquence d'une amélioration du service : il en est ainsi à Béziers (+ 17 %), à Brive (+ 22 %), ou encore à Chambéry (+ 32 %). En revanche, là où le service s'est dégradé, la clientèle s'est raréfiée, comme à Agen (— 23 %), ou Carcassonne (— 42,5 %). Les résultats des aéroports de l'est de la France reflètent, pour leur part, les difficultés qu'a connues la compagnie régionale Air Alsace avant sa reprise par TAT : Metz a perdu 7,3 % de passagers, Nancy 5,3 % , Belfort 9,4 % et Colmar 13,1 %.

Devant la tendance générale du trafic au *« tassement »*, l'UCCEGA se demande *« si l'année écoulée ne marque pas un tournant dans l'évolution du transport aérien français »*.



Venez avec nous sur notre île paradisiaque de Sri Lanka dans l'excellent confort d'un Tristar. Nos avions partent de Paris pour Colombo chaque vendredi et dimanche. Vous apprécierez au cours de votre voyage ce service attentionné et chaleureux propre aux habitants de ce paradis. AIRLANKA

Un avant-goût du Paradis

Consultez votre agence de voyages ou Air Lanka à Paris.
Tél. 297 43 44. 9, rue du 4 September, Paris 75002.

AL202

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNIVAR

Les actionnaires de la SICAV UNIVAR (Crédit agricole) ont approuvé lors de leur assemblée générale *du 26 janvier 1983* la mise en paiement du dividende suivant au titre de l'exercice 1981-1982 :

- Dividende net .... 353,27 F
- Crédit d'impôt .... 0,04 F
- Revenu global .... 353,31 F

Le dividende net *représenté* par le coupon n° 1 a été mis en paiement à partir du 29 janvier 1983 à la Caisse natio*nale de Crédit agricole et dans l'ensem*ble des bureaux des Caisses régionales de Crédit agricole mutuel.

CESSATION DE GARANTIE

Le Crédit du Nord, succursale Anjou Saint-Lazare, 59, boulevard Haussmann, 75008 Paris, informe qu'il a été mis fin à la garantie financière de 50 000 F accordée à la *société* Philippe Morel Ingénierie, 82, boulevard Haussmann, 75008 Paris, pour son activité de transactions sur immeubles et fonds de commerce, visée par la loi du 2 janvier 1970.

En conséquence, cette garantie cessera trois jours francs après la publication du présent avis.

Les créances, s'il en existe, devront être produites à la succursale ci-dessus indiquée dans les trois mois de cette insertion.

SAGA TRANSPORT

Le conseil d'administration de SAGA TRANSPORT s'est réuni le 10 février 1983 à son siège social de la Tour Atlantique à Puteaux, pour examiner les conséquences des modifications intervenues dans son actionnariat majoritaire.

A cette occasion, *il a enregistré la dé*mission de son président, M. Eric de Rothschild, ainsi que de deux administrateurs : M. Hervé Paste de Rochefort et la société SAGA HOLDING.

Trois nouveaux administrateurs ont été nommés pour remplacer les administrateurs démissionnaires :

— la Compagnie minière et phosphatière « Comiphos », qui a désigné comme son représentant permanent son vice-président, M. Frédéric Oubak, directeur général adjoint à la Compagnie financière de Suez ;

— M. Michel Castres Saint Martin, directeur à la Compagnie financière de Suez ;

— M. Eric Dufoix, directeur adjoint de la Compagnie financière de Suez.

Le conseil a nommé M. Gérard Nouveau président de SAGA TRANSPORT, et M. Michel Fiemeyer, directeur général de cette société.

Schlumberger

Le bénéfice net de Schlumberger pour le quatrième trimestre de 1982 est de 311 millions de dollars, en baisse de 13 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le chiffre d'affaires pour le quatrième trimestre est de 1,51 milliard de dollars, en diminution *de 7 %*.

Pour l'ensemble de 1982, le bénéfice net est de 1,35 milliard de dollars, en augmentation de 6 % par rapport au bénéfice net de 1981 qui était de 1,27 milliard de dollars. Le bénéfice net par action est de 4,60 dollars, comparé à 4,37 dollars. Le chiffre d'affaires a augmenté de 5 % pour atteindre 6,28 milliards de dollars.

Jean Riboud, président-directeur général, a déclaré que les résultats de 1982 étaient relativement bons si l'on prenait en considération les deux facteurs qui ont pesé sur l'activité de Schlumberger :

— la baisse sévère du forage en Amérique du Nord, commencée en janvier, s'est poursuivie toute l'année. En dehors de l'Amérique du Nord, l'activité pétro*lière s'est ralentie, d'abord en Amérique* du Sud puis, plus tard, en Afrique et en Europe. Le chiffre d'affaires du secteur Services pétroliers est de 4,06 milliards de dollars, soit une augmentation de 7 % ;

— la récession aux Etats-Unis et en Europe occidentale a eu une incidence *sur les résultats* de toutes les unités du secteur Mesure Régulation et Composants, particulièrement sur ceux de *Fairchild. Le* chiffre d'affaires est de 2,10 milliards de dollars, soit une baisse de 1 %.

AGF — SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SOCIÉTÉ ANONYME CRÉÉE PAR LA LOI DU 4-1-1973
CAPITAL SOCIAL : 407 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 87, rue de Richelieu, 75002 PARIS

CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL DE L'EXERCICE

(En millions de francs)

	1981	1982	Variation %
A.G.F. VIE	4 450	5 270	+ 18,4
A.G.F. I.A.R.T.	6 314	7 102	+ 12,5
	10 764	12 372	+ 14,93

Les deux sociétés A.G.F. VIE et A.G.F.-I.A.R.T. sont filiales de la Société Centrale des A.G.F. qui a exclusivement pour objet de détenir directement ou indirectement la totalité des actions des Sociétés constituant le groupe des A.G.F.

- 1 600 AGENTS GÉNÉRAUX.
- LES RÉSEAUX COMMERCIAUX DES A.G.F. EN FRANCE DANS PLUS DE 50 PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE A VOTRE SERVICE.

les SICAV des Caisses d'Epargne

gérées par la Caisse des Dépôts et Consignations

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1982

LE LIVRET PORTEFEUILLE SICAV "diversifiée"		SOCIETE NOUVELLE FRANCE OBLIGATIONS SICAV "obligations"		Livret BOURSE INVESTISSEMENTS SICAV "MONORY"	
Valeurs françaises	41 %	Valeurs françaises	81 %	Valeurs françaises	75 %
Valeurs étrangères	46 %	Valeurs étrangères	16 %	Valeurs étrangères	5 %
Liquidités	13 %	Liquidités	3 %	Liquidités	20 %
Valeur liquidative	356,18 F	Valeur liquidative	354,42 F	Valeur liquidative	211,54 F

Des placements performants

progression du capital + revenu brut attribué en 1982 (en % de la valeur liquidative au 31.12.81)

LLP	28,4 %	SNFO	22,9 %	LBI	25,8 %

ouvrez un compte d'épargne en action (CEA)
pour profiter des avantages fiscaux liés au placement
Livret BOURSE INVESTISSEMENTS



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 3-2-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	339 434
dont :	
Or	247 037
Disponibilités à vue à l'étranger	10 576
ECU	68 712
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 109
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 770
dont :	
Concours au Trésor public	»
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	201 882
dont :	
Effets escomptés	85 034
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	69 425
5) DIVERS	6 679
Total	623 172

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	176 288
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 058
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	20 048
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	49 134
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	12 699
5) ECU A LIVRER AU FECOM	64 761
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 979
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 286
8) DIVERS	11 636
Total	623 172

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	4 fév.	11 fév.
Valeurs franç. à revenu variable	882,1	871,8
Valeurs étrangères	2541	2674,8
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	124,4	125,8
Valeurs étrangères	343,8	361,9
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	107,4	108,6
Pétroles-Énergie	88,2	85,8
Métallurgie	85,3	86,3
Chimie	100,5	102,4
Bâtim., mat. constr., trav. publics	101,5	102,7
Constructions mécaniques	97,9	98,1
Matériel électrique	123,4	128,9
Automobile et accessoires	98,2	98,2
Industr. de consom. non alim.	123,5	125,8
Agro-alimentaire	126,2	128
Distribution	85,9	85,8
Transports	116,5	114,5
Services	118,7	119,5
Assurances	99,7	100
Banques	133,6	133,6
Immobilier et foncier	114,1	115
Investissement et portefeuille	113,2	114,8
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	100,5	100,4
Emprunts d'État (*)	100,6	100,7
Emprunts garantis et assimilés (*)	100,4	100,4
Sociétés (*)	100,8	100,6
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	88,3	88,3
Sociétés (*)	95,9	95,7
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	103,6	104,7
Produits de base	86,6	86,7
Construction	99,2	100,3
Biens d'équipement	103,7	105,5
Biens de consom. durables	108,4	108,8
Biens de consom. non durables	117,8	123,1
Biens de consom. alimentaires	122,7	125,7
Services	95,5	98,3
Sociétés financières	120,7	121,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	90	90,6
Valeurs industrielles	102,6	103,9
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	101,6	101,6

(*) Indices provisoires.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PERNOD-RICARD. – Au cours de l'exercice 1982, le groupe a enregistré une forte progression (23,5 %) de son chiffre d'affaires consolidé, lequel a atteint 7,3 milliards de francs (hors taxes) contre *5,26 milliards (hors droits et taxes)* pour le précédent exercice. Ce chiffre d'affaires consolidé englobe les résultats des sociétés suivantes : Austin Nichols *(U.S.A.)*, *la firme de champagne Besserat de Bellefon*, l'entreprise britannique Campbell, les Cidreries distilleries réunies, Cusenier, Euro-Equipement, les Grandes Marques continentales, J.F.A.-Pampryl, Pernod, Ricard, la Société d'exportation des grandes marques (et ses filiales étrangères), Sias-Mpa et ses filiales étrangères (huit mois d'activité seulement), Sopagly, S.P.A. Spbg-Srbg-G.L.V. (concessionnaires Coca-Cola).

La société met l'accent sur la forte augmentation des produits sans alcool, lesquels ont représenté 33 % du chiffre d'affaires 1982 contre 29,4 % l'année précédente. Cette orientation s'est retrouvée dans les activités à l'exportation, où Sias-Mpa, spécialisée dans les préparations aux fruits, a réalisé les deux tiers de son chiffre d'affaires en dehors de la France.

INTERTECHNIQUE. – Selon les estimations de résultats pour l'exercice 1982, la société aura réalisé un bénéfice net supérieur à celui de l'exercice précédent *(35,5 millions de francs)* et un chiffre d'affaires de 727 millions de francs, en hausse de 14,5 % sur celui de l'année 1981.

A.G.F. – La société centrale des Assurances générales de France (A.G.F.) a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires mondial de 12,37 milliards de francs (en progression de 14,9 % sur l'année précédente), la part de la branche A.G.F. Vie représentant 5,27 milliards de francs (+ 18,4 %) et la branche A.G.F. I.A.R.T., 7,10 milliards (+ 12,5 %).

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	10 fév.	11 fév.
Valeurs françaises	104,6	105,2
Valeurs étrangères	110	111,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	10 fév.	11 fév.
Indice général	104,1	104,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 14 février .... 12 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11 fév.	14 fév.
1 dollar (en yens)	236,35	235,50

BOURSE DE PARIS — Comptant — 11 FÉVRIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	27	1 101
5 %	....	0 151
3 % amort. 45-54	....	1 603
4 1/4 % 1963	101 80	1 744
Emp. N. Eq. 6 % 67	....	4 208
Emp. 7 % 1973	9261	..
Emp. 8,80 % 77	106 35	6 383
9,80 % 78/93	84 80	5 773
8,80 % 78/86	85 80	1 495
10,80 % 79/94	87 10	4 764
13,25 % 80/90	96 80	9 221
13,80 % 80/87	98 32	4 499
[illegible]		

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
De Dietrich	300	295
Degremont	124 80	129 80
Delalande S.A.	139 40	145
Delmas-Vieljeux	490	500
Dév. Rég. P.d.C (Li)	122	117 90
Didot-Bottin	275	275
Dist. Indochine	350	345
Drag. Trav. Pub.	197 90	196
Duc-Lamothe	190	....
Dunlop	4 85	5
Eaux Bass. Vichy	910	905
Eaux Vittel	590	590
[illegible]		
Comiphos	156	150
Comp. Lyon-Alem.	158	160
Concorde (La)	285 50	261
C.M.P.	6 70	6 60
Conte S.A. (Li)	18	18
Crédit (C.F.B.)	280	....
Créd. Gén. Ind.	310	312
Crédit Univers.	354 90	359
Crédital	104 80	104
C. Sabl. Seine	115	115 20
Darblay S.A.	87 90	95 60 d
[illegible]		
Louvre	230 60	231
Luchaire S.A.	90 10	92
Magasins Uniprix	61 40	63
Magnant S.A.	48 90	....
Maritimes Part.	90 50	....
Marocaine Cie	24	24
Marseille Créd.	....	....
Métal Déployé	297	295
Mic	225	....
Mors	210	215
Nadella S.A.	....	....
[illegible]		
Naval Worms	109	107
Navig. (Nat. de)	60 20	64 40 d
Nicolas	322	331
Nodet-Gougis	76	82 70
OPB Paribas	99 90	99 10
Opcorg	84	85
Origny-Desvroise	121	122 50
Palais Nouveauté	291	290
Paris-Orléans	96 30	96 30
Part. Fin. Gest. Im.	175	171
Pathé-Cinéma	140	138 60
Pathé-Marconi	63 80	68 30 d
[illegible]		
B. N. Mexique	7 25	....
B. Régl. Internat.	43200	41500
Barlow Rand	89	95 50
Bell Canada	151 20	151 20
Blyvoor	149	150
Bowater	23 50	....
British Petroleum	41 10	42
Br. Lambert	256	260
Caland Holdings	88	....
Canadian-Pacific	282 90	301
Cockerill-Ougrée	15	15 30
Cominco	370	....
Commerzbank	428	....
[illegible]		
Océanic	18 30	18 90
Petrofigaz	378	....
Pronuptia	135	....
Ratier Forest G.S.P.	....	....
Rorento N.V.	598	601
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Sicomer	170	187
S.K.F. (Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	94 80	94 80
Total C.F.N.	89 30	....
Ufimer	200	....
Voyer S.A.	1 36	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	110	....
Akzo	136	140
Alcan Alum.	262	262
Algemeine Bank	946	999
Am. Petrofina	480	....
Arbed	170	....
Asturienne Mines	46 50	....
Bco Pop Espanol	75	76

SECOND MARCHÉ

[illegible]

Hors-cote

[illegible]

SICAV

11/2	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	170 88	163 13
Actions-Investiss.	218 20	208 31
Actions sélectives	249 20	237 90
Aedificandi	294 16	280 82
A.G.F. 5000	209 20	199 71
Agimo	304 41	290 61
Altefi	217 46	207 60
A.L.T.O.	190 28	181 65
Amérique Gestion	430 74	411 21
Bourse-Investiss.	231 18	220 70
Capital Plus	1107 42	1107 42
[illegible]		
U.A.P. Investiss.	278 12	265 51
Unifrance	208 46	199 01
Unifoncier	548 39	523 52
Unigestion	492 56	470 22
Uni-Japon	752 60	718 47
Unirente	1623 93	1570 53
Univer	11584 78	11584 78
Valorem	322 11	307 50
Valrea	118469 07	116362 72
Worms Investiss.	581 88	565 05

◆ : prix précédent

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2198	4,5 % 1973	2106	2148	2170	2150
3030	C.N.E. 3 %	2962	2975	2999	2975
470	Agence Havas	499	510	515	507
420	Air Liquide	412 50	409	408 50	409
305	Als. Superm.	312	307	305	307
57	A.L.S.P.I.	66 50	64	64	65 10
143	Alsthom-Atl.	141	139	139	138 10
880	Amrep	810	812	812	798
158	Applic. gaz	172 60	172 50	174	170
148	Arjom. Prioux	155 10	155 10	155 10	152 60
920	Aux. Entrepr.	890	892	895	892
415	Av. Dass.-Br.	440	440	440	431 50
187	Bail-Equipem.	210	205	205	205
390	Bail-Investiss.	380	381	381	381
270	Cie Bancaire	289 50	294 70	293 20	289
106	Bazar H.-V.	105 10	105	106	105
147	B.C.T. Midi B.	160	159 10	159 10	156 10
245	Béghin-Say	249	248	248	247 40
405	Bic	405	405	405	401
210	B.I.S.	202	202	202	202
495	Biscuit (Génl.)	513	532	532	521
1120	Bongrain S.A.	1165	1165	1165	1185
[illegible]					

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
670	Facom	563	563	563	553
720	Fichet-bauche	713	740	740	730
152	Finextel	156	153 90	153 70	151 10
143	Fives-Lille	146	145 10	145	147
17 50	Fonderie (Gén.)	23 50	23 20	23	23
88	Fraissinet	86	82	82	82
335	Francarep	297	278	278	272 60
144	Gal. Lafayette	146	145 10	145 10	142 30
285	Gén. d'Entrep.	263	258 70	258 60	258 60
1020	Gén. Géophys.	928	945	945	940
395	G.T. Mars.	364	368	368	362 70
320	Guyenne-Gasc.	320	325	325	325
800	Hachette	790	818	820	830
345	Hénin (La)	341	339	336	336
47	Imétal	53 70	55	56	55
200	Imm. Plaine-M.	201 60	199	199	198
260	Ind. et Particip.	257 50	257 50	257 50	262 50
670	Inst. Mérieux	670	670	670	657
900	Intertechnique	895	895	895	880
134	J. Borel Int.	135	131	131	130
162	J. Lefebvre	158	157	157	154 10
124	Jeumont Ind.	134	134	134	131 90
[illegible]					

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
[illegible]					
380	Paris-Réescomp.	351	352	352	352
97	Pechelbronn	90	90	90	90
320	Penhoet	327	325	325	325
385	Pernod-Ricard	410	413	414	412
144	Pétroles (Fse)	137	137 40	137 30	136
176	– (obl.)	174	174 50	174 60	173 20
34	– (certific.)	32 60	32 10	32 20	32 20
45	Pétroles B.P.	44 80	44 70	44 70	43 90
133	Peugeot S.A.	140	141 50	141	140
315	– (obl.)	316	316	316	313 10
[illegible]					

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
90	Vallourec	92 60	93	93	91 30
1230	V. Clicquot-P.	1190	1188	1188	1194
680	Viniprix	596	610	611	598
970	Elf-Gabon	980	1000	1000	980
210	Amax Inc.	214 90	219	221 10 c	215 c
555	Amer. Express	570	590	585	579
575	Amer. Teleph.	616	615	614	616
158	Anglo Amer. C.	170 30	175	174 60	172 50
970	Amgold	1085	1100	1100	1080
910	B. Ottomane	980	990	990	980
405	BASF (Akt)	448 50	449	448 80	450
[illegible]					
710	Eastman Kodak	745	753	748	750
205	East Rand	225 50	235 60	234 60	235 60
405	Ericsson	426	428 90	428 90	425
260	Exxon Corp.	267 60	267	267	266
320	Ford Motors	347	350	350	346 50
425	Free State	489	488	487	480
200	Gencor	250	258 50	265	263 30
225	Gén. Belgique	228	232	230	229
810	Gén. Electr.	899	920	920	923
510	Gen. Motors	554	564	564	568
75	Goldfields	76 90	78 45	78 45	77 50
205	Harmony	220 50	229 80	230	230
29	Hitachi	30	30 25	30 10	30
375	Hoechst Akt.	443	447	447	440

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
48	Imp. Chemical	51 50	54 50	54 80	54 50
108	Inco. Limited	109 80	110 40	110 60	110 30
830	IBM	854	863	850	863
41	Ito-Yokado	42 60	42 30	42 30	42 30
270	ITT	295	298	298	298
44	Matsushita	45 70	45 90	46 40	46 95
735	Merck	740	730	741	726
670	Minnesota M.	677	679	681	676
230	Mobil Corp.	237	250	254	245 50
16950	Nestlé	17490	17620	17630	17770
[illegible]					
425	St Helena Co	434	455 50	454 80	455 50
425	Schlumberger	384	394 50	394	392
58	Shell transp.	57 10	57 80	58 10	57 10
840	Siemens A.G.	986	975	975	986
120	Sony	124	120 10	121	122
163	T.D.K.	158	158	158 50	160
630	Unilever	668	663	663	663
505	Unit. Techn.	540	545	560	545
960	Vaal Reefs	1056	1130	1135	1130
495	West Deep	546	571	570	560
490	West Hold.	515	535	532	530
345	Xerox Corp.	338	337 80	337 80	341 90
3	Zambia Corp.	3 47	3 53	3 55	3 46

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/2	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	6 842	6 813	6 600	6 950
Allemagne (100 DM)	283 540	283 480	275	289
Belgique (100 F)	14 397	14 394	13 350	14 450
Pays-Bas (100 fl.)	258 830	258 480	250	262
Danemark (100 krd)	80 430	80 040	76	82
Norvège (100 k)	96 760	96 720	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 509	10 545	10 150	10 850
Grèce (100 drachmes)	8 245	8 185	6 750	8 750
Italie (1 000 lires)	4 924	4 922	4 750	5 200
Suisse (100 fr.)	338 980	340 900	331	349
Suède (100 krs)	92 580	92 330	89	95
Autriche (100 sch)	40 380	40 370	39 500	41 200
Espagne (100 pes.)	5 308	5 310	5 050	5 500
Portugal (100 esc.)	7 490	7 460	6 600	7 800
Canada ($ can 1)	5 583	5 562	5 360	5 630
Japon (100 yens)	2 904	2 905	2 790	2 930

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 11/2
Or fin (kilo en barre)	109000	111250
Or fin (en lingot)	108300	111450
Pièce française (20 fr)	728	733
Pièce française (10 fr)	416	.....
Pièce suisse (20 fr)	713	713
Pièce latine (20 fr)	697	895
Souverain	867	840
Pièce de 20 dollars	3905	3905
Pièce de 10 dollars	1950	1940
Pièce de 5 dollars	1001 25	.....
Pièce de 50 pesos	4340	4300
Pièce de 10 florins	739	725

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

APRÈS LES DÉCISIONS DE LAGOS

L'aide française aux étrangers expulsés du Nigéria va se développer

La France compte envoyer une nouvelle aide alimentaire de 3 000 tonnes aux expulsés du Nigéria, a annoncé, la semaine dernière, M. Peccoud, conseiller du ministre délégué au développement et à la coopération. L'acheminement de cette aide, probablement par bateau, est déjà à l'étude. Le ministère délégué à la coopération, en liaison avec le ministère de la défense, a déjà envoyé, à Lomé (Togo), 6 tonnes de médicaments et 3 tonnes de couvertures ainsi qu'une antenne médical à bord d'un Transall. Un nouvel envoi de 2,5 tonnes de médicaments au Bénin a eu lieu jeudi.

M. Peccoud a également indiqué que Paris a acheté à la Haute-Volta, qui a un excédent de céréales, 500 tonnes de maïs acheminées par la route vers Lomé, pour un montant de 1,1 million de francs, une opération de « coopération sud-sud » qui pourrait être renouvelée avec le Niger. Enfin la C.E.E. a décidé d'accorder une aide d'environ 35 millions de francs au Ghana. Paris fournira, de son côté, un Transall pour acheminer sur place les aides matérielles collectées par les organisations non gouvernementales.

D'autre part le président Bongo se rendra cette semaine à Lagos, et les conséquences des expulsions d'étrangers du Nigéria seront évoquées au cours de ses entretiens avec le président Shagari. Sans attendre, devant les critiques croissantes dont il fait l'objet, le gouvernement nigérian a donné l'assurance que les départs d'ouvriers qualifiés étrangers en résidence illégale prévus avant le 1er mars se feront de manière plus ordonnée. Lagos s'est engagé à mettre à leur disposition des moyens de transport.

Alors que le président Hissène Habré rencontrait jeudi à Lomé MM. Houphouët-Boigny et Eyadéma, les autorités tchadiennes ont lancé une mise en garde contre « tout acte d'agression ou de menace » à l'égard des ressortissants nigérians du Tchad. De vingt mille à trente mille Tchadiens font partie des expulsés du Nigéria.

Enfin, au cours d'un entretien publié ce lundi 14 février, par l'hebdomadaire « Newsweek », M. Jerry Rawlings, chef de l'Etat ghanéen, a déclaré que l'expulsion « cynique » d'un million de ses compatriotes par le Nigéria, fait partie d'un complot contre son régime. « Mais si nous parvenons à nous en sortir, ce sera un brillant exemple pour l'Afrique », a-t-il ajouté.

● *La destruction du centre de télécommunications de Lagos.* – Trois engins incendiaires sont à l'origine du feu qui a ravagé, en plein Lagos, le 24 janvier (*Le Monde* du 26 janvier) l'immeuble des télécommunications du Nigéria, a affirmé, dimanche 13 février, le *New Nigerian* (proche du gouvernement). Une équipe d'experts américains, appelée par le gouvernement de Lagos pour déterminer l'origine de l'incendie, aurait abouti à cette conclusion, sans que la nature exacte de ces ngins n'est été encore déterminée. Le journal indique également qu'un suspect arrêté par la police a avoué avoir fait partie d'un groupe de cinq personnes recrutées et entraînées pour incendier cet immeuble de trente-sept étages. Une fraude portant sur plusieurs dizaines de millions de nairas (monnaie locale) découverte a la net (Nigerian external telecommunication) et selon les observateurs, l'incendie aurait été allumé pour masquer cette graude. Les liaisons telex de Nigéria vers le reste du monde n'ont toujours pas été rétablies trois semaines après l'incendie, qui a provoqué, selon un bilan officiel, la mort de deux personnes. – *(A.F.P.)*

En Inde

CLIMAT DE GUERRE CIVILE POUR LES ÉLECTIONS EN ASSAM

New-Delhi *(A.F.P.)*. – Le scrutin pour le renouvellement de l'Assemblée législative de l'Assam s'est ouvert, lundi matin 14 février, dans une atmosphère de guerre civile. Deux heures après l'ouverture des bureaux de vote, la participation était à peu près nulle et la radio locale lançait appel sur appel pour encourager une population terrorisée à se rendre aux urnes (*le Monde du 10 février*).

Selon un bilan officiel, dix-sept personnes ont été tuées au cours des dernières vingt-quatre heures. La campagne électorale, qui s'est ouverte il y a un mois, aura fait plus de cent morts et des millions de dollars de dégâts.

Les natifs de cet Etat stratégique du nord-est de l'Inde, regroupés au sein de deux associations, s'opposent par la force à la tenue de ces élections. Sur les huit millions d'électeurs inscrits, estiment-ils, deux millions et demi sont des immigrants illégaux venus du Bangladesh voisin. Ils demandent leur radiation des listes électorales et leur expulsion d'Assam.

M. CHEYSSON A BAGDAD ET A DAMAS

Le président Saddam Hussein apprécie le soutien de la France dans son conflit avec l'Iran

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, venant de Bagdad, fait ce lundi 14 février et mardi une visite de vingt-quatre heures à Damas. Une personnalité syrienne « *haut placée* », a insisté, samedi, selon l'A.F.P., sur « *les bonnes relations économiques et culturelles entre la Syrie et la France* ». Selon une autre « *source bien informée dans la capitale syrienne* », la visite de M. Cheysson traduit une « *volonté sincère d'engager un dialogue politique à haut niveau sur plusieurs questions d'actualité* ». Damas ayant pris parti contre Bagdad dans la guerre irako-iranienne, les divergences politiques entre la France et la Syrie sont cependant importantes.

Le président irakien, M. Saddam Hussein, a reçu M. Cheysson dimanche pendant deux heures. Selon l'agence irakienne INA, il a déclaré qu'il appréciait « *profondément* » la position de la France et de M. Mitterrand à l'égard « *des causes arabes et de la guerre imposée à l'Irak par le régime iranien* ».

Le ministre français a transmis à M. Saddam Hussein un message verbal soulignant la « *profonde amitié* » et l'importance qu'il attache aux relations franco-irakiennes.

M. Cheysson, qui était arrivé à Bagdad samedi, venant d'Amman, s'est également entretenu avec deux vice-premiers ministres irakiens, MM. Taraek Aziz (également ministre des affaires étrangères) et Ramadan. Selon l'agence irakienne, il s'est déclaré satisfait de ses entretiens, et a indiqué que les sociétés françaises « *sont prêtes* » à continuer à participer au développement de l'Irak.

NOUVELLES BRÈVES

● *Mgr Jacques Fihey, évêque auxiliaire de Marseille*, vient d'être nommé par Jean-Paul II vicaire aux armées, en remplacement de Mgr Gabriel Vanel, âgé de cinquante-huit ans : limite d'âge pour un aumônier catholique des armées. Deux cent dix prêtres à temps plein et cent neuf à temps partiel sont au service des catholiques de l'armée française.

[Né le 1er octobre 1951 à Narbonne, Mgr Jacques Fihey, après des études au grand séminaire de Nantes, a été ordonné prêtre en 1955. Il obtient ensuite à Rome un doctorat de théologie et une licence en droit canonique. Il occupe le poste de secrétaire général adjoint de l'épiscopat chargé de l'opinion publique de 1971 à 1977, avant d'être nommé évêque auxiliaire de Marseille en 1978.]

● *La situation de M. Traïan Muntean.* – Un nouvel arrêté d'expulsion a été notifié, samedi 12 février, à M. Traïan Muntean qui se trouve assigné à résidence à Grenoble où il est domicilié. Les avocats du ressortissant roumain, condamné pour intelligences avec les agents d'une puissance étrangère et aujourd'hui libéré, avaient assigné en référé l'administration, lui reprochant de détenir chez lui M. Muntean sans motifs légaux. (*le Monde* des 11 et 12 février). Entre-temps, les inspecteurs des renseignements généraux qui surveillaient le domicile de Muntean ayant été retirés, le tribunal a donné acte au préfet de l'Isère de la cessation des « voies de faits » reprochées.

Remontée du dollar 6,86 F

Retombé à 6,81 F à la veille du week-end, le cours du dollar s'est raffermi lundi 14 février, s'établissant à *6,86 F environ sur la place de Paris*. A Francfort, il est repassé de 2,40 DM à 2,42 DM.

Ce raffermissement, un peu inattendu, est attribué au vif gonflement de la masse monétaire aux États-Unis, qui fait craindre un durcissement de la politique des autorités de tutelle (le Fed). A vrai dire, l'incertitude règne encore sur les intentions du Fed, pris entre le souci d'éviter un dérapage de la masse monétaire, générateur d'inflation, et celui de ne pas compromettre une reprise de l'économie encore bien hésitante.

● *Un malfaiteur tué par des policiers.* – Bruno Heuze, âgé de vingt-sept ans, recherché pour divers délits, dont des vols avec violences, a été tué, samedi 12 février, dans un couloir du métro, Gare-du-Nord à Paris, au cours d'un échange de coups de feu avec des policiers qui voulaient l'interpeller pour un contrôle d'identité. Un jeune homme qui l'accompagnait a pu prendre la fuite.

SIX EXPLOSIONS EN CORSE PENDANT LE WEEK-END

Quatre attentats à l'explosif, non revendiqués, ayant provoqué des dégâts matériels importants, ont été commis en Haute-Corse dans la région de Bastia, dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 février. L'un a été commis à Biguglia, à 10 kilomètres au sud de Bastia et visait un magasin de vitrerie, les trois autres ont été commis à Borgo-Valrose et visaient les locaux de la Société du comptoir agricole bastiais, ceux de la Société corse de distribution et enfin, l'établissement Caravane-Habitat. Ces trois sociétés ont déjà été l'objet d'attentats revendiqués par le Front de libération nationale de la Corse en août et octobre 1982.

Deux autres attentats avaient été perpétrés la nuit précédente à Calvi (Haute-Corse) et Cauro (Corse-du-Sud). Le premier a détruit à 50 %, sur le camping Marinella, un bâtiment à usage sanitaire appartenant à M. Chrysostome Leandri, conseiller général R.P.R. du canton de Calvi. M. Leandri avait déjà fait l'objet le 4 février d'un attentat qui avait détruit à 80 % son appartement. Le second a gravement endommagé à Cauro le bureau d'accueil du camping les Prunelli, géré par M. Dominique Sabrini.

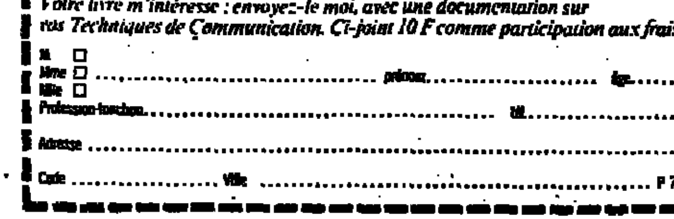
UN NOUVEL ATTENTAT DU GROUPE BAKOUNINE

Un attentat à l'explosif a été commis dans la nuit du dimanche 13 au lundi 14 février, peu avant 4 heures, contre la Société d'application des machines motrices (SAMM), à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Le groupe Bakounine – Gdansk-Paris-Guatemala-Salvador, auteur de quinze attentats depuis décembre 1981 contre des sociétés travaillant généralement avec l'Europe de l'Est ou l'Amérique latine, a revendiqué cette action : la SAMM fabrique du matériel technique de précision pour le compte du ministère français de la défense. Les dégâts ont été très légers : plusieurs vitres ont été soufflées.



Pour maintenir l'activité de ses ateliers en période de morte-saison
NICOLL
La tradition anglaise du vêtement
vous offre jusqu'au 26 février
COSTUME mesure industrielle **1650 F**
avec gilet 1 890 F
NICOLL à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

isa
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
18 mois
de formation intensive
au « management » des entreprises
• En France, dans le cadre d'un programme du même type que ceux des meilleurs M.B.A.,
• offrant de larges possibilités d'échanges avec d'autres « business schools » réputées en Europe, en Asie et en Amérique,
• avec le concours d'un corps professoral à la notoriété internationale,
• pour une promotion composée de jeunes cadres et de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, de toutes disciplines et origines professionnelles, rigoureusement sélectionnés sur leurs qualités personnelles et leur potentiel.
Date limite de dépôt des candidatures en vue de la rentrée de septembre 1983 : lundi 14 mars
Réunions d'information avec d'anciens I.S.A. à :
PARIS - mardi 22 février - 18 h 30 - Maison de l'Amérique Latine 217, boulevard St-Germain (7e) - Métro Bac
TOULOUSE - mardi 1er mars - 18 h 30 - Frantel - place Wilson
INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES
78350 JOUY-EN-JOSAS – TÉL. (3) 956.80.00 POSTE 476
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES (HEC-ISA-CFC).
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
Pour recevoir, sans engagement, une documentation retournez-nous ce coupon-réponse à l'adresse ci-dessus.
Nom ....
Rue .... N° ....
Code postal .... Ville ....
Diplômes ....
Expérience professionnelle ....

Clé de la réussite, ce petit livre de Maurice Ogier donne envie de vivre !
Chaque jour, la parole fait gagner ou perdre des ventes, des contrats, l'autorité, l'amitié ou l'amour. Chaque être jouit de ce don merveilleux : la parole, mais il est rare qu'il sache l'exploiter pleinement. Or, parler avec aisance, participer brillamment à une conversation, une discussion, un débat, mener à bien une réunion, un entretien d'affaire ou d'embauche, avoir des contacts faciles : tout cela peut s'apprendre en quelques semaines. Ce passionnant petit livre vous fera comprendre pourquoi certains, « les leaders », cherchent toujours à prendre la parole : c'est le plus sûr moyen de se mettre en valeur, donc de réussir.
MAURICE OGIER, *Animateur de séminaires de Communication. Conseil en Développement Personnel.*
parler avec aisance
INDISPENSABLE AUX DEMANDEURS D'EMPLOI
10 F
Cas vécus. Ses méthodes, ses réussites. Des témoignages de dirigeants, universitaires, autodidactes, avocats, employés, ingénieurs, etc.
Maurice Ogier
INSTITUT FRANÇAIS DE LA COMMUNICATION Dpt 703
6, rue de la Plaine 75020 PARIS
BON DE COMMANDE DU LIVRE COMMENT APPRENDRE A PARLER AVEC AISANCE
Votre livre m'intéresse : envoyez-le moi, avec une documentation sur vos Techniques de Communication. Ci-joint 10 F comme participation aux frais.
Nom .... prénom .... âge ....
Profession-fonction .... tél. ....
Adresse ....
Code .... Ville .... P 703




Le numéro du « Monde » daté 13-14 février 1983 a été tiré à 476 685 exemplaires



